

**OTTO STRASSER
VICTOR ALEXANDROV**

le front noir contre Hitler

ire d'une lutte opiniâtre et clandestine
contre le dictateur et son régime



The Sueltenfuss Library

Our Lady of the Lake University

Presented by

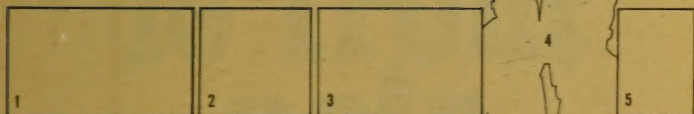
L'Alliance Française de San
Antonio



LIBRARIES

DISCARD

DISCARD



NOTRE COUVERTURE

1. Hermann Gœring et Gregor Strasser (frère de Otto) quittent le Reichstag après sa dissolution. (Ph. Keystone). 2. Un quatuor hétéroclite : celui formé par Mme Meimhausen, l'Oberbourgmaster Sahm, François-Poncet et M. Zulueta, ambassadeur d'Espagne à Berlin, à l'occasion d'un dîner de propagande nazie le 10 mai 1934. (Ph. Keystone). 3. Les principaux inculpés du putsch hitlérien de 1924 parmi lesquels on reconnaît Hitler et Ludendorff. (Ph. Ullstein). 4. 1926. Le Gauleiter de Berlin, Joseph Gœbbels et Victor Lutze, chef des S.A., mènent un défilé à travers les rues de Weimar. (Ph. Ullstein). 5. Mars 1928. Otto Strasser, futur leader du « Front Noir » en conférence de presse. (Ph. Associated Press).



Si vous désirez être tenu au courant des livres que publie Marabout, envoyez simplement votre carte de visite ou une carte postale à **Marabout** — **Service Magazine** — 118, rue de Vaugirard, Paris VI^e ou 65, rue de Limbourg, B-4800 Verviers (Belgique), ou pour les Amériques à Kasan Ltée, 226 Est, Ch. Colomb, Québec 2 P.Q. Canada. Vous recevrez gratuitement, tous les trois mois, un bulletin d'information illustré qui vous renseignera sur les nouveautés en vente chez votre libraire.

**OTTO STRASSER
VICTOR ALEXANDROV**

le front noir contre Hitler



bibliothèque marabout

© 1968, by Culture, Art, Loisirs, Paris.

Toute reproduction d'un extrait quelconque de ce livre par quelque procédé que ce soit, et notamment par photocopie ou microfilm, est interdite sans autorisation écrite de l'éditeur.

Les collections Marabout sont éditées et imprimées par GERARD & Co, 65, rue de Limbourg, B-4800 Verviers (Belgique). — Le label Marabout, les titres des collections et la présentation des volumes sont déposés conformément à la loi. Correspondant général à Paris : L'INTER, 118, rue de Vaugirard, Paris VI^e. — Gérant exclusif et Distributeur général pour les Amériques : D. KASAN Ltée, 226 Est, Christophe Colomb, Québec 2 P.Q., Canada. — Distributeur en Suisse : Editions SPES, 1, rue de la Paix, Lausanne.

I

Première rencontre de Hitler et d'Otto Strasser

Les frères Strasser / Le putsch de Kapp / Otto Strasser fait la connaissance de Hitler / Première escarmouche / Opinions de Ludendorff / Le nationalisme légitime et le socialisme nécessaire.

Deux frères célèbres

Otto Strasser... Depuis quand l'ai-je vu ? Voyons, en 1932, au moment de la « bataille de Berlin », oui, ce doit être à peu près cela. Plus de trente ans ont passé depuis ce moment de ma jeunesse...

Je sonne. La personne qui m'ouvre est sa belle-sœur, je le sais. Après les présentations, elle me conduit dans la pièce où se tient celui que je viens voir.

Lorsque je rencontre son regard, je le reconnais. Le regard d'un homme change rarement au cours des années. Ce sont les mêmes yeux, d'un bleu intense, qui vous fixent et vous pénètrent avec une curiosité profonde. Les yeux d'un homme intelligent et volontaire. C'est bien l'Otto Strasser de ma jeunesse, à peine voûté, entouré de livres, de manuscrits ; dans un coin, le lit où il dort et sur lequel est assise une ravissante jeune femme qui nous quitte bientôt. Des exemplaires de la feuille ronéotypée qu'il fait paraître deux fois par

mois, le « Vorschau ». Car Otto Strasser, frère de Gregor le compagnon de Hitler, assassiné pendant la « nuit des longs couteaux », n'a pas pris sa retraite de théoricien politique ni de militant. Il est, dans cette Allemagne de Bonn qui sert des pensions aux anciens gestapistes, un opposant, encore une fois.

Dans l'Allemagne de 1920, les frères Strasser étaient célèbres et l'on crut un moment qu'ils seraient les responsables de la reconstruction de l'Allemagne, nationaliste et socialiste. Beaucoup d'événements depuis, beaucoup de sang, de morts ; Otto Strasser est le seul, avec Rudolf Hess emprisonné, qui reste de tous ceux qui ont connu intimement Hitler au début de son mouvement, à l'aube de sa « gloire ».

Ce que je viens lui demander, c'est précisément de se souvenir de cette époque, de l'analyser devant moi, d'expliquer ce qu'au fond personne ne s'explique aujourd'hui encore : la montée de l'Autrichien Adolf Hitler, sa constante victoire sur ses opposants, la vague populaire qui l'a porté au pouvoir.

Strasser me regarde, sanglé dans son costume bavarois à boutons dorés, il m'attend, nous commençons.

— On vous considère généralement comme le cerveau du national-socialisme ; êtes-vous d'accord ?

— Oui et non. J'ai donné une forme au concept obscur du national-socialisme. J'ai essayé de l'exploiter selon les données économiques et politiques. D'abord, dans ce qu'on appelle le « Programme de Bamberg », ensuite dans mes « Quatorze thèses de la révolution allemande » et enfin dans mon œuvre maîtresse « Edification du socialisme allemand » qui parut en 1930. Mais ces tentatives de définition et de clarification déplaisaient précisément à Hitler, qui ne voulait pas de programme, qui préférerait rester dans le vague politique pour ne s'aliéner personne avant d'en avoir la force. Hitler ne voulait pas faire de révolution, même pas de « révolution conservatrice » comme mon national-socialisme à moi le projetait, il voulait le pouvoir. Il lui suffisait de promettre à l'Allemagne le retour de sa grandeur et de sa prospérité et les Allemands se sont finalement contentés de ces promesses. Non, je ne suis pas le théoricien du parti tel qu'il est passé à l'Histoire, parce qu'il n'en avait pas besoin. Il lui suffisait d'un chanteur.

— Quand et où avez-vous fait la connaissance de Hitler ?

— En octobre 1920. J'étais à Deggendorf en Bavière où je passais mes vacances chez mes parents. Mon frère Gregor m'a téléphoné et m'a invité à déjeuner le lendemain en me disant qu'il y aurait aussi le général Ludendorff¹ et Adolf Hitler. Ce déjeuner était, selon lui, très important.

Le général Ludendorff m'intéressait beaucoup. Quel jeune officier allemand n'aurait pas été fier de lui être présenté, lui le généralissime et aussi l'espoir de ceux du front ? Un de ces hommes que, dans le chaos de mon pays, je savais indispensable.

Hitler, par contre, n'était pour moi qu'un politicien, trop porté sur la propagande mais doué, puisqu'on parlait de lui. Tout ce qui pouvait représenter un espoir de voir mon pays se redresser était bon à connaître et au besoin à soutenir. Je ne diffèrais pas du tout, en cela, de l'immense majorité de mes compatriotes. J'ai donc accepté l'invitation.

Otto Strasser en 1920

Six mois auparavant avait eu lieu le putsch de Kapp, conservateur et autoritaire. Le corps franc d'Ehrhardt entra dans Berlin, le gouvernement s'enfuit, laissant le champ libre à Ehrhardt et au général von Lüttwitz. J'avais combattu ce coup de force. Chef de trois centuries rouges des faubourgs de Berlin, j'avais vu mes troupes battues... Pas pour longtemps : une grève générale et l'ignorance politique doublée du manque d'initiative du fonctionnaire Kapp suffirent à contrebattre cette poussée de droite. Kapp et Lüttwitz s'enfuirent en Suède. Il faut noter que la grève générale avait été décidée par le gouvernement lui-même juste avant sa fuite. Etrange époque !

Ce qui avait été important dans cette affaire était surtout notre coopération avec la république de Weimar. Lorsque ce fut fini, les socialistes dont j'étais acceptèrent de déposer les

1. Adjoint de Hindenburg à la fin de la Première Guerre mondiale, il encouragea après le traité de Versailles toute la campagne de contre-révolution de la droite allemande (1865-1937).

armes à condition que le gouvernement prenne quelques mesures : épuration des éléments réactionnaires trop actifs de l'armée, nationalisation des charbonnages et de l'industrie lourde. Un accord fut signé à Bielefeld avec le ministre Severing. Le malheur voulut que les communistes qui avaient été de notre côté, n'abandonnassent pas la lutte ; ces concessions ne leur suffisaient pas. Il y eut répression. Avec quelles troupes ? Les régiments de Lüttwitz et de Ehrhardt, promus cette fois gardiens de l'ordre. La révolte communiste fut matée, l'accord de Bielefeld dénoncé par la même occasion, Severing ayant été considéré comme non mandaté.

Ma réaction personnelle fut rapide : je quittai le parti socialiste, trop « mou ». J'étais étudiant en droit et en sciences économiques, chef des universitaires anciens combattants de gauche, avide d'action parce qu'écœuré de ce qui se passait en Allemagne. Mais je ne savais plus que faire, et ce n'était pas mon père qui pouvait m'aider. Il avait écrit dans sa jeunesse un petit ouvrage, « la Nouvelle Voie », essai sur le christianisme social, et ne voulait pas sortir de là. La messe tous les dimanches, les discussions politiques après, son bureau de fonctionnaire au tribunal de la ville pendant la semaine, c'était tout. Je retrouvais mon enfance, avec une mère vieillie, je ne trouvais pas de raisons de me battre. Mon frère aîné, Paul, était devenu bénédictin, mon frère cadet était toujours en pension ; il n'y avait que Gregor, mon aîné de cinq ans, pharmacien, pour me comprendre et partager mes soucis. C'est pourquoi l'invitation qu'il m'avait faite était pour moi intéressante de toute façon, avec ou sans Hitler ou Ludendorff. Je pris le train au petit matin, fis les cent kilomètres qui séparent Deggendorf de Landshut, la préfecture de la Basse-Bavière où habitait Gregor avec sa jeune femme. La pharmacie-droguerie qu'il exploitait était le rendez-vous des « têtes pensantes » de la ville. Le rideau de fer avait déjà été baissé et une belle voiture — à cette époque-là et dans l'Allemagne ruinée, le fait se remarquait — stationnait devant la porte.

J'étais en retard, je montai l'escalier en courant, embrassai ma belle-sœur, passai à table où l'on m'attendait. Gregor fit les présentations.

Solide double menton, visage lourd, regard protégé par les

sourcils broussailleux, Ludendorff était vraiment le général prussien que j'imaginai. En civil, il conservait ce quelque chose de pesant et de direct qui force le garde-à-vous. A côté de ces qualités que l'on pourrait qualifier de professionnelles, on sentait l'intelligence et la volonté tendue. Je ne fus pas déçu par ce premier contact ; dans le fond, Ludendorff fut par la suite le seul à conserver sa dignité.

Hitler était loin d'avoir cette assurance. On aurait dit qu'il se cachait derrière son puissant tuteur, que son costume bleu marine froissé le gênait aux entournures. Et puis, il était très jeune de visage, avec quelque chose d'incertain et d'impersonnel dans les traits. La moustache en mouche était là mais l'expression de concentration féroce devait apparaître plus tard. Le teint déjà blême accusait l'absence d'exercices physiques et de vie au grand air. C'était une esquisse, assez déplaisante pour moi. Préjugé, pressentiment ? Je pense qu'on peut se faire très vite une opinion sur quelqu'un que l'on rencontre. À table, l'œil inquisiteur de Ludendorff ne me quitta pas. Il me dit que Gregor lui avait parlé de moi et il me demanda combien d'années de service j'avais.

— Quatre ans et demi, mon général. Plus jeune engagé volontaire de la Bavière, trois ans soldat et sous-officier, un an et demi sous-lieutenant et lieutenant, sous les drapeaux du 2 août 1914 au 30 juin 1919, deux fois blessé.

Ludendorff me félicita et nous trinquâmes ; je remarquai que le verre de Hitler était rempli d'eau. C'est alors que j'appris qu'il était antialcoolique et végétarien. Je dois dire que cela ne contribua pas à me rendre le personnage sympathique. Ma belle-sœur semblait d'ailleurs, ce jour-là, partager mes sentiments.

— Monsieur Hitler ne me fera pas l'injure de refuser ma cuisine, dit-elle, lorsqu'on apporta le rôti. Le ton était calme et sans réplique ; « Monsieur Hitler » fut ce jour-là obligé de déroger à ses principes.

Else Strasser ne fut d'ailleurs jamais conquise par le futur chancelier et jamais elle n'approuva tout à fait l'adhésion de Gregor à sa personne. Elle se taisait mais ne cédait pas. La suite, hélas, devait donner raison à sa méfiance. Cet instinct sûr était peut-être, avant tout, un pressentiment.

Ludendorff m'interrogea aussi sur les motifs pour lesquels on m'avait proposé pour l'ordre de Max-Joseph, à la fin de la guerre. Cet ordre, extrêmement rare, comportait l'anoblissement et seul l'armistice m'avait empêché de l'avoir. Je lui racontai mon « fait d'armes », ajoutant qu'il était consigné dans le livre d'or du premier régiment d'artillerie légère de Bavière. Je me laissai aller à mon récit, content de rappeler ce souvenir. Tous les anciens combattants me comprendront.

C'est alors que je remarquai la mine déconfite de Hitler, son silence hostile, son attitude crispée. Je puis très bien analyser les raisons de cette curieuse réaction : d'abord Hitler était caporal et non officier. Ensuite il n'avait eu que *la croix de fer*¹, haute récompense qui n'était cependant pas aussi prisée que l'ordre de Max-Joseph. Ensuite et surtout il n'avait pas la vedette et cela lui était insupportable. Il se montrait d'ailleurs avec Ludendorff presque obséquieux, à la fois gêné et courtisan. Je crois qu'il entrait dans cette façon de faire un calcul — Ludendorff le soutenait et le présentait partout — et le malaise de l'homme sans grande éducation, impressionné par un membre de la caste des officiers prussiens.

Gregor s'aperçut de ce malaise en même temps que moi et en fut mécontent : un lien très fort l'unissait déjà à Hitler et il attendait beaucoup de ce déjeuner, à la fois pour moi et pour lui ; chef des anciens combattants nationaux de Basse-Bavière, il avait fait de son groupement une section nationale-socialiste depuis le printemps. Cela faisait de lui le premier « Gauleiter » de Hitler en province. Cette action rapide prouvait son don de persuasion et ses talents d'organisateur, car ce n'était pas une petite affaire que d'embrigader des Bavarois méfiants et cabochards. Notons que sa position de pharmacien, qui faisait de lui un notable, au même titre que le curé et le médecin, l'avait puissamment aidé.

Nous passâmes au salon et allumâmes nos cigares. Tous sauf Hitler qui, au lieu de s'asseoir comme les autres dans les profonds fauteuils de cuir patinés par l'usage, marchait de long en large, la tête basse et les mains derrière le dos. Tout à

1. Hitler la reçut exactement deux fois : en décembre 1914 (deuxième classe) et en août 1918 (première classe).

coup il s'arrêta et se tourna vers moi :

— Vous, monsieur Strasser, un officier courageux et confirmé, comment avez-vous pu vous opposer au putsch de Kapp au mois de mars, en vous mettant à la tête de centuries rouges ?

Nous y étions ! L'attaque n'était pas mal choisie. En effet, pendant cette période, le rôle et le parti de Ludendorff n'avaient pas été très clairs. Il se trouvait à Berlin lorsque le corps franc d'Ehrhardt y avait pénétré. En spectateur ? Par hasard ? Complice ? Je ne l'ai jamais su. Je ne pouvais donc pas dire franchement ce que je pensais, car je ne voulais pas me fâcher avec l'ex-chef d'état-major du Kaiser que j'admirais et auquel j'accordais encore un sens politique qu'il n'avait pas.

— Je défendais la république de Weimar, gouvernement légal.

— Le gouvernement de « Versailles » plutôt, dit Hitler avec dégoût, le parti de la défaite et de l'humiliation allemandes. Kapp a employé des moyens insuffisants mais son action était juste : il fallait renverser ce gouvernement de pleutres vendus.

— Pas ainsi et pas avec n'importe qui. Kapp est un réactionnaire et il a abusé d'officiers patriotes ignorants de la politique.

— Un réactionnaire ?

— Il a partie liée avec von Tirpitz, la réaction prussienne, les junkers, l'industrie lourde, Thyssen et Krupp. Ce n'est pas avec ces gens-là que l'on peut rénover l'Allemagne. Pour rénover l'Allemagne il faut précisément laisser cette faction à l'écart...

— Strasser a raison, dit Ludendorff. Kapp n'avait aucun soutien populaire. Il faut avoir la masse avec soi ; à ce moment, il n'y a plus besoin d'employer la force.

Le national-socialisme d'Otto Strasser

L'intervention de Ludendorff montra à Hitler qu'il ne fallait pas insister. Il lança un « parfaitement, Excellence » sonore et reprit l'argument à son compte :

— Je n'ai pas d'autre but que d'enflammer le peuple. Il

veut la revanche, je veux le rendre fanatique de la revanche.

Cette idée m'était particulièrement odieuse parce que non constructive.

— Pourquoi encore la guerre ? Pourquoi toujours la revanche ?

— L'Allemagne a besoin de fierté.

— Elle a surtout besoin de travail et de justice sociale. Notre socialisme devra être « national » pour que nous gardions notre personnalité et non pas pour opprimer d'autres peuples.

Gregor m'approuva gravement. Nos idées étaient très proches, je le savais.

— Nous prendrons à droite le nationalisme sans le capitalisme auquel il est en général lié et à gauche le socialisme sans l'internationalisme marxiste qui est un leurre. Cette union aura une force motrice extraordinaire et pourra aider l'Europe à s'unir contre le bolchevisme.

— Par la guerre, dit Hitler.

— Par la paix, par des accords. Nous avons eu deux millions de morts en quatre ans et d'autre part, il n'est pas possible de faire le bonheur des peuples par la contrainte.

Je continuais :

— Ce national-socialisme devra être surtout un socialisme. N'écrivez-vous pas nationalsocialisme en un seul mot, monsieur Hitler ? Vous n'êtes pas sans savoir qu'en allemand, dans ce genre de mots composés, le premier sert de qualificatif au second qui est le mot essentiel ? A moins que votre ami et conseiller Rosenberg, *qui est Balte*¹, ne connaisse pas les finesses de la langue allemande ?

Je le vis rougir. Son front se couvrit de rides. Ces plaisanteries n'étaient visiblement pas de son goût. Il ne pouvait accepter la moquerie. Quelques années plus tard il ne serait plus possible de prendre ce ton avec lui.

— Assez de sophismes logiques, cria-t-il. Puis son ton se radoucit et, avec un sourire rusé, il se tourna vers Gregor :

1. Le principal théoricien nazi était en effet de formation russe. Né à Reval (Estonie, Reval : actuellement Tallinn, U.R.S.S.), en 1893, diplômé d'architecture à Moscou, il ne vint à Munich qu'à la fin de 1918.

— Votre frère est une petite brute intellectuelle. J'aurai du mal à m'entendre avec lui.

Puis il changea de sujet. Cette façon de faire lui était habituelle, je m'en aperçus par la suite, lorsqu'il se trouvait sur un terrain où il ne suffirait pas d'affirmer, d'invectiver, de charmer et de convaincre. Il n'était pas capable de discuter les arguments des autres ou les siens propres. Cette caractéristique fut très importante pour la suite du destin allemand, dont le peuple fut transporté puis détruit à cause de cette absence de réflexion, de cette aveugle conviction.

— Vous ne pouvez isoler les concepts, dans la réalité. Vous ne pouvez pas oublier le judaïsme, séparer ce juif qui était Marx de ce juif qu'est l'industriel Rathenau. C'est la même chose puisque c'est la même race. Ils sont juifs avant tout et ils empoisonnent l'Allemagne et le monde entier. Votre presse sociale-démocrate est dirigée par des juifs, comment pouvez-vous croire en ses idées ? Ils veulent détruire notre nation et notre sentiment d'unité pour mieux nous asservir. Détruire l'honneur, tuer le patriotisme, sous le prétexte de nouvelles idées, pour ensuite nous mettre sous leur coupe. Si la persuasion ne marche pas, alors ils utiliseront la violence parce qu'ils se seront glissés dans tous les postes, les ministères, les administrations, les entreprises comme le ver dans la pomme. S'ils ne suffisent pas à cette tâche, ils demanderont l'aide de leurs coreligionnaires internationaux. Ils sont partout et partout ils amènent la honte et la perte de la liberté !

A cette époque, il existait un courant hostile aux juifs en Allemagne. Trop souvent des scandales financiers éclataient, qui les mettaient en cause. Trop souvent leur richesse détonnait dans l'Allemagne de l'après-guerre, meurtrie et ruinée. Cependant ils avaient fait leur devoir de citoyens allemands sous les drapeaux (un des officiers de Hitler était juif) et ils se sentaient aussi allemands que les autres, plus parfois quant au nationalisme. Je n'étais pas spécialement pro-juif mais l'exagération du petit caporal me semblait risible.

— Je crois que vous les surestimez. Les juifs s'adaptent, c'est tout, comme des Chinois. Ils ne créent pas, ils ne fomentent pas. Il y a toujours eu dans le socialisme trois

possibilités : l'économique étudiée par Marx et Engels qui n'était pas juif, nationale et religieuse de Mazzini, nihiliste par Bakounine et dont devait naître le bolchevisme. Vous voyez que le socialisme n'est pas une idée juive.

Ludendorff, encore une fois, me donna raison. Il dit qu'il était convaincu que les structures et les principes économiques avaient vieilli, qu'il fallait en trouver d'autres et que tel était le rôle du socialisme national que je prônais. Hitler ne parut pas nous entendre, il sautait déjà à une autre idée.

— Je veux fouetter l'énergie du peuple, le redresser et le rendre capable d'écraser la France.

— Toujours la revanche sur nos vainqueurs, toujours le nationalisme. Ce besoin de revanche est réactionnaire. Je n'approuve pas le traité de Versailles, il nous met en tutelle. Mais l'idée d'une nouvelle guerre contre la France est stupide. Il faut au contraire nous allier à elle, en prévision du jour où, ensemble, il nous faudra combattre le bolchevisme russe.

Encore une fois, Hitler ne répondit pas. Je me souvins alors de la terreur rouge de Munich, quand, avec le général Epp, nous avions maté les bolcheviks de Bavière. Hitler n'était pas là. Ne portait-il pas le brassard rouge sur son uniforme, alors ? Sur ce, Hitler s'approcha de moi et, comme s'il lisait ma pensée, me dit, en me tapant sur l'épaule :

— Que voulez-vous, j'aime encore mieux être pendu à un gibet communiste que de devenir ministre avec l'accord de notre ennemie héréditaire, la France.

Sur ces belles paroles qui sentaient leur démagogue, les deux hôtes de mon frère se retirèrent. Lorsque nous fûmes seuls, Gregor me demanda ce que j'en pensais. Je lui répondis que Ludendorff me semblait sérieux, même s'il n'avait pas de génie, mais que Hitler se montrait trop servile, trop adroit, trop tacticien pour être vraiment sincère. Pour moi, il n'avait pas de convictions politiques. C'était l'éloquence d'un *haut-parleur*.

— Justement, répondit Gregor. Il est capable d'enthousiasmer le peuple, tu as des idées politiques, Ludendorff est un homme d'action prestigieux et digne de confiance, je suis capable d'organiser. N'y a-t-il pas une association à faire ?

— Possible. Ce serait en effet l'association idéale. Mais ce Hitler ne m'inspire pas confiance. Pour lui, un programme ne

sera jamais qu'un moyen de prendre le pouvoir. Pour faire une œuvre, il faut des gens convaincus.

— Il est national-socialiste, non ?

— Oui, comme nous, c'est le même parti, mais ce n'est peut-être pas le même contenu, ni le même but.

— Ce parti n'est pas à lui, il ne l'a pas fondé, il n'en est que directeur de la propagande. Il doit se conformer à l'idée qui nous unit.

— Bien sûr, mais tu l'as vu, il ne se conforme à rien. Il ne doit même pas savoir ce qu'est une ligne politique. Un haut-parleur ou un tambour n'ont pas de ligne politique.

Gregor hocha la tête. Je ne l'avais pas convaincu. Au fond, peut-être avait-il raison et peut-être pourrions-nous faire conserver à l'orateur une ligne en équilibre entre le nationalisme légitime et le socialisme nécessaire ?

II

Détresse de l'Allemagne à la fin de la guerre 1914-1918

Difficultés du régime / La misère s'installe / La catastrophe de la dévaluation / Eclat de la vie intellectuelle et artistique / Drexler fonde le D.A.P. / Hitler s'inscrit au parti / Fondation du N.S.D.A.P.

L'idéal allemand

Otto Strasser s'arrête un instant. Je sais ce qu'il pense en ce moment, quel est son regret : ce mouvement, finalement dévoyé, finalement complètement déformé, il a cru un moment, en effet, qu'il pourrait lui garder sa couleur. Car c'était son mouvement, non celui de Hitler comme on le croit aujourd'hui ; c'était le mouvement d'un certain nombre d'Allemands qui cherchaient entre les idées-forces de l'époque, le nationalisme et le socialisme, une voie moyenne. Celle d'Otto Strasser pouvait les satisfaire, et rassurer l'Europe. C'était l'autre nazisme, raisonnable et raisonné. Mort-né, paradoxalement : celui qui a vécu, lui, est un jumeau monstrueux.

Otto Strasser reprit : — Pour expliquer mes souvenirs il faut savoir comment était l'Allemagne au lendemain de la guerre et du traité de Versailles. Oui, il faut savoir quel chaudron de sorcière était ce pays, quel désespoir y a régné, quelle humiliation, quelle désorganisation. Un Français ne

peut saisir cela car l'unité de son pays est faite depuis tellement de temps qu'on ne la remet plus en question. Il y a en France une communauté d'intérêts et d'idées qui est proprement miraculeuse, malgré les remous.

Echec du régime démocratique

Nous, nous avons besoin de réussite pour croire en notre destin de nation ; or le passé était brisé, le présent sans issue et l'avenir sans espoir. En 1918, une prétendue révolution avait amené au pouvoir des hommes complètement impuissants, des fonctionnaires.

L'empereur avait fui ; au régime exécré de Guillaume II, les Alliés avaient voulu substituer un régime démocratique. Celui-ci ne faisait rien, il n'était qu'une façade cachant une réalité de misère et de haine. Comment renouveler un peuple dirigé par de vieux bureaucrates et des petits-bourgeois pusillanimes ? Ils représentaient la partie la plus momifiée et la plus mesquine de l'Allemagne, ces Scheidemann, Severing, Ebert, Erzberger, Fehrenbach et Wirth. Médiocres, faibles, sans idées, sans foi, sans connaissances politiques : un syndic de faillite.

Ebert, président de la république de Weimar, n'avait pas été élu : son gouvernement n'était pas même légal. C'est lui qui disait : « Je hais la révolution comme je hais le péché. » Une pareille phrase, à l'heure où l'ordre ne voulait absolument rien dire, où l'ordre ne sauvait que la misère et la chute vers la mort, avait de quoi désespérer. C'est à cette époque que mon ami Möller van den Bruck était surnommé le Jean-Jacques Rousseau de la Révolution allemande. Vous voyez que nous n'y étions pas du tout. Möller van den Bruck se suicida d'ailleurs quelques années plus tard, lorsqu'il vit ce que Hitler faisait du national-socialisme. Nous pensions souvent à la Révolution française, à Danton, à Marat, à ces hommes audacieux et convaincus de la nécessité des changements et qui voulaient sans cesse aller plus loin.

Or autour de nous régnait la routine. On avait gratté ou voilé le mot « royal » au fronton des monuments, mais c'était tout. Les Alliés avaient obtenu en principe la suppression du

militarisme et de l'influence des généraux. Cependant les mêmes fonctionnaires demeuraient et avec eux les bonnes vieilles traditions prussiennes. Ils étaient devenus des « conseillers secrets » sans lesquels rien ne se faisait. Ils tyrannisaient réellement les ministres éphémères et n'exécutaient pas un ordre qui ne leur convenait pas. Dans tous les pays, et notamment en U.R.S.S., existe ainsi une caste de fonctionnaires. Mais nulle part, jamais, on n'a vu pareille arrogance et pareil pouvoir. Un exemple entre mille : lorsque j'eus fini mon doctorat en droit, j'entrai au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Peu après fut nommé un nouveau ministre, M. Hermès, qui réclama une secrétaire personnelle. Le conseiller secret du ministère refusa sous prétexte qu'il n'avait pas de crédits. Il faudrait faire voter un budget spécial au Parlement et le ministre devrait justifier sa demande auprès des députés. Le ministre ne voulait pas risquer le ridicule, il annula sa demande et son courrier confidentiel continua d'être tapé en double exemplaire et soumis à la censure du conseiller secret et inamovible.

Il faut remarquer que si l'étranger avait laissé à l'Allemagne la liberté de procéder comme bon lui semblait à ses transformations, il est probable que celles-ci eussent été faites mieux et plus vite. Chaque exigence des Alliés, même fondée, semblait à beaucoup d'entre nous une atteinte à nos droits et ceux qui étaient d'accord devenaient des traîtres. Mais ni les Anglais ni les Français ne comprenaient que ces doubles difficultés, dues à notre position de vaincus et au marasme économique qui régnait, portaient en elles les germes d'un prussianisme renouvelé, et le risque d'une nouvelle guerre.

Le peuple a faim

L'Allemagne avait perdu la guerre. Mais ce n'était pas tout : le peuple mourait de faim. Le blocus maritime avait littéralement étranglé l'économie de tous les pays d'Europe centrale. Partout le rendement de la terre avait baissé. Les emprunts de guerre allemands avaient drainé en quatre ans cent vingt milliards de marks qui, évidemment, étaient perdus. Les classes moyennes et les petits rentiers qui y avaient souscrit

étaient ruinés. D'après mes renseignements, en 1922, il n'y avait pas plus de 3 % de la population possédant un capital de cinq mille marks-or. Les compagnies d'assurances et les caisses de retraite avaient cessé tout paiement, ce qui fait que les épargnants mouraient dans un dénuement absolument total. Même les invalides de guerre étaient sans ressources. On essaya de faire croire à la population que cette faillite économique était due aux clauses financières de l'onéreux traité de Versailles. Mais ce bruit était de la démagogie facile ; c'était la guerre elle-même qui avait dépensé l'argent du pays et détruit tout équilibre financier.

Dans ce sombre tableau il convient de ne pas oublier la présence des militaires revenant du front, démobilisés, désespérant de l'avenir. Ils étaient un million et demi revenant de Pologne. Trois cent mille officiers, huit cent mille sous-officiers traînaient dans les grandes villes une existence privée de sens. Ils avaient été des héros, ils n'étaient plus que des chômeurs.

Mais ils ne s'étaient pas séparés de chefs tels que von der Goltz, le capitaine Stenes, le lieutenant Rossbach. Ils voulaient que l'on se souvienne des sacrifices qu'eux-mêmes et leurs camarades disparus avaient consentis pour la patrie. Ils tenaient à leur honneur. Leur grande erreur fut de croire qu'ils avaient trouvé en Hitler un défenseur et un chef.

Ils ne savaient pas que celui-ci ne se trouvait ni avec le général von Epp qui renversa en 1919 la dictature communiste de *Kurt Eisner*¹, ni avec von der Goltz, en Haute-Silésie.

Lorsque les corps francs allemands se battirent sur la frontière contre les troupes polonaises, Hitler, recevant une délégation à Munich des francs-tireurs d'Autriche, leur déconseilla de participer à la lutte. Ils se battirent tout de même, mais lui demeura chez lui, méditant son ambition personnelle qui lui interdisait de participer à une action qui ne pouvait rien lui rapporter dans l'immédiat.

Certains officiers et soldats se tournèrent vers la gauche et essayèrent de réagir. Au premier congrès des soviets d'ou-

1. En novembre 1918, Kurt Eisner, écrivain juif, proclama la république à Munich et fut assassiné au début de 1919. Berlin écrasa son « régime » le 1^{er} mai 1919, après un massacre.

vriers et de soldats, beaucoup participèrent, animés d'un grand espoir. Malheureusement Heilferding, un soi-disant démocrate, prononça un discours qui repoussait toutes les décisions importantes aux calendes. Le parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (le U.S.P.D. dont devait naître le parti communiste allemand) réclamait, comme nous le fîmes plus tard après le putsch de Kapp, la socialisation des mines et des grandes industries. Heilferding eut cette phrase inouïe : « Cette exigence fait honneur aux sentiments révolutionnaires ; mais on ne fait pas de la politique avec des sentiments révolutionnaires », et pendant quatre heures, il expliqua aux délégués ébahis que l'état actuel de la science rendait impraticable une socialisation pure et simple. Il proposa en fin de compte de nommer une commission spéciale qui étudierait le problème, ce qui fut accepté par les travailleurs, soldats, ex-officiers. La fameuse commission devait siéger pendant des années sans jamais produire le moindre rapport ni suggérer la moindre solution. Elle sombra dans l'oubli, et l'on n'entendit plus parler de cette option pourtant fondamentale.

Evidemment, une socialisation des grandes entreprises ne faisait pas l'affaire des industriels. Ceux-ci profitaient au contraire des difficultés des moyennes entreprises pour accroître leur puissance. Stinnes qui avait débuté dans le transport des charbons racheta toutes les entreprises concurrentes, ruina par-là l'industrie moyenne, fit une fortune colossale et devint un des rois de l'industrie lourde.

Nous avons parlé déjà de l'antisémitisme particulièrement vivace à cette époque. Il n'était pas sans cause ; il y avait d'abord le trafic des denrées alimentaires que des mercantis malpropres achetaient à l'étranger et revendaient en Allemagne à des prix exorbitants, en profitant de la dévaluation du mark. D'autres se glissaient dans les administrations, achetaient les fonctionnaires qui leur octroyaient des passe-droits. Mais ce fut le scandale qui éclata autour des spéculateurs juifs comme Kutisker, Barmatt et Sklareck, qui souleva la plus grande indignation. Les frères Barmatt, expulsés d'Allemagne, poursuivirent leurs exploits en Hollande. Les trois frères Sklareck, eux, gagnèrent la Tchécoslovaquie et y continuèrent leurs malpropres affaires.

La dévaluation

De ce désordre total naquit la dévaluation qui prit rapidement une intensité catastrophique. Nos salaires nous étaient payés jour par jour, et chaque fois réajustés. Il fallait faire ses achats le matin car, en fin d'après-midi, le pain et les pommes de terre voyaient leur prix quintupler par rapport à la veille. Bientôt le dollar valut 4 200 000 000 000 marks. Le timbre que l'on mettait sur une simple lettre valait 12 milliards de marks. Dans le peuple, l'incompréhension, le désespoir, la colère régnaient. Il était devenu impossible de survivre. Personne n'ayant plus rien à perdre, la porte était ouverte à tous les excès, à toutes les révolutions, à toutes les xénophobies. Mais, ayant toujours conservé ses préjugés bourgeois, le gouvernement ne voyait de danger révolutionnaire que du côté de la gauche. Les étrangers venaient en masse en Allemagne, pays conquis, acheter en francs, en dollars ou en livres des objets que les gens du pays ne pouvaient s'offrir.

Nul ne peut s'étonner alors qu'une terreur latente se soit instaurée. En 1920 fut commis le premier meurtre politique : le ministre des Finances Erzberger fut assassiné par deux officiers de marine, les lieutenants Schultz et Tillesen, de la brigade d'Ehrhardt. Il faut noter que le désarroi de la marine allemande était encore plus profond que celui de l'armée de terre parce que la démobilisation de ses membres n'avait pas été faite progressivement. Comme la flotte de guerre avait disparu totalement et que la flotte marchande était réduite à 10 % de son tonnage d'avant-guerre, les officiers qui étaient retournés à la vie civile en masse et en retard étaient tous chômeurs.

Ce premier crime était venu de la droite, mais la république de Weimar ne voulut pas le savoir.

En 1921, sur l'instigation du même Ehrhardt réfugié en Suède après le coup d'Etat manqué de Kapp, on tenta d'assassiner Scheidemann, leader des sociaux-démocrates, ancien chancelier du Reich.

En 1922 les réactionnaires de la droite tuèrent Walter Rathenau, grand industriel, israélite, ministre des Affaires étrangères, auteur du traité germano-soviétique de Rapallo.

Toutes ces aspirations de droite, violentes, puissantes, furent réunies dans le groupement des « Stahlhelm » (Casques d'acier) dirigé par Seldte et Düsternberg, et dans le parti ouvrier national-socialiste de la N.S.D.A.P., dont le chef était Hitler.

Une même violence habitait la gauche. Le premier soulèvement populaire eut lieu en 1919 à Berlin, organisé par les communistes. La même année je participai à la lutte contre les mêmes communistes à Munich.

En 1920 le putsch de Kapp, droitier comme nous l'avons dit, échoua à cause d'une grève générale décidée par le gouvernement en fuite et appliquée par la gauche.

En 1921 les communistes s'insurgèrent à Hambourg. En 1922 Hœlz tenta un coup d'Etat qui échoua. Hœlz s'enfuit en Union soviétique et fut, par la suite, exécuté en récompense de ses services, par Staline.

Zinoviev, chef du komintern russe, que Staline devait faire assassiner lui aussi, se retrouva principal rapporteur au congrès du parti socialiste de Halle. J'étais encore étudiant à cette époque, mais je devais travailler pour gagner ma vie, et j'avais trouvé un poste de correspondant de journaux hollandais et suisses. La personnalité de Zinoviev me frappa autant que son extraordinaire éloquence. En un seul discours qui dura sept heures il rallia la moitié des délégués socialistes à l'idée communiste. Celui-ci devint alors le chef de file de toute la gauche.

Ainsi, comme cela arrive toujours dans les périodes de crise intense, se renforçaient les extrêmes. Il ne faut pas croire qu'une hostilité permanente régnait entre les deux factions. « Les extrêmes se touchent », comme dit le vieux proverbe français. Des bons éléments de la droite et de la gauche on eût pu faire une synthèse idéale. J'en étais personnellement partisan. Adolf Hitler s'y essaya peu après l'exécution de Schlageter. Le député national, comte de Reventlow, partisan de Hitler, dirigeait un journal de droite, la « Reichswacht » (le Gardien du Reich). Radek, chef de la Troisième internationale, avait la « Rote Fahne » (le Drapeau rouge). Ces deux hommes de talent se rencontrèrent et décidèrent de collaborer. Le premier article que Radek fournit au Gardien du Reich fut un panégyrique de Schlageter. Celui-ci prit figure de héros.

Mais cet homme jeune, ce franc-tireur, ce révolté, cet ennemi féroce du collectivisme et de la discipline, possédé du désir d'agir et d'une fièvre folle d'indépendance, que fût-il devenu une fois Hitler parvenu au pouvoir ?

L'après-guerre marqua pour la France une période de laisser-aller qu'on appela les années folles. Le pays, vainqueur voulut oublier les horreurs de la guerre, et se jeta dans les plaisirs, dans l'audace artistique, remettant en question la société et l'esthétique comme le conflit avait bouleversé l'équilibre européen.

La même agitation se fit sentir en Allemagne dans les mœurs, la littérature, le théâtre et le cinéma, agitation moins joyeuse qu'en France mais plus violente peut-être. L'alcoolisme, l'usage des stupéfiants, le sadisme, le masochisme et l'homosexualité connurent une vogue extraordinaire. Dans les boîtes de nuit on vous servait de la cocaïne dans les sucriers, et l'on vous piquait à la morphine derrière le bar. Les asiles et les hôpitaux débordaient. Le vampire de Düsseldorf avait son heure de gloire. C'était l'époque des sentiments morbides, de l'amour dans un cercueil, des premières danseuses nues. C'était l'âge d'or des astrologues, des médiums, comme Hanussen le voyant de Hitler. On a souvent pensé qu'il fut tué par ce dernier. Cela est faux. Hanussen était israélite et pensait bien que sa vie serait un jour ou l'autre menacée. Pour se concilier les bonnes grâces du comte Helldorf, et s'assurer de sa protection, il prêta à celui-ci de fortes sommes d'argent. Lorsque Helldorf, à l'avènement de Hitler, devint préfet de police, il fit assassiner le mage pour n'avoir pas à le rembourser.

De ce chaos surgirent des œuvres de valeur, parfois, et au moins représentatives de l'époque. Un des thèmes du romanisme de l'époque était la prostitution comme dans le film « *la Rue sans joie*¹ ». Il y eut aussi au théâtre « *Parricide* » de Bronnen, « *le Castrat* », pièce symbolique dans laquelle était en réalité mis en scène le destin de l'Allemagne connut un grand succès. On commençait à connaître la musique de Kurt

1. Cette œuvre révéla G.-W. Pabst en 1925. C'est, par opposition à l'expressionnisme allemand (Wiene, Murnau, Lang), un tableau d'un grand réalisme social sur la misère allemande.

Weil, « l'Opéra de quat'sous », et la prose de Bertold Brecht, d'inspiration de gauche. Cette époque est considérée, aujourd'hui encore, comme une période de grande création. Hitler lui restait évidemment étranger. Ses lectures comprenaient Schopenhauer, « Le monde comme volonté et comme représentation », Houston Stewart Chamberlain, ce philosophe anglais naturalisé allemand et qui vivait à Bayreuth auprès de la famille de Wagner. Ce musicien lui convenait parfaitement. Goethe lui resta étranger toute sa vie. Tout en lui était tourné vers le grandiose et une tendance artistique qui ne faisait pas de cette caractéristique son principal motif d'inspiration ne pouvait lui convenir.

Parallèlement à cette flambée de gauche, on vit produire nombre d'œuvres politiques ou philosophiques de droite, sans lesquelles on ne peut certes pas comprendre l'histoire du III^e Reich. Ainsi « Disparition de l'Occident », « Prussianisme et socialisme » de Spengler, « Un peuple sans espace » de Grimm (déjà la notion d'espace vital, thème repris et utilisé par Hitler pour justifier la guerre), l'« Héritage du déshérité », encore, avec le thème de la revanche. Force nous est, encore une fois, de constater que Hitler, loin d'insuffler à ses partisans des idées nouvelles, ne faisait que reprendre à son compte celles qui traînaient dans l'air du temps et rencontraient une large adhésion.

Je ne voudrais pas oublier, dans cette énumération, deux ouvrages de mon ami Möller van den Bruck, qui reflétaient davantage ma pensée : « Révolution de droite » et le « Troisième Reich ».

De tous, Spengler était celui qui défiait le plus le prussianisme détestable. Pour lui, il n'y avait aucun doute : il fallait faire profiter le prussianisme des acquisitions du socialisme. Il y eut, entre Spengler et van den Bruck, des discussions mémorables au « Club de Juin ». Mon ami résumait son idée politique sous cette forme : « Nous fûmes des Germains, nous sommes des Allemands, nous serons des Européens. » Quelques années plus tard, en 1929, j'entendis Hitler faire cette parodie de la pensée de mon ami : « Le premier Reich fut celui de Bismarck, le deuxième Reich celui de la République de Versailles, le troisième Reich, c'est moi ! »

Il avait déjà tout repris à son compte, en le déformant

suivant une méthode familière, qu'on retrouve tout au long de son histoire et notamment dans la façon dont il reprit les rênes de l'ancien parti de Drexler, le premier national-socialiste.

Drexler était un ouvrier spécialisé, un homme imposant, honnête et droit, de santé faible. Il rêvait d'une organisation socialiste de tous les travailleurs manuels et intellectuels du sang allemand. Il voulait une participation des ouvriers aux bénéfices de l'entreprise, solution qui commença à être appliquée mais que Hitler se hâta d'oublier une fois parvenu au pouvoir. Il n'était pas systématiquement contre le gros capital mais pour un contrôle strict de celui-ci, de façon à éviter les excès et à garantir à l'ouvrier un salaire équitable. Il était pacifiste, réclamant enfin une série d'accords internationaux portant sur ces mesures sociales et sur l'interdiction des campagnes de presse xénophobes. On le prenait alors pour un rêveur. Il n'était certainement pas un politicien.

Création du D.A.P. Hitler inscrit sous le n° 7

Le 5 janvier 1919, Drexler fonda à Munich le « *Deutsch Arbeiter Partei* » (D.A.P.) qui voulait appliquer ces idées nationales et socialistes. Nous l'avons dit, ces idées, en gros, étaient dans l'air dans toute l'Allemagne. Hitler y adhéra le 10 septembre 1919, sur l'injonction du capitaine Röhm, dont il était un des « officiers politiques » c'est-à-dire à la fois un agitateur et un indicateur. Hitler reçut *la carte n° 7*¹. De cette affiliation commence sa carrière politique. Il rencontra alors Dietrich Eckart, écrivain, journaliste, fondateur d'une revue intitulée « *Auf gut Deutsch* » (En bon Allemand). Dietrich, personnage tonitruant et bon vivant, aux idées comparables à celles de Drexler, était un excellent mentor pour Hitler à Munich. Mais on ne pouvait rêver deux caractères plus différents ; le caporal autrichien était déjà un pâle fanatique, un obsédé du pouvoir personnel, n'aimant personne, ni femme ni parents. L'écrivain et l'architecte raté n'étaient liés que par le racisme et les idées politiques.

1. Le mouvement propre de Drexler n'eut jamais plus de 40 membres.

Dietrich lui fit faire la connaissance de Rosenberg, réfugié allemand de Russie, parlant mieux le russe que l'allemand, fils d'un maître-artisan de Reval et d'une Lettone. Rosenberg était architecte mais s'était tourné depuis son arrivée en Allemagne vers le journalisme et la philosophie. Il faisait partie, comme Eckart qui l'y avait fait entrer, de la « Thule Gesellschaft (la société Thulé) qui s'occupait de mysticisme et de théosophie avant de se spécialiser dans l'étude de la « race aryenne nordique », « porteuse de la lumière ».

Hitler commençait tout juste à révéler son incontestable talent d'orateur et devint rapidement le chef de la propagande du D.A.P. Cela ne lui suffisait certes pas, dès cette époque, mais il devait encore s'effacer derrière pas mal de personnalités et notamment Ludendorff, venu s'installer récemment à Munich. En attendant il se fit remarquer en utilisant des méthodes de propagande intensive, copiées notamment sur celles des partis d'extrême gauche. Ainsi ses discours ne commençaient plus par « Mesdames et Messieurs », mais par « Camarades ». On composait des chants patriotiques que l'on faisait chanter au début et à la fin des réunions. On ne craignait ni les interruptions ni les rixes. On ne cherchait pas à raisonner ou à convaincre mais à soulever et à plonger l'assistance dans l'extase en s'adressant à ses haines raciales, à son humiliation, à son désir d'unité. Cela faisait oublier l'aspect grotesque de l'orateur, avec sa vareuse de l'armée, retaillée et teinte en bleu, sa moustache viennoise et ses cheveux foncés soigneusement lissés. Lorsqu'il parlait, la foule arrivait à le prendre pour le « Wolf » (loup) qui était son nom de guerre. C'est à cette époque qu'il donna naissance au drapeau rouge à croix gammée sur rond blanc, dans lequel on retrouvait l'influence des partis d'extrême gauche pour la couleur et de la société Thulé pour la croix gammée. Déjà on affichait sur les portes des salles où se tenaient les réunions : « Interdit aux juifs. »

Création du N.S.D.A.P.

Le 7 et le 8 août 1920 se tint à Salzbourg un congrès au cours duquel fusionnèrent plusieurs partis à tendances similai-

res, sous le nom de N.S.D.A.P. (parti ouvrier national-socialiste allemand. Le grand homme du congrès ne fut pas Hitler mais le député Rudolf Jung, dont les thèses rejoignaient tout à fait celles de mon ami Möller van den Bruck. Lorsque Hitler vint voir mon frère en octobre et que je le vis pour la première fois, il était donc encore loin d'avoir une position tout à fait prééminente dans son propre parti. Mais on constatait déjà chez lui une volonté de ne pas préciser sa pensée afin de n'écarter aucun adhérent possible. C'est cette méthode qu'il utilisa sans cesse et à cause de laquelle il trompa tous et tout le monde, certains peu de temps, comme moi, d'autres jusqu'à leur mort, comme mon frère Gregor.

III

Le N.S.D.A.P. tente son premier coup d'Etat

La réunion du cirque Krone / Hitler président du N.S.D.A.P. / On l'appelle le Führer / Création des S.A. / Gœring en devient le chef / Une tentative de coup d'Etat / Brillante situation financière du parti.

Succès de Hitler

La nuit tombe sur la pièce encombrée. Dans nos tasses, le café est froid depuis longtemps. Otto Strasser passe la main sur son crâne dénudé, puis me fixe. Quand on sait à quel point il était lié à Gregor — dans toute l'Allemagne, on les appelait « les frères Strasser » — cette réflexion, qu'il vient de faire songeusement, prend un autre sens. Il y a de l'étonnement. Comment Hitler a-t-il réussi à séparer ces deux hommes liés pour tant de raisons ? J'ai envie de lui poser la question mais je m'abstiens. Que pourrait-il dire, même avec le recul du temps ? Confusion de l'époque ? Besoin forcené de trouver un sauveur ? Lassitude ? Tout est vrai et faux à la fois. Il y a aussi et surtout peut-être le « haut-parleur », comme il l'appelle.

Je me lève. Nous reprendrons notre conversation demain, devant une autre tasse de café. Notre conversation, ou l'enquête, ou la recherche du temps perdu ?

Strasser me raccompagne jusqu'à la porte. Dans la pénombre les meubles confortables et sans style de l'intérieur bourgeois luisent de toute leur cire. Confort allemand.

Le lendemain matin, la ravissante jeune femme était encore là et, comme la veille, elle disparut dès que j'arrivai. Il faisait beau et Otto Strasser me proposa de faire une promenade dans les rues de Munich. Il passa un long manteau vert, très long, typiquement bavarois et se coiffa d'un béret basque, noir, très petit, typiquement français.

— Vous voyez ce béret ? me dit-il. Je l'ai acheté en France en 1940, quelques mois avant l'invasion nazie. Je le porte toujours. Puis il ajouta :

— Allons à la Bürgerbräu, cette brasserie qui joua un si grand rôle dans les débuts du national-socialisme. Il faut voir l'endroit où Hitler fit son premier coup d'Etat.

Mais il faut revenir un peu en arrière.

En 1920, le nouveau mouvement, auquel je n'appartenais pas encore, s'est montré très actif. Quarante-six réunions à Munich, presque autant dans la région. On avait fondé des groupes locaux dans presque toute la Bavière, à Rosenheim, Ingolstadt, Landshut, Francfort, Pforzheim, Stuttgart.

Un journal avait été acheté, le « Münchner Beobachter », qui fut appelé « Völkischer Beobachter », dont les bureaux se trouvaient 39 Schellingstrasse et dont Rosenberg s'occupa au début de la publication.

Mais la ligne politique restait peu claire, ce qui ne contribuait pas à dissiper ma méfiance initiale. Il y avait tout : *l'antibolchevisme de Rosenberg*¹, la revanche avec Hitler, l'entente avec la France contre l'U.R.S.S. avec l'industriel des potasses Arnold Rechberg, le monarchisme russe, le nationalisme ukrainien, l'hostilité au capitalisme britannique, l'appel à une communauté européenne supranationale. On ouvrait également les colonnes aux nationalistes arabes et indiens. Quant à lui, Hitler restait fidèle à une idée qui allait se révéler fausse et qu'il exposait dès cette époque à qui voulait l'entendre : l'Angleterre était l'alliée naturelle de l'Allemagne, le peuple frère.

1. Quittant la Russie bolchevique pour Munich en 1918, Rosenberg s'était aussitôt signalé dans le milieu des Russes blancs.

Le 1^{er} janvier 1921, on commença à appliquer les clauses militaires du traité de Versailles en Bavière. Réduction d'effectifs. Puis on en vint aux mesures financières : 226 milliards de marks-or à payer en 42 ans. Dans un pays déjà en inflation et dont l'économie ne tournait pas. Il y eut des manifestations dans toute l'Allemagne et notamment à Munich, sur l'Odeonplatz.

Le 3 février, Hitler organisa une réunion, de son propre chef, dans le cirque Krone qui pouvait contenir 6 500 personnes. Il se décida au dernier moment, sans prendre le temps d'informer la population. Des camions couverts d'affiches orange et de croix gammées parcoururent la ville dans tous les sens, sans arrêt, la veille et le matin de la manifestation. Est-ce que 6 500 personnes viendraient ou parlerait-on devant une immense salle vide ? Le thème de la conférence était « Avenir ou décadence ? ».

La foule vint. Ce fut le premier grand succès de Hitler et de sa méthode de mobilisation rapide des foules grâce à la propagande directe. Il arbora ce jour-là un chapeau mou et surtout un imperméable qui allait devenir célèbre. Son discours souleva la foule. Les mots ne changeaient rien à la dureté des temps mais, pendant qu'il parlait, les spectateurs oublièrent... En réponse à la protestation allemande contre le paiement de cette énorme somme, les troupes françaises occupèrent Düsseldorf, Duisburg, la Ruhr. On désarma les milices civiles. On obligea le cabinet du nouveau chancelier Wirth à reconnaître une dette supplémentaire de 132 milliards de marks-or. Ces représailles et ces exigences ne contribuèrent pas à calmer l'opinion.

Au début de l'été, Hitler se rendit à Berlin et y rencontra son ami Möller van den Bruck, les conservateurs von Behr et von Wartenburg. Il eut également des entretiens avec le raciste Reventlow et l'industriel Ernst von Borsig, qui fabriquait des locomotives.

Ce dernier lui donna des fonds pour le parti toujours à court. En échange de quoi ? Les conseillers industriels Class et Grandl d'Augsbourg lui donnèrent également de l'argent. C'était un premier pas dans la trahison de la cause populaire. Ces messieurs prenaient des assurances.

C'est à ce moment que Drexler, Körner et Dole, membres

du comité directeur du N.S.D.A.P., décidèrent d'exclure leur directeur de la propagande qui en prenait vraiment trop à son aise avec leur autorité et les principes du parti.

Hitler remplace Drexler

Hitler revint immédiatement et, en deux discours, non seulement se lava des accusations mais encore parvint à se faire nommer président avec les pleins pouvoirs. Drexler fut nommé président d'honneur, Dole démissionna, Feder et Streicher se soumirent. Le caporal passait général. Il changea une partie du personnel de direction, confia le secrétariat à son ancien adjutant de compagnie Max Amann, la direction des ventes du journal à Philip Bouhler, un ancien lieutenant d'artillerie, la direction de la propagande à Hermann Esser, la trésorerie à Franz Xaver Schwarz.

Le parti, en raison surtout de la réputation de Hitler, se développait dans le pays. A Hanovre, avec Fritz Sauckel, à Zwickau en Saxe avec Fritz Tittmann. Mais à Berlin la première réunion fut dispersée par les communistes en position de force.

Mais pour moi, plus importante encore fut la création d'une « section de gymnastique et de sport » dirigée par l'ancien enseigne de vaisseau de la brigade de marine Ehrhardt, Johann Ulrich Klintzsch. Cette section engloba le service d'ordre. Elle est à l'origine des S.A. (Sturm Abteilung). Son caractère était assez flou, pour des raisons évidentes, mais dès le début elle porta un uniforme composé d'une canadienne grise avec brassard à croix gammée, d'un baudrier, d'une casquette autrichienne à oreillettes, de bandes molletières sur des culottes grises. Service d'ordre, section de propagande, elle n'était pas armée puisque c'était interdit, mais pouvait compter sur les dépôts d'armes clandestins de Röhm, le « roi de la mitrailleuse » ainsi qu'on l'appelait. Il faut noter que ce dernier ne faisait pas encore fonction de chef et qu'il n'était même pas du N.S.D.A.P. Mais il militait pour le développement de corps de « soldats politiques », conception qui ne pouvait que plaire à Hitler. Par contre il ne cachait pas ses aspirations monarchistes et soutenait le Kronprinz Ruprecht.

Hitler lui-même n'était pas tellement fixé sur sa position : pour le Kronprinz ? pour Ludendorff ? Il cachait pour le moins ses ambitions profondes sauf en quelques occasions et avec quelques intimes. On avait commencé dès cette époque à lui attribuer le titre officieux de « Führer ».

Création de la S.A.

Le premier combat que la section de gymnastique et de sport eut à mener eut lieu en novembre 1921. Quatre-vingts d'entre eux repoussèrent huit cents ouvriers marxistes venus empêcher une réunion au Hofbräukeller. Il y eut une lutte sévère et des coups de feu furent échangés. Le désarmement des milices, qu'elles soient de droite ou de gauche, était loin d'être complet. A la suite de ce fait d'armes, la section devint la S.A.

En automne 1921, *malgré un référendum favorable*¹ à l'Allemagne, celle-ci dut accepter le partage de la Haute-Silésie. En décembre, le gouvernement dut demander un nouveau délai pour payer sa dette de guerre. Il y eut des soulèvements en chaîne, dans tout le territoire, la vie augmenta de plus en plus vite, la famine régna, on connut des crises ministérielles et les élections commencèrent à sonner le glas des partis modérés.

Les partis de Bavière se montraient particulièrement actifs. Les sociaux-démocrates accusèrent le major général von Epp, chef de l'infanterie de la région, le capitaine Röhm et le capitaine Heiss d'avoir partie liée avec le N.S.D.A.P. et de leur fournir les armes des dépôts secrets constitués au mépris de toutes les lois. Le capitaine Streck fut également accusé de collusion avec Hitler. Celui-ci fut condamné à trois mois de prison pour activités illégales vis-à-vis d'une réunion adverse. Il la purgea en juin-juillet 1922, avec deux mois de remise de peine.

En août de la même année eut lieu une manifestation de protestation à Munich, contre certaines mesures arrachées par les partis de gauche au gouvernement du comte Lerchenfeld.

1. En fait, 195 000 émigrés allemands étaient venus voter par trains spéciaux, ce qui faussait le vote. La S.D.N. décida alors le partage du pays.

Il y eut 70 000 personnes pour écouter Hitler que son petit séjour en prison n'avait pas déconsidéré, bien au contraire.

Göering, chef de la S.A.

La S.A. devenait de plus en plus une organisation militaire à l'usage exclusif du N.S.D.A.P. ; on lui dessinait des insignes, on la dotait de drapeaux et, au fur et à mesure que les esprits s'échauffaient, elle avait de plus en plus à faire. A la fin de l'année, Hitler trouva le chef prestigieux et décoré de la croix « Pour le Mérite » qu'il lui fallait pour commander ce corps d'élite : le capitaine Hermann Wilhelm Göering qui menait alors une vie oisive avec sa femme la Suédoise Karin von Fock. La guerre l'avait laissé sans situation, il avait été acrobate aérien, aviateur publicitaire, pilote civil en Suède, représentant pour usine d'aviation. En novembre, le chef du N.S.D.A.P. rencontra *Ernst Hanfstaengl*.¹

En attendant, Hitler commençait à répondre à ce besoin d'un chef qu'avait le peuple, un chef tel que le définissait Kurt Hesse dans son livre le « Général Psychologos » : « D'où vient-il, personne ne saurait le dire. D'un palais princier peut-être ou d'une cabane de journalier. Pourtant chacun sait qu'il est le chef et l'accueille avec enthousiasme... et ainsi il s'annoncera un jour, lui que nous attendons tous avec impatience, nous tous qui ressentons du fond de notre cœur la détresse de l'Allemagne, au point que des milliers et des centaines de milliers d'esprits se le représentent, que des millions de voix l'appellent, que l'âme allemande, qui est une, le cherche... » Il faut considérer cette citation d'un livre écrit avant la montée de Hitler comme la raison, au niveau de la nation, de la transfiguration de cet homme en héros. La réalité était différente.

En janvier 1923, l'armée française tira sur des manifestants à Bochum et occupa Dortmund. L'industriel Fritz Thyssen fut condamné par un tribunal français à un demi-million de francs d'amende pour résistance à l'occupation légale. Il y eut

1. Fils de bonne famille, excellent pianiste, qui devint son conseiller avant de le quitter, dix ans plus tard, une fois le pouvoir atteint.

encore une fois, une fois de plus, *des manifestations*¹, qui ne donnaient rien, en vérité, mais faisaient chaque fois gravir une marche à ce chef mystérieux qui saurait rendre efficace la colère populaire.

La S.A. se renforça encore, sous le commandement de Gœring qui venait de rentrer en fonctions. Les manifestations groupaient de plus en plus de monde, depuis les quelques douzaines de buveurs de bière des débuts. Mon frère Gregor se montrait très actif en Basse-Bavière et il prit la direction des S.A. de la région en leur donnant le nom de « Brigade d'assaut Landshut ». Quant à moi, je restais à l'écart, attiré pourtant constamment par Gregor qui pensait toujours à cette fameuse association dont il m'avait parlé trois ans auparavant. J'observais, profitant de mon poste au ministère. Mais les progrès de Hitler étaient fascinants vus de loin.

Enfin la nouvelle arriva à Gregor, transmise par son adjoint Heinrich Himmler :

— Les ordres sont arrivés de Munich, c'est pour cette nuit !

Himmler, au garde-à-vous, haletait d'émotion.

— Ordres de Hitler ?

— Parfaitement.

Hitler tente un coup d'Etat

Depuis des semaines, Hitler intensifiait sa lutte contre les communistes et déclarait : « Les manifestations du 1^{er} mai 1923 ne se feront que si les communistes piétinent mon cadavre. » Nous étions la veille du Premier mai. Nous allions donner un coup d'arrêt aux récents soulèvements rouges.

Toute la journée se passa en allées et venues fiévreuses, en ordres, en essayant de garder le secret sur ce qui se préparait. Dans la ville de Landshut, les anciens combattants patriotes que Gregor avait réunis, enrôlés sous la bannière à croix gammée et transformés ensuite en S.A. s'équipaient pour ce qu'ils attendaient depuis trois années : la conquête d'une

1. Des sabotages eurent même lieu contre les Français. Le 26 mai, Léo Schlageter, qui avait fait sauter un train militaire, fut fusillé.

Allemagne nouvelle. Des cachettes, des caves, des greniers sortaient les armes, amoureusement entretenues dans l'espoir du grand jour. Tout était prévu, même les moyens de transport constitués de camions préparés depuis longtemps.

A la tombée de la nuit, de longues colonnes de soldats en uniforme feldgrau, en casque d'acier, se mirent en marche, comme des fantômes de la guerre, vers les lieux de rendez-vous. Sur la route qui traverse la plaine de Dachau vers Munich, la colonne de camions roulait, les lumières camouflées. Trois mille hommes, que commandait Gregor Strasser et qui fondaient dans la nuit noire.

Tout à coup il y eut de grands coups de klaxon et des cars rapides, qui ressemblaient fort à ceux de la police, dépassèrent en trombe la colonne, les phares allumés. Le premier força le camion de tête, celui de Gregor, à s'arrêter. Un homme en descendit, le lieutenant de gendarmerie Georges Höfler, le propre mari de notre sœur Olga.

— Qu'est-ce que tu fiches ici ? demanda Gregor.

— Je fais comme toi, je viens de Landshut et je vais à Munich.

— A Munich ?

— Oui, ce sont les ordres.

— Tu es avec nous ou contre nous ?

— Je n'en sais rien encore. J'aurai mes ordres à Munich.

Les deux hommes se regardèrent, indécis, oscillant entre l'hostilité et l'amitié qui les faisait se voir presque chaque jour. Depuis qu'il avait quitté le service actif, Höfler commandait la brigade de police de Landshut. Finalement, ils se rendirent compte que rien ne les opposait pour l'instant et ils se serrèrent la main.

— On verra bien demain, dit philosophiquement Gregor.

— Bonne chance, dit Höfler..

Il remonta dans son car et la colonne des représentants de l'ordre doubla celle, moins rapide, des fomentateurs de coup d'Etat. L'événement historique commençait dans la farce.

En attendant, Gregor s'interrogeait sur la portée de cette rencontre. Cela pouvait vouloir dire deux choses, également alarmantes. Ou bien la police était d'accord et cela voulait dire que la révolte était faite avec l'assentiment du gouvernement donc qu'elle était bourgeoise, ou bien la police était

contre et cela voulait dire qu'il y avait eu des fuites, que l'effet de surprise n'existait plus et que la révolte allait se terminer dans les cellules des prisons. Gregor n'avait envie, ni d'asseoir le pouvoir des classes moyennes dont la veulerie était l'obstacle au renouveau, ni de terminer sa carrière sans même pouvoir se défendre.

Il continua tout de même, sans souffler mot de ses inquiétudes à ses hommes qui s'étaient assoupis dans les camions. Il n'y eut rien de suspect jusqu'à Munich. Ils se rendirent au champ de manœuvres de Oberwiesenfeld. Les S.A. de Gœring étaient au complet. A côté d'eux, le « corps franc d'Oberland » du Dr Weber. Plus loin « l'Union du Drapeau du Reich » sous la conduite du capitaine Heiss. Il était huit heures du matin et le soleil tapait sur 20 000 casques et sur les tenues râpées de la guerre. Seuls les S.A. de Munich, conduits par le lieutenant Rossbach, portaient déjà la chemise brune qui allait devenir l'uniforme.

Le coup d'Etat devait se faire au profit de Ludendorff. Hitler avait accepté de devenir son « Gœbbels » en se chargeant du secrétariat politique et de la propagande. Le commandement militaire était assuré par le lieutenant-colonel Kriebel. Malgré tous ses efforts, Hitler n'était pas encore parvenu à faire oublier ses origines autrichiennes, ni à surmonter la méfiance que son fanatisme inspirait notamment à bon nombre d'officiers. De plus, comme beaucoup d'Allemands, il admirait Ludendorff qui restait pour lui le représentant de l'armée « poignardée dans le dos ». On ne savait pas encore à cette époque que c'était l'armée elle-même qui avait réclamé la cessation des hostilités, qui s'était reconnue battue. Beaucoup d'officiers ne le savaient pas non plus. Mais Ludendorff le savait d'autant plus qu'il était à l'origine de la demande¹. Il se taisait cependant, trouvant nécessaire de ne pas faire perdre au grand corps sa réputation. Adolf Hitler apparut, suivi de Frick, de Hess, de Streicher le morphinomane. Ils portaient, même Hitler, le casque. Il commençait à faire chaud. On s'épongeait le front. Les hommes rangés en

1. Le 28 septembre 1918, appuyé par Hindenburg, Ludendorff avait réclamé l'armistice. Le maréchal réitéra sa demande le 2 octobre, devant Guillaume II.

colonnes regardaient leurs pieds. Hitler, crispé, semblait ne pas savoir ce qui se passait. En réalité il attendait un signal qui devait venir du centre.

Echec du putsch à Munich

Il n'arriva jamais. A onze heures, un détachement de la police habillé de vert, et un détachement de la Reichswehr en tenue de combat cernèrent le champ de Mars. La police était commandée par Höfler. Parmi les officiers de la Reichswehr, Hitler reconnut Röhm ; comme un fou, l'œil flamboyant, Hitler se précipita sur lui et lui demanda :

— Tu nous as trahis ?

Il comprenait d'autant moins que Röhm était depuis le début son protecteur, qu'il lui avait lui-même ordonné, au début, d'entrer au D.A.P. pour l'espionner, qu'il lui avait baillé des fonds pour l'achat du « Völkischer Beobachter », qu'il lui avait ensuite fourni des armes. Röhm le toisa dédaigneusement. Pour le colosse habitué à ordonner, dont l'autorité était si grande que son homosexualité n'avait pas suffi à le déconsidérer. Hitler était toujours, au fond, le petit caporal qu'il avait nommé « officier politique ».

— Que se passe-t-il ? répéta Hitler.

Röhm consentit à dire :

— Le temps n'est pas encore venu. Vous ne nous avez pas demandé l'autorisation, or la Reichswehr et le gouvernement autorisent les manifestations rouges du Premier mai. De toute façon, l'Allemagne du Nord est loin d'être prête.

Hitler baissa la tête comme un enfant pris en faute. La farce continuait.

Au bout d'un moment, piteux, Hitler se tourna vers les chefs des formations militaires et leur répéta ce que lui avait dit Röhm :

— Ce n'est pas encore le moment !

Cernés, les insurgés ne bougèrent même pas. Toutes les objurgations de Gregor et Kriebel furent inutiles, Röhm avait dit qu'il n'était pas temps, il n'était pas temps. Le soir, les forces de la Nouvelle Allemagne reçurent l'autorisation de partir, ce qu'elles firent sans se faire prier. Les manifestations

rouges avaient eu lieu sans incident. Les nationaux-socialistes se couvraient de ridicule. Je dis à Grégor que la pièce avait été fort mauvaise et que Hitler, l'acteur principal, eût mérité d'être sifflé. Mon frère hocha la tête et me répéta : « Ce n'était que la répétition générale. » Je n'insistai pas.

Cette piteuse histoire, Hitler ne l'oublia jamais et garda toujours rancune à Röhm de n'avoir pas compris ce jour-là que le temps était fini de lui donner des ordres. Un jour, il eut enfin l'occasion de laver sa honte dans le sang du capitaine. Mais n'anticipons pas...

Cependant, la situation du parti ne fut pas affectée par la mésaventure. Les adhérents acceptèrent la version de la répétition générale, tant était grande leur volonté de croire. L'argent ne manquait plus. Le journal du parti avait sept mille abonnés. Au mois de mars, Ernst Hanfstaengl fit de sa poche à Hitler un prêt de mille dollars pour l'achat de deux rotatives. Madame von Seidlitz, qui possédait des actions dans les papeteries finnoises, facilitait les achats de papier. Hermann Haust, président de la Fédération des industriels bavarois, organisa des conférences au Herrenclub au profit du N.S.D.A.P., fit faire des collectes dans les milieux industriels, paya de sa bourse. D'après certains bruits, des Suisses cotisèrent également mais ne voulurent pas que leurs noms fussent connus. Certains industriels des Sudètes versèrent de l'argent. En effet, lorsque Hitler acheta de nouveaux locaux pour le « Völkischer Beobachter », à cette époque, il paya en couronnes tchèques. D'autres bruits, qu'il convient d'écouter avec prudence, laissent entendre qu'au même moment Henri Ford, qui était antisémite, et qui voulait soutenir les forces allemandes contre la suprématie économique française, envoya lui aussi des fonds.

Même la France participa au financement du parti ! Celui-ci en effet, ne voulant pas entrer dans le front commun des partis allemands, il était un facteur de division et de troubles pour l'Allemagne. Les services secrets français s'efforçaient d'ailleurs, à cette époque, d'encourager le séparatisme des provinces allemandes, suivant en cela une ligne politique traditionnelle. Ils essayèrent en vain de séparer la Bavière du reste de l'Allemagne mais ne parvinrent pas à mettre Röhm dans leur jeu. Le complot fut découvert, un journaliste du

« Völkischer Beobachter » se suicida dans sa cellule quand on put prouver qu'il avait reçu de l'argent français, le professeur Fuchs et le juriste munichois Kühles furent condamnés dans un procès en haute trahison. Tout le monde misait sur Hitler, pour des raisons différentes. Tout le monde pensait le mettre dans son jeu. L'aveuglement n'était pas le fait du seul peuple allemand...

IV

Echec à Munich d'une tentative de coup d'Etat

L'équipe de Hitler / Les monarchistes abandonnent Hitler / Le putsch de Munich / Echec de la tentative / Gœring blessé / Hitler arrêté / Manifestation en faveur du chef du N.S.D.A.P. dans les rues de Munich.

A Berchtesgaden

Pour Hitler, il n'était pas question de s'arrêter. D'ailleurs, encore une fois, l'échec grotesque n'avait pas fait perdre leur confiance à ses lieutenants, qui étaient également ses intimes. Sans affection, il aimait à être entouré de ceux qu'il voyait à chaque manifestation. La politique le suivait et l'entourait dans toutes les circonstances de la vie.

Il n'y a qu'avec Dietrich Eckart que les rapports prenaient un tour à la fois plus réellement amical et plus profond. Certains ont dit que le poète avait été son seul ami ; cela est *sans doute vrai*.¹ Toujours est-il que, tant à Munich qu'à Berlin, Eckart n'hésita jamais à le présenter dans les milieux les plus fermés, malgré sa petite origine et son passé peu

1. Les dernières lignes de « Mein Kampf » sont : « Eckart fut un des meilleurs et il consacra sa vie à réveiller notre peuple par ses écrits, ses pensées et enfin ses actes. »

reluisant. C'est d'ailleurs à cause de Dietrich, qui l'invita à Berchtesgaden, que Hitler prit la décision d'acheter une maison dans laquelle il pourrait se retirer et prendre du recul. Ces séjours, il les passait à l'époque en discussions avec le poète, en parties d'échecs où il excellait, en promenades. Ernst Hanfstaengl tenait le même rôle mais de façon moins intime.

En été 1923, sous l'égide de Radek, l'envoyé du Kremlin, fut tenté un rapprochement entre la révolution marxiste et les partis de droite, contre la classe modérée au pouvoir. Hitler refusa sans hésiter. Il avait un autre plan, que la constitution d'un gouvernement rouge en Saxe-Thuringe contribua à accélérer. Von Epp, cette fois, était d'accord, ainsi que Röhm qui revenait d'une cure à Bad-Reichenhall, pour arrêter coûte que coûte la « vague » rouge.

Mais le gouvernement s'émut par avance à cause des progrès communistes en Allemagne du Nord et remplaça von Epp par von Lossow. Les troupes furent assermentées aux autorités de la Bavière, l'isolant ainsi du reste du pays. Ludendorff fut interdit de séjour à Munich. Comble de malchance, von Kahr, un homme à la poigne de fer, fut nommé le 26 septembre commissaire d'Etat de la Bavière.

Un instant Hitler hésita. Gregor, toujours pour les solutions hardies, conseillait de ne pas se laisser arrêter par ces difficultés. Ce conseil fut suivi : il fallait forcer les nouvelles autorités de Bavière à se rallier aux insurgés de la droite et à marcher avec eux contre la Prusse et le nord communiste.

Les lieutenants du N.S.D.A.P.

C'est à la Bürgerbräu, dans cette brasserie-restaurant, qui disposait de salons privés et d'une grande salle de réunions, que se réunissaient les lieutenants du N.S.D.A.P. pour bavarder et discuter de leurs projets. Gœring était là, Gœring que je considère comme un excellent militaire qui n'eût certes pas cherché l'aventure s'il avait pu continuer sa carrière dans l'aviation. C'était un homme sans grande imagination, sans grands horizons, sans grande intelligence non plus. Un bon vivant classique, brutal, jouisseur, cascadeur aussi.

De Heinrich Himmler, il n'y avait pas grand-chose à dire à

cette époque : une personnalité grise, amorphe. Aucune sensibilité. Mon frère, dont il était l'adjoint, lui disait : « Tu resteras infantile toute ta vie », ou encore : « Tu as l'âme et la sensibilité d'un boucher. »

En effet, Himmler était remarquable par son incapacité à s'émouvoir ou à souffrir. Par la suite, il fit arrêter son propre frère, et il eût tué père et mère sans sourciller, pour obéir à un ordre. Ce Heinrich me faisait toujours songer au mot de Gretchen de « Faust » : « Heinrich, tu m'inspires la plus profonde horreur. » Du point de vue affectif, je ne lui connais qu'une aventure, qu'il me raconta lui-même, sans fausse honte. A trente-deux ans, alors qu'il passait une nuit dans une auberge, il avait été violé par l'hôtesse, de dix ans plus âgée que lui. Il avait tellement été frappé par ce miracle qu'il s'attacha la femme pour le restant de sa vie.

Hess était un personnage plus complexe, *un intellectuel*¹ et un artiste. Un officier beau garçon d'une admiration fanatique pour Hitler. Il contribua à faire admettre le titre de Führer en l'employant lui-même le premier. Les mauvaises langues l'appelaient « Mademoiselle Hess » mais rien n'est jamais venu fonder cette affirmation malveillante, due à sa passion pour Adolf. Il faisait partie de ces Allemands de l'extérieur — il était né en Egypte —, nombreux dans l'entourage du chef du parti. L'histoire prouva, avec sa fuite en Angleterre, que son esprit n'était pas capable de résister aux événements auxquels il était mêlé.

Par contre, dès cette époque, le caractère et les penchants de Julius Streicher ne faisaient aucun doute : c'était avant tout un détraqué sexuel, hanté par l'image d'excès érotiques. Hitler l'avait remarqué à cause de son racisme mais celui-ci n'était que l'occasion de déverser dans le journal « Der Stürmer » les produits de son imagination malade. « Un crime sexuel commis par les juifs, en première page de mon périodique, est comme un apéritif délicat, un repas commençant par du caviar », m'expliqua-t-il un jour. D'une laideur repoussante, dégradé pendant la guerre pour avoir violé une institutrice

1. Ancien étudiant en sciences économiques, Hess fit en particulier connaître à Hitler les théories géopolitiques de Karl Haushofer, professeur à l'université de Munich.

française, c'était vraiment un personnage que l'on s'attend peu à trouver au sein de l'état-major d'un parti politique. Le seul cas que l'on fit de son passé fut le soin que l'on prit à le cacher.

Il y avait enfin Frick, fonctionnaire de la police, qui avait la confiance du préfet Pöhner, chef des monarchistes bavarois. Il était honnête et sans détours et représentait son chef au sein du parti. Pöhner fit des démarches pour permettre à Ludendorff de rester à Munich après le putsch de Kapp. Il rêvait de replacer sur le trône la famille des Wittelsbach et comptait exploiter le mouvement national-socialiste à cette fin. On a dit que l'accident de voiture dans lequel il trouva la mort, en 1925, fut « arrangé » par Hitler. Frick, à cette époque, était le plus âgé des révolutionnaires, le seul qui eût une vie réglée, une situation, un foyer. D'autre part c'était un excellent juriste, ce qui n'était pas inutile.

Hitler prépare un nouveau coup d'Etat

Il est remarquable de constater la médiocrité et même la bassesse de la majorité des personnages qui entouraient Adolf Hitler. Or il ne s'en débarrassa jamais, au contraire. Gœring et Himmler furent même considérés pendant un temps et chacun à leur tour comme les dauphins du maître de l'Allemagne. Cette fidélité, après cette intimité, jette une lueur étrange sur la personnalité de celui qui voulait refaire une âme à l'Allemagne. Cependant, si l'on voulait réussir le coup d'Etat, il fallait avoir au moins trois hommes dans sa manche, von Kahr, le général von Lossow, le chef des schupos de Bavière, Seisser. Comment les gagner ?

Hitler entra en pourparlers avec ces messieurs, issus de vieille souche allemande, ce qui n'était pas sans l'impressionner. Le caporal autrichien était déjà émerveillé de pouvoir discuter avec ces gens-là. Von Lossow le prit pour un mégalomane et douta du succès de l'entreprise. Von Kahr, par contre, s'il ne doutait pas qu'il était possible de réussir un coup d'Etat, voulait le faire pour son compte. Il chercha mille prétextes pour freiner l'ardeur de Hitler, mais celui-ci ne se laissa pas

arrêter par ces réticences évidentes. C'est même en cette occasion qu'il commença à affirmer son ambition. En effet, lorsque von Kahr lui demanda à qui il comptait confier la direction politique de l'Allemagne, il répondit simplement :

— A moi-même !

Le troisième homme, en voyant l'hésitation des deux autres, ne manifestait pas un grand enthousiasme. Seisser n'avait garde de s'engager si l'armée et le pouvoir civil étaient contre, ou hésitants.

Hitler décida alors de forcer l'adhésion. La date du coup de force fut fixée aux 10 et 11 novembre 1923. On verrait bien.

Le 8, il apprend que von Kahr a convoqué les monarchistes à l'inévitable Bürgerbräu, pour leur faire un discours sur le programme du mouvement. Cette initiative, dont les buts sont évidemment de couper l'herbe sous le pied au mouvement national-socialiste, va devoir servir à ceux contre laquelle elle a été faite : on avance la date de l'action au 8.

Il fallait se décider d'autant plus vite que, sentant que quelque chose était dans l'air, beaucoup commençaient à éprouver une ambition féroce : Class lui-même avait un candidat en la personne de Thyssen, arrêté un moment par les Français en 1923. Mais il fut rapidement écarté car Thyssen, s'il voulait bien aider un candidat, n'avait pas lui-même d'ambitions politiques. Le deuxième « postulant » était Friedrich Minoux, un des directeurs du trust Stinnes, qui mit à la disposition du général Ludendorff des sommes destinées au financement des groupes de combat. Ludendorff restait d'autre part en contact avec les droitiers et les racistes du Nord. Il avait peu confiance en un coup d'Etat bavarois qui risquait de provoquer le séparatisme de la province.

Le 8, donc, rien n'est très net. Si un coup d'Etat est possible, beaucoup peuvent ou pensent pouvoir le faire au profit de plusieurs factions. Hitler s'est acharné, pour des raisons tactiques, à mettre dans son jeu les vieux fonctionnaires d'un régime pourri, des vétérans qui servaient déjà sous Guillaume II. Mais il n'a rien préparé sérieusement. Gœring dispose de six cents S.A. Gregor, prévenu au dernier moment que la date a été avancée, en rassemble trois cent cinquante de plus et les amène de Landshut. Ludendorff n'est au cou-

rant de rien et on dépêche une voiture pour aller le chercher à Ludwigshöhe.

Or, encore une fois, le général politique est l'homme important. C'est à lui que Thyssen a remis 100 000 marks-or. C'est en lui que Lossow a confiance, beaucoup plus qu'en Hitler qu'il considère comme un discoureur ennuyeux, « un Gambetta allemand », comme il dit. Mais tout le monde hésite, à la suite de l'intervention de l'amiral Scheer, délégué du chancelier Stresemann qui a eu vent d'un projet bavarois de marche sur Berlin. Ce projet existe d'ailleurs, on en a beaucoup parlé le 31 octobre lors d'une réunion de tous les groupements patriotiques, nationaux-conservateurs et nationaux-révolutionnaires. Mais on n'a fait qu'en parler et Hitler a l'impression que s'il n'agit pas, s'il ne lance pas l'affaire, personne ne le fera.

Von Kahr et les monarchistes contre Hitler

De plus, Hitler a demandé pour le 8 un rendez-vous à von Kahr qui l'a repoussé au 9. Ce fait, joint à la nouvelle de la réunion monarchiste du 8, pénètre Hitler de l'idée qu'on essaie de l'évincer.

Cela, finalement, met le feu aux poudres et rompt tous les accords boiteux antérieurs.

Au Bürgerbräukeller il y a toutes les têtes du milieu national-conservateur et du gouvernement bavarois : le président du Conseil von Knilling, le ministre de l'Intérieur Schweyer, le ministre de la Justice Dr Gürtner, le ministre de l'Agriculture Wutzlhöfer, le chef de la police politique Mantel, le chef de cabinet du prince héritier, l'historien Karl Alexander von Müller, le colonel-général comte von Bothler, le lieutenant-général von Kleinhenz, le major-général von Hammer, et même quelques juifs riches. En un mot, toute la haute société conservatrice et monarchiste autant que nationaliste.

En même temps qu'il prend des dispositions militaires, Hitler ne peut s'empêcher de téléphoner à von Kahr et de quémander un temps de parole à la réunion. Il arrive difficilement à admettre qu'on se soit joué de lui. Ces hommes qu'il a

rencontrés sur un pied qu'il croyait d'égalité, ne peuvent maintenant se détourner de lui. Il a besoin de leur considération. Au lieu de se dégager résolument d'eux, maintenant qu'il s'est rendu compte de la supercherie, il les implore de ne pas le laisser à l'écart. Cette attitude de plébéien honteux, il la gardera très longtemps et elle se transformera ensuite en haine et en mépris (notamment à l'égard des généraux de son état-major), ce qui est aussi révélateur.

Von Kahr ne dit pas non, mais se montre évasif et refuse de modifier le programme. Qu'il vienne et l'on trouvera bien quelques minutes pour lui.

Hitler passe une redingote, vêtement qu'il déteste et dans lequel il se sent terriblement mal à l'aise. Mais il faut ce qu'il faut. Il a évidemment épinglé sa croix de fer. Il se met en route afin d'arriver à l'auberge au début de la réunion.

Malgré la précipitation et les signes de trahison des conservateurs, Hitler a confiance, il veut avoir confiance. Il veut croire que Ludendorff, que Scheubner-Richter est allé chercher, viendra, il veut croire qu'il forcera la main à Kahr et qu'une fois Kahr « convaincu », les autres suivront.

Dans la voiture qui l'emmène à la réunion, il met au courant Drexler du coup de force qui se prépare. Drexler, vexé d'être prévenu si tard, lui dit sèchement :

— Je te souhaite bonne chance.

Devant l'auberge, la place est noire de monde. Il faut de la place pour que les camions de S.A. puissent évoluer. Hitler ordonne au service d'ordre, composé en tout et pour tout d'un commissaire et de trente agents, de dégager le passage. Sa croix de fer fait merveille : on lui obéit.

Vers vingt heures trente, les formations S.A. débarquent des camions. Dans le hall d'entrée, on met une mitrailleuse en batterie. Le commissaire de police se demande quel est ce renfort inattendu et téléphone à Frick. Celui-ci lui ordonne de laisser faire et de se contenter de maintenir l'ordre dans la rue. Vers vingt heures quarante-cinq Hitler, blême, tremblant, fait son entrée dans la salle, pistolet au poing. Le discours de Kahr vient de commencer. Graf, le garde du corps, est là, ainsi que Gœring et quelques hommes d'élite de la S.A. Gœring s'avance jusqu'à l'estrade, saute sur une chaise et tire un coup de pistolet en l'air. Le contraste avec les paroles

onctueuses de von Kahr est tel que les buveurs de bière en restent cois.

— La révolution nationale est commencée, hurle Hitler comme un dément. Cette salle est occupée par six cents hommes armés jusqu'aux dents. Personne ne peut sortir d'ici. Les gouvernements de Bavière et du Reich ont été déposés, un gouvernement national provisoire a été formé.

Hitler annonce une révolution

Le comte Soden racontera plus tard qu'il eut l'impression que Hitler était devenu complètement fou. A un major de la police qui se dirigeait vers lui, la main dans la poche, il hurle de la sortir. Puis, lorsque le calme est rétabli, il ordonne à Kahr, Lossow et Seisser de le suivre dans une pièce voisine de la grande salle. Ceux-ci obéissent, sans manifester aucun signe de crainte : ils montrent plus de courage personnel que d'initiative politique. Dans la salle on entend crier : « Ne soyez pas aussi lâches qu'en 1918 ! Tirez ! Mexique, Amérique du Sud ! » Lossow chuchote à Seisser : « Komödie spielen » (Jouer la comédie).

Une fois dans la petite pièce, Hitler appuie le revolver contre sa tempe et dit : « Messieurs, au cas où j'échouerais, aucun de nous ne quitterait vivant cette salle ! Vous êtes trois, j'ai quatre coups à tirer, cela suffit. »

Hitler semble coutumier de ces sinistres comédies ; le 1^{er} mai, il devait empêcher la manifestation communiste en faisant un barrage de son corps. En réalité, il n'a aucune intention de se tuer ; il joue un drame. Au procès il déclarera qu'il « était désolé d'avoir dû agir par la force avec des officiers ».

Mais, en réalité, qu'a-t-il besoin de les convaincre, même et surtout par la force ? Ils sont en son pouvoir, cela suffit. Il pourrait agir sans eux. Comment se faire, en quelques minutes et par la contrainte, des alliés de ceux qu'il n'a pu convaincre avant ? Von Kahr lui répond d'ailleurs :

— Tout cela est bel et bien, mais je suis monarchiste. Je n'accepterai que le poste de régent de la monarchie !

Que croyez-vous que fait Hitler ? Qu'il s'indigne de cette

exigence qui ne cadre aucunement avec ses dernières résolutions ? Qu'il la dédaigne ? Pas du tout. Il répond, comme s'il se trouvait dans un salon :

— Excellence, comprenez-moi, nous devons une réparation à la royauté, victime de malfaiteurs éhontés. Si Votre Excellence le permet, j'irai moi-même trouver Sa Majesté, en sortant d'ici, et je lui communiquerai que le grand mouvement allemand réparera l'injustice commise vis-à-vis de feu le père de Sa Majesté.

N'importe quel jeu, n'importe quelle fonction, en ce moment de vérité, lui sont bons. Rien ne tient plus, ni convictions sociales ni volonté de renouveau. Ces messieurs ne s'en rendent pas compte mais ils le tiennent : qu'ils lui jettent un poste en aumône et il continuera de leur manger dans la main.

Ils se contentent alors de se taire et d'acquiescer. Hitler tient toujours le pistolet et Hitler vient de se rallier au point de vue monarchiste !

Ils reviennent tous ensemble *dans la grande salle*¹, le républicain royaliste et les monarchistes révolutionnaires, tous d'accord en apparence. Hitler éprouve le besoin de haranguer la foule des buveurs qui, venue entendre les tenants de la monarchie, écoutent maintenant ceci :

« Je propose d'assumer moi-même la direction politique du gouvernement national, jusqu'à ce que nous ayons réglé le compte des criminels qui conduisent notre pays à sa perte. Von Kahr est régent de Bavière, Pöhner Premier ministre, Son Excellence le général Ludendorff commandera l'armée nationale. Le général von Lossow sera ministre de la Reichswehr, le colonel von Seisser ministre de la Police du Reich... La tâche du gouvernement provisoire est de marcher sur Berlin, la nouvelle Babylone... Je vous demande si vous êtes d'accord ? »

Le ton est curieux pour quelqu'un dont les troupes entourent l'assistance à laquelle il s'adresse, il propose, il demande.. Il termine son discours par une phrase qu'il con-

1. La salle, lasse d'attendre, avait commencé à manifester et Gœring était monté à la tribune pour dire : « Il n'y a rien à craindre, messieurs. Nous avons les intentions les plus pacifiques. D'ailleurs, de quoi vous plaignez-vous ? Vous avez votre bière ! »

vient de noter parce qu'une fois encore elle ne signifie rien :

— Le matin trouvera l'Allemagne avec un gouvernement national, ou elle nous trouvera morts !

Applaudissements. Les auditeurs n'ont pas compris grand-chose à ce qui se passait, mais comme on a parlé de régent et de monarchie, ils sont d'accord.

Ludendorff approuve

Ludendorff qui est arrivé entre-temps s'avance, monte à son tour sur l'estrade :

— De ma propre autorité, je déclare me mettre à la disposition du gouvernement national.

D'une seule phrase, il vient de se remettre en selle, alors qu'il était très en retard. L'assistance cette fois jubile. Lossow et Seisser lui serrent la main et Ludendorff prend ce geste pour un serment de loyauté entre officiers. Hitler se montre d'une gaieté presque infantile. Il apparaît alors comme le « Mussolini allemand », qui vient de prendre le pouvoir en laissant le roi *en place*¹. D'ailleurs, il ne fait pas de doute que la célèbre marche sur Rome que vient d'accomplir le chef des fascistes pour prendre le pouvoir, a beaucoup frappé l'Allemagne nationale-socialiste et Hitler en particulier, et c'est pourquoi une marche sur Berlin est dans l'air.

Hitler veut procéder à la constitution complète de son cabinet, mais von Kahr se dérobe, répond qu'il est fatigué et qu'on se reverra le lendemain à neuf heures. Hitler accepte ! Rien n'est prêt, il faut occuper et mettre hors d'état de nuire un certain nombre d'administrations et de personnalités, et il accepte de reporter ces mesures au lendemain, simplement parce que von Kahr le lui a dit. Seul Röhm occupe le commandement de la circonscription militaire. Sur son ordre, les lieutenants Rossbach et Wagner prennent le commandement d'un détachement de l'école d'Infanterie. Gregor reste à Munich avec

1. C'est le roi Victor-Emmanuel III qui, après la marche sur Rome, avait lui-même confié à Mussolini le soin de former le ministère (30 octobre 1927). Le Roi, bien entendu, n'eut plus qu'un rôle de représentation sous la dictature du Duce.

ses hommes. Mais on ne s'assure ni de la gare centrale ni du bureau télégraphique. Scheubner-Richter dira plus tard qu'il n'a jamais compris pourquoi on n'a pas mis en prison, ou aux arrêts, von Kahr, Lossow et Seisser pour la nuit du moins. Cette aveugle confiance que manifestait leur chef lui parut incompréhensible.

Kahr contre-attaque

Ce qui devait arriver ne manqua pas de se produire : Kahr mit la nuit à profit pour préparer sa contre-offensive, en accord avec le gouvernement central de Berlin. Von Seeckt reçut les pleins pouvoirs. Le ministre des Cultes Matt et l'archevêque Faulhaber se déclarèrent contre le coup de force.

Hitler ne commença à se douter de quelque chose qu'à l'aube : « Dès l'aube, nous nous retrouvions à la Bürgerbräu. Ludendorff vint nous rejoindre. Nous étions, à midi, toujours sans nouvelles ; aucun signe de vie ne nous était parvenu. »

Cette matinée, d'ailleurs, se passa en discours que Hitler ne cessa de prononcer ; il lui fallait s'assurer du consentement et de l'enthousiasme du petit-bourgeois sans influence.

A midi même, comme il fallait faire quelque chose, on décida une marche de propagande. Munich regorgeait déjà de détachements de police et de troupes. Hitler et Ludendorff prirent la tête de la troupe, suivis de S.A. armés. Pöhner et Frick rédigèrent une proclamation annonçant la création d'un tribunal « national », instance judiciaire suprême. Un même « décret » mit hors la loi le président du Reich Ebert.

Cependant Hitler croyait tenir Munich. Ses troupes portaient l'arme à la bretelle et au cran d'arrêt. Entre-temps, Ludendorff avait envoyé un de ses anciens officiers donner l'ordre à Lossow de se joindre à eux. L'émissaire ne revint pas : il avait été arrêté. Puis Pöhner et le major Hühnlein furent chargés d'occuper le Q.G. de la police avec un bataillon d'Oberland. Ils furent également arrêtés.

Quelques détachements de S.A., croyant que tout était gagné, commencèrent à piller une imprimerie juive, la Parcus et Mühlthaler. On saccagea également l'imprimerie du journal social-démocrate de Munich. On fit une perquisition chez le

vice-président du Landtag, Auer, que les nationaux-socialistes haïssaient particulièrement. On arrêta des gens au hasard et on les emmena comme otages, notamment un comte dont le nom « sonnait juif ».

Les événements s'accéléraient maintenant. Kahr fit afficher une proclamation dans laquelle il était dit que la déclaration de la veille était nulle et non avenue parce qu'extorquée sous la menace d'un revolver. En même temps il annonçait la dissolution du N.S.D.A.P.

Ceci vint aux oreilles de Hitler qui ordonna au régiment de S.A. de Munich de prendre position sur la rive droite de l'Isar. La police prit position sur la rive gauche. Il était maintenant un hors-la-loi, il le savait mais n'abandonna pas la manifestation. Pour espérer gagner encore, il lui fallait le soutien populaire et le cortège était une façon, la seule, compte tenu de l'urgence, de rameuter les Munichois. Il pensait avoir une chance de dresser les petites gens contre le gouvernement de la province et la police. Sur quoi se basait-il ? On se le demande en vérité.

Police et Reichswehr contre les S.A. de Hitler

Ludendorff se rendait compte que la Reichswehr se trouvait maintenant divisée en deux factions, celle que Röhm avait pu convaincre et celle restée avec von Lossow. Cela l'irritait et l'inquiétait avant tout.

Cependant, le cortège avançait toujours dans les rues de Munich. Le seul resté fidèle en ces moments tragiques était le major von Graefe-Goldebee, arrivé du Nord le matin même. Derrière le groupe de tête composé de tous les fidèles, il y avait une mitrailleuse lourde montée sur un camion. Le cortège était maintenant sur le pont de l'Isar, le Ludwigsbrücke, et s'approchait du barrage constitué par les policiers. Gœring, qui en ces occasions trouvait à manifester son courage personnel, bondit à l'avant et déclara que le premier coup de feu tiré par la police entraînerait la mort de tous les otages. Cette intervention fut efficace car les policiers s'écartèrent du passage et laissèrent passer les manifestants non sans que ceux-ci ne leur crachent au visage.

Ce premier obstacle franchi, on se dirigea, par la Zweibrückenstrasse, en direction de l'Isartor. Un second cordon de police mit bas les armes. Des chants guerriers s'élevaient du cortège. Il commençait à y avoir beaucoup de monde. L'atmosphère s'échauffait, malgré le temps froid et le ciel gris de novembre. Cela prenait. La révolution déclenchée uniquement en s'appuyant sur les notables allait réussir grâce au petit peuple.

On parvient à l'espace resserré qui se trouve entre la Feldherrnhalle et la résidence du gouverneur. Devant l'Odeonplatz, barrée par un autre cordon de police, débouche à ce moment un détachement de police au pas de gymnastique, qui vient en renfort. Il est commandé par le lieutenant de police baron von Godin. Derrière apparaît un véhicule blindé de la Reichswehr, armé d'une mitrailleuse.

Le cortège ne s'arrête pas : on a déjà forcé deux barrages, on forcera bien le troisième. Streicher essaie d'abaisser la carabine d'un des policiers. *Un coup de feu part*¹, qui déclenche la fusillade. L'automitrailleuse se met de la partie. Ulrich Graf se jette devant Hitler pour le protéger et crie :

— Ne tirez pas, Son Excellence Ludendorff est parmi nous !

Il tombe frappé d'une balle. Ce que voyant, Hitler se jette à terre et ne bouge plus. Derrière on continue à avancer en hurlant un chant patriotique. Scheubner-Richter est en tête, avec Ludendorff. Il est tué. Ludendorff avance toujours, furieux : on ose tirer sur lui. Le conseiller Pfordten est tué à son tour ; dans la rue étroite, le tir en enfilade est particulièrement efficace. Le major Streck se retrouve seul avec Ludendorff. Juste derrière eux, Brückner, Frick, Drexler, qui pourtant n'y est pour rien, imitent leur courage. Ils sont isolés, entourés, arrêtés.

Hitler relève la tête. Autour de lui, des morts et des blessés sur le pavé. Parmi eux, le major von Schrauth de la police et un agent, tués par la riposte des S.A. Hitler se replie. Il croit avoir été touché parce qu'il ressent une vive douleur à l'épaule. En réalité, il s'est cassé la clavicule en se jetant à terre. A côté de lui il reconnaît Gœring, inanimé, une tache de

1. On n'a jamais su d'où partit le premier coup de feu. Des témoins ont accusé Streicher, d'autres Hitler lui-même. Le feu dura une minute et fit 19 morts, 16 nazis et 3 policiers.

sang au niveau de la taille. Ulrich Graf gît aussi, blessé. Tout est perdu. Le médecin S.A. fait avancer sa voiture jusqu'à lui, le charge comme un paquet, se dégage et fonce vers le village de Uffing, où Hanfstaengl a une maison. Beaucoup de gens sont morts pour Hitler, lui-même est survivant.

Göering est ramassé dans la rue par des amis qui l'emènent à Innsbruck, en Autriche. Il est grièvement blessé. Rossbach parvient à gagner Salzbourg en se faisant passer pour un réalisateur de cinéma. Röhm est cerné dans son poste de commandement. Il y a un engagement. Deux hommes sont tués. Mais la disproportion des forces ne laisse aucun espoir. Röhm capitule, fait faire une marche d'adieu à ses troupes à travers la ville, puis se met à la disposition de la justice. Il n'a rien à se reprocher dans cette affaire, lui seul a fait ce qu'il devait faire. Il songe par contre, tandis qu'on l'emmène, qu'il s'est choisi un piètre chef, un amateur et un couard.

Gregor, lui, a pu dégager ses troupes et quitter la ville, malgré les oppositions de la police. Il prend la route de Landshut, à pied. Il n'est plus temps de chercher ses véhicules. Pendant le trajet, il se heurte à un barrage de la Reichswehr. Un capitaine s'avance et lui conseille de se rendre.

— Place ou je fais tirer, répond le chef des S.A.

On les laisse passer ; assez de sang a été versé. Le lendemain, alors que Gregor va se mettre à table, il voit entrer son ami Georges Höfler, le lieutenant de police de la ville.

— Tu viens déjeuner ? lui demande Gregor. Assieds-toi, on va te mettre un couvert.

— Je viens t'arrêter, dit l'autre.

Pendant deux jours encore, il y a des manifestations dans Munich. On réclame Hitler, on insulte la police. La presse gouvernementale, par contre, attaque furieusement le « Prussien » Ludendorff et l'« Autrichien » Hitler. Mais ceux qui crient « Vive Hitler ! » et ceux qui écrivent « A bas Hitler ! » ne savent pas que les policiers venus l'arrêter à Uffing l'ont trouvé, après perquisition, caché dans la penderie de Mlle Hanfstaengl, la sœur de Ernst.

Le choix du refuge est absurde. Hanfstaengl en donne lui-même l'explication dans l'affolement de Hitler qui n'a plus

pensé qu'à aller se réfugier près d'Hélène Hanfstaengl qu'il admirait, comme un enfant se réfugie près de sa mère lorsqu'il a peur...

V

Le procès de Munich « Mein Kampf »

Le procès de Munich / Une proclamation de Ludendorff / Hitler condamné à 5 ans de forteresse / Hitler en prison dicte « Mein Kampf » / Une fois libéré, Hitler reprend son activité / Le N.S.D.A.P. n'est plus interdit / Départ de Röhm / Ludendorff rompt avec Hitler.

Mort de Eckart

Le gouvernement de Bavière resté maître de la situation s'était attiré, à cause de sa ruse, la haine populaire. Von Kahr n'avait jamais été très aimé de la foule et celle-ci eut tendance à considérer Hitler comme un héros trahi.

Le procès de Munich ne fit que renforcer la haine pour von Kahr mais fit perdre au chef du N.S.D.A.P. quelques-unes de ses amitiés, à cause de son attitude.

Cette perte d'amitiés sera compensée par le succès du livre qu'il écrira pendant sa détention. Et pourtant quel livre ! Une personne dépourvue de frivolité ne peut lire sérieusement cet ouvrage qui possède la caractéristique d'un esprit primaire : il affirme, il clame, il raconte, il ne prouve ni n'expose jamais. Cependant, avant la détention et le livre, il y a le procès.

Le tribunal du peuple de Bavière siège à Munich au début de l'année 1924. Hitler est encore un des seuls de tous les putschistes à se trouver à Landsberg. Après un premier dé-

couragement, il a repris confiance. Les morts de la Feldherrnhalle et de l'Odeonplatz peuvent servir sa cause : on en fera *des martyrs*¹. Dietrich Eckart, son mentor, son ami, le seul, meurt d'une crise cardiaque, il soupire :

— C'était un parfait rédacteur en chef, personne ne saura diriger le « *Völkischer Beobachter* » comme lui.

Il annonça en arrivant qu'il allait faire la grève de la faim, comme le lord-maire de Cork, en 1919, à l'arrivée des Anglais en Irlande. Drexler parvint sans trop de mal à le faire changer d'avis et Hitler accepta de garder sa vie pour l'Allemagne...

Comme son épaule était luxée, il commença même sa détention préventive à l'infirmerie. Il y resta jusqu'à Noël 1923. Puis il fut mis dans une cellule individuelle.

Une chose est certaine dès cette époque, c'est qu'il a perdu tout crédit, à cause de sa fuite au moment de la fusillade, auprès du général Ludendorff. Ce dernier a déclaré que plus jamais, lui, officier prussien, n'accepterait de servir sous un tel couard. Hitler essaiera plus tard de justifier sa fuite en prétendant qu'il a transporté lui-même, à l'abri, un jeune garçon blessé par hasard pendant la fusillade, ce qui explique qu'il ne se soit pas trouvé aux côtés de Ludendorff jusqu'au bout. Mais, voyant que personne ne le croit, il n'insistera jamais pour faire accréditer cette version.

Lorsque Mme von Scheubner-Richter, portant le deuil de son mari, vint le voir, il avait retrouvé suffisamment d'aplomb pour savoir se laisser convaincre que les parents de ceux qui étaient morts croyaient toujours en lui. Il ne tarda pas à être vraiment rassuré : l'opinion publique lui donnait raison et le plaignait, c'était l'important. Il crut alors, sincèrement, qu'il était un martyr, injustement frappé par le sort. Il attendit désormais le procès avec espoir ; la déroute pouvait se transformer en victoire morale, les débats pouvaient lui faire une publicité extraordinaire. De toute façon, il n'est pas mal d'être sur le banc des accusés avec des Ludendorff, des Röhm, des Weber, des Kriebel, des Pöhner, dont certains sont connus dans toute l'Allemagne. Ludendorff n'a finalement pas été

1. En 1935, les victimes nazies reçurent une sépulture dans la Feldherrnhalle. Les passants de la rue devaient, en circulant devant ce « haut lieu », crier « Heil Hitler ! » à toute heure de la journée.

incarcéré, eu égard à son rang, mais il comparaitra au procès.

Il y a un autre élément qui fait reprendre espoir à Hitler : l'opinion publique, à laquelle le ministre de la Justice de Bavière, son ami le Dr Gürtner, se gardera bien de n'être pas sensible.

Ouverture du procès de Munich

Lorsque le procès s'ouvrit, le 26 février 1924, Hitler avait donc repris tout son aplomb. Onze avocats avaient la charge de défendre les accusés, mais celui de Hitler ne devait intervenir qu'à titre de conseil, le chef du N.S.D.A.P. interdit ayant décidé de parler lui-même.

Un médecin vint tout d'abord donner les résultats de son examen de la personne de l'accusé : ce n'était pas flatteur. Le front fuyant lui parut être le signe d'un manque d'objectivité, et le développement de la boîte crânienne lui semblait renforcer son diagnostic. Du point de vue racial, le sujet appartenait au type slave !

Ce n'est plus un révolutionnaire pur et dur que nous avons alors devant nous, c'est un politique : il a eu le temps de réfléchir et s'est rendu compte qu'il valait mieux désormais essayer de rentrer dans le système et de se faire accepter. Il multiplie les courbettes, fait de la démagogie, essaie de prouver la pureté de ses intentions, ménage les grands, s'incline devant « Monsieur le Président ». Il pousse en avant Kahr et Lossow dont il dit avoir été l'exécutant, il ménage ceux-ci, cependant, dans l'espoir que leur demi-complicité dans le coup de force les amènera à ne pas trop le charger. Il ruse, il pense à son avenir et ce faisant se détache un peu plus de Ludendorff. Il proclame son amour pour la patrie et ajoute :

— Je ne peux me considérer comme coupable, mais je reconnais les faits. Il ne saurait être question de trahison contre les traîtres de 1918. A mes yeux, je ne suis pas un traître, je suis un Allemand qui désire le bien de son peuple.

Il alla plus loin encore, mélangeant l'arrogance et la présomption à l'humilité qu'il s'était choisie : « En regard du malheur commun de notre patrie, je ne voudrais pas creuser un fossé infranchissable entre nous et ceux qui feront à

l'avenir partie du grand front commun qu'il nous faudrait constituer pour faire face au front des ennemis de notre peuple. Je sais que nos ennemis penseront un jour avec respect à ceux qui pour l'amour du peuple allemand choisirent l'amer chemin de la mort. »

Hitler confia à son avocat, le Dr Röder, le soin de se montrer plus violent à l'égard de von Kahr, de Lossow et de Seisser. Il avançait qu'ils avaient violé leur parole et se perdirent en considérations touchantes sur le fait qu'entre Allemands la promesse allemande, la poignée de main allemande, le regard allemand les yeux dans les yeux, n'avaient plus de signification.

Proclamation de Ludendorff

Lorsque Ludendorff, qui, plus que les autres, s'estimait en droit d'accuser la déloyauté des notables, voulut parler, les procureurs, instruits par le complaisant ministre Gürtner, s'employèrent avec succès à le faire taire. Ludendorff put cependant faire la proclamation suivante, qui contraste avec les finasseries du chef du N.S.D.A.P. :

« Les espoirs que j'avais en la délivrance de ma patrie le 8 novembre s'évanouirent parce que Kahr, Lossow et Seisser avaient perdu de vue le but commun, parce que la grande heure trouva en eux des hommes petits. Les dangers que j'avais vus surgir sont toujours là. Le plus douloureux pour moi c'est que les événements m'ont transmis la conviction que notre société dirigeante s'est montrée incapable d'inculquer au peuple allemand la volonté de la liberté. »

C'est encore lui qui prononça cette phrase, que l'on se serait plutôt attendu à entendre de la bouche du révolutionnaire Hitler :

« On ne tue pas le marxisme à coups de crosse, il faut donner une idéologie nouvelle au peuple. »

D'une façon générale, les accusés militaires observèrent au cours du procès une attitude plus digne que les civils. Pöhner, le préfet de police, fut magnifique. Comme il voyait qu'on cherchait depuis le début des audiences à minimiser les choses, pour les raisons exposées plus haut, il lança : « Certes, j

suis un traître, ne serait-il pas ridicule de vouloir prouver le contraire à des juristes ? »

Röhm, qui a été le seul homme à tenter le 8 novembre une action militaire, comprend mal l'attitude mouvante de Hitler. Il a peine à croire à de la lâcheté mais prend le parti de Ludendorff qui, depuis le début du procès, n'adresse plus la parole à Hitler. Dans ses souvenirs qu'il intitulera « Les Mémoires d'un homme coupable de haute trahison », Röhm critiquera sévèrement les hommes et les méthodes du 8 novembre. Mais, dès lors, lorsqu'il se retrouvera à Landsberg, il enverra une lettre ouverte au « Völkischer Beobachter » pour annoncer sa rupture avec le parti. Plus tard, il reviendra sur cette décision, pour son malheur, et certains passages seront supprimés de ses Mémoires. En voici un, peu connu :

« Je sais que certains hommes se refusent à écouter ceux qui les mettent en garde contre le danger ; je ne les approuve pas. Une amitié vraie m'unissait à Hitler. Des flatteurs l'entouraient, personne n'osait le critiquer, moi j'avais le devoir de lui parler ouvertement. »

Bientôt les accusés refusèrent, en raison de leurs désaccords, de siéger sur le même banc. Hitler demeura avec Weber. Frick, Ludendorff, Pöhner, Kriebel et Röhm se mirent ensemble, dans l'autre partie du box.

Le clair-obscur dans lequel se meut le procès ne se dissipera pas jusqu'à la fin. Une grande partie de son déroulement était décidée d'avance. On se ménageait, et cela arrangeait beaucoup Hitler, pour une raison qui éclate dans son dernier discours, dans sa dernière plaidoirie : il demanda — non pour lui mais pour que cela ne devienne pas un jour une honte aux yeux du peuple allemand ! — qu'on voulût bien ne pas lui appliquer la disposition du paragraphe n° 9 de la loi sur la protection du Reich contre les étrangers indésirables... En effet, Hitler n'avait jamais été *naturalisé allemand*¹ et risquait l'expulsion. Comme de plus il avait perdu la nationalité autrichienne le jour où il s'était engagé au début de la guerre dans un régiment allemand, il était apatride. S'il était

1. En 1914, Hitler avait simplement sollicité le droit de s'engager dans un régiment bavarois. En 1925, il renonça à sa qualité de citoyen autrichien et devint apatride, donc inéligible. Il ne reçut la nationalité allemande qu'au début de 1932.

expulsé d'Allemagne, aucun pays ne voudrait de lui.

Son dernier discours lui gagna un peu plus le dévouement des jurés nationaux-socialistes. Ils émirent l'intention d'acquiescer tout le monde. Pour qu'ils consentent à voter des peines, le président dut leur promettre que celles-ci ne seraient pas appliquées ou du moins seulement en partie.

La sentence

La sentence est rendue le 1^{er} avril 1924. Ludendorff et Röhm sont acquittés. La salle éclate en de frénétiques applaudissements. D'ailleurs, ce jour-là, à Munich, l'atmosphère est explosive. Une foule très excitée se heurte au service d'ordre et crie des « Heil ! » sans fin devant la porte du palais de justice. Dans l'enceinte, c'est bien pis : lorsque Ludendorff, Kriebel et Röhm sont apparus en grande tenue avec toutes leurs décorations, on a tout à fait oublié qu'ils étaient là et accusés.

Hitler, Pöhner, Weber, Kriebel sont condamnés à cinq ans de forteresse, avec un sursis de quatre ans. De la peine de Hitler, on déduit les quatre mois et deux semaines de détention préventive. On n'expulse pas Hitler pour quatre raisons : ses sentiments allemands, son service militaire allemand, sa croix de fer allemande, sa démobilisation allemande.

Gregor Strasser, Frick et quelques autres s'en tirent avec un an et demi de forteresse, dont il faut déduire le sursis.

Après le verdict, les Munichois peuvent acclamer non seulement les acquittés Ludendorff et Röhm qui partent en voiture mais aussi les condamnés que l'on fait apparaître une fenêtre pour les offrir à l'enthousiasme populaire !

Dans toute l'Allemagne on ne retient que la peine de cinq ans et on fait de Hitler un martyr. On s'apitoie. On édite des cartes postales qui représentent l'homme à la mèche, le visage creusé par la douleur, devant une fenêtre barrée par laquelle se glisse un pâle rayon de soleil. Tandis qu'on pleure dans les demeures de la petite bourgeoisie, Hitler, installé dans la plus confortable des forteresses, prend du poids et des habitudes.

Sur les registres, il s'est fait inscrire sous la profession d'écrivain ; son poids est de 77 kilogrammes et sa taille d'un

nète soixante-quinze.

A Landsberg, prison politique de luxe, tous les détenus ont à leur disposition une ou deux pièces. Ils reçoivent des visites, passent leurs journées ensemble, jouent aux cartes, commandent leurs menus à l'extérieur, avec tous les suppléments qu'ils veulent. On leur apporte des cadeaux, des dons, de l'argent.

Ceux du rez-de-chaussée seraient même très heureux, sans l'irritante habitude de celui du premier (Hitler) de prononcer l'interminables monologues.

Pendant ce temps, Ludendorff, Rosenberg, Drexler, Amann réagissent. Le « Völkischer Beobachter » a été interdit, on le remplace par le « Grossdeutsche Zeitung ». Le N.S.D.A.P. a été interdit, on le remplace par le G.V.G. (Grossdeutsche Volksgemeinschaft ou Communauté populaire allemande). La K.D.A. est interdite, on la transforme en diverses associations sportives, clubs de tir et même chorales. On met sur pied, en liaison avec l'Autriche, une organisation d'entraide pour nationaux-socialistes en fuite ou en chômage.

Plus grave pour Hitler la décision de Ludendorff de faire fusionner les extrémistes-nationalistes allemands et les nationaux-socialistes ; c'est l'amorce d'un front commun de la droite dont Hitler ne veut à aucun prix. Qu'on se rallie à lui, mais pas d'association à égalité. Il mesure alors quelle gêne est la prison, quel danger l'impossibilité d'être là pour convaincre et pour attaquer fait courir au mouvement. Ses fidèles inconditionnels se terrent. Adolf Hitler refuse de décider quoi que ce soit, il se sent mal informé et surtout, si on le supplante, que pourra-t-il faire ? Il faut ronger son frein.

Gregor est entré dans la nouvelle coalition. Il ne veut plus attendre : il faut agir maintenant, avant que l'Allemagne ne soit tout à fait ruinée. Il a fait du bon travail en Basse-Bavière, il sait qu'il peut s'attaquer à un champ plus vaste. Il est bon orateur, excellent organisateur, socialiste-national convaincu, ambitieux, il n'a pas envie de sombrer dans la nostalgie et dans l'attente : Hitler viendra avec eux lorsqu'il sortira de Landsberg mais l'action doit continuer en attendant. Avec Graefe-Goldebee et Ludendorff, il forme le triumvirat dont il est de loin le meilleur politique.

Aux élections du Landtag de Bavière, le bloc enlève 23 mandats, alors que Hitler a été jusqu'ici hostile à la représentation parlementaire. La nouvelle de la création du parti national-socialiste de la liberté, dont la direction est assurée par le triumvirat dont on a parlé ci-dessus, frappe Hitler au cœur : on lui prend ses hommes et presque le nom de son parti.

La visite des trois hommes à la prison de Landsberg ne console pas le prisonnier ; il refuse la discussion, ne veut pas dévoiler ses intentions à long terme. Au contraire, en juin 1924, il publie une lettre ouverte dans laquelle il affirme qu'il abandonne la direction du mouvement national-socialiste, qu'il s'abstient désormais de toute activité politique, qu'il retire toutes les délégations de pouvoirs qu'il a été amené à donner, qu'il souhaite ne plus recevoir aucune visite à caractère politique.

Ludendorff voit là la seconde trahison de Hitler après sa fuite de novembre. Les fidèles qui s'efforcent de lui garder sa place se sentent désavoués et inutiles. Le mouvement commence à flotter sérieusement.

Il y a eu pourtant un grand mouvement d'opinion dès le départ : Pöhner et Gregor ont été élus alors qu'ils étaient en prison, ce qui leur a permis de sortir avant la fin de leur peine. C'est ce que Gregor ne veut pas oublier, malgré la mauvaise humeur de Hitler, et il continuera, malgré la brouille Ludendorff-Hitler, de tenir ce dernier au courant. A ce moment Rosenberg s'est rapproché de Gregor et l'accompagne visiter Hitler. Il commence à prendre une influence politique sur lui, dans le sens du pangermanisme.

Cette fidélité à Hitler, je dois dire que je l'ai moi-même conseillée à mon frère et je lui ai suggéré de profiter de la situation pour débarrasser le mouvement de gens tels que Julius Streicher et Hermann Esser, d'une brutalité, d'une bêtise inouïes. Il y a également le « photographe de la cour » Hofmann qui complète la collection des « inmontrables ». Hermann Esser, notamment, a simulé la folie pour ne pas prendre part à la guerre. Il partage avec Streicher la même débauche, le même cynisme, la même bassesse d'esprit et les mêmes femmes.

Hitler dicte « Mein Kampf »

Voyant ces évolutions, Hitler se renferme de plus en plus sur lui-même et ne fait plus confiance à personne : il observe. Et surtout, il commence à écrire son livre, « Mein Kampf ».

L'idée lui a été soufflée de la façon suivante : ses compagnons de captivité avaient les oreilles cassées par ses discours enflammés et incessants qui les empêchaient de jouer aux cartes en buvant leur vin du Rhin. Un jour Gregor, avant sa sortie, a eu une idée machiavélique : « S'il écrivait, au lieu de parler ? » Peu à peu, avec prudence, on a convaincu l'ancien peintre en bâtiments de Braunau qui, flatté, voit là l'occasion de justifier le titre d'écrivain dont il s'est paré. Il se met au travail, avec Rudolf Hess comme secrétaire. Hess, nous l'avons vu, lui est tout acquis. Il n'y a pas à craindre de sa part les critiques aux inexactitudes historiques et aux faiblesses de style.

Emile Maurice, condamné lors de la seconde charrette d'avril 1924, sert de valet de chambre et d'homme à tout faire. De lui non plus, il n'y a pas à craindre les objections.

Désormais, le rythme est pris. Hitler se lève à 7 heures. Il prend son petit déjeuner avec ses compagnons, fait une promenade, reçoit des visites. Après le repas de midi il regarde le courrier et commence à dicter à Hess, deux ou trois heures durant.

Il reçoit de nombreux cadeaux et de la nourriture à foison. On remarque qu'il en fait souvent profiter un petit soldat détenu pour une faute de service. Dans le nombreux courrier qu'il reçoit, il trouve un jour un chant de louange écrit par un jeune docteur en philologie du nom de Paul Josef Gœbbels. Il écrit notamment : « Ce que vous dites est le catéchisme d'une foi politique nouvelle dans le désespoir d'un monde croulant et vidé de Dieu... A vous un dieu a permis de dire ce dont nous souffrons. Vous avez enfermé votre tourment dans des mots rédempteurs... C'est ce que nous vous devons ; c'est ce que l'Allemagne vous dira un jour ! »

Il faut se souvenir que Gœbbels, qui a mal réussi, qui est un

écrivain sans succès, qui est *disgracié par la nature*¹, est un homme extrêmement intelligent, sceptique et cynique, le contraire d'un Rudolf Hess par exemple. Et pourtant ces lignes sont bien de lui. Il y a incontestablement chez Hitler une force à laquelle beaucoup sont sensibles et notamment les timides et ceux qui, ne pouvant accomplir ce qu'ils voudraient (Göebbels sait qu'un pied bot est un handicap important pour une carrière d'homme public) ont besoin de héros.

Cependant, tout en recevant un courrier souvent composé de lettres farfelues, tout en lisant Schopenhauer, Nietzsche, Chamberlain qu'il connaît déjà, Bismarck, Moltke, Clausewitz en vrac et très vite, Hitler continue à dicter son livre monologue à Hess et parfois à Maurice. Il lui arrive de se lever une heure plus tôt et d'écrire lui-même, tant bien que mal.

Il fait aussi, pour se délasser, des plans techniques et notamment ceux d'une voiture populaire et d'une maison populaire. Il n'oublie jamais ses projets sociaux, parfois utopiques, parfois réalisables. Cette préoccupation est un des côtés de sa nature la moins contestable. La Volkswagen verra réellement le jour et l'on construira réellement des logements bon marché, confortables et accessibles aux ouvriers. Utopiste, il sera parfois aussi précurseur.

Le premier volume de « *Mein Kampf* » terminé, même Hitler se rend compte qu'il n'est pas au point... En réalité c'est un véritable chaos. Nous allons essayer d'en dégager quelques éléments.

D'abord les lectures politiques mal digérées : Lueger, fondateur du parti chrétien-social en Autriche. Schönerer, chef d'un parti grand-allemand et antisémite qui s'est formé au sein de la minorité allemande des Sudètes sous la double monarchie. Il y a Houston Chamberlain déjà cité. Lagarde que Dietrich Eckart a fait lire à Hitler.

On voit aussi la trace des colères antisémites et des obsessions sexuelles de Streicher ou de Hitler lui-même. Il y a enfin les aperçus de Rosenberg concernant la politique étrangère. Le style est celui d'un élève de sixième qui pourrait mieux faire...

1. En réalité, Göebbels n'avait pas un pied bot de naissance. Son infirmité était la suite d'une opération qu'il avait subie à l'âge de 7 ans, après une attaque d'ostéomyélite.

Un seul chapitre est entièrement original, celui de la propagande. Nous savons cependant que Hitler a pris des leçons efficaces en étudiant les méthodes communistes. Il ne comprit jamais Nietzsche et déforma ses idées sur la volonté de puissance. On ne trouve d'ailleurs aucun fond philosophique dans « Mein Kampf ». Ce fatras où, à l'occasion, on peut aussi reconnaître l'influence lointaine et mal digérée d'Oswald Spengler, l'auteur de « Déclin de l'Occident », est un tissu de slogans. Le livre est d'un démagogue issu du peuple, qui s'adresse au peuple à des fins de propagande. Il n'est aucunement le livre d'un homme d'Etat. D'ailleurs Hitler lui-même se demandera plus tard si ce livre n'était pas une erreur. Il dit notamment au Dr Frank que s'il avait supposé un instant qu'il serait un jour chancelier du Reich, il n'aurait pas écrit la plupart des chapitres, notamment celui particulièrement odieux qui traite de la syphilis.

Quoi qu'il en soit, le livre était fait en 1925 et « invulnérable ». On le confia au père Staempfle, un jésuite rédacteur en chef du journal de Miessbach, qui travailla pendant des mois à ordonner et à coordonner les pensées, à éliminer les erreurs flagrantes, les platitudes trop enfantines. Hitler ne le lui pardonna jamais !

« Mein Kampf » ne souleva jamais un grand enthousiasme parmi les fidèles du régime. Je me souviens d'une anecdote à ce sujet. Nous étions au congrès du parti à Nuremberg, en 1927. J'étais chargé du rapport et citai quelques phrases de « Mein Kampf », ce qui provoqua une sensation au sein des dignitaires. Le soir, au dîner, Feder, Kaufmann et Koch me demandèrent si vraiment j'avais lu le livre. J'avouai en avoir extrait quelques phrases significatives sans m'être du tout occupé du contexte que je ne connaissais pas. Ce fut une hilarité générale ; tous avouèrent ne l'avoir jamais ouvert. On décida alors que, parmi les gens que nous attendions, le premier qui aurait lu le livre paierait à boire. Gregor, interrogé dès qu'il passa le seuil, répondit par un « non » sonore. Goebbels secoua la tête avec accablement. Goering éclata d'un gros rire. Le comte Reventlow dit qu'il avait trop de travail pour s'intéresser à ça. Nous dûmes payer chacun pour soi... personne n'avait lu le livre.

Pourtant le texte de ces deux volumes, parus en 1925 et en 1927 aux éditions Franz Eher de Munich et imprimés chez Müller und Sohn, contenait un certain nombre de phrases qui eussent pu éclairer les puissances sur *les projets réels de Hitler*¹. Au moment de l'alliance germano-russe, Staline aurait tiré profit de cette phrase révélatrice : « Nous commencerons là où l'on a terminé il y a dix siècles. Nous arrêterons l'éternelle migration germanique vers le sud et l'ouest de l'Europe et nous tournerons notre regard vers les pays de l'est. Quand nous parlons aujourd'hui de nouvelles terres en Europe, nous ne pouvons penser, en premier lieu, qu'à la Russie et aux satellites qui l'entourent. » Il y a aussi cette phrase : « L'énorme empire de l'est est mûr pour l'écroulement. » Cette idée resta toujours au centre de la politique hitlérienne à l'égard de l'U.R.S.S. et aucun démenti par les faits ne put changer cet axiome.

Au sortir de Landsberg, le premier tome était à peine terminé. Hitler y travailla à Munich puis alla passer quelques semaines au Platterhof à l'Obersalzberg, avec Max Amann auquel il dicta le deuxième volume.

Les droits d'auteur finirent avec le temps par s'élever à des millions. Hitler avait un compte chez l'éditeur et y puisait à l'occasion. C'est ainsi qu'il se paya sa première Mercedes à compresseur, pour 25 000 marks. C'est également avec ses droits qu'il acheta la maison Wachenfeld à l'Obersalzberg.

Hitler est devenu, nous l'avons dit, un partisan de l'action légale. Il est dans une position délicate car, si on ne l'a pas expulsé cette fois, cela risque de lui arriver au prochain délit. Sa tranquillité, sa régularité, en un mot sa docilité de prisonnier ont favorablement impressionné ses gardiens. Cependant, en raison des divers sursis déjà accordés, on n'arrive pas à lui faire obtenir une libération anticipée.

Au Landtag de Bavière, Gregor se leva et dit au président du Conseil Held que ce refus était une honte et « qu'une bande de cochons gouvernait le pays ». Le président Held

1. Hitler annonçait très clairement les 3 points de son action future : 1) antisémitisme ; 2) unification de la nation allemande (Deutsche Raum) ; 3) espace à conquérir (Lebensraum).

sortit de la salle et cela fit un beau scandale.

Hitler organisa à Landsberg, dans la citadelle, une cérémonie le 8 novembre, jour anniversaire du soulèvement. Il pensait passer Noël en prison lorsque, le 20 décembre, un télégramme ordonnant sa mise en liberté arriva. Il sortit le jour même. Gregor avait quand même gagné quelques semaines.

Il commence par faire la paix avec ceux qu'il a combattus.

« On ne peut combattre deux ennemis à la fois », dit-il au député Jürgen von Ramin. Il déclare au président Held, qui est également le chef du parti catholique de Bavière, qu'il condamne l'athéisme de Ludendorff. « Seul ce dernier est adversaire de l'Eglise romaine », assure-t-il, lui qui est profondément imbu du paganisme german.

L'interdiction du N.S.D.A.P. est levée

Il s'humilie davantage encore, il courbe l'échine : « Le putsch de Munich a été une grave erreur », concède-t-il à Held le papiste, celui qui peut le réconcilier avec le cardinal Faulhaber et qui peut lever l'interdiction qui pèse sur le parti national-socialiste, sous sa forme primitive, et sur les S.A. S'il parvient à obtenir cela, Hitler ne doit plus rien à personne, même pas à Ludendorff ou à Graefe. Il supplie, le ministre Gürtner l'appuie, Held cède. ... « Le fauve est maté, confie-t-il à Gürtner, on peut desserrer les liens.

Le 27 février 1925 a lieu une cérémonie au Bürgerbräukeller ; le 26 renaît le « Völkischer Beobachter » qui invite, sous la plume de Max Amann, les Munichois à se rendre le lendemain à l'illustre auberge écouter le prisonnier libéré, sur le thème : « L'avenir de l'Allemagne et notre mouvement. » Droit d'entrée : 1 mark.

Il y a aussi une déclaration de fidélité à Ludendorff : Hitler ne recule devant rien pour retrouver son assise. Vis-à-vis des catholiques, il affirme la neutralité religieuse du mouvement : c'est moins que ce qu'avait espéré Held. Hitler applique déjà le principe du louvoisement, il ne cessera plus.

4 000 personnes assistent à la réunion. Enorme enthousiasme, on monte sur les tables, les femmes pleurent, on a retrouvé le maître, qui a grossi pendant sa détention, remar-

quent les observateurs neutres, et qui montre une dignité et une réserve nouvelles. Il lui faut reprendre avant tout le peuple en main. Le reste viendra plus tard.

Il ne cherche d'ailleurs pas à le cacher : « Dans un an, ce sera à vous de juger. Si j'ai bien agi, ce sera parfait ; si je n'ai pas bien agi, je remettrai mes fonctions entre vos mains. Mais jusque-là, c'est moi qui conduirai le mouvement et personne n'aura de conditions à me poser tant que j'assumerai la responsabilité. » Il ne peut s'empêcher de prononcer une fois de plus ces paroles imprudentes : « Et je souhaite que, si la lutte doit m'abattre une autre fois, la bannière à croix gammée soit mon linceul. » C'est une manie...

Dans ce tripotage frénétique qui a précédé la renaissance du N.S.D.A.P., Hitler a perdu Röhm. Celui-ci s'exile et part pour la Bolivie, comme instructeur de l'armée. Il y réussira fort bien, avant qu'on ne le rappelle. Kriebel part pour Shanghaï où, le jour où Hitler sera nommé chancelier, il sera nommé consul. Adolf n'oublie pas toujours ses amis.

Ludendorff rompt avec Hitler

Ludendorff accepte de revoir Hitler au moment de la mort de Ebert, peu après. Ludendorff est candidat pour le poste de président de la République, contre Hindenburg représentant la bourgeoisie et la droite. Hitler promet de soutenir le candidat national-socialiste, ce qui est bien le moins. Au second tour, le voilà qui préconise le soutien de Hindenburg !

Cette fois, Ludendorff est définitivement éliminé. Il ne reverra jamais Hitler, il ne reviendra plus à la politique. Ses ambitions n'ont pas d'importance, il est Ludendorff, mais il n'admettra jamais la suite de lâchetés et de trahisons dont il aura été le témoin. En 1937, quelques jours avant sa mort, il refusera brutalement le bâton de maréchal que lui offrira Hitler. Mais celui-ci ne lui en voudra pas...

VI

A la conquête de l'Allemagne

Hitler véritable « médium » / Son talent d'orateur / Son esprit d'indécision / Hitler et les femmes / Son amour pour sa nièce / Mort de Geli / Programme politique établi par les frères Strasser / Gœbbels devient secrétaire de Gregor / Retour de Gœring, arrivée de Himmler.

D'abord le pouvoir

Les événements montrent en Hitler un homme lâche, parfois roublard, dont le magnétisme ne « marche » pas toujours. Un homme volontaire, certes, mais qui se trompe, qui quémande.

Qui est-il, finalement ?

Nous venons de parler d'un certain nombre de faits et de sa façon de réagir devant eux. Je ne crois pas me tromper, j'ai vraiment l'impression de l'avoir très bien, très profondément connu. Mais il est difficile de juger un homme, même dans ce cas. Cependant on peut se référer aux années de préparation. La période 1920-1930 marque la montée de l'homme politique, qui s'explique non seulement par lui-même mais aussi par la situation extrêmement malheureuse de l'Allemagne. Un peu de compréhension de la part de la France, la volonté de redonner une place en Europe au pays vaincu, des accords, des rapprochements, et Hitler n'aurait sans doute pas existé,

ou pas ainsi, j'en suis pratiquement convaincu. Car Hitler est une sorte de « sismographe des âmes », il est le « tambour de la révolution », il dit ce que les autres pensent et ne disent pas, il a les idées qui sont dans l'air. Il est le haut-parleur des désirs les plus secrets, des instincts les moins avouables, des souffrances et des révoltes intimes de la masse. Mais tout cela est négatif. Il sait ce qu'il veut détruire mais non ce qu'il veut faire. Il est antisémite, antibolchevique, anticapitaliste, il dénonce ses ennemis. Mais il n'a ni programme ni ami. Tout était là, c'était tout le personnage. Je me souviens d'une de nos premières conversations :

— Le pouvoir, hurlait Adolf, il nous faut le pouvoir !

— Mais, cher ami, qu'en ferez-vous ? Notre programme n'est pas au point du tout et pour faire une œuvre durable...

— Le pouvoir d'abord, me dit-il, le reste, nous verrons après, suivant les circonstances.

Ce qui compte, au fond, pour lui, c'est d'être au centre, d'être dans le courant, au milieu du lit du fleuve. Il a proféré une phrase inouïe dans la bouche d'un homme d'Etat (il l'était déjà) : « Avec la précision d'un somnambule, je poursuivrai mon chemin. »

Hitler, médium

Oui, un somnambule, un médium ; en Allemagne c'est d'ailleurs l'époque des médiums, des mages et autres voyants. C'est le fait des époques troublées. On m'a souvent posé cette question : « En quoi consistait l'extraordinaire pouvoir de Hitler ? » Je crois que c'était cela, c'était un médium. Il arrivait devant une foule et, en quelques minutes, savait ce dont elle souffrait et il lui disait ce qu'elle voulait entendre pour ne plus souffrir. Lorsqu'il lui arrivait de vouloir étayer ses discours de théories savantes, il ne parvenait à rien. Mais lorsqu'il lâchait ces béquilles et qu'il se laissait aller à son inspiration, il devenait l'un des plus grands orateurs du siècle. J'ai bien dit orateur et non pas homme politique. Dans un de ses discours il dit : « Quand un peuple veut la liberté, les armes poussent dans sa main... Quand un peuple a perdu la foi dans la force de son glaive, il est voué à la plus lamen-

table destruction. » Ces phrases, à la lecture, sont plates. Mais il les prononça à un moment où le public était déjà enflammé, un jour où le public était prêt à les entendre et ces mots prirent alors un relief extraordinaire, elles allèrent droit au cœur de l'auditoire.

On ne peut dire qu'il fut toujours et uniquement un démagogue. Il y avait en lui, surtout au début, une conviction totale en sa mission et dans la voie qu'il avait choisie. D'un révolutionnaire, il avait les sentiments et non pas la trempe, hélas ! Son attitude lorsqu'il sort de Landsberg le prouve.

Autres exemples. Un jour il doit parler devant une assemblée populaire. Il entre dans la salle. Début difficile, il tâtonne, dit ce qu'il avait préparé, il hume la salle. Soudain il a trouvé, le ton change, il lance : « L'individu a cessé de compter... L'Allemagne fut foulée aux pieds, l'union des Allemands, la subordination de chacun aux intérêts de la collectivité est indispensable. Je vous rendrai votre honneur, je ferai de l'Allemagne une invincible puissance... » Et c'est exactement ce qu'il fallait dire.

Le lendemain. Autre auditoire, des industriels. Même tâtonnement au début et tout à coup : « L'effort de l'individu régénère les nations, seul l'individu compte, la masse est aveugle et stupide ; chacun de nous est un chef et l'Allemagne est faite de ces chefs... » Nous sommes tous des chefs : voilà ce qui touche nos industriels qui, flattés et ravis, jurent que Hitler est leur homme.

1937. Le Congrès de Nuremberg, il s'adresse à vingt mille femmes, vieilles et jeunes, laides et belles, mariées, veuves, fiancées, célibataires, aigries, gaies, inquiètes, solitaires, courtisées, austères ou faciles... Hitler ne connaît rien aux femmes, sa vie affective est un désert. Que va-t-il bien pouvoir leur dire ? Même processus, il tâtonne puis trouve :

« Que vous ai-je donné à toutes, que vous a donné le national-socialisme ? L'homme ! » On croit rêver...

Et pourtant c'est cela qu'il fallait dire. La réaction de l'auditoire, ce jour-là, ressemble curieusement à l'orgasme, si l'on veut bien me passer l'expression. Cette crudité, cette verneur, cette brutalité ne sont absolument pas naturelles à

Hitler et il a pourtant *utilisé ce procédé*¹.

Lord Northcliffe disait avec beaucoup de raison : « Un bon discours est fait d'un drapeau, d'une mare de sang et, pour le reste, de sexualité. » Ce sont exactement les ingrédients qu'utilise Hitler, sans y avoir réfléchi, parce que son instinct lui dicte la recette. En face de son public, le médium entre en transe, ce sont là ses moments de véritable grandeur, de sincérité vis-à-vis de lui-même. Il est possédé par une force mystique, il croit ce qu'il dit, il ne peut douter de la réalité de sa mission.

Il en est autrement lorsqu'il se trouve dans un état naturel.

Il ne cesse de jouer, il s'étudie sans cesse, il n'est absolument pas simple. Il commença par être le « soldat inconnu » qui avait survécu à la guerre. Il versait de chaudes larmes sur les malheurs de sa patrie. Il s'aperçut d'ailleurs bientôt que ses glandes lacrymales étaient complaisantes, que les larmes étaient d'un bon rapport, il pleura désormais souvent.

De même lorsqu'il se rendit compte de l'efficacité de ses colères ; il en joua désormais.

Il était souvent saint Jean-Baptiste préparant la venue du Messie. Il fut ensuite le Messie lui-même. Il fut enfin César.

Ainsi, quelque temps avant notre rupture, nous eûmes une discussion à propos du journal, « der National-Sozialist » que je dirigeais à Berlin. Gregor était présent, ainsi que Hinkel, notre collaborateur. Depuis une demi-heure, le « Führer » soutenait une thèse inepte.

— Mais vous vous trompez, monsieur Hitler, lui dis-je.

Il me regarda fixement puis dit rageusement :

— Je ne puis me tromper, ce que je fais et dis est historique.

Puis il sombra dans la rêverie, son visage s'affaissa, ses épaules se voûtèrent ; nous avions devant nous un être vieux et fané, qui semblait exténué par le rôle qu'il venait de jouer. Nous sortîmes sans rien ajouter. Une fois hors de la pièce je me tournai vers mon frère :

— Il est mégalomane, Gregor !

— Tu le provoques, répondit celui-ci, ton objectivité d'in-

1. Ce n'était pas la première fois que Hitler usait de l'argument. En 1932, pendant la campagne électorale, il déclarait déjà : « Dans le Troisième Reich, chaque fille d'Allemagne trouvera un mari. »

tellectuel l'exaspère. Jamais il ne s'oublie ainsi devant moi.

Mais mon frère se trompait et la suite me donna raison ; le dogme de l'infailibilité de Hitler était né et se confirma jusqu'à la fin.

Volonté ? Maladie ? Comédie ?

Dans tout cela, où était la volonté, où était la maladie, où était la comédie ? La proportion est difficile à déterminer. Mais le déséquilibre nerveux de Hitler ne peut être mis en doute. Quand il est immobile, ce qui arrive rarement, il est pétrifié. Le reste du temps, c'est un ouragan. Le chemin de fer l'exaspère : il est trop lent. Une voiture qui roule à moins de cent kilomètres à l'heure est qualifiée par lui de « charrette à bœufs ». L'avion lui fait gagner du temps mais il se plaint qu'en l'air il ne « sent pas la vitesse ».

D'ailleurs cet homme, qui précipita l'Europe dans le chaos sans sourciller, hésitait souvent longuement avant de prendre des décisions tout à fait secondaires. Gregor avait un jour besoin de le voir pour décider d'une chose accessoire au sujet des S.A. de Landshut. Pendant des semaines, Hitler repoussa les rendez-vous et finit par accepter de déjeuner avec mon frère. Lorsque celui-ci mit la conversation sur le sujet, Hitler fut pris d'un véritable malaise, s'excusa et sortit de table. Il s'enfuit par une porte dérobée et envoya le soir son chauffeur chercher son manteau et son chapeau.

Il avait des accès de courage comme il avait des accès de colère. En temps ordinaire il était faible, impatient, irascible, lunatique et terrifié à l'idée de compromettre sa santé ou de perdre le contrôle de ses pensées. On le disait ascétique mais je ne suis pas d'accord avec le terme. L'ascète véritable sacrifie la bonne chère et les plaisirs à un idéal élevé alors que Hitler renonçait par simple matérialisme : il estimait que la viande est malsaine, que la nicotine intoxique, que l'alcool abrutit l'esprit. Il redoutait avant tout de se livrer à des confidences et d'oublier son rôle. J'ai toujours éprouvé la plus grande méfiance à l'égard de cette sorte de gens qui redoutent les plus simples plaisirs de l'existence.

Bismarck disait : « L'Allemand ne devient comestible et supportable que lorsqu'il boit tous les jours une demi-bouteille de champagne. » Cette phrase me semblait et me semble encore s'appliquer parfaitement à Hitler. Un jour je lui dis sérieusement :

— Un bon dictateur allemand devrait apprendre au peuple à comprendre la cuisine et l'amour raffinés. Il faudrait créer à ces fins une université car, pour passer maîtres dans un art, les Allemands ont besoin d'un diplôme !

Hitler me regarda, les yeux élargis, à court de paroles ; il parut sur le point d'éclater de colère puis se reprit et, sur le ton du mépris le plus profond, siffla entre ses dents :

— Cynique, sybarite !

Il opposait habituellement sa conception de l'existence, qu'il appelait héroïque, à la mienne qu'il appelait bachique. Je lui répondais alors que les dieux de l'Antiquité, tout en étant de véritables héros, n'en aimaient pas moins les femmes et le vin. Inutile de dire que Hitler ne supportait pas ce genre de plaisanterie, lui qui évitait l'allusion la plus légère aux secrets d'alcôve : « Les femmes, disait-il, ravissent au politicien sa vigueur et son sain jugement. » Or j'ai toujours eu une opinion inverse : Il n'y a pour le politicien que deux grandes écoles, l'Histoire où il apprend à connaître les forces, les femmes qui lui enseignent la connaissance des hommes.

Hitler et les femmes

Personnellement, j'ai connu trois femmes qui ont joué un rôle dans la vie de Hitler. J'ai recueilli les confidences de l'une d'elles et je me suis trouvé édifié ; il s'agissait de Geli Raubal dont nous reparlerons.

La première fut l'épouse du fabricant berlinois de pianos Bechstein. Elle avait vingt ans de plus que Hitler et vouait à celui-ci un amour teinté d'une ombre de sentiment maternel.

Lorsque le chef du N.S.D.A.P. venait à Berlin, il ne manquait jamais, au début du moins, d'habiter chez elle. Elle lui faisait rencontrer des hommes politiques importants. Ce fut sans doute Dietrich Eckart qui lui fit connaître les Bechstein. Pendant les soirées entre intimes, il avait l'habitude de s'as-

soir aux pieds de l'imposante femme, d'appuyer sa tête sur son importante poitrine et de fermer les yeux en soupirant d'aise. Elle, elle passait sa belle main blanche sur les cheveux du grand enfant, ébouriffait la mèche qui deviendra historique et disait tendrement : « Wölfchen, mein Wölfchen » (Jeune loup, mon jeune loup). Mais cet amour platonique finit par ne pas suffire à Hitler.

Il fit la connaissance de la fille du photographe Hofmann, une adolescente d'une rare beauté, au corps d'éphèbe, aux cheveux très blonds. Hitler l'attira chez lui ; mais les très jeunes femmes sont bavardes et Hofmann s'en vint un jour demander au séducteur des explications. La renommée de Hitler était déjà européenne ; il ne tenait pas à voir éclater un scandale. A l'issue de la conversation le noble père détenait l'exclusivité mondiale des photos de Hitler. Le complaisant personnage devint par la suite un des hommes les plus riches et les plus respectés d'Allemagne. En 1933, sa fille épousa un jeune homme extrêmement raffiné, Baldur von Schirach, que Hitler nomma aussitôt Führer de la jeunesse allemande.

La troisième aventure fut plus longue, plus importante et plus dramatique ; et elle ne se termina pas par un mariage. En 1928, il hébergea chez lui sa nièce, une Autrichienne de dix-neuf ans. Elle s'appelait Angela, on l'appelait Geli. Elle était adorablement gaie, drôle et jolie. Je la connaissais, lui faisais la cour, elle n'était ni prude ni bégueule. Bientôt, je m'aperçus que sa gaieté était troublée par la surveillance et le régime que lui faisait subir Hitler. Mais elle ne savait pas, ou n'osait pas se révolter.

Un jour, nous devons aller à un de ces bals masqués de Munich. J'étais en train de me préparer lorsque Gregor entra dans ma chambre et me dit qu'il avait reçu un coup de téléphone et qu'Adolf ne désirait pas que je sorte avec Geli. Je pris l'appareil et j'entendis le hurlement de Hitler :

— J'apprends, hurla-t-il, que vous avez rendez-vous avec cette garce de Geli. Je ne tolérerai pas qu'elle sorte avec un homme marié, je ne veux pas de votre fange berlinoise à Munich.

Après tout, il était son oncle et je m'inclinai. Le lendemain, Geli vint me voir, les yeux rouges, la figure défaite, et l'air

apeuré d'une bête traquée.

— Il m'a enfermée, me dit-elle, il m'enferme chaque fois que je dis « non ».

— Non à quel sujet ?

Il n'y eut pas à l'interroger beaucoup. Avec colère, avec horreur, avec dégoût, elle finit par me conter *les étranges propositions*¹ dont son oncle la poursuivait... J'avais déjà entendu parler, comme tous les initiés, des exigences extravagantes auxquelles s'était prêtée Mlle Hofmann, mais, tout d'abord, j'avais cru que la fille du photographe était hystérique et mentait à plaisir. Mais Geli n'était pas au courant des détails de l'autre aventure et ce qu'elle me disait, morte de honte, recoupait exactement les accusations de Mlle Hofmann. Je pouvais à peine le croire, cette fois encore, tant c'était insensé à imaginer.

Engagée dans la voie des confidences, Geli ne tarissait plus et me disait que son oncle la séquestrait littéralement, le jour comme la nuit. Un soir, par ennui et par désespoir, elle avait cédé au chauffeur Emil Maurice. Hitler les avait surpris. Il était entré dans une colère effrayante puis avait entraîné le chauffeur dans la pièce voisine. Geli avait écouté à la porte et avait entendu ceci :

— Tu ne remettras plus les pieds dans cette maison !

— Si tu me liquides, j'irai tout raconter à la « Gazette de Francfort ».

Le chantage du chauffeur, que Geli redoutait presque autant que Hitler, réussit. Emil Maurice, nanti de 20 000 marks, put s'acheter une boutique d'horlogerie et devint chef de groupe S.S. Cette pauvre Geli était ainsi une dévoyée, par la faute de cet homme. Elle eût pu faire une excellente mère de famille, une épouse. Elle essaya désespérément, au moins une fois encore, lorsqu'elle rencontra un artiste peintre de Linz qui lui proposa le mariage. Hitler en fut informé par sa police personnelle et s'interposa. Il fit ouvrir les lettres que le jeune homme envoyait et les fit copier par ses secrétaires. Il parvint à la forcer à rompre.

A cette époque je ne la voyais plus guère ; j'étais déjà à

1. Bien que sur ce sujet, faute de témoignages précis, il convienne d'être d'une extrême prudence, il semble que Hitler ait été masochiste.

demie brouillé avec Hitler. En 1931, j'appris sa mort, dans des circonstances mystérieuses, et personne ne put me donner de détails. Personne, jusqu'en 1934, au lendemain de la « nuit des longs couteaux ». A cette époque je revis mon frère aîné, Paul, devenu bénédictin. Il avait été officier comme moi pendant la guerre de 1914-1918 et avait commandé une batterie en août 1918, lors de notre dernière offensive de la Marne. Grièvement blessé, il fut évacué à l'arrière. Sitôt rétabli, il entra dans les ordres. Nous ne nous étions pas vus depuis deux ans. Il venait m'apporter quelques détails sur la mort atroce de notre frère Gregor. Je souffrais terriblement de la solitude, de cette nouvelle affreuse, de l'impossibilité dans laquelle j'étais d'entrer en Allemagne pour lui rendre les derniers devoirs. Nous pûmes échanger nos impressions, bavarder longuement.

— Et dire, murmura Paul, un soir, dire qu'il a empêché Hitler de se suicider.

— Quand cela ? fis-je presque distraitemment.

Paul hésita, puis me confia à mi-voix :

— Après qu'il eut tué sa nièce Geli.

Cette fois, je sursautai :

— Gregor te l'a dit ?

Paul inclina la tête.

— Je lui avais juré le secret. Gregor a passé trois jours et trois nuits auprès d'Adolf qui était comme fou ; au cours d'une dispute il avait tiré sur la petite. Peut-être ne s'était-il pas rendu compte de ce qu'il faisait ? Sitôt après, il a voulu se tuer et Gregor l'en a empêché.

J'essayai d'avoir des détails :

— Qui a assisté au meurtre, comment cela s'est-il passé ?

— Je ne sais rien de plus. Gregor ne m'en a pas dit davantage.

Seule une dépression très profonde lui avait arraché cet aveu et j'ai gardé le silence tant qu'il a été vivant.

— Mais comment cela a-t-il été étouffé ? Gregor te l'a dit ?

— L'instruction avait été ouverte à Munich et le procureur inculpa Hitler. Mais le ministre de la Justice bavaroise Gürtner étouffa le procès. Le procureur fut exilé. Gürtner, qui n'était pas membre du parti nazi, devint par la suite ministre

de la Justice du Reich.

— Qui a su, à part Gürtner ?

— Gehrlich, tu te souviens, le rédacteur en chef du « Droit Chemin » ? Il a fait une enquête personnelle, lorsqu'il a vu comment les choses se passaient. Il a constitué un dossier accablant contre Hitler.

— Où est-il ?

— Il a été tué le même jour que Gregor. Peut-être Voss, l'avoué de Gregor, qui possédait tous ses papiers secrets, a-t-il été au courant ; c'est possible.

— Il faut le lui demander, tout de suite.

— Impossible, il a été assassiné, comme Gehrlich, comme Gregor, le même jour, ou plutôt la même nuit.

Il n'y avait donc plus un seul témoin direct. Je ne pouvais me servir de ce fait dans mes attaques contre Hitler, je n'avais que le témoignage d'un prêtre lié par le secret.

En novembre 1939, je me trouvais à Paris, en exil. Je fis, pour le compte du « Journal », quelques articles sur Hitler et je parlai de cette affaire. Le lendemain de la parution de l'article dans ce grand quotidien français, je reçus la visite du rédacteur en chef du « Courrier d'Autriche ».

— Connaissez-vous le père Pant ?

— Pas personnellement. Je sais qu'il est le frère de l'ancien chef des Allemands antihitlériens de Pologne, le sénateur Pant. Je sais aussi qu'il a vécu à Munich, un moment.

— C'est bien ça. Le père Pant est en exil. Il m'a chargé de vous transmettre textuellement ces paroles :

« C'est moi qui ai enterré Angela Raubal, la petite Geli dont parle Otto Strasser. On a prétendu qu'elle *s'était suicidée*¹ ; jamais je n'eusse permis d'ensevelir une suicidée. Du fait que je lui ai donné un enterrement chrétien, vous pouvez tirer les conclusions précises qu'il m'est interdit de vous communiquer. »

Cette intrusion dans la vie privée de Hitler a, je crois, pour effet de montrer que son apparent ascétisme n'est pas digne

1. Cette thèse n'est pas aussi improbable que le dit Otto Strasser. Ce fut celle de la police et du médecin légiste. La balle avait atteint le cœur en traversant la poitrine du côté gauche.

de respect. Nous connaissons maintenant ses tares et les impurs succédanés qu'il lui fallait pour éprouver des émotions. Le seul amour de sa vie, Geli Raubal, il la dépravera et la tuera. On a caché cet épisode et plusieurs versions ont été données. On a même dit que la S.S. était responsable, qui voulait empêcher Geli de « détourner Hitler de sa mission historique ». On a dit qu'elle s'était suicidée. Et Hitler continua sa carrière. Il est vrai que, quelques années plus tard, ce sont des millions de morts qu'il aura sur la conscience.

Ce qui aurait pu ouvrir l'œil des observateurs était la personnalité de ses compagnons préférés. Ludendorff, Pöhner, von Mücke, Röhm même le quittèrent. Gregor, qui s'obstinait à le suivre, finit par le gêner, il le tua. Ceux qui ne le quittèrent jamais, les voici. D'une part les individus tarés, d'autre part les instruments aveugles. Amann, l'ancien adjudant, chef des éditions Eher, où paraît le « Völkischer Beobachter », sans scrupules. Hofmann, le photographe, dont nous avons vu l'origine de la fortune. Emil Maurice le chauffeur, maître-chanteur, chef de groupe de S.S., qui sera, le 30 juin (« nuit des longs couteaux »), l'un des tueurs personnels de Hitler. Christian Weber, le souteneur, l'ancien « videur » chez Donisl, un bouge de Munich, cet homme que Hitler voit et consulte journellement, qui entre chez lui sans se faire annoncer. Il a un physique d'orang-outang, il inspire l'horreur. Il fait auprès de Hitler le même métier que chez Donisl, il est homme de main. Il y a aussi Schaub, Schreck, Brückner, anciens sous-fonctionnaires à la Sûreté : ceux-là sont moins vils que les autres mais ils ne sont que des comparses sans personnalité. C'est à cette petite bande d'intimes qu'est réservée la faveur du tutoiement. On appelle Hitler « Adi » ; on lui tape sur les cuisses, on se raconte des ragots. Hitler se plaît au sein de son gang, il se sent de leur bord, ils lui confirment ce dont il est intimement persuadé : l'homme est mauvais.

Il connaît parfaitement Machiavel et l'« Anti-Machiavel » de Frédéric le Grand ; il est pour Machiavel, c'est par lui qu'il tente de justifier ses crimes et ses trahisons. Il nous arriva de parler de l'auteur du « Prince ».

C'était à Dinkelsbühl en Franconie, la ville natale de ma mère. Mes parents y étaient retirés depuis la retraite de mon père.

— Machiavel, telle était la conviction que j'essayais de lui communiquer, Machiavel vivait à une époque où l'on identifiait la religion et la politique. Les principes du bon et du mauvais étaient dressés face à face en permanence. Ce n'est plus pareil maintenant. La religion n'a plus rien à voir, sauf cas particuliers, avec la politique. Celle-ci est humaine, or l'homme est à la fois bon et mauvais. Il faut partir de l'homme lorsque l'on fait de la politique.

— L'homme est mauvais de naissance, me répondit Hitler. On ne le mate que par la force. Pour le diriger, il ne faut pas hésiter sur le choix des moyens. On peut mentir, trahir, assassiner lorsque la politique le requiert.

— Il peut en effet arriver que l'on soit obligé d'user de l'assassinat et du mensonge en politique, mais quelle efficacité cela aurait si l'homme était vraiment, foncièrement et uniquement, mauvais ? Tout le monde tuerait, tout le monde mentirait, cela ne voudrait plus rien dire. Vous-même seriez trahi, trompé, tué depuis longtemps.

Hitler se déroba, avec cette facilité que nous lui connaissons.

— Cette morale n'est accessible qu'aux hommes nés pour commander ; elle leur donne le droit d'agir en maître.

Les nazis en Allemagne du Nord

Toute cette période date d'avant le coup de force de 1923 ; à la sortie de prison de Hitler, je n'étais toujours pas membre du parti nazi. Je sentais que l'idée du national-socialisme était la seule qui pût régénérer mon pays, j'y croyais absolument sur un plan théorique, mais je me refusais toutefois à collaborer tout à fait avec des hommes dont le chef était Adolf Hitler. Ce dernier, je l'avais vu à l'œuvre et j'éprouvais à son égard une méfiance dont je ne me suis jamais départi. Mon frère, qui était complètement engagé, me donnait tous les renseignements sur la marche de ce mouvement auquel je m'intéressais passionnément.

En 1925, après la sortie de Hitler, la situation changea. Hitler était interdit en Allemagne du Nord. Il était très occupé à reprendre en main les provinces du Sud. Connaissant les

dons d'organisateur de Gregor, sa popularité auprès des ouvriers, son honnêteté, il lui demanda de se charger du mouvement national-socialiste en Allemagne du Nord, le laissant maître indiscuté de ses actes. Gregor vendit sa pharmacie et je touchai une indemnité lorsque je quittai le ministère du Ravitaillement. J'avais en effet accédé au désir de Gregor ; je me fis inscrire au parti et me consacrai entièrement à la politique. Pendant la captivité de Hitler, j'avais d'ailleurs collaboré au « Völkischer Beobachter », sous le pseudonyme de Ulrich von Hutten. Cela m'avait permis de jeter dans ce journal les bases de mes théories nationales-socialistes, que l'Histoire m'autorise à appeler le strassérisme.

Cela n'avait pas plu à von Graefe qui s'était séparé de nous, emmenant ses réactionnaires ; par contre Ludendorff avait parfaitement compris mes intentions et se trouvait en pleine conformité avec l'action de Gregor.

Lorsque Hitler apprit que je travaillais pour le N.S.D.A.P., il félicita vivement Gregor de m'avoir convaincu. Il lui aurait suffi de lire un de mes éditoriaux pour se rendre compte de l'abîme qui me séparait déjà de lui. Il pensait aussi, peut-être, que j'étais un mal nécessaire. « Tout ce qu'il fera sera bien fait, assura-t-il à mon frère, deux hommes comme vous ne pourront que gagner la partie. »

Je crois néanmoins qu'au fond de lui-même, il ne crut pas que nous réussirions en Allemagne du Nord. La tâche, d'ailleurs, était rude. Il fallait regrouper et coordonner les cellules éparses du parti, leur donner une presse intelligente, adaptée à leur mentalité et à notre ligne. Ce fut la « communauté de travail nord-ouest du N.S.D.A.P. ».

Dans un premier temps, il fallait souder les membres du parti. Nous fondâmes une revue bi-mensuelle, destinée uniquement à eux et que nous intitulâmes « *les Lettres nationales-socialistes*¹ ». Notre second soin fut d'établir un programme économique, politique et culturel, aussi bien dirigé contre le marxisme que contre le capitalisme. Nous prévoyions un équilibre nou-

1. Les « N.S. Briefe » étaient le complément de l'autre journal des Strasser, le « Berliner Arbeiterzeitung ». Elles étaient plus spécialement doctrinales, et s'adressaient aux cadres du parti.

veau sur la base d'une féodalité étatiste : l'Etat devait posséder tous les biens fonciers et affermer ceux-ci aux particuliers. Sur sa terre, chacun était libre d'agir à sa guise mais il ne pouvait ni vendre ni sous-louer la propriété de l'Etat. Chaque homme était libre, il dépendait de son travail et de sa réussite. Ceci ne concernait que les biens fonciers et industriels non multipliables à l'infini.

Ceci posé sur le plan économique, restait le politique : nous étions pour le fédéralisme, qui correspondait mieux aux structures naturelles allemandes que la centralisation. Le Parlement ne serait pas composé de députés des partis mais formé par les représentants des corporations que nous divisions en cinq groupes : ouvriers, paysans, employés et fonctionnaires, industriels, professions libérales.

La fédération serait analogue à la Suisse ; la Prusse serait séparée de la Rhénanie, de la Hesse, du Hanovre, de la Saxe, du Schleswig-Holstein. Ainsi, elle ne pourrait plus exercer son hégémonie réactionnaire. Chaque canton devrait être administré par des fonctionnaires natifs de cette province, sans exception, depuis le régent jusqu'au dernier facteur. Le militarisme prussien serait aboli ; il était prévu soit une petite armée de soldats de carrière, soit une milice semblable à celle de la république helvétique.

En ce qui concerne la politique étrangère, nous demandions que cesse l'ostracisme dont nous étions l'objet. Il fallait que tous les pays fussent égaux. Nous ne formulions aucune revendication territoriale. Il y avait des contrées litigieuses : leur sort serait réglé par voie de plébiscite.

J'envisageais de plus de prôner une fédération européenne, sur le même principe que celui qui serait appliqué à l'intérieur de l'Allemagne. Une Europe désarmée et solidaire dans laquelle chaque pays garderait son administration propre, ses coutumes, sa religion ; la suppression des barrières douanières créerait une espèce d'autarcie européenne, un libre-échange désirable dans le domaine économique comme dans le domaine culturel. Cette idée et cette conception sont toujours d'actualité, et représentent, à mon avis, le seul chemin de l'unité de l'Europe. Nous sommes des peuples trop anciens et trop individualisés pour qu'une autre formule puisse être réaliste et réalisable.

La guerre de 1914 avait éclaté en raison d'une désagrégation des rapports et des principes économiques et culturels. On s'était fermé, on avait créé l'hostilité des peuples pour des raisons de prestige. La reconstruction ne pouvait, selon nous, faire appel aux mêmes sentiments. Il fallait un ordre nouveau, rétablissant l'harmonie entre le capital et les ouvriers d'une part, entre l'individu et la collectivité d'autre part, et, enfin, entre les différents peuples. Harmonie, ce mot excluait bien toute idée de dictature : ni dictature des classes ni dictature des races.

Ni dictature de la technique. Le matérialisme avait posé, depuis 1900, des problèmes psychologiques d'où était née une profonde démoralisation. Il fallait recréer l'harmonie entre Dieu et l'homme, entre le peuple et la religion.

Harmonie était donc le maître mot et l'idée maîtresse de ce programme et de cette philosophie ; que les sons divers s'accordent pour le bien commun. L'unité dans la diversité s'oppose à la standardisation, à la caporalisation. C'est cette conception que j'essayai à maintes reprises de faire accepter par Hitler.

Mais elle lui était trop étrangère. Pour lui, l'unité se traduisait par l'uniforme, par le défilé d'hommes ou de femmes marchant au pas de l'oie, faisant les mêmes gestes, criant les mêmes slogans...

Partout en Allemagne se présentaient des hommes nouveaux, adaptés aux provinces nouvelles : c'était déjà la justification de mes idées. Chaque nouvelle circonscription (Gau) réclamait des méthodes originales. Il en naissait sans cesse, avec des « Gauleiter » élus, qui jouissaient d'une véritable autonomie à l'intérieur de leur domaine. Hitler ne voyait pas cette évolution avec plaisir : ces gens, comme Franz Pfeffer von Salomon, Gauleiter de la Ruhr, lui échappaient par trop. Le chef du N.S.D.A.P. restait pourtant le fanion, l'autorité morale partout, gagnant, à cause de la distance, la dimension d'un mythe. C'est dans les circonscriptions éloignées que fut pour la première fois lancé le salut : « Heil Hitler ! »

Il se forma ainsi une nouvelle génération de chefs. La plupart de ces hommes venaient de la petite bourgeoisie et étaient des officiers anciens combattants. La guerre leur avait

ouvert les yeux, elle avait été leur grande aventure ; ils en avaient retiré un grand besoin d'activité et la conscience de leurs capacités d'organiseurs ou d'orateurs. La guerre les avait également poussés, à cause du grand brassage de classes que l'on voit dans l'armée, à s'intéresser aux problèmes sociaux et politiques. La paix les avait renvoyés à leurs guichets de banques, à leurs comptoirs, à leurs bureaux ; elle les avait aussi laissés chômeurs, souvent. Le mouvement national-socialiste, qui avait besoin de cadres et qui leur promettait une Allemagne nouvelle où ils auraient leur place politique, leur plaisait. Mais souvent, à cause de leurs origines, ils ne surent transposer les habitudes, et leurs querelles politiques prirent l'allure de rivalités de petits boutiquiers. Ce défaut était d'ailleurs inévitable ; si nous avions pu continuer à les éduquer durant quelques années, il aurait disparu. Finalement, dans ce parti ouvrier, c'est la petite bourgeoisie qui trouva son premier rôle. Mais, compte tenu des nécessités, et utiliser ces petits-bourgeois en était une, la ligne socialiste prolétarienne qui était la nôtre fut respectée.

Dans le Sud, Hitler redevenait un agitateur. Il sabotait personnellement *les réunions de Drexler*¹ (qui avait fondé un nouveau parti : l'« Union populaire nationale et sociale »), comme celle de Reventlow. Il exigeait une obéissance absolue. Il venait de créer, en souvenir de l'ancienne « Stosstrupp Hitler », une nouvelle garde du corps, la « Schutzstaffel », plus connue sous la dénomination de S.S. Son commandement fut d'abord assuré par Julius Schreck, puis par le lieutenant Berchtold et enfin par un ancien de la brigade Ehrhardt, un certain Heiden. Ceci à la suite de la réorganisation des S.A., de leur fusion totale avec le N.S.D.A.P., de la fronde qui s'en était suivie et de la démission de Röhm.

Comme Gregor n'avait pu emmener à Berlin son secrétaire adjudant Heinrich Himmler qui l'avait remplacé à Landshut, nous cherchions quelqu'un. Depuis quelque temps, nous avions été frappés lui comme moi par les dons d'un jeune Rhénan, Josef Gœbbels, secrétaire du député Wiegershaus, un

1. Drexler avait quitté le parti en 1923. Entre 1924 et 1928, il fut vice-président du parlement de Bavière. Réconcilié avec Hitler en 1930, il abandonna la politique.

membre important du parti de von Graefe. Ce petit homme au visage ingrat et au pied bot qui ne payait vraiment pas de mine avait une extraordinaire éloquence et l'instinct de la propagande. Nous l'avions vu à l'œuvre, nous avons entendu les discours enflammés qu'il dirigeait alors contre le N.S.D.A.P. et nous avons compris qu'un allié pareil pourrait être précieux. Ce que nous ne connaissions pas, c'était la lettre qu'il avait envoyée à Hitler alors qu'il était à Landsberg ; nous nous serions alors méfiés de cet homme qui pouvait appeler Adolf, Dieu.

Gœbbels devient secrétaire de Gregor Strasser

Débaucher Josef Gœbbels fut chose facile. Gregor, dont le centre d'activité avait été transporté dans la Ruhr, où paraissait aussi notre revue bi-mensuelle, entra en pourparlers avec lui : moyennant deux cents marks par mois, le jeune homme accepta de devenir rédacteur en chef des « Lettres nationales-socialistes » et secrétaire privé de mon frère. Gœbbels était ravi : lui, le journaliste raté qui avait en vain offert ses articles aux quotidiens et périodiques allemands, *l'écrivain sans éditeur*¹, allait pouvoir prendre sa revanche. Karl Kaufmann, alors Gauleiter de la Ruhr, et Erich Koch, chef des districts d'Ebersfeld où paraissait notre périodique, se déclarèrent d'accord.

Nous nous aperçûmes très vite que notre talentueux collaborateur n'était pas recommandable en tout point : il était ambitieux, ce qui n'est pas mal, mais opportuniste et menteur, ce qui l'est beaucoup plus. Il y eut d'abord une première affaire : à l'entendre il aurait été pendant l'occupation un des héroïques combattants de la Ruhr, enfermé dans un cachot et cravaché quotidiennement par les Français. Déjà, j'avais quelques doutes sur la sincérité du personnage et je fis faire une enquête ; celle-ci révéla que jamais, pas même un jour, Josef Gœbbels n'avait été en prison et que l'histoire avait été inventée de toutes pièces.

1. Gœbbels était l'auteur d'un roman « Michael » et de deux pièces en vers refusés partout. Même ses articles n'avaient pas été publiés.

Il fit également un faux, en antichristisant sa carte de membre du parti ; nous nous en doutâmes. Seconde enquête par Kaufmann, qui tourna une fois encore à la confusion de Gœbbels.

Cependant il continuait à manifester beaucoup de zèle dans sa nouvelle tâche au sein du N.S.D.A.P. du Nord. Nous organisâmes un congrès des chefs régionaux à Hanovre, sous notre présidence commune. Kaufmann vint, Rust, plus tard ministre de l'Education, aussi, ainsi que Kerrl, Ley, chef du front du travail après la prise du pouvoir par Hitler, Hildebrandt, devenu gouverneur du Mecklembourg.

Attaques lancées par Gœbbels contre Hitler

Nous étions vingt-quatre avec Gottfried Feder, le délégué de Hitler. Lorsque les autres membres apprirent sa présence, il y eut un grand sursaut d'indignation : « Pas d'espions parmi nous », crut pouvoir dire Gœbbels, toujours plus royaliste que le roi. Nous votâmes au sujet de la présence de Feder, qui fut acceptée à une faible majorité. Le Dr Rust se dressa contre le « pape de Munich ». Gœbbels reprit la parole et réclama cette fois « l'exclusion du petit-bourgeois Adolf Hitler » !

Seul Robert Ley, Gauleiter du Sud de la Rhénanie, se rangea sans conditions derrière Hitler.

La question principale dont nous voulions parler au cours de ce congrès était l'expropriation des princes. A ce moment, l'inflation était heureusement jugulée, le mark avait retrouvé une valeur stable. Cependant les emprunts de la guerre n'étaient pas honorés et les petits rentiers qui y avaient souscrits ne touchaient toujours rien ce qui, dans l'immense majorité des cas, les laissait dans une situation financière dramatique. Dans ces conditions n'était-il pas immoral de restituer aux princes, responsables de la guerre et de ses suites, leurs châteaux, leurs terres et une centaine de millions de marks pour leur permettre de repartir du bon pied ? Le parti ouvrier, les démocrates allemands y étaient farouchement opposés. Le N.S.D.A.P. du Nord également. De Bavière nous parvenaient des nouvelles concernant l'évolution de Hitler et nous savions que cette opposition contrecarrait sa nouvelle tactique de rapprochement avec la droite. Gregor

développa notre programme d'un Etat et d'une économie socialistes très poussés et attaqua la politique russe, avec laquelle nous nous trouvions en opposition sur tous les points.

Lorsque Feder, le délégué de Hitler, se leva pour protester contre le vote positif qui suivit ce discours, Gæbbels se dressa de nouveau et fit un violent discours contre la ligne du N.S.D.A.P. du Sud et contre Hitler en particulier. Il fut chaleureusement applaudi lorsqu'il réitéra sa demande d'exclusion.

Gregor dut intervenir et déclara que de pareilles décisions ne pouvaient être prises qu'au cours d'un congrès général du parti. Des incidents identiques s'étaient produits dans le parti démocratique. Le Dr Schacht, député et membre de la direction de ce parti, se déclara pour les princes et démissionna. Pour la première fois, Hitler et Schacht se trouvaient du même côté ; c'était l'amorce d'une entente ultérieure.

Le congrès avait en outre accepté notre programme, le « programme Strasser », et avait résolu de le substituer aux *vingt-cinq points du N.S.D.A.P.*¹ de Hitler. C'était une véritable fronde ; pour donner plus d'ampleur à nos activités nous fondâmes à Berlin le Kampfverlag (Editions du Combat) pour faire pièce à l'agence de presse pro-hitlérienne de Max Amann et nous créâmes plusieurs journaux. J'assumai la direction de la presse et de l'agence. La seule feuille qui demeura pro-hitlérienne en Allemagne du Nord fut celle du Dr Ley.

La fureur de Hitler fut d'autant plus grande qu'il s'était produit en lui un changement d'importance : il s'était allié aux conservateurs, pour des raisons d'argent. Le parti était sans ressources et dépensait beaucoup. Il fallait trouver des ressources et celles-ci, seuls les conservateurs capitalistes pouvaient les lui fournir. Or l'expropriation des princes inquiétait évidemment l'industrie lourde, les financiers, les propriétaires fonciers qui voyaient dans le partage des biens des ex-familles régnantes la première étape vers une nationalisation générale,

1. C'était le programme des débuts avec Drexler : union de tous les Allemands, déchéance des Juifs, abolition des rentes, nationalisation des trusts, peine capitale pour les usuriers et les traîtres, etc.

comme j'en exprimais clairement le désir dans notre programme.

Riposte de Hitler

Hitler devait riposter ; ce fut pour février 1926. Trois mois après le Congrès de Hanovre, il convoqua une assemblée générale régionale à Bamberg. En plein milieu de la semaine, ce qui avait son importance étant donné que les délégués des régions les plus lointaines, c'est-à-dire précisément le Nord, travaillaient tous et n'avaient guère la possibilité non seulement d'assister aux séances, mais encore de faire le voyage. De plus, beaucoup de nos membres n'avaient pas l'argent nécessaire pour traverser tout le pays en chemin de fer. Gregor seul, en sa qualité de député, possédait un permis de circuler sur les lignes allemandes. Il emmena avec lui l'ardent Josef Gœbbels, celui qui voulait exclure Hitler.

Ce dernier rameuta non seulement tous les Gauleiters du Sud, mais encore les fonctionnaires subalternes et la S.A. Il disposait ainsi d'une confortable majorité illégale, mais nous savions qu'il n'en avait cure. Il lui fallait seulement une approbation de ce qu'il allait décider. D'ailleurs, il était résolu à faire du poste de Gauleiter un emploi salarié et non plus une charge acquise par élection, de sorte que bientôt ceux qui étaient des conseillers et des responsables deviendraient des employés à sa solde.

Gœbbels, le traître de Bamberg

Dans son premier discours, Hitler fit un brillant plaidoyer en faveur des princes et des revendications de leurs aristocratiques familles. Gœbbels s'entretint avec les fonctionnaires du N.S.D.A.P. bavarois, vit les voitures dont ils disposaient, le luxe que s'offraient déjà les Streicher, Esser, Weber. Certes, la vie que nous menions dans notre Allemagne du Nord n'avait rien de comparable. Il en augura que Hitler avait certainement raison. Lorsque celui-ci eut terminé son exposé, le porte-parole de nos thèses, le secrétaire de Gregor se leva :

« Monsieur Adolf Hitler a raison, clama-t-il, ses arguments sont tellement convaincants qu'il n'y a ni honte ni reniement à reconnaître les erreurs qui furent les nôtres et à se rallier à lui. »

Dans le parti tout entier, personne je crois n'oublia jamais l'inqualifiable volte-face du petit Gœbbels. Il devint le « traître de Bamberg », à tout jamais.

Hitler ne parut pas étonné de ce ralliement : il savait qu'il était l'auteur de la lettre enflammée reçue à Landsberg. Restait maintenant Gregor ; seul, isolé, déjà vaincu par l'hostilité des représentants du Sud et par la trahison de Gœbbels, n'allait-il pas céder ? Il y eut une conversation particulière le lendemain, que Gregor me raconta à son retour. Ce fut un duel de paroles si serré, si dangereux, si âpre, qu'à certains moments Gregor crut que Hitler allait lui sauter à la gorge. A d'autres moments, au contraire, il lui tapait sur l'épaule, l'appelant camarade.

— Ecoutez, Strasser, finit-il par lui dire, il ne faut plus que vous viviez comme un minable fonctionnaire. Installez-vous comme il sied à un homme de votre qualité, puisez dans la caisse du parti, je vous aiderai.

C'était une sorte de corruption, bien sûr. Il voulait faire de mon frère un vassal dépendant des fonds qu'il avait obtenus des industriels dont il s'était attiré les sympathies. Finalement, Gregor se défendit et il y eut compromis. Nous gardions notre indépendance, notre maison d'édition et nos journaux. Il nous fallut par contre renoncer à notre programme et nous rallier à nouveau aux vingt-cinq points.

J'insistai beaucoup à l'époque pour que Gregor gardât son autonomie financière et qu'il évitât d'accepter le moindre argent de Hitler. Moi-même, j'étais devenu conseiller juridique d'une grande entreprise industrielle ; je démissionnai et nous eûmes quelque argent frais avec ce que j'avais touché. La lutte recommença de plus belle. Par les journaux, nous affirmions une position qui s'opposait à celle, de plus en plus capitaliste, du Sud. Il finit même par y avoir rivalité économique car les « Editions du Combat » étaient devenues plus importantes que celles de Amann. Entre 1926 et 1930, toute notre organisation connut un essor exceptionnel. Notre propagande était très bien organisée. Kaufmann, Koch, Stöhr,

Schapke, Franzen, Groh prononçaient dans toute l'Allemagne du Nord des discours fort applaudis, que nous diffusions aux « Editions du Combat ». Nous gagnâmes ainsi la Saxe, mais la Thuringe passa sous l'influence directe de Hitler. L'interdiction de parole à laquelle il avait été condamné fut levée en plusieurs endroits et notamment à Brême, Anhalt et Oldenburg, grâce à ses nouveaux et puissants amis. Cependant, une réconciliation entre le Nord et le Sud semblait de plus en plus difficile.

Entre Gregor et moi, cette division créait un drame latent. Quand il logeait chez moi à Berlin, nos nuits se passaient en d'interminables et stériles discussions. Ma belle-sœur elle-même, malgré son antipathie instinctive à l'égard de Hitler, commençait à avoir envie d'une voiture et de domestiques, comme les nantis de la Bavière. Nous étions trop pauvres, avec nos ressources locales.

Gregor avait des arguments plus solides pour justifier sa répugnance à s'opposer ouvertement à Hitler. Il pensait toujours pouvoir gauchir l'inclinaison actuelle du mouvement.

— Nous ne parlons plus la même langue, lui disais-je, nous sommes socialistes, Hitler pactise avec les capitalistes, nous sommes républicains, Hitler s'allie aux Wittelsbach et aux Hohenzollern responsables de nos malheurs. Nous sommes européens et libéraux, nous voulons la paix et l'accord mutuel des nations. Hitler n'a jamais cessé de parler de revanche et veut maintenant une hégémonie allemande sur l'Europe : il en parle en petit comité ; enfin, nous sommes chrétiens et résolus à régénérer la religion, il est athée, païen, il croit aux mages et aux lignes de la main.

Gregor fronçait les sourcils.

— Je ne me laisserai pas désarçonner par ce cheval sauvage, qui rue pour se débarrasser du cavalier. Je le disciplinerai, je le materai.

Il me semblait alors que mon frère se leurrait : n'était-il pas lui-même attaché à Hitler par une de ces fidélités déraisonnables qu'aucun désaccord ne peut remettre en question ?

— Tu ne le materas pas, Gregor, tu n'y arriveras pas. Il commence à être tard, très tard. D'ailleurs, si tu veux le fond de ma pensée, tu deviens petit à petit, avec tes hésitations au fur et à mesure que tu t'aperçois que nos convictions nous

éloignent de lui, le cheval et lui le cavalier.

Je me souviens que j'essayai encore d'avoir avec Hitler, en 1928, des rapports amicaux et une explication loyale. C'était à Dingensbüttel, chez mes grands-parents dont la maison existe encore. En partant de l'hôtel de ville qui est sur la place du Marché il faut tourner à droite et tout de suite, c'est à gauche. Quatre ou cinq bâtiments plus loin, il y a l'auberge où habitait Hitler lorsqu'il venait : l'Etoile d'or. Il avait l'habitude de se lever tard et de déjeuner de jus de fruits. Je passais le week-end à le voir et nous visitions la ville. Il m'expliquait ses projets de rénovation. Il détestait particulièrement les toits plats, qu'il disait être d'inspiration juive. Une fois, j'évoquais devant lui les visites que firent les empereurs à la ville et il s'en prit aux banquiers juifs qui leur avaient prêté de l'argent. Il ajouta que le banquier Fugger était pour lui le juif type. J'eus beau lui dire que Fugger n'était absolument pas juif, il repoussa mon objection de la main : il n'était pas question qu'il admette une rectification même et surtout si elle était fondée. Il monologuait.

Nous prenions nos repas chez lui ou chez mes parents. A l'heure du café, il se bornait en général à parler d'art ou d'ouvrages politiques, ceux qui s'accordaient avec ses propres conceptions. Nous eûmes notamment une longue conversation sur Machiavel. Des œuvres du Florentin, il déduisait que les hommes étaient tous mauvais et que le modèle des chefs était César Borgia. Je condamnai le lâche assassinat de ses généraux par le fils du pape. Hitler le défendit comme son plus grand acte politique. Il déclara qu'un chef doit être toujours prêt à se défaire de ses compagnons de la première heure. Cette conversation, je me la rappelai au lendemain de la « nuit des longs couteaux ».

Il était presque toujours accompagné de Hess et de son chauffeur Schaub. Il portait un imperméable, par-dessus bottes et culotte de cheval. Il ne se séparait pas d'une cravache en peau d'hippopotame, cadeau du propriétaire du Platterhof. Un soir, Hitler exposa à quelques notables de la ville ses plans de transformation de Munich, qu'il comptait orner entre autres d'un monument commémoratif dédié à la Marine. Je fis remarquer qu'il voulait sans doute parler de « la marine montée », la seule que l'on pût voir à Munich, ville continen-

tale. Il ne comprit jamais pourquoi tout le monde s'esclaffa.

L'aversion que j'éprouvais à son égard ne s'était jamais démentie. Pour moi, Hitler était un phénomène d'un magnétisme extraordinaire. J'ai vu d'innombrables cas de gens qui lui étaient absolument hostiles s'enthousiasmer au bout de dix minutes et cela, parce que Hitler avait décelé leurs faiblesses et avait su les flatter. Il sentait si un homme était sensible à l'argent, aux femmes, au luxe, à la gloire. Il lui promettait la satisfaction de ces aspirations secrètes s'il se mettait à son service. De même, il écartait instinctivement ceux qui n'avaient pas de « talon d'Achille », ou dont l'intelligence savait dominer les faiblesses. L'histoire de sa lutte au sein du N.S.D.A.P. est faite d'une perpétuelle sélection négative.

Ces dernières conversations ne donnèrent rien ; je m'y attendais. Son hypocrisie était telle qu'aucune conversation ne pouvait être utile, avec lui. Ainsi j'ai parlé de ce qui fut décidé au sujet de notre position en Allemagne du Nord. Mais il faut revenir sur la question de l'expropriation des princes. La proposition qu'il fit, sous la pression de ceux qui restaient favorables à cette mesure populaire entre toutes, fut un modèle de démagogie : il se déclara pour l'expropriation des biens des princes, de la banque et de la Bourse. Personne ne sut jamais ce que cela signifiait. Personne ne put obtenir de précisions. Croyant être quand même allé trop loin il affirma un peu plus tard que l'Etat ne devait pas saisir la propriété de ses citoyens, ce qui était une contradiction. Peu de temps après, le groupe national-socialiste du Reichstag déposa un projet de loi tendant à l'expropriation des biens des fameux « princes de la banque et de la Bourse » et de ceux des juifs venus de l'est depuis 1914. La seule chose précise du texte concernait donc les juifs. Le tour de passe-passe était réussi. La plupart des délégués n'y comprirent rien et furent satisfaits. Gregor ne put réagir car il était seul.

Göering revient au parti

Un fait montre que Hitler a déjà choisi le camp et les appuis dont il a besoin. Hermann Göering est revenu de l'étranger à la suite de l'amnistie générale de 1927 et il a fait à nouveau

son entrée dans le parti. Entre-temps, il a vécu en Autriche, en Suède et en Italie. Il a dû faire une cure de désintoxication car, à la suite de sa grave blessure du 8 novembre, il est devenu morphinomane. En Italie, il a connu Mussolini. Il est ensuite représentant d'un marchand suédois de parachutes, ce qui l'a amené à voyager en France, en Angleterre, en Suisse, en Turquie et dans les Balkans.

Dès son retour, il brigue un mandat au Parlement. Pour le satisfaire, il faut évincer un des députés. Gœring menace d'intenter un procès en dommages et intérêts au parti pour sa blessure si on n'accepte pas sa demande. Hitler fait semblant de céder au chantage. Gregor, incurable naïf, me dit :

— Tu sais que l'ancien député Koch est évincé, c'est Hermann qui aura le mandat, ce cochon a fait chanter Hitler.

En réalité, Gœring pouvait puissamment servir Hitler par ses relations excellentes avec les milieux de l'industrie lourde. Gœring et sa séduisante femme étaient les hôtes tout trouvés pour des soirées avec les capitalistes de premier ordre : il put ainsi rencontrer Thyssen, le célèbre industriel, Kirdorf, le gérant des fonds secrets de l'industrie lourde, et Schacht, le spécialiste des questions monétaires. La grande vie commençait, Hitler avait *de l'argent*¹. En récompense de son aide et en plus de son mandat, Gœring eut un luxueux appartement à Berlin et devint le conseiller politique officieux de Hitler ; le chantage avait vraiment été trop bien dirigé.

En 1928, Hitler organisa à Munich une réunion des chefs. Il parla de discipline intérieure, ce qui était évidemment dirigé contre nous, réclama la création d'une « minorité historique », une élite de 100 000 membres au plus qui ferait l'histoire, alors que les autres ne seraient que des « adhérents ». Une nouvelle noblesse, en somme.

Je me rendis à Munich plusieurs fois encore, j'eus avec Hitler de nombreux entretiens qui devenaient de plus en plus violents. Mon amitié avec Geli Raubal ne faisait d'ailleurs rien pour améliorer mes rapports avec Hitler. Je ne pus empêcher que le Gau de la Ruhr soit divisé et donc affaibli.

1. Hitler touchait aussi d'importants droits d'auteur sur « Mein Kampf », plus de 30 000 exemplaires avaient été vendus entre 1925 et 1929, puis 50 000 exemplaires en 1930 et 1931. Par la suite, ce fut un best-seller pendant plus de dix ans encore.

L'ancien adjudant de mon frère, Heinrich Himmler, séduit par la perspective de diriger les S.S., troupe de choc que Hitler venait de créer, avait cessé de nous servir et était devenu une des créatures d'Adolf.

VII

Otto Strasser rompt avec le parti

Gœbbels prend parti pour Hitler et attaque les Strasser / Hitler défend Gœbbels / Grève en Saxe / Otto quitte le parti / Le parti dévie du véritable national-socialisme / Création du Front Noir / Otto Strasser est traqué / Hitler rencontre Hindenburg / Hitler chancelier.

Gœbbels, Gauleiter de Berlin

Le premier signe d'hostilité déclarée entre Hitler et nous fut la nomination de Gœbbels comme Gauleiter de Berlin. Dans une certaine mesure, notre ancien secrétaire prenait le pas sur nous ; il avait à sa disposition tout l'appareil administratif du parti, une dotation de S.A. qui, grâce à l'argent de Hitler, commençaient à pulluler même en Allemagne du Nord.

En juillet 1927, il avait fondé à Berlin un quotidien, l'« Angriff », pour concurrencer notre « *Journal ouvrier*¹ », organe officiel du N.S.D.A.P. dans le Nord, et qui paraissait depuis mars 1926. Le nouveau chef ne manquait aucune occasion d'intimider nos vendeurs et de gêner notre action. Il nous cachait l'heure des réunions du parti qu'il organisait, ce qui fait que, pour être au courant, les membres étaient obligés

1. Il s'agit du « Berliner Arbeiterzeitung », dont Otto Strasser était rédacteur en chef.

de consulter l'« Angriff » plutôt que le « Journal ouvrier ». A nos plaintes, Hitler ne cessait de répondre : « Votre journal est la seule feuille officielle du parti à Berlin ; mais je ne peux pas empêcher Gœbbels d'avoir sa feuille privée. » L'hypocrisie était d'essayer de nous faire croire que le journal d'un Gauleiter n'était qu'une feuille privée !

Il arriva un moment où Gœbbels passa à l'action violente : comme il ne lui était pas possible de nous attaquer ouvertement, il déguisait les miliciens de la S.A. en apaches et les faisait agresser certains de nos amis. Plusieurs fois, il tenta de s'en prendre à moi-même, sans succès, car j'étais bien gardé. Lorsque nous nous plaignions à la direction de ces agressions nocturnes, Gœbbels me répondait invariablement : « Les communistes vous en veulent. Vous n'avez qu'à demander une garde S.A. » Je savais ce que signifiait accepter cette garde : nous aurions des espions partout chez nous, Gœbbels n'aurait plus qu'à lire les rapports pour tout savoir. Je refusai. La guérilla continuait, larvée, par périodes.

Dans la région de Berlin, le district le plus strassérien était sans conteste celui de Brandebourg ; j'avais toute confiance en son Gauleiter. Mes collaborateurs avaient pour la plupart déménagé et s'y étaient installés, afin d'être plus en sécurité. Quant à moi, je tenais à défendre nos positions à Berlin même et je n'avais pas changé de domicile.

Hitler prend la défense de Gœbbels

Au printemps de l'année 1928, je me trouvais un matin dans mon cabinet de travail, une grande pièce de neuf mètres de long, où Gregor et moi avions l'habitude de travailler à deux bureaux qui se faisaient face. J'étais seul ce jour-là ; j'examinai la maquette de notre prochain numéro. Hitler entra brusquement.

Il ne s'était pas fait annoncer et je ne savais même pas qu'il se trouvait à Berlin. Il ne me dit pas bonjour, se dirigea vers le bureau de Gregor, s'y assit et déclara à brûle-pourpoint :

- Cela ne peut pas continuer ainsi.
- De quoi s'agit-il, monsieur Hitler ?
- De vos querelles incessantes avec les hommes qui m'en-

tourent. Il y a un an, c'était Streicher que vous ne pouviez supporter, ce fut ensuite le tour de Rosenberg et maintenant c'est celui de Gœbbels. J'en ai assez...

— Les uns n'ont rien à voir avec les autres. Julius Streicher est un obsédé sexuel. Au congrès de Nuremberg, l'an dernier, il m'a servi des crimes sexuels juifs à chacune de nos conversations. Je lui ai répondu que son journal me dégoûtait, que j'aimais la littérature et non pas *la pornographie*¹. Il y eut une querelle assez vive, mais je ne vois là rien d'anormal. Que voulez-vous que je fasse avec ce malade ?

— Et Rosenberg, que lui reprochez-vous ? dit Hitler, visiblement démonté par cette allusion à la pornographie.

— Son paganisme, monsieur Hitler.

Adolf se leva et se mit à arpenter la pièce.

— L'idéologie de Rosenberg fait partie intégrante du national-socialisme, cria-t-il.

— Je croyais que vous aviez fait la paix avec Rome ?

Hitler s'arrêta. Il me regarda fixement.

— Le christianisme est, pour le moment, l'un des points du programme tel que je l'ai élaboré. Mais il faut voir plus loin. Rosenberg est un précurseur, un prophète, ses théories sont l'expression de l'âme allemande ; un véritable Allemand ne peut pas le condamner.

J'étais trop interloqué pour répondre. Je n'arrivais pas à comprendre comment il pouvait manifester un tel aplomb en m'avouant sa duplicité. De plus, il savait bien qu'il s'adressait à un catholique croyant. Il ne semblait pas s'en rendre compte ; il fit un geste comme pour effacer ce qu'il venait de dire.

— Mais il n'est pas question de ça aujourd'hui ; c'est l'affaire Gœbbels qui me préoccupe, c'est elle qui m'amène ici. Je vous le répète, ça ne peut plus durer.

— Moi, je veux bien. Dites-le alors à M. Gœbbels. Il est venu ici après moi, il a fondé son journal après le mien, c'est moi qui suis dans mon droit.

Hitler éclata de rire.

— Il s'agit de force, et non de droit. Que ferez-vous le jour

1. Le journal de Streicher, « Der Stürmer », rapportait constamment le viol de jeunes filles aryennes par des Juifs. Certains estiment que l'antisémitisme de Hitler avait également pour cause des désirs sexuels refoulés.

où dix S.A. de M. Gœbbels vous attaqueront dans votre bureau ?

J'ouvris mon tiroir, en sortis un gros pistolet que je posai à côté de moi.

— Il y a huit coups à tirer dans cette arme. Huit S.A. seront supprimés avant moi.

Hitler se redressa, furieux, et se mit à aboyer :

— Je sais que vous êtes assez fou pour tirer, que vous seriez assez fou pour vous défendre, mais vous n'auriez tout de même pas l'aplomb de me tuer mes S.A., non ?

— Vos S.A., ou ceux de Gœbbels ? S'il s'agit des vôtres, je vous conseille de les laisser dans leurs casernes et si ce sont ceux de Gœbbels, vous n'avez qu'un mot à dire pour qu'ils restent tranquilles. Moi, je tirerai sur toute personne qui m'attaquera et quel que soit son uniforme. Je n'ai pas peur des chemises brunes.

Je vis Hitler se radoucir aussi subitement qu'il s'était mis en colère.

— Otto, me dit-il en m'appelant par mon prénom pour la première fois et en me saisissant les deux mains, revenez à la raison, pensez à votre frère, réfléchissez à sa position.

Je n'étais pas dupe. Le regard voilé, le trémolo dans la voix, je connaissais trop bien cette belle comédie.

— Réfléchissez, monsieur Hitler, je réfléchirai aussi à cette conversation.

Je réfléchis, en effet, dès qu'il fut parti. C'est ce jour-là que je décidai de le combattre désormais ouvertement, à visage découvert. Nous ne pouvions vraiment plus nous entendre. Ou bien j'arriverais à le vaincre, ou bien je devrais partir.

Ce qui compliquait beaucoup ma situation était la présence et la position de mon frère. Je l'ai dit, quelque chose l'empêchait de se séparer de Hitler, quelque chose qui résistait à tous mes arguments et à ses réflexions mêmes. Si je rompais avec Hitler, je devrais rompre sans doute avec lui aussi. Cela me fit hésiter plus d'une fois, je l'avoue, car nous étions très unis. En attendant je ne pouvais vraiment plus rester à Berlin. Comme mes amis, je rejoignis le Gau de Brandebourg, où j'y installai également mon imprimerie.

Le « Journal ouvrier » restait officiel et mes collaborateurs

ne se gênaient pas pour discuter, critiquer et condamner les agissements de certains chefs régionaux du Sud. Le comte Reventlow comptait parmi mes plus fervents fidèles.

Max Amann, bien entendu, ne cessait d'exciter contre nous le « Führer » ; en échange nous ne cessions de l'attaquer, lui et ses publications. Je pensais qu'il fallait que ce fût fait, pour que les abcès se vident enfin. En 1929, lorsque je fus cité à Munich et le jour où il m'apprit « qu'il ne pouvait se tromper car ce qu'il faisait était historique », Hitler me proposa de me racheter mes « Editions du Combat ».

Je refusai net. Si je n'avais plus la presse je ne pouvais être qu'un employé au service du patron Hitler, comme les courtisans du Sud. Ou bien je devais quitter le parti ; or j'avais décidé, en partie à cause de mon frère, de continuer à lutter, pour ce que je croyais juste, de l'intérieur du parti, dans les rangs de ceux qui me connaissaient et que je pourrais peut-être empêcher de se dévoyer. Après tout, cette idée de national-socialisme était la mienne depuis longtemps, je l'avais creusée et je n'allais pas la laisser déformer et m'enfuir sans la défendre. Tout continua donc comme avant jusqu'en 1930.

Le N.S.D.A.P. du Nord soutient les grévistes de Saxe

La situation devint alors tendue à craquer. En avril, les syndicats ouvriers de Saxe décrétèrent une grève générale dans l'industrie. Je décidai de la soutenir à fond et de mettre tous les journaux du N.S.D.A.P. du Nord au service de cette cause. J'en choisis un que je mis à la pointe du combat, le « Sächsischer Beobachter ». Colère des grands patrons qui alertèrent leur ami Adolf Hitler. Tous les S.A. étaient maintenant financés par Thyssen et consorts ; ils n'avaient plus de contacts avec la Reichswehr qui réservait désormais ses faveurs aux formations d'extrême droite, le « Stahlhelm ». Sans ses nouveaux amis, Hitler était perdu. En effet, les S.A. constituaient une lourde machine. Le capitaine Stennes, qui commandait toutes les formations à l'est de l'Elbe, disposait à lui seul de 40 000 hommes. Ces formations n'étaient déjà plus composées d'anciens combattants mais, dans une proportion de 75 à 80 %, de jeunes gens qui n'avaient pas connu le

service militaire. Ces S.A. ne manifestaient pas à l'égard de Hitler une fidélité absolue. Ils obéissaient avant tout à leur chef direct et au Gauleiter de leur province. C'est pourquoi la S.S. de Himmler prenait de plus en plus d'importance, à titre de « janissaires » aveuglément dévoués. Les S.S. commençaient également leur rôle de police et de surveillance à l'intérieur du parti. Parmi les officiers de l'armée personnelle du parti et de son chef, il y avait également des frictions. Les opposants les plus formels étaient souvent des officiers de carrière qui désapprouvaient la formation de « soldats politiques » chère à Röhm et qui détestaient les aventuriers des corps francs, bien que beaucoup d'entre eux en eussent fait partie. Ils détestaient plus encore ceux qu'ils appelaient les « rouges », tel le général baron von Hammerstein-Equord. Chaque faction faisait des listes noires et attendait l'occasion d'épurer... Hitler, fidèle à sa tactique, ne voyait pas sans déplaisir ces luttes sourdes et se gardait bien d'intervenir pour les uns ou pour les autres.

En attendant, il lui fallait prendre position au sujet de la grève et de l'attitude du N.S.D.A.P. à son égard. Il venait en effet de recevoir un bref ultimatum de la part de la fédération des industriels de la Saxe, ultimatum rédigé en ces termes :

« Ou l'ordre de grève sera désapprouvé et combattu par le parti national-socialiste et par ses journaux, notamment le « Sächsischer Beobachter » ou la fédération des industriels du Reich entier cessera *ses paiements au N.S.D.A.P.*¹ »

C'était un véritable ordre, humiliant et injurieux. Il ne demeura pas longtemps secret et nous en connûmes la teneur presque tout de suite. Hitler allait-il dénoncer les méthodes des capitalistes, publiquement ? Allait-il rompre avec ceux qui le traitaient comme un domestique, lui et son parti tout entier ? Il accepta l'ultimatum. Une résolution de la direction du parti pour le Reich entier interdit à tout membre du N.S.D.A.P. de participer à la grève ; elle était signée « Adolf Hitler ». Nous comprîmes alors qu'il n'y avait plus rien à attendre de lui.

Le Gauleiter de Saxe, le pusillanime Mutschmann, tourna

1. L'industriel Thyssen a publié après la guerre un ouvrage intitulé « J'ai payé Hitler ». Il aurait lui-même versé un million de marks au parti.

alors casaque avec son conseil : à une faible majorité la décision fut adoptée et la Saxe devint une province aveuglément acquise à Hitler. Dans notre groupe d'amis, nous étions écoeurés par cet assaut de servilité et de lâcheté et nous refusâmes de nous soumettre. Nous continuâmes à soutenir dans nos journaux les grévistes de la Saxe, avec une extrême violence désormais. Nous attaquâmes en même temps les créatures de Hitler et Hitler lui-même.

Une des méthodes favorites de Hitler fut la surprise ; il s'en est toujours servi dans les moments critiques. Cette fois-là notamment, le 21 mai 1930. A une heure moins un quart, au moment où je m'apprêtais à partir pour Oranienbourg où se trouvaient mes bureaux, on m'appela au téléphone.

— Allô ! ici Rudolf Hess. M. Hitler vous demande de bien vouloir venir immédiatement à l'hôtel Sansouci, pour une conversation urgente...

Encore une fois, je n'étais absolument pas au courant de la présence de Hitler à Berlin ; mais cette fois, ce n'est pas à mon bureau qu'il venait me voir, il me convoquait à son hôtel pour une explication, encore, la dernière sans doute... Le plus vite serait le mieux. Autant y aller tout de suite.

Hitler poussé à désavouer les grèves

Hitler me reçut sur-le-champ, dans le salon de l'hôtel. Déjà, il me semblait que le parti que j'avais connu à ses premiers balbutiements s'était transformé en gang et que j'allais en voir le chef, sinistre et surnois. Quelque temps avant, pour une histoire de femme, le S.A. Horst Wessel avait été tué par un souteneur et on s'était dépêché d'en faire un héros de la lutte. La chanson créée en cette occasion devait bientôt supplanter l'hymne national. Un chant à *la gloire d'un bandit*¹. C'était encore une idée de Gœbbels !

Il ne faut pas croire que la montée de cet étrange parti politique ne suscitât pas de remous. Jusqu'en 1933, il y eut

1. Horst Wessel, fils d'un pasteur protestant, avait quitté sa famille par amour pour une prostituée. Nazi convaincu, il fut abattu dans une rixe en février 1930.

40 000 procès contre des membres du parti. On leur infligea 14 000 années de prison et 1 500 000 marks d'amende.

Beaucoup de membres étaient écœurés par l'évolution capitaliste du parti mais très peu vinrent à moi et emboîtèrent le pas à ma campagne car le danger communiste leur semblait plus grave que le déviationnisme national-socialiste. De violentes bagarres se déroulaient, notamment à Berlin, entre nationaux-socialistes et communistes et cette lutte soudait bon gré mal gré les antibolcheviks entre eux.

— Avez-vous réfléchi à ma proposition de l'an dernier ? me dit Hitler. Amann m'a fait un rapport très élogieux sur votre maison d'édition. Je suis prêt à vous la racheter. Gregor, vous et Hinkel aurez chacun soixante mille marks ; Hinkel et vous deviendrez députés.

— Pas question, monsieur Hitler. Mon refus de Munich garde toute sa valeur.

Hitler se mit alors en colère, suivant ainsi une méthode qui lui était classique.

— La tenue de vos journaux est une honte ; vos articles sont absolument contraires à la discipline élémentaire du parti. Vous ne cessez de donner des arguments à nos ennemis et d'insulter notre programme et nos choix ; ma patience est à bout ! Ou bien les « Editions du Combat » seront dissoutes avec votre consentement, ou bien je m'arrangerai pour les briser par tous les moyens !

Je me levai, m'efforçant au calme.

— Je pensais, monsieur Hitler, que vous m'aviez convoqué pour que nous ayons un entretien utile. J'étais d'accord. Mais je me refuse à accepter et même à entendre un ultimatum.

Hitler se radoucît. Les élections du Reichstag approchaient et il fallait ne rien casser avant, qui puisse affaiblir la campagne électorale. Nous en étions au moment où le chancelier Brüning proposait des mesures de détresse pour sauver l'économie à nouveau menacée. C'était une chance pour des partis radicaux comme le parti national-socialiste ou le parti communiste de voir augmenter le nombre de leurs adhérents et le nombre de leurs sièges. On n'insistera jamais assez sur la terreur panique qu'avaient les Allemands d'un retour aux années noires qui avaient suivi la guerre. Selon un journaliste français venu faire une enquête en 1925, 700 000 personnes

taient mortes entre 1923 et 1925 de sous-alimentation. Les rues regorgeaient d'invalides de guerre, culs-de-jatte, man-hots réduits à mendier. On voyait des cortèges d'invalides se former et aller réclamer auprès des autorités la reconnaissance du sacrifice qu'ils avaient fait pour la patrie. *Jules Sauerwein*¹ disait en guise de conclusion : « J'ai l'intention de renoncer à échanger des idées avec les Allemands car il est probablement vain de vouloir parler avec des gens qui vivent dans une sorte de névrose, ne sachant rien, trompés par leurs journaux. Ils ont passé par trop de secousses et de privations pour qu'on puisse exiger d'eux une grande lucidité d'esprit. »

Hitler reprit son argumentation, sous une autre forme.

— Je désire une explication ; je tiens beaucoup à conserver au parti un homme de votre valeur. Je vous ai demandé de venir pour cela. Vous êtes jeune, vous avez été soldat au front, vous êtes un de nos plus anciens nationaux-socialistes, il me semble que vous devez pouvoir encore apprendre et comprendre. Je n'en dirai pas autant de Reventlow, un vieillard et par-dessus le marché un journaliste qui ne peut plus évaluer ses idées. Elles sont devenues des préjugés. Lui, c'est un cas désespéré, mais vous...

Je reconnus là la manœuvre d'isolement, encore un des procédés chers à Hitler.

— Vos reproches, monsieur Hitler, sont un peu imprécis. Je puis cependant vous répondre sur deux points : d'abord les articles de ces dernières semaines ont été rédigés par les membres de la presse officielle nazie et ensuite chacun d'entre eux a reçu mon approbation pleine et entière. De plus, je m'attendais que l'occasion de m'expliquer avec vous au sujet de la position que j'ai prise dans cette grève...

La conversation dura exactement sept heures. Nous dûmes l'interrompre et la reprendre le lendemain. Je pris soin d'en faire des comptes rendus sténographiés que je remis à différents amis. Il s'agissait avant tout de considérations véhémentes sur la politique intérieure allemande. Je n'en retiendrai que les points essentiels, qui jettent une certaine lumière

¹ Célèbre journaliste français de l'entre-deux-guerres, qui fut reçu par tous les grands de ce monde, en particulier par Hitler et Mussolini.

sur l'homme que j'affrontais et sur les raisons profondes d'une rupture inévitable.

Hitler attaqua, marchant de long en large comme à son habitude :

— L'article paru dans les « Lettres nationales-socialistes » est un coup de poignard dans le dos de notre Premier ministre national-socialiste, le Dr Frick. Vous attaquez également Schulze-Naumburg ; or c'est un artiste de premier ordre. Quiconque connaît quelque chose à l'art comprend aussitôt que cet homme, mieux que n'importe quel autre, saura dégager et enseigner le véritable art allemand. Mais vous, vous vous alliez à la presse juive pour saboter les décisions prises par le ministre national-socialiste à son sujet.

— Les « Lettres nationales-socialistes » réunissent un certain nombre de jeunes artistes du parti autour de Wendland. Ils donnent leur point de vue ; je ne pense pas qu'il faille les faire taire au profit d'un précurseur cacochyme tel que votre protégé. Schulze-Naumburg était en effet une sorte d'énergumène à la barbe fleurie, un Germain lourd et préhistorique, qui soignait son personnage et en qui Hitler voyait sans doute la réincarnation de l'âme de notre peuple. Il me coupait vivement :

— Vous n'avez pas la moindre notion de ce qu'est l'art, monsieur Strasser. Il n'y a pas d'art des vieux ou d'art des jeunes. Un seul art compte : l'art gréco-nordique. Toujours l'art gréco-nordique. Il n'y a pas de révolution en cette matière, il n'y a ni art italien, ni hollandais, ni allemand, ni même gothique. Tout est gréco-nordique partout, tout ce qui compte du moins.

Je répondis que, sans être un expert, j'estimais que l'art était l'expression de l'âme d'un peuple, de son génie, de ses conditions de vie et d'un tas d'autres éléments très différents suivant le cas. J'attirai son attention sur l'art égyptien et chinois qu'il semblait oublier complètement. La réponse de Hitler fut un chef-d'œuvre de mauvaise foi :

— Ce sont là de vieilles idées libérales que vous avez, Strasser. Cet art-là n'existe pas. Ni les Chinois ni les Égyptiens n'étaient des peuples homogènes (*sic*). Le corps de ces peuplades était composé de races inférieures mélangées et il

était dominé par une tête nordique, qui créa tous les chefs-l'œuvre !

Cette théorie m'aurait fait rire si je n'avais eu d'autres préoccupations ; je revins vers les sujets politiques. Hitler eut l'impression que je lui donnais raison et il accepta de m'y suivre. Il me posa des questions sur un article qu'avait écrit Blank, un de mes collaborateurs, sur « la fidélité et l'infidélité ».

Controverse sur l'idée

— Comment justifiez-vous les théories de Blank ? Avec sa façon de considérer la fidélité, la différence qu'il établit entre le Führer et l'idée, il incite les membres du parti à la rébellion. Je lui répondis qu'il n'était pas question d'amoindrir le prestige du chef, mais les Allemands les meilleurs étaient habitués du désir de servir une idée, celle du national-socialisme, plutôt qu'un homme quel qu'il soit. Les protestants surtout : l'idée est d'origine divine, les hommes n'en sont que des récipiends. Le chef lui-même sert l'idée. C'est à elle seule que nous devons l'attachement absolu car elle est éternelle. Non seulement le chef est mortel mais il peut se tromper.

— Ce que vous dites là est une idiotie colossale, une contorsion d'intellectuel. Quoi ! vous voulez donner aux membres d'un parti le droit même de décider si le Führer est resté fidèle à cette prétendue idée ou non ? C'est de la pire démocratie, nous n'en avons que faire ! Pour nous, l'idée c'est le Führer et chaque membre du parti n'obéit qu'au Führer.

— Non, ce que vous dites là est bon pour l'Eglise romaine, dont le fascisme italien s'est du reste inspiré. Pour l'Allemagne c'est l'idée qui domine et la conscience individuelle peut être amenée un jour à trancher, s'il y a divergence entre le chef et l'idée. C'est une donnée fondamentale de notre caractère et de notre formation et je crois qu'il ne faut pas essayer de changer cela sinon vous aurez contre vous les meilleurs et il ne vous restera que la tourbe.

— Nous ne pourrions nous entendre sur ce point », cria Hitler. Son agitation se manifestait, maintenant qu'il était assis, par un geste circulaire de sa main caressant de plus en

plus vite son genou. « Ce que vous dites conduirait à la dissolution de notre organisation qui repose sur *la discipline à l'égard du chef*¹. Je n'ai aucune envie de permettre à un littérateur dément de saccager mon œuvre. Vous avez été officier, vous voyez que votre frère accepte ma discipline, même s'il n'est pas toujours de mon avis. Songez à lui, et prenez exemple sur cet homme admirable !

Hitler menace Otto Strasser

Comme un an plus tôt, il me saisit les mains, sa voix s'étouffait dans un sanglot, des larmes coulèrent sur son visage et il parut céder à la plus profonde affliction.

— Monsieur Hitler, la discipline n'est qu'un auxiliaire pour créer l'unité au sein d'une communauté existante ; elle ne peut pas servir à obtenir bon gré mal gré cette unité. Ne vous laissez pas égarer par l'approbation et l'adulation des courtisans qui vous entourent.

— Je vous interdis d'insulter mes collaborateurs !

— Enfin, nous parlons d'homme à homme, nous ne sommes pas dans une réunion publique. Combien de vos collaborateurs sont capables de juger par eux-mêmes ? Ils n'ont ni le caractère qu'il faut ni l'intelligence. Ils attendent de vous argent et honneurs. Ce sont vos employés. Mon frère lui-même est maintenant entre vos mains, du point de vue financier : il serait moins discipliné s'il ne l'était pas.

— A cause de ce frère, dit Hitler qui terminait sa crise de larmes, je veux, une fois de plus, vous tendre la main. Je vous ai proposé maintes fois des postes intéressants au sein du parti, celui de directeur de la presse pour le Reich tout entier, notamment. Quittez le Nord, venez à Munich à mes côtés. Mettez votre talent et votre intelligence, que j'apprécie hautement, au service du vrai national-socialisme.

— Je ne pourrai accepter que le jour où nous trouverons un terrain d'entente pour nos conceptions politiques. Un terrain solide et durable car, si notre entente n'était que superfici-

1. C'est le « Führerprinzip » très clairement énoncé dans « Mein Kampf ». « Il ne doit pas y avoir de décisions prises à la majorité... La décision sera prise par un seul homme.

cielle, vous auriez constamment l'impression d'avoir été trompé et je pourrais avoir la même impression. Cela ne durerait pas longtemps. Avant tout, parlons des buts politiques ; je peux, si vous le désirez, passer plusieurs semaines à Munich, afin de m'entretenir avec vous, et avec Rosenberg, dont l'opposition m'est particulièrement pénible, des problèmes du national-socialisme et de la politique extérieure.

— Non, dit sèchement Hitler, il est trop tard. Il me faut une décision immédiate. Si vous refusez, j'agirai dès lundi. Et voici comment : les « Editions du Combat » seront déclarées rayées du parti et nuisibles au national-socialisme. J'interdirai à tout membre du parti de participer à la rédaction, à la vente ou à la propagande de vos journaux. Enfin, vous serez expulsé du parti, ainsi que ceux qui appartiennent à votre entourage.

Lorsque j'avais proposé de discuter, Hitler avait cru que j'étais à bout et que j'avais peur : il utilisait la brutalité. Je fis un effort surhumain pour me dominer. Je pensais à Gregor dont j'allais peut-être être obligé de me séparer dans ce dernier combat. Mais comment faire autrement ?

— Vous pouvez le faire, monsieur Hitler. Mais ce faisant, vous soulignez un peu plus encore ce qui nous sépare dans la lutte révolutionnaire et socialiste. Les raisons que vous invoquez pour m'abattre, avec les éditions et mon entourage, ne me semblent être que des prétextes. Le vrai motif de votre colère est que vous voulez seulement étrangler la révolution sociale, au profit des institutions acquises, au profit aussi des partis bourgeois de la droite avec lesquels vous collaborez désormais.

La colère monta encore ; Hitler ne s'attendait pas à une pareille attaque après toutes ses menaces.

— Je suis socialiste, et un socialiste d'une autre trempe que votre richissime comte Reventlow. Je fus jadis un simple ouvrier. Je n'admets pas que mon chauffeur se nourrisse autrement que je me nourris moi-même. Mais votre socialisme à vous est du marxisme intégral. Enfin, la masse des ouvriers, que demande-t-elle ? Du pain et des jeux ; elle ne sait pas ce qu'est un idéal et nous ne pouvons rien faire avec cette masse. Il nous faut sélectionner une couche nouvelle d'hommes, de maîtres qui ne se laissent pas guider, comme

vous et vos amis, par la morale de la pitié. Pour diriger, il nous faut des gens qui sachent qu'ils en ont le droit parce qu'ils appartiennent à une race supérieure. Ce droit, il faudra qu'ils le maintiennent et qu'ils le consolident à tout prix !

Ceci dépassait tout ce que j'avais entendu auparavant et je le lui dis ouvertement. J'ajoutai ceci :

— Vos conceptions raciales, que vous tenez sans aucun doute de M. Rosenberg, n'abolissent pas seulement la grande mission qui doit être celle du national-socialisme : la constitution d'une « nation » allemande comparable à la « nation » française ; elles tendent au contraire à désagréger un peu plus le peuple allemand qui est encore disparate.

Hitler ne m'écoutait plus. Il semblait prononcer un discours :

— Libéralisme, libéralisme, voilà ce que vous prêchez. Ce n'est pas la révolution. La seule révolution est la révolution raciale. A travers les luttes économiques, politiques et sociales, c'est toujours le même combat : les classes inférieures essayant de rejoindre les races supérieures qui se trouvent au sommet, essayant de leur arracher leurs responsabilités. Le jour où la race supérieure oublie cette loi, elle perd la bataille de sa génération. J'ai bien étudié les révolutions, je vous le dis, elles sont toutes raciales. Lisez le nouveau livre de Rosenberg, « le Mythe du XX^e siècle », et vous aurez tout compris ; c'est l'œuvre la plus puissante dans le genre, plus grande encore que celle de Chamberlain, « les Bases du XIX^e siècle ». Vous n'avez aucune connaissance raciale, c'est pourquoi vos idées ne peuvent être que fausses, archifausses. Ne vous êtes-vous pas prononcé ouvertement en faveur du mouvement d'indépendance aux Indes, alors qu'il s'agit d'une rébellion insupportable de la race hindoue inférieure contre la valeureuse race anglo-nordique ? Or, c'est le droit de la race nordique¹ de dominer le monde, elle est faite pour cette tâche, et ce droit devra devenir le principe conducteur de notre politique étrangère... Voilà pourquoi une alliance quelconque avec la Russie, ce corps fait de Slaves et de Tartares

1. « Toute la culture humaine, tous les résultats apportés par l'art, la science et la technologie sont presque exclusivement dus au génie créateur de l'Aryen » (« Mein Kampf »).

et surmonté d'une tête juive, est exclue. Dans ma patrie, pendant mon enfance, je les ai bien connus, ces Slaves ! Quand une tête allemande les domine, l'Allemagne peut faire cause commune avec eux, comme au temps de Bismarck ; mais aujourd'hui, ce serait un crime.

— Ce que vous dites là, monsieur Hitler, ce n'est pas la base, ce ne peut être la base d'une politique étrangère. Il n'y a qu'un seul problème qui compte, c'est celui de l'amitié ou de l'hostilité de la constellation politique, européenne notamment. Nous ne pouvons nous laisser guider par des considérations de sympathie raciale ou autres. En ce moment, un seul but à la politique extérieure allemande : l'abolition de l'humiliant traité de Versailles. Que ce soit avec Staline, grâce à Mussolini, à MacDonald ou Poincaré, que m'importe ! C'est le bien de l'Allemagne, et un homme politique allemand conscient de ses responsabilités ne doit voir que cela. Il doit oublier ses préjugés personnels et voir l'avantage de son pays !

— Certainement, acquiesça Hitler, c'est du bien de l'Allemagne qu'il s'agit, c'est notre but commun. C'est pourquoi une entente avec l'Angleterre est indispensable ; une domination germano-nordique sur l'Europe, c'est notre premier objectif. Dans un deuxième temps, avec le concours de l'Amérique, une domination germano-nordique sur le monde entier... A nous la terre, à l'Angleterre la mer...

Subitement épuisé, haletant comme après une course, il se jeta dans un fauteuil et se tut. Je regardai ma montre : elle marquait quatre heures dix.

— Ne pourrions-nous pas, dis-je, reprendre cette conversation demain ? La politique étrangère est pour l'instant du domaine de la théorie puisque nous n'avons pas le pouvoir. Le « bien de l'Allemagne » me paraît être une bonne formule d'accord, en attendant mieux. Les problèmes culturels passent actuellement au second plan. La grande question, vous le savez bien, c'est celle de l'organisation économique et sociale. Je voudrais entendre vos arguments et ce que vous avez à me reprocher quant à mon attitude vis-à-vis de cette grève. Et j'aurai moi-même de graves critiques à formuler à l'égard de la politique du parti sur ce point.

Hitler me tendit la main. Ses yeux étaient pleins de larmes, pour la troisième fois de la journée. Il devait pourtant s'être aperçu que j'étais insensible à sa comédie. Il me dit d'une voix affligée :

— A demain, à dix heures...

Le soir même, je vis mes amis Richard Schapke, Günther Kübler, Herbert Blank, et Paul Brinkman et leur fis un résumé de la conversation que je venais d'avoir. Ils me prièrent de rédiger immédiatement un rapport à leur usage. Je ne dormis pas de la nuit, fis mon compte rendu et choisis les questions que j'allais poser le lendemain à Hitler.

Avant de partir je vis mon frère Gregor et lui dis quelques mots. Je m'aperçus qu'il ne m'était pas très favorable. A l'hôtel, Hitler finissait son petit déjeuner ; il se leva en me voyant arriver et me pria de le suivre dans le salon de lecture. S'y trouvaient quatre hommes, Rudolf Hess, Amann, le directeur du « Völkischer Beobachter », Hans Hinkel notre co-directeur et mon frère Gregor, venu de son côté.

— Je pensais poursuivre notre conversation en tête à tête, objectai-je en les voyant.

Il me semblait en effet que seul je pourrais arriver à percer les intentions véritables de mon adversaire. Peut-être le sentait-il aussi ?

— Ces messieurs ont un grand intérêt à connaître vos arguments et les miens.

Après tout, il n'était peut-être pas mauvais de parler devant témoins. Cependant, en fait, j'étais seul contre cinq car, je le sentais bien, ils étaient tous acquis à Hitler, même Gregor et Hinkel.

— Voici la première question que je veux vous poser, monsieur Hitler. Croyez-vous comme moi que notre révolution devra être totale sur le plan politique, économique et intellectuel ? Cette révolution ne doit-elle pas s'élever contre le marxisme et contre le capitalisme, avec la même énergie ? N'admettez-vous pas, par conséquent, que notre propagande devra attaquer l'un comme l'autre pour aboutir au socialisme allemand ?

Hitler opposé aux nationalisations

Suivit un exposé du contenu du programme de Hanovre, dit « programme des Strasser », notamment les questions des nationalisations des industries et des terres.

— C'est du pur marxisme, hurla Hitler, du bolchevisme ! Cette démocratie qui a déjà à son actif le tas de décombres sur lequel nous vivons, vous voulez l'étendre au domaine économique ? Mais c'est la fin de l'économie, tout simplement. Comment croyez-vous que nous progressions, que l'humanité avance ? Par l'effort individuel, celui des savants, des inventeurs, des administrateurs, et non pas lorsque tout appartient à tous et que n'importe qui s'occupe de n'importe quoi.

— Je ne crois pas à ce progrès-là de l'humanité. Il n'y a rien de changé chez l'homme lui-même, depuis mille ans. Son physique, peut-être, ses conditions de vie, mais rien de plus. Croyez-vous vraiment que la destinée de Goethe eût été différente s'il avait pu se promener en automobile ? Ou celle de Napoléon, s'il avait disposé de la T.S.F. ? L'évolution humaine ressemble à la vie d'un homme. Celui qui a trente ans se croit en progrès sur ses vingt ans, celui de quarante peut encore se leurrer, celui de cinquante commence à se garder de parler de progrès et finalement le sexagénaire abdique.

— Théorie, pure théorie, l'humanité est en progrès, s'obstina Hitler, et ce progrès ne s'obtient que grâce à des personnalités éminentes.

— Il y a en effet des chefs et des personnalités éminentes, mais leur rôle n'est pas celui que vous croyez. Les grandes époques historiques ne sont pas suscitées par l'individu ; celui-ci en est au contraire l'émissaire et l'instrument.

Adolf Hitler se raidit. Manifestement, il se sentait visé.

— Vous niez que je sois l'inventeur, le créateur du national-socialisme ?

— Comment faire autrement ? C'est notre époque qui a fait pousser cette idée, elle n'aurait sans doute pas pu germer dans une autre. Elle est dans le cœur de millions d'Allemands et dans le vôtre. Vous en êtes l'incarnation, c'est-à-dire le chantre ; mais elle a surgi du cœur de notre époque, elle est nécessaire historiquement et elle élimine le capitalisme et ses systèmes.

Ce à quoi Hitler répliqua, en un long monologue, que l'ère du capitalisme était révolue, en effet, que l'on ne pouvait vivre replié sur soi-même, en autarcie, que la race nordique devait organiser le commerce mondial sur la base du troc et qu'enfin la nationalisation ou la socialisation telle que je l'entendais, était ni plus ni moins que du dilettantisme pour ne pas dire du bolchevisme. Or la socialisation ou nationalisation des biens était expressément prévue au treizième paragraphe du programme officiel du parti. En la prônant, je ne faisais que me conformer à lui. En la refusant, Hitler trahissait un point de programme clairement défini.

— Admettons que vous arriviez au pouvoir demain ; que feriez-vous de Krupp ? Laisseriez-vous cette entreprise dans l'état où elle est, oui ou non ?

— Mais naturellement, je la laisserais en l'état, cria Hitler ; me croyez-vous assez fou pour ruiner la grande industrie allemande ?

— Alors, vous n'avez plus le droit de vous dire socialiste. Nos hommes sont socialistes, votre programme, celui que vous avez établi vous-même, demande la socialisation des entreprises privées ; vous ne voulez plus le faire, vous en restez au capitalisme, alors ne vous dites plus socialiste !

— Quel mot ennuyeux et mal venu, *ce mot de socialisme !*¹ » dit Hitler en haussant les épaules ; il se tut, cherchant une échappatoire. « Je n'ai jamais dit qu'on devait socialiser toutes les entreprises. Par contre, j'ai soutenu que l'on pouvait socialiser les entreprises qui contrevenaient aux intérêts de la nation. Tant qu'elles ne se rendent pas coupables d'un tel délit, je considérerai que détruire l'économie serait un crime. Prenez le fascisme ! Notre Etat national-socialiste saura, comme l'Etat fasciste, assurer la coexistence des intérêts du patron et de l'ouvrier, en réservant à l'Etat le droit d'arbitrage en cas de conflit.

— Mais le fascisme n'a absolument pas résolu le problème des rapports du capital et du travail, il n'a même pas essayé. Le capitalisme est resté en place, intact, comme vous comptez

1. En voici l'étrange définition donnée par Hitler en 1922 : « Quiconque a compris que notre grand hymne *Deutschland über alles* signifie que rien dans ce vaste monde ne surpasse à ses yeux cette Allemagne avec son peuple et son sol, celui-là est un socialiste ! »

le laisser vous-même. Il y a plus de travail en Italie, c'est pourquoi les querelles sont momentanément apaisées, mais il ne s'agit en rien d'une réforme de fond.

Je voyais que mes réponses exaspéraient Hitler, au-delà de toute mesure ; mais il lui fallait me répondre, car les témoins ne pouvaient ne pas comprendre mon argument.

— Il n'y a qu'un système dans le domaine économique : la responsabilité du côté des exécutants, l'autorité du côté des dirigeants. Je demande à monsieur Amann de répondre vis-à-vis de moi du travail de ses gens et d'exercer son autorité sur eux. Il demande à son chef de service de répondre de ses sténos et d'exercer sur eux son autorité. Il en est ainsi à chaque degré de l'échelle depuis que le monde est monde et il en sera toujours ainsi.

— Je n'ai jamais dit le contraire. Que vous édifiez un Etat capitaliste ou socialiste, le processus est en effet exactement le même ; c'est l'esprit qui change, celui du régime et celui du travail. Il y a quelques années, deux ou trois douzaines d'hommes qui n'étaient pas différents des autres hommes, ont pu réduire au chômage et mettre sur le pavé deux cent cinquante mille ouvriers de la Ruhr. Cet acte était légal, conforme à la morale de notre économie : c'est donc le système qui est criminel et non les hommes qui y vivent.

Hitler donnait maintenant des signes d'impatience ; il regardait ostensiblement sa montre. Je savais très bien que cette discussion n'était pour lui qu'un « jeu d'intellectuels ». Il ne s'intéressait qu'au monologue. Une fois de plus il revint à ses propres idées :

— Ce n'est pas une raison, monsieur Strasser, pour réclamer la participation des ouvriers aux entreprises qui les emploient et surtout le droit de consultation : ils ne sont pas capables de s'en servir. Un Etat fort devra veiller à ce que la production se fasse dans l'intérêt de la nation. Si ce n'est pas le cas, il doit pouvoir procéder à l'expropriation et se charger de la direction de l'entreprise.

— Cette forme de nationalisation ne me paraît pas bonne car, si j'ai bien compris, l'expropriation ou la non-expropriation peuvent dépendre de dénonciations, d'autorités locales mal informées, d'actes arbitraires. Pourquoi ne pas faire un principe de cette possibilité et ne pas couper l'herbe sous le

pied des délateurs intéressés ? Pourquoi ne pas en faire un droit ?

Hitler soupira, comme s'il était vraiment triste que je sois dans l'erreur :

— Voilà le point où nos conceptions ne s'accordent pas. La participation des ouvriers aux bénéfices des entreprises, le droit d'être consultés, ce sont là des bases marxistes. J'estime, moi, que le droit d'exercer une influence ne doit être concédé qu'à l'Etat, dirigé par la couche supérieure !

Il était une heure et demie. Deux hommes entrèrent, coupant court à la conversation dont rien n'était sorti. Adolf se tourna vers eux — il s'agissait de Stöhr et de Buch —, s'excusa auprès de nous et, sans ajouter un mot, emmena ses visiteurs dans sa chambre. Rudolf Hess les suivit. Je pris congé des autres et m'en allai. Il n'y avait eu ce jour-là aucun éclat de voix, aucune violence verbale mais la situation était nette : c'était la rupture. Le soir ou le lendemain, il se pourrait bien que Hitler mît ses menaces à exécution, en ce qui concernait mes publications et mon appartenance au parti.

Il n'en fut rien. La guerre reprit avec Gœbbels, toujours aussi surnoise et lâche, mais avec une violence accrue. Je ne me faisais plus aucune illusion sur Hitler ou plutôt, j'étais convaincu désormais que mes pires suppositions étaient justes. Ce racisme machiavélique n'avait rien de commun avec l'Allemagne, il ne faisait que s'en servir au profit d'une ambition effrénée.

Gœbbels reprend ses attaques contre Otto Strasser

Dès le début de juin, quelques-uns de mes collaborateurs furent exclus du parti. Hitler ne pouvait pas interdire mes journaux, puisqu'il n'était pas au pouvoir ; il n'avait pas non plus, et pour les mêmes raisons, le droit de me poursuivre. Mais j'avais pensé qu'il m'enverrait une lettre de rupture ou quelque chose d'analogue. Cela ne se produisit pas. Il préférerait décidément m'isoler progressivement.

C'est pourquoi, lorsque Schapke, parce qu'il avait écrit un article dans lequel il critiquait violemment les méthodes nazies, fut exclu à son tour, je me déclarai solidaire de lui et

sommaï Gœbbels de convoquer une conférence des fonctionnaires nationaux-socialistes de Berlin. A ma vive stupéfaction, Gœbbels accepta.

Mais lorsque je me présentai, le soir du 2 juillet, à l'entrée de l'immeuble dans lequel avait lieu la réunion, un gradé S.S. flanqué de cinq hommes m'interdit l'accès de la salle ; il prétextait du fait que je n'habitais plus le Gau de Berlin et qu'il s'agissait d'une réunion de district. Tout cela était exact et réglementaire. J'insistai cependant, puisque la réunion avait été décidée sur ma demande. Il n'y eut rien à faire, le S.S. demeura inébranlable.

Pendant ce temps, les débats s'étaient ouverts et Gœbbels, déchaîné, traînait Schapke dans la boue. Le major Buchrucker, mon meilleur ami, qui avait eu le droit d'entrer, demanda alors la parole pour remettre les choses au point.

— Je ne peux pas vous la donner, dit Gœbbels, croyez bien que je le regrette, mais une enquête du parti est en cours contre vous.

— Contre moi ? demanda Buchrucker suffoqué. Je n'en ai pas été avisé.

— Vous trouverez l'avis en rentrant chez vous. Nous l'avons envoyé par la poste.

A son tour, Herbert Blank demanda la parole. Même refus, pour le même motif. Cela devenait voyant ; sur mille assistants, cent soixante-dix se levèrent et quittèrent la salle en signe de protestation.

J'étais resté dans la rue, à proximité, attendant les résultats ; mes amis me mirent au courant et nous allâmes immédiatement chez Blank et chez Buchrucker. On les avait délibérément et arbitrairement empêchés de parler. C'en était trop.

Otto Strasser rompt avec le parti

Dans la nuit, je vis Gregor et lui dis :

— Gregor, puisque Hitler n'ose pas me rayer du parti de peur qu'on lui demande des comptes, c'est moi qui romps. Demain je démissionne.

— Tu fais ce que tu veux, me répondit-il, mais moi je dois rester.

Nous nous dûmes adieu et, le 3 juillet au matin, j'expédiai à Hitler l'ultimatum suivant : « M. Goebbels a expulsé du parti certains de mes collaborateurs ; hier, sous de fallacieux prétextes, il a interdit à certains autres de prendre la parole. Si ces mesures ne sont pas rapportées dans les vingt-quatre heures, je considérerai comme acquise ma rupture avec le parti, ainsi que celle de mes amis. »

Le télégramme resta sans réponse. Ainsi, le 4 juillet 1930 je cessai d'appartenir au parti national-socialiste d'Allemagne. Je devais cette décision à mes idées et à ceux qui avaient confiance en moi ; j'avais fait tout ce qu'il fallait pour qu'aucun malentendu puisse exister entre Hitler et moi. J'allais donc continuer mon action, dirigée cette fois directement contre Hitler, mauvais génie du national-socialisme.

Je continuai à faire paraître mes journaux. Celui du 4 juillet portait un titre sur cinq colonnes : « Les Socialistes quittent le N.S.D.A.P. ». Je publiai presque *in extenso* ma dernière conversation avec Hitler, sous un titre à sensation : « Un portefeuille de ministre ou la révolution ? »

Tous les journaux allemands hostiles à Hitler ou simplement neutres reprirent ces nouvelles, les commentèrent, varièrent à l'infini sur la signification de notre départ et sur les paroles prononcées par Hitler. Je pensais qu'il fallait me dépêcher de réunir mes moyens, mes amis, et d'organiser mon offensive avant l'inévitable choc en retour de mes ennemis. Un appel fut lancé et mes feuilles annoncèrent aussitôt la fondation d'une « communauté de combat pour les nationaux-socialistes révolutionnaires ».

Hitler et Goebbels ripostèrent par une intense propagande très orchestrée. Les chefs régionaux S.S. et S.A. proclamèrent que tout national-socialiste qui serait vu avec moi ou qui lirait un de mes journaux serait immédiatement exclu du parti. Le « *Völkischer Beobachter* » et l'« *Angriff* », le journal de Goebbels, se répandirent en injures et en calomnies. Il faut dire que nos articles du 4 juillet ne cachaient rien de ce que nous pensions de l'évolution du parti. Qu'on en juge :

L'évolution du N.S.D.A.P.

« Depuis des mois l'évolution du parti national-socialiste a fait naître en nous de graves soucis. Nous avons été obligés de constater que dans les questions de plus en plus importantes, le parti agissait à l'encontre de l'idée du national-socialisme.

» Le parti a pris sur des questions extérieures, intérieures et surtout économiques, une attitude qui n'est nullement conforme aux vingt-cinq points dans lesquels nous n'avons jamais cessé de voir le programme. Des considérations d'opportunité ont prévalu. Le sentiment de l'embourgeoisement du parti nous inquiétait d'autant plus que nous constatons avec stupeur que tout l'appareil du parti était rapidement tombé aux mains des bonzes. Le parti a trouvé sa fin en lui-même et a mis dès lors ses intérêts propres au-dessus des exigences de l'idéal.

» Pour nous, le national-socialisme a toujours été un mouvement anti-impérialiste et dont l'esprit devait se borner à conserver et à assurer la vie et le développement de la nation allemande sans aucune tendance à dominer d'autres peuples et d'autres pays.

» Le national-socialisme était pour nous et reste pour nous un mouvement républicain, où il n'y a point de place pour une monarchie héréditaire ni pour d'autres privilèges dont l'origine n'est pas d'être strictement au service de la nation. Aujourd'hui comme hier il est pour nous le mouvement révolutionnaire qui se débarrassera aussi bien d'un Etat autoritaire mal fondé que d'une démocratie formelle et qui voit dans l'Etat corporatif et dans la démocratie allemande l'Etat rêvé. Depuis toujours nous considérons l'équivoque dans laquelle la direction du parti avait volontairement laissé la réponse à la question : « République ou Monarchie ? » comme un poids qui pesait sur le mouvement. L'adoration exagérée de l'Etat fasciste dont font preuve de plus en plus les organes officiels du parti est considérée par nous comme un danger, une trahison de l'Idée. Pour nous le national-socialisme est avant tout la grande antithèse du capitalisme international et réalise l'idée sociale que le marxisme a violée. Nous mettons l'économie au service de la nation car c'est en

imposant le règne de l'argent sur le travail qu'on tue l'âme populaire et qu'on empêche la formation d'une véritable communauté du peuple.

» Pour nous, ce socialisme signifie une économie qui répond aux besoins de la nation. Tous les travailleurs y participent, tant au point de vue de la propriété que de la direction et du bénéfice. Il faut donc que le monopole de la propriété tel que le simple capitalisme de nos jours le conçoit et le monopole de la direction qui est aujourd'hui lié au droit de propriété, soient abolis.

» L'expression de plus en plus vague de notre volonté sociale, les changements qu'on fit subir aux revendications sociales de notre programme ont été considérés par nous comme étant en contradiction avec les vingt-cinq points et avec l'esprit du national-socialisme. Pour réagir contre cette tendance nous avons exprimé ces revendications sociales avec force depuis des années. Nous avons toujours considéré et considérons encore le national-socialisme comme étant également opposé à la bourgeoisie capitaliste et au marxisme internationaliste. Pour nous sa tâche suprême réside dans la victoire sur l'une et sur l'autre.

» Nous voyons dans le marxisme un sens juste du socialisme lié à une fausse doctrine libérale et à l'internationalisme. Dans la bourgeoisie, le sens juste du national-socialisme est lié à la fausse philosophie du rationalisme libéral et du capitalisme. Socialisme et national-socialisme sont deux forces qui, dans leur alliance malheureuse, resteraient stériles pour la nation et l'Histoire. Nous ne voyons pas de différence entre notre opposition au marxisme et notre opposition à la bourgeoisie, car c'est un même libéralisme qui agit dans l'un et dans l'autre.

» Par conséquent, les instructions de la direction du parti, dirigées uniquement contre le marxisme, sont considérées par nous comme des demi-mesures qui devraient susciter notre crainte légitime. Nous devons nous garder de toute sympathie pour la bourgeoisie. Cette dernière agit suivant les mêmes mots d'ordre et les mêmes intérêts que le capitalisme. Or nous n'avons rien et n'aurons jamais rien de commun avec ces intérêts et ces mots d'ordre. Nos craintes ont été confirmées par la tactique qu'a suivie la direction du parti. Depuis

ongtemps¹ nous avons vu avec regret Adolf Hitler discuter souvent avec des industriels et des capitalistes des voies et des fins du national-socialisme, mais ne jamais trouver l'occasion d'en faire autant avec les chefs des ouvriers et des paysans.

» Pour la même raison, c'est avec une grande peine que nous avons vu s'établir différentes relations de la direction avec Hugenberg, les nationaux allemands et aussi en partie avec les Casques d'acier et les soi-disant patriotes dont la politique même, si elle pouvait être justifiée en cas de plémiscite et d'une manière exceptionnelle, risquait à la longue de donner de nous une fausse idée.

» Parallèlement à l'embourgeoisement du mouvement, nous assistâmes à la prise du pouvoir intérieur par les « bonzes », ce qui ne fut pas sans nous effrayer. Non seulement le soi-disant grand chef des S.A., mais même certains fonctionnaires du parti, prouvèrent, par leur attitude et leur manière de vivre, qu'ils étaient en contradiction avec les lois élémentaires d'un mouvement révolutionnaire. Ils ne répondaient pas non plus aux simples exigences de propreté morale. Le fait que peu à peu presque tous les fonctionnaires du parti se soient trouvés directement ou indirectement dans la dépendance financière du parti ou du Führer, a créé cette atmosphère byzantine dont l'absence de dignité rendait impossible l'expression de toute opinion indépendante. Cela conduisit à une corruption sur tous les plans à laquelle chaque membre a assisté avec une amertume de plus en plus grande, sans qu'il ait pu changer quoi que ce soit, étant donné la structure du parti.

» Cette évolution a fait de nous, à chaque heure des années passées, des adversaires de principe qui n'ont cessé d'exprimer de graves avertissements. Les numéros de notre journal parus depuis sa fondation il y a cinq ans, les « Lettres nationales-socialistes », dès leur origine, en font foi, ainsi que l'attitude personnelle que nous n'avons jamais cessé de prendre dans nos discours, sans égard pour les pressions et les tentatives de réduction. A aucun moment nous n'avons envisagé un changement de notre attitude par opportunisme et bien souvent

Dès 1923, par exemple, Thyssen, un des dirigeants de l'acier, avait fait remettre 100 000 marks-or au parti. Mais c'est seulement en 1930 que Hitler chercha à joindre tous les grands industriels.

nous nous sommes posé la question de savoir si en face des fautes graves de la direction du parti vis-à-vis de l'idée nationale-socialiste, il n'était pas de notre devoir d'en tirer officiellement toutes les conséquences.

» Si nous ne l'avons pas fait jusqu'ici, la seule raison en était que la direction du parti n'avait pas encore ouvertement renié les vingt-cinq points. Nous espérions que l'esprit révolutionnaire tel qu'il vit dans la masse des S.A. et de la jeunesse vaincrait, serait plus fort que la bureaucratie et les mandarins à boutons. »

Hitler répond

Hitler ne pouvait pas ne pas répondre à cette attaque en règle. Comme sur le plan politique et doctrinal il lui était impossible de plaider, il prit le parti de m'attaquer personnellement en me traitant notamment « d'obscur littérateur sans racines » et de « bolchevik de salon ». Gœbbels crut lui faire plaisir en affirmant que j'étais à la solde de la Russie. Il faut remarquer qu'en me traitant de communiste, alors que j'avais bien précisé notre position, Hitler se vendait et dénonçait ses propres sympathies réactionnaires.

Je cherchai une réponse qui soit une preuve ; je me souvins alors qu'en quittant le régiment, j'avais demandé à mon commandant, qui devint un professeur de géopolitique fameux, M. Haushofer, de me donner un certificat militaire. J'y tenais parce qu'en raison de la révolution de 1918 ma proposition à l'ordre de Max-Joseph et à la croix « Pour le Mérite » avait été perdue. Toutes mes décorations, la médaille bavaroise du Mérite, la croix de fer de 1^{er} et de 2^e classe, l'insigne des blessés de guerre, tous mes faits d'armes y étaient inscrits ainsi que toutes mes citations à l'ordre du jour. Suivait une appréciation personnelle de mon chef de corps : « Strasser est un homme qui défend ce qu'il croit juste avec toute la passion qui lui est propre et avec un courage que rien ne saurait ébranler. »

Je fis publier ce document et les attaques cessèrent. Je n'avais aucune idée de ce qu'on allait maintenant tenter contre moi.

J'en eus une première idée au cours de la nuit du 10 juillet. La première réunion du Front Noir, dont nous reparlerons, devait d'avoir lieu. Nous nous promenions, avec mon ami Brehm, dans une rue de Brandebourg ; nous allions vers la gare. Brehm avait perdu une jambe à la guerre et avançait malaisément avec sa prothèse.

Tout à coup, quelques hommes qui ressemblaient à ces malandrins qui attaquent les femmes au coin des rues se précipitèrent sur nous. Une poignée de poivre m'atteignit au visage ; à demi aveuglé je traversai la rue, avec Brehm. Le poivre n'avait atteint qu'un de mes deux yeux, heureusement. Parvenu sur l'autre trottoir, je sortis le pistolet dont je ne me servais plus et me retournai. Brehm était étendu sur la chaussée, les voyous couraient vers moi. Je les mis en joue et criai :

— Le premier qui traverse est mort !

Les menaçant toujours, j'avancai vers le blessé, le relevai, à reculons, regagnai mon trottoir en le soutenant. Nos agresseurs n'étaient armés que de couteaux et de matraques. Ils demeurèrent à distance respectueuse tandis que nous reprenions notre route vers la gare. Mon ami avait reçu un coup de couteau et saignait abondamment. En regardant en arrière, j'aperçus qu'on nous suivait toujours ; je répétais alors mon avertissement, ce qui sema une certaine panique parmi les agresseurs. Une rixe politique était alors chose commune et personne n'avait cure d'y être mêlé. Tout à coup Brehm, qui occupait de hautes fonctions politiques dans le secteur de Brandebourg, me dit :

— Je les connais tous, ce sont des S.A.

— Je m'en doutais.

Nous arrivâmes à la gare, nos agresseurs disparurent, on sauva mon ami. Le lendemain nous portions plainte et les S.A. furent condamnés à deux ans de prison.

voyant que ni les insultes, ni les campagnes de presse, ni les agressions ne réussissaient à me faire taire, Hitler employa une nouvelle tactique : il décida de me ruiner. Pour cela, il lui suffit d'acquérir les actions qui appartenaient à mon frère et à Linkel, et qu'ils voulurent bien lui céder. Ayant la majorité dans les « Editions du Combat », il me fit dire par son avocat

que la maison était fermée, les rotatives saisies, le travail arrêté. Je me trouvais sans ressources désormais, avec une tâche gigantesque à accomplir. Il ne me restait plus qu'à recommencer ma vie. Dans le parti, beaucoup avaient été émus de mon départ ; je représentais une rigueur dont leur conscience avait besoin. Mais comme Gregor lui-même avait décidé de rester, beaucoup de strassériens jugèrent qu'ils pouvaient se rallier à lui sans trahir la cause. De plus, Hitler était en pleine ascension. Hess avait négocié pour son compte un emprunt auprès de Fritz Thyssen qui, par l'intermédiaire d'un de ses directeurs, avait repris contact avec Gœring dont il admirait la charmante épouse. Hitler avait 107 députés au Reichstag¹, résultat qui inquiétait beaucoup ceux qui l'avaient traité avec condescendance, ne voyant dans le parti national socialiste qu'un paravent réactionnaire dont on pourrait se débarrasser au bon moment. Pour la trahison et la duplicité, il dépassait même ses banquiers. Les capitaux qu'il détenait lui permettaient de bien tenir en main les S.A., disciplinés comme une bonne armée, qui n'avaient pas de grandes convictions politiques lorsqu'il était question de solde.

Les membres du parti qui rompirent ouvertement et vinrent immédiatement avec moi furent les idéalistes ; on sait qu'ils sont peu nombreux. Mais, après les premières escarmouches, je vis arriver de nouvelles recrues, notamment des membres des formations paramilitaires de la droite, des Casques d'acier, des Wehrwölfe (loups-garous), des Jung Deutsche Orden (l'Ordre des jeunes Allemands). Ils n'étaient pas des anciens combattants, mais faisaient partie de la nouvelle génération, en quête d'un idéal politique et que Hitler n'avait pas réussi à séduire. La république de Weimar non plus, ce qui est évident. La nouvelle de ma rupture avec Hitler avait fait naître en eux un immense espoir.

D'autres s'ajoutèrent à eux, comme le « Mouvement révolutionnaire de paysans » dont le chef Claus Hein habitait le Schleswig-Holstein. C'était une formation de redoutables terroristes, habiles et intrépides. Le groupe de Silésie était dirigé par mon ami Schapke. Ce noyau était solide, mais je me

1. Hitler fut le premier surpris, aux élections du 14 septembre 1930, de voir le parti réunir 6 409 600 voix, alors qu'il n'en avait eu que 810 000 en 1928.

oyais mal ordonnant la terreur dans le pays, alors que je condamnais ces méthodes et que je les reprochais aux nationaux-socialistes. Mon désir premier était de *rééduquer* les socialistes d'Allemagne, de faire propager mes idées et mon programme. Tous ces amis pouvaient néanmoins m'être très utiles dans la mesure où nous serions attaqués et pour riposter des attentats.

Puis une ligue d'intellectuels se rallia à moi ; il s'agissait du « Tatkreis » (Cercle d'action) qui disposait d'une revue mensuelle, « Die Tat » (l'Action), très lue dans les milieux militaires. Leur directeur, le Dr Zehrer, se faisait seconder par Ferdinand Fried, l'éminent auteur d'un excellent livre, « le crépuscule du capitalisme ».

Le Front Noir

Des divers éléments formèrent le Front Noir, puissance invisible, mi-officielle, mais toujours présente, que Hitler et ses complices redoutèrent plus que toute autre, même lorsque nous été contraint de m'expatrier.

Ce Front Noir était avant tout, à l'origine, une école de cadres et de cadres subalternes de la révolution allemande. Il était divisé en deux parties. La première était visible, avec une hiérarchie officielle, avec un insigne : une épingle de cravate faite d'un marteau et d'un glaive. Nous nous saluions l'un « Heil Deutschland ! » au lieu de « Heil Hitler ! ».

Nous agissions par la presse. Lorsque j'eus été dépossédé de ma maison d'édition, je me servis du périodique « Die Tat » ; mais il ne pouvait suffire, il nous fallait au moins un hebdomadaire. Nous sortîmes le premier numéro sans même savoir si nous pourrions payer le second. Cette façon périlleuse de lancer un journal réussit au-delà de toute espérance. Non seulement nous n'eûmes jamais de dettes, ce qui aurait paru normal, mais encore cet organe, que nous appelâmes d'abord « la Révolution allemande », puis tout simplement « le Front Noir », eut bientôt un tirage considérable. Nous poursuivions notre but éducatif, sur un plan théorique et pratique, et donnions d'autre part à nos lecteurs d'intéressants détails sur les rouages intérieurs du parti hitlérien. En 1931 et

1932, nous devions fonder coup sur coup trois hebdomadaires à Berlin, Breslau et même Munich.

Je n'avais de contact qu'avec les chefs des organisations paramilitaires, militaires, paysannes ou intellectuelles qui nous étaient acquises. Je leur remettais les tracts, les brochures et les journaux qu'ils distribuaient autour d'eux.

Malgré de très rapides progrès, je me rendis compte cependant que nous avions commencé trop tard : le parti de Hitler gagnait trop vite sur le plan politique et législatif, nous ne pourrions le combattre à armes égales sur ce terrain. Il nous fallait nous préparer à une époque troublée, pour nous tout au moins : ce fut le Front Noir clandestin, seul apte à vivre dans l'illégalité. Plus tard le parti communiste devait agir exactement de même façon, en ne laissant en éveil que des structures clandestines préparées à l'avance.

Les réunions secrètes des membres « invisibles » se tenaient dans les locaux du « Centre d'action ». L'organisation des intellectuels se développait de mois en mois. Les chefs locaux groupaient autour d'eux des cellules dont les membres étaient choisis avec discernement. Au cours de ces réunions au « Ring », nom clandestin des locaux, les officiers voisinaient avec les ouvriers, les syndicalistes, les intellectuels. Se développa ainsi une hiérarchie parallèle, un peu similaire à celle de la franc-maçonnerie. Nous développâmes les « Ringe » dans nombre de garnisons importantes et dans tous les centres industriels.

Hitler se rapproche des capitalistes

Hitler continuait à nouer des alliances dans les milieux capitalistes. Il espérait, grâce à leur appui, conquérir l'Allemagne du Nord, obtenir le droit de parler à Berlin, évincer Gregor qui restait malgré tout suspect. *Les appuis*¹ qui lui semblaient les meilleurs pour atteindre ces objectifs étaient Hugenberg et Schacht.

Hugenberg était un Prussien de vieille souche, lourd, bru-

1. Parmi les industriels qui financèrent Hitler, citons : Kiroof (charbon), Thyssen et Voegler (acier), von Schnitzler (I.G. Farben), Rostberg et Diehn (potasse), les Deutsche Bank et Dresdener Bank, l'Allianz (assurances), etc.

al, mais intelligent et à peu près honnête. Il était chef des bangermanistes, parti dont la Prusse avait toujours été le centre actif et qu'affectionnaient les industriels. Ce mouvement rêvait d'une domination allemande sur le monde par tous les moyens, alors que le parti Grand-Allemand, qu'il ne faut pas confondre avec le premier, réclamait la réunion des Etats allemands, même sous la forme d'une fédération, sans la moindre visée impérialiste.

Hugenberg possédait depuis la guerre de 1914-1918 le plus grand appareil de propagande du monde. Le « Konzern » Scherl où paraissaient presque tous les journaux de droite, l'Union télégraphique et la firme Ufa lui appartenaient en propre. Gagner cet homme équivalait à multiplier par mille les possibilités de propagande du parti hitlérien. Hugenberg, de son côté, ne demandait pas mieux que d'élargir l'éventail de son activité en touchant le peuple. Il avait pour ami le conseiller Bang, de Dresde, un des chefs industriels qui avaient lancé l'ultimatum à Hitler au moment des grèves ; il était depuis en très bons termes avec Adolf et il pensait qu'une alliance Hugenberg-Hitler était en effet une excellente chose à réaliser.

Schacht était président de la Reichsbank, poste qu'il devait perdre bientôt parce qu'il refusa d'accepter le *plan Young*¹. Auparavant, il avait quitté le parti démocrate parce qu'il n'avait pas voulu se prononcer sur l'expropriation des princes. C'est à ce moment-là qu'il avait d'ailleurs rencontré Hitler, secrètement. Ce fait est révélé dans le « Journal » de la première madame Goering : « Hermann et moi attendons aujourd'hui la visite de Hjalmar Schacht et d'Adolf Hitler. » D'autres sources m'apprirent que Schacht avait fait dépendre sa collaboration avec Hitler de l'éloignement des frères Strasser.

Schacht rêvait de devenir chancelier ou, à défaut, ministre de l'Economie dans un gouvernement de droite. Je crois qu'il était presque aussi opportuniste que Franz von Papen, l'ariviste le plus éhonté d'Allemagne.

¹. Le plan Young du 7 juin 1929 entra en vigueur en janvier 1930. Il prétendait fixer définitivement les réparations dans leur montant et leur durée (jusqu'en 1988).

L'alliance entre le capitaliste, le Prussien et le chef du parti national-socialiste se conclut sans retard et ses résultats ne se firent pas attendre : nous avons déjà dit qu'aux élections de septembre 1930, Hitler obtint 107 sièges, soit un nombre rien comparable à celui des élections précédentes, qui avaient été désastreuses. La raison de ce succès fut double : tout d'abord un programme assagi. Le prisonnier de Landsberg s'était juré de vaincre en entrant dans le système et en se débarrassant de la violence révolutionnaire et il tenait parole. Les timorés osaient maintenant approuver un mouvement dont beaucoup de bourgeois riches et bien assis, notamment Schacht, se montraient solidaires. La seconde raison fut l'appui massif apporté par l'appareil de propagande de Hugenberg à Hitler et à ses partisans. Réveillés de leur torpeur par une campagne habilement menée, les tièdes et les indifférents, qui évitaient d'ordinaire d'aller aux urnes, devinrent conscients de leur devoir de citoyens. Adolf pouvait déjà voir approcher l'instant impatientement attendu de son avènement au pouvoir lorsqu'une grave révolte éclata chez les S.A. Elle était le résultat de notre campagne de presse. Le Front Noir avait dénoncé dans tous leurs détails les différentes tractations du chef du N.S.D.A.P. et sa vénalité. Le coup porta plus que je n'aurais cru, chez les S.A. Instruits en outre par nos brochures de propagande et par les émissaires du Front Noir parmi eux, la S.A. de Berlin décida de se soulever, sous le commandement de son chef Stennes.

La S.A. de Berlin se soulève

Le vendredi saint de 1931, en grand uniforme, ils allèrent occuper la résidence du Gauleiter Gœbbels ainsi que l'imprimerie de son journal l'« Angriff ». Gœbbels s'enfuit et, comble de honte, appela à son aide le vice-préfet de la police de Berlin, un israélite nommé Weiss contre qui Gœbbels avait écrit quelque temps auparavant un pamphlet, « le Livre Isidore ». Inutile de dire que Weiss ne se pressa point d'intervenir.

Gœbbels prit alors le train pour Munich, d'où il envoya à ses collaborateurs l'ordre de tenir jusqu'au bout, avec vaillance.

Weiss prit enfin des mesures et Stennes, qui avait établi son quartier général dans les locaux de l'« Angriff », m'en avertit aussitôt. J'allai le voir pour examiner la situation.

— Que décider ? me demanda Stennes.

— Gœbbels était au courant de la révolte, il devait marcher avec nous. Au dernier moment, il nous a trahis et a couru se réfugier à Munich auprès de Hitler.

— Une révolte qui ne dégénère pas en révolution est condamnée d'avance. Il faut que vous teniez bon.

Ils tinrent bon trois jours, en contrôlant la parution du journal.

Ils déclarèrent déchus Hitler et Gœbbels. A leur exemple, les Gauleiter du Nord décidèrent de faire notre révolution totale, en s'appuyant sur Stennes et ses troupes. L'« Angriff » dénonça aussi, avec de gros titres, la seconde trahison de Gœbbels. Dans toute l'Allemagne du Nord, *le seul Gau*¹ qui resta fidèle à Hitler fut celui de Cologne, qui était administré par le Dr Ley.

Cette fois Hitler se trouvait en face d'une fronde politique appuyée sur une force armée. Pour empêcher d'autres chefs de S.A. de rejoindre Stennes, il les limogea tous.

Cette mesure n'était pas suffisante. Il fallait contre-attaquer, mater les hommes de Stennes. Quel était l'homme de fer qui en était capable ? Pfeffer von Salomon ? Hitler le considérait maintenant comme incapable. Qui alors ? Il n'y avait que Röhm qui pût le sauver, Röhm, qui venait de rentrer de Bolivie, Röhm qui, en dépit de tant de déceptions, restait attaché à Hitler, Röhm qui oublia le passé et accepta.

Röhm mate la fronde

Il choisit immédiatement un lieutenant compétent en la personne du lieutenant Schultz, un individu au sombre passé, exécuter de la Sainte-Vehme, ce tribunal clandestin qui prononçait des peines de mort et appliquait ses sentences et

1. L'Allemagne avait été divisée en 34 « Gaue » par les Nazis. Ils étaient eux-mêmes divisés en Kreise (cercles) et Ortsgruppen (sections locales).

dont le nom seul faisait frémir l'Allemagne. La révolte des S.A. qui n'avait pu dégénérer en révolution fut matée le lundi de Pâques, par les efforts conjugués des S.A. de Munich, des S.S. et de... la police.

Röhm décida de faire montre de clémence : « Point de martyrs ni de mécontents dans nos rangs, renoncez aux représailles et promettez à ceux qui se soumettront une augmentation de solde. »

Hitler arriva alors à Berlin. Allait-il passer de café en café et parler aux S.A., comme en septembre de l'année précédente ? Ce n'était pas nécessaire. Il avait cent sept députés, la révolte avait été matée par la force, nul besoin de se montrer amical. Il prononça un discours grandiloquent, qui n'accordait rien et n'expliquait rien de ce qu'on lui reprochait. La révolte de Stennes n'avait eu aucun effet. Ce jour-là, le capitaine vaincu, des milliers d'hommes passèrent dans les rangs du Front Noir.

Hitler Führer

D'autant que Röhm venait de faire passer une note de service ainsi libellée :

« A partir d'aujourd'hui, Adolf Hitler est notre Führer, le parti et les S.A. lui doivent obéissance absolue.

(Signé) le chef des S.A. : Röhm. »

Ainsi il ne s'était pas contenté de sauver Hitler, il tua aussi le « tambour de la révolution » et fit renaître de ses cendres le « Führer du peuple allemand ». Tant de dévouement n'émut pas Hitler ; les récents événements l'avaient rendu méfiant. Röhm venait de faire la preuve de son énergie et de son efficacité. S'il lui prenait un jour l'envie de se retourner contre lui, ne serait-il pas d'autant plus dangereux ? Pour parer à ce danger, il n'y avait qu'une chose à faire, augmenter encore la puissance de la S.S. dévouée jusqu'à la mort. Himmler connut une ascension foudroyante. Entre Röhm, chef des S.A., et Himmler, chef des S.S., la guerre était déclarée. Quelle qu'en soit l'issue, ce serait Hitler qui gagnerait. Jamais la maxime

« Diviser pour régner » n'avait été mieux appliquée. Machiavel aurait pu être fier d'un tel élève. Nos réunions ne cessaient d'être attaquées. Les endroits secrets où elles se tenaient étaient souvent découverts par les espions, et la police se montrait incapable de nous protéger contre la violence hitlérienne. Il nous arrivait de n'être que quelques-uns. Dans ce cas, les hommes de main de Himmler — il avait chargé les S.S. de saboter notre activité — se faufilaient parmi nous, prenaient l'estrade d'assaut et en un clin d'œil mettaient l'orateur hors de combat. A Brême, Helken eut le bras cassé et reçut deux coups de poignard dans la poitrine et l'abdomen. Je fus un jour assommé à coups de matraque et blessé à l'œil ; je ne dus mon salut qu'à l'intervention de quelques hommes courageux du « Stahlhelm ». Au procès, lorsque je fus confronté avec mes agresseurs, l'un d'eux reconnut qu'il devait m'assassiner mais que, n'ayant pas réussi à couper l'électricité et à plonger la salle dans l'obscurité, il avait dû renoncer à accomplir sa « mission ».

A Itzehœ, eut lieu une bagarre plus sanglante encore. Mon ami Buchrucker qui avait fondé avec moi le Front Noir se trouvait chez le Dr Grantz, un jeune vétérinaire très connu dans le parti pour sa conduite contre les communistes, en 1929, au cours d'une bataille rangée où plusieurs de ses hommes avaient perdu la vie. On l'appelait depuis le « héros de Wörden ». C'était un homme de premier ordre, brave, intelligent, honnête, auquel Hitler, le jour de l'enterrement des victimes de Wörden, avait dit en sanglotant comme à son habitude et en l'embrassant : « Dr Grantz, je n'oublierai jamais cet instant. » Lorsqu'il apprit qu'il y avait eu une rencontre Buchrucker-Grantz, l'auteur de ces paroles historiques hurla cette fois : « Qu'on les fasse disparaître ! » C'était une chose qu'il ne fallait pas dire deux fois à Himmler.

L'attentat ne réussit qu'à moitié. Instruits par l'expérience des méthodes de Hitler, les deux hommes étaient toujours armés et sur le qui-vive. Grantz fut blessé, Buchrucker eut l'os nasal fracturé mais les agresseurs furent mis en fuite. Le sort qui attendait Grantz eût peut-être rendu la mort préférable : il fut jeté en 1933 dans un camp de concentration. On ne trouva jamais le temps d'instruire son procès, ni même de procéder à un interrogatoire. Il fut oublié.

Otto Strasser : à capturer vivant

Tandis que Hambourg, Francfort, Stuttgart étaient le théâtre d'incidents analogues, je notai un changement dans l'attitude de nos ennemis jurés. Si mes amis restaient promis au coup de couteau ou à la balle de revolver, il n'en était plus de même pour moi : je faisais désormais partie de la catégorie « à capturer vivant et en parfaite santé ». Cela compliquait la tâche des chasseurs.

Je me souviens d'une poursuite dramatique à travers la petite ville de Rostock. Je sortais d'une réunion lorsque je me rendis compte que j'étais cerné par une bonne douzaine d'individus. Je sortis mon revolver et sautai dans un taxi qui passait opportunément par-là. Ils prirent d'autres taxis et la chasse à l'homme commença. Chaque fois que je faisais arrêter la voiture devant un café, un restaurant ou une boutique, je voyais trois ou quatre voitures arriver à toute vitesse, trop près pour que j'aie le temps de me perdre dans la foule. Je criai au chauffeur de continuer et nous repartions à toute allure. Tout à coup, j'entendis deux coups de feu venant de derrière nous et le pare-brise vola en éclats : se voyant semés, nos poursuivants tentaient le tout pour le tout. C'en fut trop pour les nerfs du chauffeur qui freina pile, ouvrit la porte et courut se mettre à l'abri. J'en fis autant ; j'avais peut-être une minute d'avance. Je m'engouffrai sous une porte cochère, sonnai. La chance me sourit : le concierge venait juste de verrouiller et m'ouvrit aussitôt.

— Où allez-vous ? me dit-il.

Je n'en savais absolument rien. Je le bousculai, fermai la porte à clef et montai l'escalier quatre à quatre. Je m'arrêtai au deuxième étage, tirai une sonnette au hasard. Miracle, on ouvrit. Je me trouvai devant une femme qui me laissa entrer et alerta la police après que je lui eu expliqué ce qui se passait. Il ne restait plus qu'à attendre la ronde. J'étais là depuis dix minutes lorsqu'une porte donnant sur une pièce voisine s'ouvrit. Une jeune fille de dix-sept ans apparut sur le seuil :

— Heil Hitler ! me dit-elle en guise de bonjour.

— Mademoiselle est hitlérienne ?

— Oui, me dit la femme qui m'avait ouvert et qui devait être sa mère.

La situation ne manquait pas de piquant. Je décidai de risquer le tout pour le tout, me levai, claquai les talons à la façon des officiers et me présentai :

— Otto Strasser, chef du Front Noir.

La petite amazone nazie poussa un cri et devint toute pâle. Je repris :

— Les hommes de Hitler m'attendent devant chez vous. Vous pouvez les appeler ; la police n'a pas encore eu le temps d'arriver.

Elle s'approcha de la fenêtre et l'ouvrit. Elle se pencha, regarda à droite et à gauche puis, se retournant, me dit gravement :

— Ils sont là.

Elle avait peur, cela se voyait. Qu'avait-on pu lui raconter sur les membres du Front Noir ? Je lui contai alors ma fuite à travers la ville, les coups de feu, la fuite du chauffeur de taxi ; elle m'écoutait et son visage devenait dur.

Venant de la rue, nous entendîmes le crissement du frein d'une voiture qui s'arrêtait, des cris, des pas précipités, des voix : « Par ici, arrêtez-les ! »

— La police, dit ma jeune interlocutrice, vous êtes tranquille maintenant.

Elle marqua un temps d'hésitation et ajouta :

— J'espère qu'on les arrêtera tous.

Longtemps, très longtemps je reçus des lettres de la petite amazone de dix-sept ans qui, en quelques minutes, avait cessé d'aimer Hitler.

La guérilla continuait. Cent coups de main furent tentés contre nous, tous furent repoussés. Nous bénéficîions de l'adversité : l'acharnement que mettaient les S.S. à nous abattre rendait notre action populaire. Dès la fin de 1932, le Front Noir, grossi des multiples mécontents, commençait à *représenter une force*¹. J'avais imaginé une nouvelle forme de débat : au cours des réunions publiques, deux adversaires politiques s'affrontaient. Chacun avait un temps de parole déterminé à

1. Il est juste de dire que la S.S. et la S.A. étaient plus fortes encore. Ces organisations comptaient plus de 100 000 hommes en 1930 et ce nombre allait brusquement augmenter.

l'avance, en général dix minutes, après lesquelles il devait céder la parole à l'autre. Puis, ils avaient à nouveau dix minutes pour se répondre. Ainsi, chacun pouvait librement s'exprimer et riposter immédiatement ; en effet il était interdit d'attaquer un ennemi absent et tout auteur de calomnie était automatiquement exclu de la salle. Je trouvai ce système plus équitable car il éliminait l'ascendant affectif que pouvait prendre un orateur s'il était éloquent : nous avions moins besoin d'éloquence que d'idées et de programmes bien élaborés.

Par voie d'affiches, de presse, par tous les moyens dont je pouvais disposer, j'invitai à maintes et maintes reprises Hitler et Goebbels à venir prendre part à une de mes discussions, pour se disculper et s'expliquer. Ni l'un ni l'autre n'accepta jamais.

Hitler s'attaque au chancelier Brüning

Hitler avait autre chose à faire : la lutte pour le pouvoir, par des moyens sournois et sans qu'il fût question de respecter un programme ; par la violence lorsqu'il en était besoin. A Harzburg, vers la fin de l'année 1931, s'était constitué un front des nationaux-socialistes, des pangermanistes, des Casques de fer (dont seule la fraction jeune faisait partie de l'appareil clandestin du Front Noir), des S.A. et du Landbund, sous la direction commune de Hugenberg, Hitler et Schacht. Ils n'étaient d'accord que sur un seul point : le renversement du chancelier Brüning. Ils décideraient ensuite le président-maréchal Hindenburg à constituer un gouvernement de coalition de droite.

Brüning était un homme de grande valeur. Originaire de Westphalie, de bonne souche paysanne, il avait grandi dans un milieu bourgeois. Il n'avait rien d'un déclassé comme Hitler, à qui ses pérégrinations et son origine avaient donné une plus grande combativité. Brüning avait fait des séjours en Angleterre et dans d'autres pays d'Europe et il était ce qu'on peut appeler un « économiste distingué ». Membre d'élite du syndicalisme catholique, officier au front, capitaine de réserve, dans la force de l'âge ; avec ça une tête intelligente et fine, le regard froid et aigu, le front haut et la bouche mince, un

mélange caractéristique de professeur et de militaire.

Je pense que Brüning avait toutes les qualités pour faire le meilleur chancelier depuis Bismarck. Il échoua pourtant, brisé par les conditions de fonctionnement de la république, par les intrigues de couloir, par l'absence de solidarité des députés qui tiraient chacun de leur côté. Il vit bien que les temps exigeaient un gouvernement autoritaire, que les vieux partis se désagrégeaient, qu'une tendance conservatrice était née, en Europe, du besoin de sécurité. Il tenta de faire une alliance entre catholiques et protestants, mais il buta sur le front de Harzburg qui était une entreprise de démolition sans vues positives. Il essaya de gouverner sans le Parlement, uniquement avec l'autorité qu'il tiendrait du président du Reich, mais Hindenburg n'accepta pas.

Néanmoins, il parvint à garder une faible majorité aux élections de 1932, décevant ainsi les espoirs immédiats du triumvirat de la droite. La situation économique redevenait dramatique. En juin 1931, le président des Etats-Unis Herbert Hoover avait bien décrété *un moratoire d'un an*¹ pour toutes les dettes, mais cette mesure était venue trop tard pour l'Allemagne. Un des plus grands établissements financiers, la « Darmstädter und Nationalbank », avait, en juillet, suspendu ses paiements et le gouvernement avait dû fermer, pour tenter d'enrayer la panique, toutes les banques pendant quarante-huit heures.

L'Europe entière était dans une situation économique vacillante et Brüning ne put obtenir aucune aide de l'Angleterre ni de la France pour le rétablissement de sa propre situation. De plus, la France voulait comme préalable à toute discussion la dissolution des Casques d'acier, des S.A., du N.S.D.A.P. et l'expulsion de Hitler. Il était impossible d'agréer à cette demande car la seule S.A. était forte de 400 000 hommes.

En janvier 1932, le nombre des chômeurs dépassait cinq millions et demi, malgré les mesures impopulaires, comprenant des diminutions de salaires et une réduction du budget, que Brüning avait prises en espérant ainsi arrêter l'inflation. C'est pourquoi les sociaux-démocrates ne l'aimaient pas. La

1. Le moratoire fut accordé par Hoover sur la demande instante de Hindenburg. Il suspendait à la fois les dettes des Allemands et celles qui liaient les Alliés.

majorité qu'il obtint fut celle de la peur : lui seul était capable de tenir tête à Hitler, de mettre en échec « l'orateur maniaque de Braunau ».

Hitler candidat aux élections présidentielles

Un curieux renversement des alliances se manifesta à nouveau au moment de l'élection présidentielle, qui suivait l'élection du Parlement. Pour réélire Hindenburg, ce que désirait Brüning, il semblait qu'il faille obtenir les voix du front de Harzburg devenu très puissant. Mais Hitler déclara à Brüning que ses voix iraient au vieux président à condition que celui-ci constituât un cabinet de droite dirigé par... Hitler. Ce que Hindenburg refusa.

L'élection lui fut cependant favorable. Voici pourquoi : pour la première fois de l'Histoire, un maréchal prussien et militariste devenait le candidat de la démocratie allemande tandis que le révolutionnaire Adolf Hitler était soutenu par les éléments réactionnaires de la vieille Prusse.

D'ailleurs, Hugenberg, un des triumvirs, avait manifesté une certaine méfiance au premier tour en ne portant pas toutes ses voix sur Hitler. Hindenburg en eut sa part. Cela ne suffit pas pour assurer sa réélection parce que les communistes présentèrent un candidat en la personne du célèbre Thaelmann. Hindenburg eut 49,6 % des voix, Hitler 30,1 % et le candidat communiste (prenant paradoxalement des suffrages à Hindenburg) 10 % environ.

Au second tour, Hitler disposa de toutes les voix de la droite, soit deux millions de plus qu'au premier tour. Mais Hindenburg fut élu, malgré le maintien de Thaelmann, et ce succès est entièrement à l'actif de la brillante campagne que fit Brüning en faveur du maréchal. Pourtant Hitler avait fait l'impossible pour l'emporter ; il loua un avion, ce qui lui permit de prononcer une moyenne de trois ou quatre discours de dix à quinze minutes dans des villes différentes, par jour. Il eut les plus vastes salles, prononça des discours devant 60 000, 80 000 et même, à Berlin, 200 000 personnes. Tout fut mis en œuvre pour déclencher dans un peuple de soixante millions d'hommes cette « passion hystérique » qui, avait-il dit

dans « Mein Kampf », marque toutes les décisions d'importance mondiale. Mais cela ne suffit pas ; la première campagne électorale à l'américaine en Allemagne fut un échec.

Ce fut à Cobourg, en Bavière, que Hitler, entouré de ses fidèles, apprit sa défaite ; comme d'habitude au moment de l'épreuve ses nerfs le trahirent ; il éclata en sanglots. A la veille du second tour il avait déclaré : « Cette fois c'est la bonne ! »

Il n'eut pas le temps de remâcher sa défaite : le 24 avril devaient avoir lieu les élections du Landtag de Prusse, qui ne comprenait que six nationaux-socialistes, avec Wilhelm Kube à leur tête.

Hindenburg dissout les S.A. et les S.S.

De plus, Brüning croyait le moment venu de détruire la S.A., danger pour le gouvernement et pour les bonnes relations internationales. Sans la S.A., le N.S.D.A.P. serait « appri-voisé » plus facilement et il deviendrait possible de l'associer aux affaires de l'Etat : le N.S.D.A.P. était tout de même numériquement le second parti d'Allemagne et il était beaucoup plus sûr de ne pas le laisser dans l'opposition. Hindenburg se fit prier pour signer la loi d'urgence mais finit par l'approuver ; le 13 avril 1932 la police entra en action dans toute l'Allemagne. Les S.A., les S.S., leurs états-majors, leurs écoles de cadres, la S.A. Reserve, le N.S.K.K., les unités motorisées et sanitaires, les sections de marine, de cavalerie, de transmissions et du génie, tout cela fut dissous et tous les dépôts de matériel fermés.

Le général Gröner qui avait pris ces mesures avec Brüning fut critiqué par toute la droite et l'armée, unanimement. Mais l'efficacité de la mesure fut très diminuée à cause de Röhm qui savait fort bien camoufler ses organisations clandestines et cacher ses armes.

Le 16 avril Hitler commença sa deuxième tournée électorale aérienne en vue des élections des Landtage en Prusse, Bavière, Wurtemberg, Anhalt et Hambourg. Il passa par un grand nombre de villes et de localités, en avion et en voiture, sillonna le pays de long en large : cette fois, le succès ne se

déroba pas et l'argent ne fut pas dépensé en pure perte. Les bourgeois bailleurs de fonds purent s'estimer satisfaits : le N.S.D.A.P. obtint huit millions de suffrages en Prusse, y devenant le parti le plus puissant. Il acquit 43 sièges sur 128 en Bavière, 23 sur 80 au Wurtemberg, 51 sur 160 à Hambourg, 15 sur 36 dans l'Anhalt. Le nombre de *ses membres inscrits*¹ dépassa le million. Brüning, le vainqueur de la veille, perdait peu à peu son autorité. Les junkers de Prusse, les hobereaux, toujours puissants, faisaient savoir à Hindenburg que le chancelier, par ses mesures nouvelles, conduisait l'Allemagne au bolchevisme.

Par contre Hugenberg et Schacht commençaient à ne plus tellement tenir à l'avènement de Hitler qui, depuis ses derniers succès, se détachait nettement d'eux et retombait dans ses idées révolutionnaires. C'était l'éternel jeu des dupeurs et des dupés, Hitler y était devenu très fort.

Brüning, mis en minorité, désavoué par le président, n'avait plus qu'à donner sa démission. D'autant que son ministre de la Guerre, le général Gröner, s'était mis dans un mauvais cas en épousant *in extremis* sa secrétaire qui lui donna un enfant deux mois plus tard. Des amis bien intentionnés, dont Oskar, fils de Hindenburg, ne manquèrent pas de rapporter le fait et le malencontreux surnom dont des plaisantins avaient affublé le nouveau-né : Nurmi, du nom d'un recordman du demi-fond. Ce genre de ragot déplaisait souverainement au vieux militaire. Kurt von Schleicher était d'ailleurs derrière toutes ces manœuvres, lui qui se voyait très bien supplantant Gröner. Pendant ce temps, Röhm prenait des contacts avec l'armée et avec Schleicher pour faire resurgir au grand jour sa S.A. Les officiers de l'état-major, s'ils n'aimaient pas beaucoup les « soldats politiques », admiraient en techniciens Röhm, l'organisateur génial.

Hugenberg avait trouvé un nouveau candidat en la personne de Franz von Papen, capitaine de hussards, ancien attaché d'ambassade, aventurier sans scrupules mais richement marié, ayant de bonnes relations dans l'industrie lourde, propriétaire du grand journal catholique « Germania », prussien

1. Les progrès du parti avaient d'abord été constants : 27 000 inscrits en 1925, 40 000 en 1926, 72 000 en 1927, 108 000 en 1928 178 000 en 1929. Puis ce fut le bond de 1931 et de 1932.

et catholique, de bonnes manières, amusant : un candidat qui ne pouvait que plaire à Hindenburg également. Hitler se résigna à promettre à Hugenberg de le soutenir aux élections. « Une fois encore Hitler est maté », constata Hugenberg.

Mais restaient les élections du Reichstag, après la démission de Brüning et la nomination de von Papen ; ces élections, le N.S.D.A.P. les gagna le 31 juillet 1932, en remportant deux cent trente mandats. Toute la combinaison organisée à la fois par Schleicher, la camarilla de Neudeck, le « Club des Seigneurs », pour que le cabinet von Papen devienne une véritable dictature au profit de la droite réactionnaire se trouvait détruite. On ne pourrait gouverner contre plus de 30 % d'Allemands, c'est-à-dire contre Hitler.

La nuit suivant les élections, les S.A., croyant venu le temps d'agir, se livrèrent à d'atroces excès à Königsberg. Quelques jours plus tard, on apprit que des assassinats politiques avaient été commis en Silésie. A Potemba, des S.A. piétinèrent à mort l'ouvrier Pietrzuch en présence de sa mère. Les hobereaux n'avaient pas imaginé ainsi l'appui nazi et prirent soudain peur : le nouveau ministre de la Guerre, von Schleicher, fit dire qu'il ferait tirer sur les S.A. et von Papen rétablit la peine de mort pour crime politique. Hitler, non seulement se proclama solidaire des S.A. condamnés à mort, mais exigea, pour couvrir les agressions qui continuaient de toutes parts, trois jours sans contrôle pour son armée privée. C'était la condition de son soutien au cabinet von Papen. Les S.A. chantaient dans toutes les rues : « La rue appartient aux bataillons bruns... »

Il leur fallait pouvoir assassiner en toute impunité leurs ennemis au cours des élections. Les laisser vivre était pour eux un scandale ; la liberté des S.A. était la mort des anti-nazis.

Devant la demande énorme de Hitler, von Papen ne réussit pas à tergiverser et ne put que se dérober : que Hitler aille voir le président.

Hitler chez Hindenburg

Le 13 août, à cinq heures de l'après-midi, Hitler, accompagné

de Frick et de Röhm, se présenta au président du Reich.

Le vieillard est appuyé sur sa canne ; les sourcils froncés, il regarde les trois hommes qui s'avancent vers lui. Avoir amené Röhm est une erreur : Hindenburg le déteste pour ses mœurs contre nature. D'ailleurs Frick ne lui dit rien qui vaille non plus et il ne voit en Hitler que « le caporal de Bohême ». (Il n'admettra jamais la nationalité autrichienne de Hitler ; nationalité dont il vient d'ailleurs de changer. Il a gagné automatiquement la qualité d'allemand, d'autant plus facilement qu'il a combattu dans un régiment allemand.)

— Vous réclamez le pouvoir ? dit le maréchal. Je ne vois que le portefeuille des Postes à vous offrir. Et la vice-chancellerie. Hitler veut parler. Le président ne lui en laisse pas le temps. C'est une « engueulade » que reçoit le Führer, comme s'il était encore à l'armée ou à l'école. Hindenburg le traite de parjure car il avait promis de soutenir le cabinet von Papen sans y mettre de condition.

L'audience ne dure pas dix minutes. Les nationaux-socialistes se retirent la tête basse, tandis que Hindenburg, la canne levée, grommelle en les suivant jusqu'à la porte :

— Que des actes de violence comme les derniers ne se renouvellent pas !

On croirait voir Frédéric-Guillaume, le roi-sergent, celui qui avait l'habitude de « bastonner » lui-même ses sujets rebelles.

Ainsi, la voie des prétentions de Hitler se trouva barrée. Sur le plan international, von Papen assista à la conférence de Lausanne, où il remporta un succès très important pour l'économie allemande : l'abolition des réparations de guerre sous réserve du paiement d'un solde de trois milliards de marks dans *un délai de trois ans*¹. Mais ce succès était en réalité celui de Brüning maintenant écarté du pouvoir.

Cependant le mouvement qui avait grossi les rangs du national-socialisme ne se trouva ralenti ni par le refus de Hindenburg ni par le succès de la conférence de Lausanne

1. L'Allemagne ne tint même pas les engagements pris à Lausanne. Au total, sur des réparations fixées en 1921 à 132 milliards de marks, elle en paya moins de 23 milliards.

aux effets lointains. Et la meilleure preuve de sa puissance lui fut donnée lors du procès de Beuthen, qui jugeait les meurtriers de Potemba. La peine de mort demandée fut commuée, sans raison de droit, en une peine de prison.

Du point de vue tactique, Hitler avait décidé d'en revenir une fois encore aux méthodes légales et parlementaires. Gœring, représentant le parti le plus puissant, avait été nommé président de l'assemblée parlementaire. On put voir alors les nationaux-socialistes, au Reichstag, défendre les institutions de la république de Weimar, Gœring se faire le porte-parole de la démocratie, les communistes s'allier aux nationaux-socialistes. La scène grotesque de la séance inaugurale du nouveau Reichstag, le 12 septembre 1932, est à raconter tant elle illustre l'étrange confusion politique qui régnait alors.

Comme il se doit, ce fut le doyen d'âge qui prononça le discours inaugural. Or le doyen était la camarade Clara Zetkin, député communiste, qui lut une déclaration signée à Moscou : elle proclama pour très bientôt l'Allemagne soviétique. Aussitôt après, Hermann Gœring fut élu président du Reichstag avec les voix du centre catholique : c'était la coalition noire-brune.

Les communistes présentèrent alors un projet de résolution exigeant l'abolition immédiate de tous les décrets-lois existant. C'était y aller un peu fort. Les catholiques, respectant la tradition parlementaire, se prononcèrent pour un grand débat sur le sujet. Les nazis hésitèrent et réclamèrent une suspension de séance. Gœring fit téléphoner à Hitler et demander des instructions. Hitler, pour se venger de von Papen, déclara qu'on devait accepter la discussion de la résolution communiste. Gœring fit donc passer au vote. Von Papen semblait tout à fait dépassé par ces événements incroyables.

Puis il se ressaisit et fit signe au président avec sa serviette rouge, la fameuse serviette rouge qui, selon l'usage, contenait le décret de dissolution du Reichstag. Mais Gœring était un nazi et il n'était pas décidé à se laisser faire. Il avait reçu de son Führer l'ordre de défendre le parlementarisme et il le fit comme si c'était sa conviction la plus sacrée. Quand il vit le décret de dissolution sous ses yeux, sur sa table, il le repoussa. Papen le lui tendit de nouveau, Gœring le repoussa

encore. Ce n'est qu'après le résultat du vote qu'il lut le décret de dissolution. Mais il ajouta que le gouvernement avait été battu par 512 voix contre 42, avant proclamation du décret de dissolution. Celui-ci était donc nul.

Gœring se leva alors et s'écria :

« Je suis fermement résolu à défendre la dignité du parlement et les droits de la représentation légale du peuple allemand qui, conformément à la constitution, doit continuer sa mission. »

Emotion admirative sur les bancs de la gauche ! Le parti national-socialiste, poussé par la « base des masses », était tout de même fidèle au peuple. Gœring était un nouveau collègue, gardien convaincu de « l'ordre du jour ». Peu de gens parmi les présents comprirent qu'ils venaient en réalité de participer à la comédie la plus grotesque de la triste histoire du parlementarisme allemand.

Finalement, Hindenburg dissout tout de même le parlement et de nouvelles élections furent fixées au 6 novembre 1932. Mais Papen dut démissionner et fut remplacé par Schleicher. Les loups se mangeaient entre eux alors qu'ils auraient eu intérêt à s'unir.

Les projets du général von Schleicher étaient fort simples : il désirait garder les idées bonnes et utiles du national-socialisme tout en écartant Hitler : un gouvernement reposant sur la Reichswehr, sur les syndicats ouvriers et sur les intellectuels. C'était l'époque où mon frère Gregor prononça un grand discours sur l'aspiration anticapitaliste du peuple allemand. Les sociaux-démocrates prêtèrent également l'oreille, voyant là l'indication d'une orientation nouvelle possible. Schleicher proposa à Gregor de le seconder ; grand organisateur national-socialiste et connu pour sa tendance très socialiste, il avait toutes les qualités requises.

Grégor hésita : s'il acceptait d'être vice-chancelier, ou un jour chancelier, ne trahissait-il pas Hitler ? Ce fut Hindenburg qui lui répondit en disant :

« Je vous jure sur l'honneur que le caporal de Bohême ne sera jamais chancelier. »

Gregor alla voir Hitler à Munich et lui fit part à la fois des propositions de von Schleicher et des déclarations de Hinden-

burg. Hitler hésita à se prononcer puis accepta en principe que Gregor devienne vice-chancelier. Il promit de venir à Berlin le 8 décembre suivant pour mettre au point avec lui les détails d'un cabinet nouveau.

Assuré du consentement d'Adolf Hitler, Gregor proposa à Schleicher un collaborateur, le chef des syndicats libres d'Allemagne, M. Leipart. Le rapprochement entre Gregor et Leipart avait fait suite au grand discours de principe qu'avait prononcé mon frère. Le chef des syndicats avait répondu en accordant pour la première fois une grande importance à la question nationale. Entre le national-socialiste qui affirmait sa vocation anticapitaliste et le syndicalisme qui prônait le nationalisme contre l'internationalisme, il n'y avait en vérité plus de fossé et cette alliance aurait pu marquer une nouvelle ère dans la politique allemande.

Mais les junkers s'émurent. Pourquoi avoir renversé Brüning si le gouvernement s'orientait à nouveau vers la gauche ?

En même temps, Hugenberg et Schacht firent marche arrière et reprirent les relations avec Hitler ; von Papen se joignit à eux. Ils craignaient que Hitler ne recommence de façon suivie l'alliance qu'il avait mise sur pied par l'intermédiaire de Gœbbels, au moment d'une grève des transports à Berlin, avec les communistes. En réalité ils n'avaient rien à craindre, ce n'était qu'une manœuvre ; mais elle réussit. La réconciliation eut lieu à Cologne dans la maison du banquier israélite Schröder, qui devait plus tard financer le national-socialisme... Autant chez Gregor on sentait une volonté d'union sérieuse, autant Hitler jouait le jeu pervers des manœuvres en coulisse. Ce fut pourtant Gregor qui fut accusé de duplicité. A Cologne, Hitler répondit aux promesses de ses interlocuteurs par cette objection :

— Je ne pourrai pas devenir chancelier tant que le vieux président vivra.

— Ce n'est pas, répondit Papen, ce que m'a fait entendre mon ami Oskar Hindenburg, son fils.

Hitler accuse Gregor de duplicité

Papen mentait, mais Hitler se laissa prendre et sentit une colère folle monter contre Gregor. Quelques jours plus tard une explication violente eut lieu entre les deux hommes. Gœring et Gœbbels ne firent rien pour calmer les esprits : autant que les von Papen et les Hugenberg, ils craignaient Gregor Strasser et les possibilités immenses d'un accord avec les syndicats. Ils profitèrent de l'occasion pour discréditer Gregor personnellement. Gœring affirma :

— Gregor Strasser veut le pouvoir pour vous évincer et vous abattre ensuite.

Hitler ne montra pas moins de crédulité qu'avec von Papen et répéta toutes ces calomnies inventées par ses deux séides qu'un gouvernement Schleicher-Strasser-Leipart mettrait inmanquablement sur une voie de garage.

Gregor, qui avait toujours refusé d'appeler Hitler « mon Führer » mais l'avait toujours servi avec une fidélité exemplaire, au point qu'il m'avait laissé partir seul, questionna le fou qui gesticulait devant lui :

— Me croyez-vous capable d'une chose pareille ?

— Oui, hurla Hitler, oui, je le crois, j'en suis sûr, j'en ai toutes les preuves.

Gregor ne dit plus rien. Il quitta la chambre de Hitler sur-le-champ. Le soir même il se démettait de toutes ses fonctions, renonçait à son mandat de député et partait avec sa famille dans le Sud.

Cependant, il ne démissionna pas du parti, il ne renonça pas à la lutte ; encore une fois il y a l'idée, encore une fois il y a cet homme. Même s'il vient de le méconnaître et de le trahir en l'accusant à tort. Ce n'est pas le moment de lâcher le parti.

Le N.S.D.A.P. perd des voix

En effet, depuis les élections du 6 novembre, tout va mal. Le national-socialisme a perdu *deux millions de voix*¹. Les com-

1. Cela correspondait à une perte de 34 sièges au Reichstag.

munistes et la réaction sont vainqueurs ; à l'étranger, un grand chef socialiste déclare que c'en est fait du national-socialisme et de Hitler.

Les deux millions de voix sont allées en partie vers von Papen et ce qu'il représente, pour une dizaine de milliers d'entre elles. Mais la plupart sont allées vers le communisme — ce sont des anarchistes qui voient dans le communisme un destructeur plus radical, plus efficace que le parti national-socialiste. De plus, il y a eu un million et demi d'abstentions : on est fatigué des consultations électorales incessantes. Au total une année de travail, de tournées, de propagande pour rien.

Et puis aussi, plus d'argent. Tant que Hitler connaît des succès il a du crédit ; les banques lui ouvrent des comptes, les imprimeries, les marchands de drap ou d'armes accordent à l'intendance des S.A. et des S.S. tous les crédits possibles. On remboursera lorsqu'on aura pris le pouvoir.

La défaite électorale change tout. Si le clan von Papen-Schleicher (celui-ci étonne un peu et est considéré comme un intrigant à cause de sa largeur de vues) a pris les rênes, à quoi peut encore bien servir Hitler ?

Le parti a douze millions de marks de dettes. Dans son journal intime, Gœbbels écrit à la date du 11 novembre 1932 : « J'ai reçu un rapport sur la situation financière des organisations de Berlin, elle est tout à fait désespérée ; rien que des dettes, le vide dans les caisses, des engagements qu'on ne peut tenir, car il est absolument impossible après cette défaite de trouver de l'argent. »

Le Front Noir avait prévu cette défaite ; les accords passés à tort et à travers, pour des motifs uniquement électoraux, ne pouvaient durer que le temps d'une élection. Mon analyse se révéla juste et nous pûmes nous servir des affiches commandées quinze jours avant le scrutin, représentant les soldats de Napoléon revenant de Russie. Hitler était au premier plan, coiffé d'un bicornes. Le texte rappelait le fameux communiqué de l'Empereur après la Bérésina : « L'armée est battue, la santé de Sa Majesté est meilleure que jamais. »

Ces affiches furent très remarquées ; il est dommage, encore une fois, que le Front Noir n'ait pas disposé d'une organisation plus ancienne, comprenant une représentation

électorale. Nous avions un chef de file éminent en la personne de mon frère. Et je suis certain que Hitler crut d'autant plus facilement aux calomnies de Gœbbels et de Gœring qu'il voyait l'étoile de Gregor briller de plus en plus alors que la sienne se faisait clignotante.

La désagrégation du parti continuait. On voyait des centaines de S.A. mendier dans les rues la subsistance que le parti ne leur assurait plus. Les fonctionnaires du parti refusaient de travailler, ils avaient perdu toute confiance en Hitler et en sa victoire. Pour une opposition digne de ce nom le coup décisif pouvait être donné à ce moment. Mais il n'y avait pas d'opposition digne de ce nom. C'est une chose remarquable en Histoire : pour un mouvement qui se trouve en pleine ascension et qui ne peut encore remplir pleinement son rôle, tout ce qui arrive le sert d'une manière ou d'une autre. Il faut qu'il fasse son « temps ». Ainsi les folies et les imprudences de Bonaparte en Egypte ou à Marengo le conduisent au Consulat et à l'Empire ; et, alors qu'il n'a jamais été aussi génial que pendant la campagne de France de 1814, Napoléon ne put éviter de terminer à l'île d'Elbe. Hitler n'est pas encore premier Consul.

Même un homme fin et manœuvrier comme von Schleicher peut se tromper. Il se trouvait au palais de la Chancellerie, avec von Papen :

— Est-il vrai que tu conspires contre moi avec Hitler ?

— C'est faux, répond von Papen.

— Franz, réfléchis, peux-tu me donner ta parole d'honneur ?

— Je te donne ma parole d'honneur, dit solennellement le capitaine de hussards von Papen.

Schleicher, muet d'indignation, ouvre son portefeuille et jette sur la table une photographie représentant Hitler, von Papen et Schröder en conversation devant la maison du financier.

Papen tente une explication mais Schleicher l'arrête :

— Il suffit, je sais à quoi m'en tenir.

Le soir, le général voit Gregor qui est sur le point de partir ; il est moins blessé des agissements de Papen à son égard que de la fausse parole d'honneur :

— Un officier, vous comprenez, un officier allemand, répè-

te-t-il, j'en rougis pour notre armée.

— Que comptez-vous faire ?

— Rien. Tout ce que j'entreprendrais pourrait paraître une vengeance personnelle. Je ne crains pas leurs intrigues.

Ce scrupule honore von Schleicher mais il a tort d'être si sûr de lui. Les attaques personnelles c'est lui qui va les subir. Oskar von Hindenburg, un des plus grands intrigants de la clique, attira l'attention de son père sur les mœurs trop libres, les amours scandaleuses du chancelier von Schleicher. L'esprit du vieux président était d'autant plus préparé à recevoir les insinuations et les médisances sur le chancelier que le discours du quinze novembre dans lequel il avait fait une profession de foi de « général social » avait effrayé non seulement les capitalistes, mais encore le vieil homme.

Désormais les jours de Schleicher à la tête du gouvernement *étaient comptés*¹. Il ne s'en aperçut que le 28 janvier 1933 mais il était déjà trop tard. Le 26, j'avais dîné avec une journaliste française, Madame Geneviève Tabouis, dans un restaurant Unter den Linden. « Rien à craindre, m'affirma cette charmante femme, je sors de chez Schleicher, il m'a dit qu'il tenait Hitler dans sa main.

— Eh bien ! répondis-je en riant, s'il le tient si bien, qu'il serre fort, avant qu'il ne soit trop tard. »

En effet, Hitler a recouvré son efficacité et sa combativité en retrouvant de l'argent. Comment ? A la suite de la rencontre von Papen-Hitler-Schröder qui a eu lieu le 4 janvier. Gœbbels le dit dans son « Journal », sans mentionner que Schröder était là. En effet Schröder est juif. Pourquoi la haute finance et la grande industrie aident-elles à nouveau Hitler ? Parce que les tendances socialistes de Schleicher font encore plus peur aux conservateurs sans imagination que Hitler. Résultat immédiat ? Il y a eu des élections le 15 janvier dans le petit Etat de Lippe-Detmold. Les nazis, au lieu de 34 %, atteignent 40 %. Ce qui donne encore plus de force à la campagne contre Schleicher : en un mois du gouvernement de ce général progressiste, Hitler a apparemment regagné les voix qu'il avait perdues en six mois de gouverne-

1. Schleicher a pu déclarer à François-Poncet : « Je ne suis resté au pouvoir que 57 jours et j'ai été trahi 57 fois. »

ment von Papen. Hindenburg finit par prendre sa décision :

— Cela ne peut plus durer ainsi, estime-t-il, que Schleicher, ce général rouge démissionne et qu'on rappelle von Papen, qui sait gouverner à la prussienne. Au besoin, j'accepterai que Hitler soit vice-chancelier.

Papen, Hitler, Hugenberg, Seldte, chef des Casques d'acier, et Düstenberg se réunissent au cours de la nuit suivante. Lorsqu'il apprend qu'on ne lui offre que la vice-chancellerie, Hitler proteste. « Je serai chancelier, dit-il, ou bien je refuserai de soutenir le nouveau cabinet. » Mais Hugenberg ne veut pas en démordre :

— Papen a la confiance du maréchal, il a également notre confiance : ce sera lui !

Oskar von Hindenburg vient se mêler à la conversation. Hitler est seul contre tous, il s'exaspère, sa voix chevrote, ses yeux s'embuent. Personne ne s'aperçoit que von Papen a quitté la réunion. Hitler hurle : « Je ne tolérerai pas qu'on me tienne à l'écart ! » Papen revient, très calme, et lui murmure quelques mots à l'oreille. Hitler se tait et retrouve une certaine sérénité. A l'aube, M. von Alversleben fait irruption dans la salle :

— Il faut agir vite, Schleicher refuse de démissionner ; il a mobilisé la garnison de Potsdam qui est prête à intervenir sous les ordres de Hammerstein.

Affolement général ; Hugenberg et Seldte ne craignent rien tant qu'une dictature rouge appuyée sur des militaires. Prévenu, le vieux président s'affole aussi, on rappelle Blomberg qui est à Genève et on lui ordonne de se présenter directement à Hindenburg, les ministres tremblent et s'interrogent. Seul von Papen sourit en cachette ; seul, Hitler affiche une mâle résolution : il a donné l'ordre au comte Helldorf, le chef des S.A., d'alerter ses hommes. Il est le maître de la situation ; mais cette situation n'a-t-elle pas été créée pour qu'il en soit le maître ? Potsdam, n'est-ce pas un faux bruit ? Tout cela n'est-il pas monté pour mettre Hitler au premier rang, forçant ainsi la main de Hindenburg ?

C'est ne pas tenir compte de von Papen et de ses ambitions ? Au moment où il va redevenir chancelier, il ne va pas s'effacer volontairement derrière Hitler ? Si, justement, et pour deux raisons. La première est qu'il est certain de pouvoir tenir

les rênes, même en étant vice-chancelier : il a une expérience que le petit Hitler ne possède pas. La seconde, qui est la plus importante, est qu'il n'ose pas prendre ouvertement et immédiatement le poste qui prouverait à Schleicher que Papen s'est vraiment parjuré lorsqu'il a prétendu qu'il n'y avait pas complot entre Hitler et lui.

Hitler nommé chancelier du Reich

Le 30 janvier 1933, Hitler, Frick et Gœring se rendent chez le président. Les cloches sonnent midi. Ils ont une heure de retard. Hitler assure le maréchal qu'il le servira aussi fidèlement qu'il l'a fait lorsqu'il était soldat. Hindenburg est ému, le gouvernement prête serment, le président déclare : « Et maintenant, messieurs, en avant avec l'aide de Dieu ! » Hitler est chancelier du Reich, le plus légalement du monde, comme il se l'est promis depuis Landsberg. Il a usé de tous les alliés et les a tous trahis successivement. Il a voulu le pouvoir, il l'a. Il dit lorsqu'il prend, l'après-midi, possession de la Chancellerie : « Aucune puissance au monde ne pourra plus me faire sortir vivant d'ici. » Tout le monde est prévenu.

Reste maintenant à affermir son autorité, à lui donner une force telle qu'il deviendra indéracinable. Gœbbels et Gœring vont être mis à contribution et créeront l'incident nécessaire. Cet incident, c'est l'incendie du Reichstag.

A Prague mon journal, que j'ai déjà replié, titre le jour même de la prise de pouvoir : « Hitler et Gœring, c'est la guerre. » Toutes les guerres, à commencer par les guerres civiles.

VIII

L'incendie du Reichstag

L'incendie du Reichstag / Gœbbels instigateur probable / Représailles, arrestations, chasse aux communistes / Le procès de van der Lubbe / Hindenburg signe les décrets qui légalisent la dictature / Otto Strasser est pourchassé / Ouverture du Parlement à Potsdam.

Le 27 février 1933, neuf heures du soir. Hitler « dîne » chez Gœbbels, au domicile privé de celui-ci. Le repas fini, on écoute de la musique.

Dans les rues de Berlin retentissent les avertisseurs des voitures des pompiers qui traversent à toute allure le quartier de la Chancellerie et se dirigent vers le Zoo.

Neuf heures et quart, le Dr Hanfstaengl, qui a les fonctions de chef de la presse étrangère, téléphone chez Gœbbels :

— Le Reichstag brûle !

Gœbbels écrira dans son « Journal » : « Je refusai tout d'abord de le croire. » Hanfstaengl se trouve chez Gœring, il insiste. On décide d'aller voir.

Près du Zoo, des milliers de badauds se sont rassemblés ; la place est cernée par un cordon de police. Lorsque Hitler et Gœbbels arrivent sur les lieux la coupole de verre est effondrée et d'énormes flammes en jaillissent. Les policiers ont déjà arrêté un homme. Il s'appelle Marinus van der Lubbe, il

a dans la poche une carte de membre du parti communiste. C'est le Dr Rudolf Diels, chef de la police politique qui l'annonce. Gœring et von Papen sont déjà là. Ils insistent sur le fait que van der Lubbe a été arrêté sur les lieux mêmes, et qu'il a avoué.

Je me trouve au même instant à la gare d'Anhalt, je vois des lueurs dans le ciel ; je demande à mon chauffeur de taxi ce qui se passe.

— Les nazis, me répond-il, indifférent, ont incendié le Reichstag.

On éteint l'incendie et le cortège Diels, Hitler, Gœring et Goebbels pénètre dans les ruines fumantes. La grande salle des séances flambe toujours. Gœring dit, d'une voix tranchante, que c'est là le début d'un soulèvement communiste. Hitler ne répond pas tout de suite. Il regarde fixement la mer de flammes, le visage empourpré à la fois par la chaleur et l'excitation. Soudain il hurle :

Représailles

— Il n'y a aucun ménagement à garder. Tous les dirigeants communistes doivent être fusillés, tous les députés communistes pendus cette nuit même. Il faut arrêter tous ceux qui sont en rapport avec les communistes.

Cette réaction est logique : le 24 février, la police de Gœring a fait une descente à la Karl Liebknecht Haus, le quartier général communiste à Berlin. Les locaux ont été abandonnés par les leaders entrés dans la clandestinité ou partis pour Moscou depuis la prise de pouvoir nationale-socialiste. Cependant les policiers trouvent dans les caves des masses de brochures, comme au cours des précédentes perquisitions et, en plus, fait nouveau, *des « documents »*¹ prouvant que le parti est sur le point de déclencher la révolution.

Dans les caves d'un local abandonné depuis plusieurs semaines, à la deuxième perquisition, ou à la troisième, on ne sait pas. Ces documents n'étaient-ils pas là à la première ?

1. Le régime nazi avait promis de publier ces documents prétendus irréfutables. En fait, il s'en garda bien.

Comment y seraient-ils venus puisque le parti s'enfonce dans la clandestinité et déserte ce siège trop connu ? S'ils y étaient, ces « documents », comment ne les a-t-on pas trouvés ? De toute façon, comment un parti, organisé comme l'est le parti communiste, avec des cadres préparés au secret, commettrait-il une erreur pareille ? On se le demande.

On se le demande tellement que le public et même certains conservateurs, du gouvernement accueillent la nouvelle avec un grand scepticisme.

Qu'importe, dès que Hitler, devant les flammes, a prononcé ses paroles historiques, Gœring met sa police en état d'alerte. Les listes sont prêtes ; depuis le gouvernement de Braun-Severing, on sait exactement où il faut frapper. La nuit même, 4 000 militants sont jetés en prison : cette promptitude est admirable, après un événement aussi inattendu ! On en profite aussi pour arrêter des socialistes, occuper des maisons syndicales et des imprimeries de la social-démocratie.

On se pose quelques questions, au sujet de l'incendie lui-même. Comment van der Lubbe a-t-il pu déchaîner un incendie aussi total, en si peu de temps ? Pourquoi ne tient-on pas compte du fait que van der Lubbe déclare avoir agi seul ? Pourquoi n'y a-t-il pas au moins une enquête, avant de déterminer les responsabilités ?

On pourrait également poser des questions au Gruppenführer S.A. Karl Ernst, l'ancien chasseur d'hôtel, sur son emploi du temps cette nuit-là. Que faisait-il dans le palais du président du Reichstag Gœring, avec quelques hommes triés sur le volet ? Que faisait-il un peu plus tard avec les mêmes hommes, dans le souterrain construit pour faire passer les canalisations de chauffage central qui vont du palais au bâtiment du Reichstag ? Que portaient-ils ?

Le témoignage des experts, au procès, sera formel : l'incendie a été allumé avec des quantités considérables de produits chimiques et d'essence. Un seul homme n'a pu les apporter tout seul, un groupe se serait fait voir, sauf s'il n'était pas passé par les entrées. Or le souterrain débouche directement dans les sous-sols.

Une seconde conclusion des experts est qu'il y a eu plusieurs foyers, allumés simultanément. Cela va pour un groupe, pas pour van der Lubbe tout seul.

Mais à ce procès, van der Lubbe sortira de temps à autre de son abrutissement ; car ce « terroriste désigné par le parti communiste pour accomplir une audacieuse mission, signal d'une révolution » est un personnage à demi aveugle, incapable de lire, fort comme un Turc mais nourri de slogans, un chômeur venu de Hollande à pied, un hurluberlu qui un jour s'est présenté pour la traversée Calais-Douvres à la nage sans même savoir qu'il faut, pour concourir, être accompagné d'une barque. Il sortira de son abrutissement pour laisser entendre qu'il y en avait d'« autres ». Il ne sait pas lesquels. Des communistes ? Pourquoi ne les connaîtrait-il pas alors ? Pourquoi ne les aurait-on pas retrouvés ? Pourquoi n'y aurait-il pas eu une préparation comme dans une opération de commando ?

En réalité *il y a eu préparation de l'opération*¹, mais par les S.S. Et van der Lubbe est un bouc émissaire ; homosexuel, est-il entré en rapport par les milieux de la jeunesse dévoyée de Berlin, avec les chefs de la S.A., eux-mêmes homosexuels ? L'ont-ils employé comme agent provocateur ? Goering exige sa pendaison immédiate : il ne faut pas qu'il parle et, malgré sa faiblesse intellectuelle, il ne manquerait pas de parler lorsqu'il se verrait chargé de tout. Mais les faits sont trop graves, on ne peut éviter le procès ; pour faire taire van der Lubbe, on le droguera.

Inculpation des communistes

Pour meubler le banc des accusés, Goering inculpe également le député communiste Torgler, qui est sorti un des derniers du Reichstag le jour de l'incendie. On le recherche, on met sur pied tout un dispositif, on diffuse son signalement ; hélas ! Torgler se présente lui-même à la police, dès qu'il apprend que son nom est mêlé à l'affaire.

Quelques jours plus tard on arrêta Georgi Dimitroff, un communiste bulgare qui devint plus tard Premier ministre de

1. La thèse exposée ici par Otto Strasser, qui est aussi celle de W.L. Shirer, a été contestée par certains historiens qui croient à la seule culpabilité de van der Lubbe, notamment après l'enquête publiée dans « Der Spiegel » par le journaliste allemand Tobias.

Bulgarie et deux autres communistes bulgares, Popov et Tanev. On tenait maintenant cinq « coupables ».

Si l'on considère l'incendie du Reichstag sous l'angle de son utilité, on s'aperçoit que, autant il était directement contraire à l'intérêt des communistes, autant il était favorable à celui du gouvernement en place.

D'ailleurs, il n'y eut pas un instant d'hésitation chez les observateurs étrangers : tout cela sentait la machination. Dès le 4 mars, André François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, apprit par l'ambassade d'U.R.S.S. l'existence du souterrain par lequel étaient venus Ernst et ses sbires. Les Russes tenaient ce renseignement d'un membre de la Reichswehr qui craignait que cette attaque contre les communistes ne se prolongeât par la rupture des relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. Or, à l'époque, il y avait une importante coopération militaire entre les Allemands et les Soviétiques et nombre d'officiers voyaient en leur voisin de l'Est un allié traditionnel. André François-Poncet pouvait dire : « Personne, à l'heure actuelle, sauf en Allemagne, ne doute plus que le Reichstag n'ait été incendié par une douzaine d'hommes des milices brunes... »

Le procès

Le procès devant la cour suprême de Leipzig se solda par une sorte de fiasco pour les nazis et surtout pour Gœring, que Dimitroff, qui plaidait lui-même sa cause, amena facilement à se ridiculiser au cours d'une série de mordants contre-interrogatoires. Ce fragment de dialogue est éloquent :

Le juge (s'adressant à l'officier de police) : Emmenez-le.

Dimitroff (emmené par le policier) : Vous avez peur de mes questions, monsieur le ministre ?

Gœring : Attendez d'être sorti de cette salle, canaille.

Torgler et trois Bulgares furent acquittés mais le leader communiste allemand fut aussitôt placé « sous la protection de la police » et il resta dans un camp de concentration jusqu'à sa mort pendant la guerre.

Van der Lubbe fut déclaré coupable, condamné à mort ; la

presse annonça qu'il avait été exécuté. Mais lorsque sa famille réclama le corps, on ne put jamais le lui donner.

Le secret fut cependant très bien gardé et on ne put jamais obtenir de révélations complètes. Gœring, au procès de Nuremberg, *nia jusqu'au bout*¹ avoir joué un rôle dans l'incendie du Reichstag. Par contre Halder, chef de l'état-major général allemand au début de la Seconde Guerre mondiale, rappela une phrase de Gœring. « A un déjeuner pour l'anniversaire du Führer en 1942, la conversation vint à rouler sur le bâtiment du Reichstag et sur sa valeur artistique. J'entendis de mes propres oreilles Gœring interrompre la conversation en criant : « Le seul qui connaisse vraiment le Reichstag, c'est moi parce que j'y ai mis le feu ! » Sur quoi, il se tapa violemment sur les cuisses. »

Après la guerre, les services américains et anglais retrouvèrent une lettre écrite par un certain Krause, ordonnance de Röhm, et adressée au maréchal Hindenburg, dans laquelle il était dit que l'incendie du Reichstag avait été perpétré par vingt-trois S.A., avec l'assentiment de Gœring et de Gœbbels. Krause prétendait que tous les membres de l'équipe avaient été assassinés pendant la « nuit des longs couteaux » et qu'il n'en était réchappé que parce qu'il avait pris la précaution de se réfugier en Suisse.

Cette lettre recoupe le bruit qui courut après ce massacre suivant lequel Röhm avait été tué probablement parce qu'il avait menacé Hitler de tout révéler au sujet de l'incendie.

Il y a un autre témoignage, qui fut fait à Nuremberg lors des procès. Hans Gisevius, fonctionnaire du ministère de l'Intérieur de Prusse, déclara que « c'était Gœbbels qui le premier avait pensé à mettre le feu au Reichstag ». Mais, encore une fois, aucun des acteurs du méfait n'accepta de parler, pas même Gœring.

Il est possible qu'en effet Gœring n'ait pas été mis immédiatement dans le secret par Gœbbels. Il avait la réputation de trop parler lorsqu'il était sous l'empire de la morphine. Il est possible aussi que Gœbbels, cloué au lit par une grippe, ait

1. Dans l'hypothèse d'un incendie organisé par les nazis, les dénégations formelles de Gœring sont étranges alors qu'il avait, au tribunal de Nuremberg, reconnu des crimes autrement plus grands. Le mystère demeure.

mis par contre le comte Helldorf au courant, le chargeant des préparatifs et de la reconnaissance des lieux, accompagné par son adjoint Ernst. Un veilleur de nuit qui s'appelle Adermann et qui est à sa loge, au palais du Reichstag, révélera plus tard que, pendant huit jours avant l'incendie, il avait entendu marcher au sous-sol. Or le passage souterrain reliant le palais au bâtiment où se tiennent les séances avait un puits d'aération qui débouchait dans la loge même. Il va même jusqu'à vérifier l'entrée du passage, sans rien voir de suspect. Le cahier de service en fait foi.

Le lendemain matin, Scranowitz, surveillant général du Reichstag, lit cette observation. Il en informe Gœring qui demande à Ernst un renforcement de la garde. Duplicité ou ignorance ? Scranowitz, zélé, fait sa petite enquête personnelle : le soir, il place des repères, fils et morceaux de papier, contre la grille qui ferme le passage. Le lendemain ils ont été déplacés. Il recommence, plusieurs fois, et constate la même chose. L'enquête s'arrête, sans doute à partir du moment où, le jour « J » approchant, Gœring est mis au courant.

On sait d'autre part qu'un commando spécial a été entraîné peu avant, très soigneusement. A quoi ? A l'utilisation d'un mélange de benzol, de phosphore et de sangajol, mélange qui a la propriété de s'enflammer spontanément au bout d'un moment. Ce mélange a déjà été utilisé au cours de campagnes électorales pour détruire les affiches des adversaires.

Qui est van der Lubbe ?

Revenons à van der Lubbe. Aussi stupide soit-il, comment a-t-il pu se laisser manœuvrer par ses pires ennemis, les nazis ? Et d'abord, comment est-il entré en contact avec eux ?

On a pu reconstituer ses faits et gestes depuis le 28 janvier, date de la démission de Schleicher. Ce jour-là, il est sorti d'une clinique ophtalmologique de Hollande. Deux jours plus tard, il est à Rotterdam, chez son ami Sierach. Celui-ci parle beaucoup de l'Allemagne. La situation y est mûre, dit-il, il est grand temps que le peuple se réveille et prenne en main son destin. Sierach est comme van der Lubbe un « Raden-Communist ». Van der Lubbe brûle d'agir. Il sait qu'il n'en a plus

pour très longtemps à jouir de la vue. Sierach, qui souffre d'une maladie d'estomac très douloureuse, ne peut pas se déplacer ? Lui peut encore.

Il part pour Leyde, touche sa pension d'invalidité, franchit la frontière germano-hollandaise le 5 ou le 6 février ; le 17 il est à Potsdam. Il couche à l'asile de Glindow.

Le 18 il arrive à Berlin où il couche pour la première fois, à l'asile de l'Alexandrinenstrasse. Il parle mal l'allemand mais parvient à se faire comprendre des autres « locataires » et à les faire rire des tours qu'il a joués aux autorités hollandaises. Il fait la connaissance d'un sympathique garçon appelé Paul Waschinsky, qui l'écoute, très intéressé. Qui est Waschinsky ? Un « chômeur professionnel » qui gagne sa vie en donnant des renseignements à droite et à gauche. Il a été médium pour le compte de Erik Jan Hanussen, le voyant de Hitler. Actuellement il travaille surtout pour le comte Helldorf, chef des S.A. de Berlin-Brandebourg. Par ce dernier, il lui arrive souvent d'avoir des indications sur ce qui se passe chez les S.A. et le N.S.D.A.P. Ces indications sont communiquées, moyennant paiement, à Hanussen son ancien patron. Hanussen s'en sert pour établir des « horoscopes » qui évidemment, gagnent ainsi en précision.

Waschinsky a reçu l'ordre de Helldorf de se promener dans les asiles de nuit et les quartiers ouvriers afin de ramasser les bruits qui courent. Van der Lubbe lui paraît être un élément intéressant : il ne cesse de parler d'incendier les Maisons du travail où les ouvriers touchent leur indemnité de chômage, afin que ceux-ci soient contraints de se soulever. Il manque même, un jour qu'ils se promènent tous deux, de se faire écharper par des ouvriers furieux. Helldorf, apprenant l'existence de ce terroriste en herbe, ordonne à Waschinsky de ne plus le lâcher, ce que fait l'indicateur qui porte un long manteau et des bottes noires. Il commence à parler à van der Lubbe d'un complot, d'un groupe de terroristes qui est sur le point de passer à l'action. Le Hollandais le presse de le présenter : il n'est venu en Allemagne que pour participer à la révolution et, depuis qu'il est à Berlin, rien ne s'est produit.

Waschinsky lui répond en restant dans le vague : il va voir, il faut donner des preuves...

Van der Lubbe *achète des allume-feu*¹ dans un premier magasin, puis dans un second. Toujours accompagné de Waschinsky il s'arrête devant la Maison du travail la plus proche, il saute par-dessus la clôture, allume l'allume-feu, le jette par une fenêtre ouverte, en allume un autre et le jette sur le toit. Nous sommes en février, le toit est couvert de neige, l'allume-feu s'éteint. Les deux hommes se sont enfuis. Ils voient passer les pompiers, se mêlent à la foule. Naïvement, Van der Lubbe est persuadé qu'aussitôt il va y avoir une révolution, des barricades ; mais les ouvriers regardent, se désolent et ne comprennent pas. Le Hollandais est très déçu, il s'en va. Ils arrivent devant l'hôtel de ville. Van der Lubbe allume un paquet, le jette dans un soupirail de l'édifice. Personne ne le voit. Il ne se passe rien, les pompiers ne sont même pas prévenus.

Le Hollandais persiste ; il grimpe sur un échafaudage du palais impérial de la Porte de l'Aurore et jette un allume-feu dans un puits d'aération. Là encore on éteint l'incendie sans appeler les pompiers.

Les deux jeunes gens rentrent à l'asile de l'Alexandrinentrasse. Lubbe se couche tout de suite. Waschinsky va faire son rapport à Helldorf qui appelle Gøebbels. Celui-ci se pose la question de savoir si on peut vraiment monter ces ratages en épingle, parler d'attentats terroristes communistes. On attend depuis plusieurs jours que les communistes se décident, mais ils ne font rien. Les petits incendies sont mieux que rien, il donne des instructions à l'« Angriff » pour qu'on insiste sur les trois incidents de cette journée. Mais ce n'est pas avec cela que l'on va pouvoir déclencher la grande purge de la gauche.

Le lendemain matin, dimanche, van der Lubbe est découragé : il a allumé trois incendies en un jour et il n'y a eu aucune révolution. Le peuple allemand n'est pas mûr, il vaut mieux qu'il rentre en Hollande. Waschinsky lui répond qu'il a eu un contact pendant la nuit avec le groupe révolutionnaire, et qu'on a été enthousiasmé par son action. D'ailleurs, on veut le voir, à Spandau.

Ces points sont prouvés. Le passé de pyromane de van der Lubbe, n'a jamais été contesté par personne. Ce qui n'exclut pas qu'il ait pu être manipulé » par les nazis.

Il s'agit de Ernst. Ils vont à la gare de Spandau et s'assoient au buffet. Ernst arrive, il est bien sûr en civil. Il n'a que quelques minutes et l'opinion qu'il se fait de van der Lubbe est très mauvaise ; pour un provocateur il est vraiment trop lamentable, avec son patois néerlandais et sa vue basse. Personne n'y croira. Il s'en va.

Van der Lubbe est déçu ; il attendait beaucoup de cette entrevue mais on ne lui a rien dit de précis. Waschinsky lui répond qu'un policier en civil est entré dans la salle, ce qui a provoqué la fuite de Ernst qui est recherché.

Le plan de Gœbbels

Waschinsky retourne à Berlin et rencontre Helldorf qui lui confirme que Lubbe est nécessaire. Il lui explique pour la première fois le plan de Gœbbels. Waschinsky comprend le rôle qu'il va jouer. Il lui répugne un peu d'avoir à jeter à l'abattoir cet homme simple et sincère qu'il ne quitte pas depuis dix jours. Mais Helldorf précise : l'incendie doit être allumé à neuf heures précises, c'est très important pour la coordination. Waschinsky se résigne et prévient le mage Hanussen qui organise justement une soirée. Hanussen remporte un grand succès en annonçant qu'il voit, dans l'état de transe, un grand incendie, annonciateur d'une révolution bolchevique. Mais qu'on ne s'inquiète pas, le Führer la vaincra sur-le-champ ! Nous sommes à la veille de l'incendie.

Waschinsky convainc van der Lubbe : c'est pour demain. Van der Lubbe va avoir son heure de gloire. Qu'importe s'il est pris, il sera délivré lorsque la révolution aura vaincu. Van der Lubbe se souvient des promesses qu'il s'est faites et qu'il a faites à son ami hollandais qui ne peut agir parce qu'il a mal à l'estomac : il doit réussir la révolution avant de perdre tout à fait ses yeux malades. Il semble qu'il va y parvenir, qu'il va entrer dans l'Histoire... Que faut-il incendier ? Le Reichstag. Très bien !

Le lendemain ils se promènent tous deux vers 14 heures. Ils reconnaissent les lieux. Le Hollandais est obligé de s'approcher très près pour distinguer quelque chose. Il trouve néanmoins un chemin possible, en passant par une corniche

que surplombent les fenêtres du restaurant du parlement.

Ils se promènent ensuite Unter den Linden, s'asseyant sur un banc occupé déjà par deux amoureux dont ils se moquent et qui s'en vont. Il reste six heures à tirer.

20 heures. Van der Lubbe voudrait que les autres arrivent, afin qu'ils puissent se concerter. « Les autres », ce sont les membres du groupe terroriste dont Waschinsky n'a cessé de lui parler. L'indicateur dit au Hollandais de ne pas s'inquiéter : ils vont pénétrer dans le Reichstag par un autre côté. Le plus sinistre est qu'il ne ment même pas. 21 heures, il est temps d'y aller. Un autre couple d'amoureux est là qui les gêne. Quelques sarcasmes les font fuir. Van der Lubbe hésite :

— Mais je suis seul !

— Vas-y, ne t'inquiète pas.

— Vraiment ?

— Ils sont montés... par l'autre côté !

Ernst a eu tort de penser que van der Lubbe ne convenait pas : personne d'autre que lui n'aurait pu gober les énormités et les invraisemblances dont sont tissés les propos de Waschinsky.

Van der Lubbe emprunte le chemin reconnu pendant l'après-midi. Il disparaît à l'intérieur du restaurant des députés. L'indicateur médium reste sur les lieux, se cachant des passants rares par ce temps froid. Il y en a un pourtant, l'étudiant en philosophie Flöter, qui revient de la bibliothèque. Il entend un bruit de vitre brisée, lève la tête, aperçoit une silhouette qui se penche vers une fenêtre. Il se précipite à la recherche d'un policier et trouve le brigadier Buwert. Il le prévient et... entre chez lui.

Buwert arrive sur les lieux, voit la fenêtre démolie et, à l'intérieur du restaurant, une lueur. Un homme est à côté de lui, sorti de la nuit. Il porte un long manteau et des bottes noires. Arrive un ouvrier, appelé Thaler. Les trois hommes voient une silhouette qui se déplace très vite au rez-de-chaussée.

— Tirez donc ! crie Thaler.

Buwert tire et court vers la fenêtre. Il ne voit rien. On aperçoit maintenant des flammes. D'autres passants sont là, on prévient le concierge qui prévient les pompiers. On alerte

le poste de police de la porte de Brandebourg, en envoyant un soldat qui passait par-là. Mais c'est le jeune homme au long manteau et aux bottes noires qui y va ; il y arrive, d'après les registres du poste, à 21 h 15. On ne pense pas à lui demander son nom. Le lieutenant Lateit qui commande le poste monte en voiture, fonce vers le Reichstag et pénètre dans les lieux avec trois de ses hommes. Il fait sombre, il flotte une odeur de brûlé. Ils arrivent dans le grand hall, aperçoivent des flammes. Ils entrent ensuite dans la salle des séances. La tribune flambe comme une torche. Il y a aussi le feu à la table des sténographes. Le lieutenant Lateit comprend tout de suite, il crie à ses hommes :

— C'est un incendie volontaire ! Sortez vos pistolets.

Les agents Scranowitz et Pöschel se sont séparés des autres et reviennent par le couloir circulaire en direction du monument de Bismarck qui se trouve dans le hall. Un homme apparaît, venant de la gauche, c'est-à-dire du fond de la salle des séances. Il est haletant, comme s'il avait couru récemment et longtemps.

Pöschel le vise de son arme réglementaire et crie : « Haut les mains ! » L'homme sursaute : le sol est couvert d'un tapis et le bruit des lourdes bottes des deux policiers a été étouffé. Il s'arrête, a un sursaut comme s'il allait bondir, ne termine pas son geste. Pöschel est déjà sur lui et applique le canon de son revolver sur sa poitrine nue ; l'homme n'a pour tout vêtement que son pantalon et ses chaussures. La sueur ruisselle sur son visage et son torse, ses cheveux mouillés sont en désordre. Il est jeune, fort, imberbe. Il garde la tête baissée, obstinément, et ne fait pas un geste lorsqu'on le fouille. Dans les poches de son pantalon, Pöschel trouve un couteau de poche et un passeport. Il le feuillette machinalement et le met dans sa poche de manteau, avec le couteau.

— Pourquoi as-tu fait cela ? crie Scranowitz.

— Proteste, proteste ! dit l'homme, en relevant enfin la tête. Il a un drôle d'accent.

Les deux policiers le saisissent chacun par un bras, l'emmènent jusqu'au portail, lui posent une couverture sur les épaules et le conduisent au poste de police de la porte de Brandebourg. Il est 21 h 27. Les flammes apparaissent par la

coupole de verre et la crèvent ; les voitures de Hitler, Gœbbels, Gœring approchent en ce moment. Marinus van der Lubbe, dit « Rinus de Leyde » vient d'être pris en flagrant délit, en train d'incendier le Reichstag.

Gœbbels, qui a des réactions rapides, sait, dès qu'il arrive sur les lieux avec Hitler, qu'il va falloir faire très attention : les journalistes allemands et étrangers sont déjà là en masse. Il a raison de se méfier. Gœring vient juste d'arriver ; il était à côté. Il ne sait pas encore que van der Lubbe a été arrêté, personne ne le sait. Il ne sait évidemment pas non plus que van der Lubbe est communiste. Sa première parole, lorsqu'il arrive sur les lieux, est pourtant d'affirmer : « Cet incendie est l'œuvre des communistes. »

Bien sûr, cela fait plusieurs jours qu'il dit être en possession d'un plan de révolution rouge (produit de la fouille du siège berlinois du parti) et également d'un plan d'incendie de tous les musées et palais.

Bien sûr, il ordonne sur-le-champ que l'on fasse garder tous les monuments par la police.

Mais pourquoi ne l'a-t-il pas ordonné avant ? Et surtout, pourquoi n'ordonne-t-il pas également la garde des centres nerveux d'un Etat que sont les centrales, les stations de radio, les ministères, la préfecture de police elle-même ? La menace d'un soulèvement se précisant, ne serait-ce pas là un premier souci élémentaire ?

C'est ce que pensent en tout cas les correspondants de presse et, dès cet instant, ils sentent que quelque chose n'est pas vraisemblable.

Gœring continue à *s'enferrer*¹. Devant les journalistes, il ordonne qu'on aille tout de suite explorer le passage souterrain. Quel passage souterrain ? Comment Gœring le connaît-il ? Pourquoi est-on braqué sur ce passage, alors qu'il y a tant d'autres moyens de pénétrer dans le Reichstag ?

Hermann craint qu'on ne trouve dans le souterrain des hommes portant l'uniforme des S.A., des attardés, surpris par la rapidité des réactions. Il décide de prendre les devants et, ce faisant, commet une troisième faute : il déclare que les

1. Ce fragile raisonnement peut être inversé et servir à montrer que Gœring n'était vraiment au courant de rien : coupable, eût-il vraiment dirigé les recherches vers l'endroit où se trouvaient peut-être encore des complices ?

incendiaires sont sans doute des communistes déguisés en S.A. et qui se sont glissés dans le Reichstag par le passage souterrain. Les journalistes éclatent de rire en entendant ces propos extravagants.

Les bourdes sont-elles finies lorsque Hitler arrive ? Non malgré la présence de Gœbbels qui sait ce qu'il faut dire mais ne peut empêcher le chancelier de parler. Hitler déclare sans tarder :

— C'est un signe envoyé par Dieu. Rien ne nous empêchera plus d'anéantir les communistes sous un poing de fer !

Il se retourne vers un journaliste anglais, Sefton Delmer, correspondant du « Daily Express » et lui dit :

— Vous êtes témoin de l'ouverture d'une nouvelle et grande ère dans l'histoire de l'Allemagne. Cet incendie constitue un début !

Quel début ? se dit l'Anglais. De quoi un incendie, même criminel peut-il être le début ? Tout est calme dans Berlin, on ne signale aucun soulèvement communiste. Alors ?

D'autres bourdes, toujours : Gœring, encore une fois, met la charrue devant les bœufs. Il communique au représentant du « Völkischer Beobachter » la liste des personnes impliquées. Mais au nom de quoi ? Elles n'ont pas encore été arrêtées. Cela permet du moins à certains journalistes, qui sont sur les listes noires, et qui voient leur nom apparaître sur les téléscripteurs des journaux, dans la rubrique « Personnes arrêtées », de s'enfuir à l'étranger.

Gœbbels ne peut évidemment démentir ce que dit le ministre de l'Intérieur et tout son travail, au cours de cette nuit, va consister à essayer de minimiser ses erreurs et parfois de s'en servir. L'ex-petit secrétaire n'a rien perdu de sa souplesse d'esprit !

Cependant, au sujet de Torgler, Gœring dépasse les bornes. Apprenant que le chef de la représentation communiste au parlement a quitté les lieux le dernier, il en tire une conséquence inattendue : pour lui, c'est la preuve que Torgler est coupable ! Gœbbels demande à Gœring de se calmer.

Quelques instants plus tard, Hermann revient à la charge. Cette fois, il a du sensationnel : les députés nationaux-socialistes Karwahne et Frey ont affirmé avoir vu le Hollandais van der Lubbe en compagnie de Torgler, au Reichstag, dans le

courant de l'après-midi !

— Cette fois, vous y allez trop fort ! s'exclame Gœbbels.

— Pas du tout, ils ont déposé sous la foi du serment ! Il y a eu confrontation, ils l'ont reconnu !

Gœbbels se résigne à accepter cette nouvelle preuve ; mal lui en prend. On sait que Torgler ne sera pas arrêté mais que, lorsqu'il apprendra les événements, il se constituera prisonnier, dès le lendemain matin. Il pourrait fuir à l'étranger, lui le chef « d'une conspiration manquée, lui le complice d'un incendie criminel ». Non, il reste en Allemagne et ne laisse même pas à la police le soin de le chercher !

Ainsi peut-on relever, à tous les stades de cette affaire, les éléments d'une conclusion qui ne fait pas de doute. Il s'agit d'une provocation dirigée contre les communistes. Il suffit de vivre à Berlin à ce moment pour être convaincu que les nazis cherchent par tous les moyens à se débarrasser de l'opposition de gauche. Les communistes le savent aussi : ils ne bougent pas ; ils ne font rien. Ce qu'ils ne font pas, on le fait pour eux. Le résultat sera le même : ils seront décimés.

Hindenburg signe les décrets de la dictature et de la terreur

Mais d'abord, Hitler veut avoir les mains libres.

Le 28 février, après le conseil des ministres, le chancelier et le vice-chancelier se font annoncer chez Hindenburg. Hitler fait un exposé dramatique sur le danger mortel qu'a couru le Reich au cours de la nuit. D'après lui, on a échappé de peu à la catastrophe : les communistes ont volé, depuis 1932, trois mille kilogrammes d'explosifs. Tout devait sauter, tous les édifices publics. Mais Gœring a été rapide comme l'éclair ! Il faut anéantir ce danger : Hitler pose sur la table du président du Reich *trois projets de décrets*¹. Le premier autorise l'arrestation des hommes politiques, le second donne pouvoir au

1. Ces décrets ont aussi un aspect psychologique, car ils créent une psychose de guerre civile : la situation est dramatique. Ce sera ou les communistes... ou Hitler.

gouvernement central de démettre, sous certaines conditions, les gouvernements des Länder et de les remplacer par des commissaires ou des « plénipotentiaires ». Le troisième aggrave un certain nombre de prescriptions pénales. Sont désormais punis de mort la haute trahison en temps de paix, l'incendie volontaire, les sabotages contre les chemins de fer toute rébellion grave. Tout cela avec effet rétroactif, ce qui est en contradiction avec tous les principes juridiques. Enfin, annexe on ne peut plus importante, sont désormais interdits tous les journaux communistes, tous les journaux socialistes et un certain nombre de journaux conservateurs.

Hindenburg ne sait pas que les personnes arrêtées cette nuit, 4 000, l'ont été en vertu des décrets qu'il a devant lui, donc avant leur signature. Il ne le saura jamais parce qu'il les signe sans les lire. Von Papen est d'accord, il est donc d'accord. Il éprouve une certaine gratitude pour Hitler, sauveur du Reich. Le petit « caporal de Bohême » est énergique, c'est bien...

En réalité, Hindenburg vient d'établir les bases légales de l'instauration de la dictature et de la terreur hitlériennes. La persécution va prendre un caractère légal, elle disposera des sanctions de l'Etat, de tous les moyens pour tuer, emprisonner, martyriser. Les mesures ne sont pas prises seulement contre les communistes mais contre tous les opposants.

J'avais prévu cela et nous nous étions préparés. Nos armes, nos dossiers, nos rotatives avaient été éloignés. Le « Front Noir » paraissait à Prague depuis le 4 février, jour où un décret nous avait déclarés illégaux.

Mais au lendemain de l'incendie, je savais que Hitler ne s'arrêterait pas à un décret. J'allais jouer ma liberté et ma vie ; on emploierait tous les moyens pour me faire taire et pour détruire notre organisation.

Otto Strasser échappe à l'arrestation

Il était temps pour moi de faire mes bagages ; le 28 au matin, je quittai Berlin dès l'aube pour la Thuringe où nous avions installé un nouveau quartier général.

Deux heures plus tard la Gestapo, renforcée des auxiliaires

S.A., occupa les locaux que nous avions abandonnés. Ils perquisitionnèrent partout et, ne trouvant aucun document, se dédommagèrent en mettant le mobilier à sac. Le gardien et le standardiste qui étaient restés pour s'occuper de l'entretien des lieux furent arrêtés et emmenés au camp de concentration d'Oranienbourg.

Les jours suivants, c'est par centaines que l'on arrêta les membres du Front Noir de Berlin et des environs. La province fut à son tour inondée de policiers. Seules la Bavière et l'Allemagne du Sud furent épargnées six semaines durant, tant que Hitler n'eut pas pris le pouvoir dans la région.

Je mis à profit ce délai pour travailler en Thuringe et garder le contact avec l'appareil clandestin du Front Noir. Un matin, je reçus un coup de téléphone d'un officier de la Gestapo, qui faisait partie de l'organisation ; il voulait me parler de toute urgence.

— Il y a danger ?

— Oui, X. a été torturé à Oranienbourg jusqu'à ce qu'il dévoile votre cachette. Je dois vous arrêter.

— C'est bien, faites ce que vous avez à faire.

Je quittai la petite ville à pied, fis cinq kilomètres et frappai à une petite auberge dont les patrons étaient mes amis. Je passai la nuit chez eux, tranquillement. Le lendemain matin, je me levai très tôt et, à cinq heures, me trouvai dans la forêt voisine où une voiture devait venir me chercher.

Celle qui s'arrêta à ma hauteur était conduite par un S.A., déguisement commode qu'avait choisi le chauffeur pour ce dangereux voyage.

— A Munich, le plus vite possible.

Nous avons fait cinquante kilomètres lorsque j'entendis l'avertisseur spécial des voitures de police berlinoises cornant derrière nous. Je me retournai, croyant m'être trompé : nous étions à mille kilomètres de la capitale. A ce moment, un car de police nous dépassa à toute allure ; j'entrevis plusieurs silhouettes en uniforme S.S. tapies derrière les banquettes du véhicule.

— Pour nous ? demanda le chauffeur.

— Je n'en sais rien. Continue ! On va bien voir.

Il n'y avait qu'une route pour atteindre Munich ; trente

kilomètres après que le car nous eut dépassés, nous l'aperçûmes, arrêté.

— C'était bien pour nous, dis-je à mi-voix.

— Faut-il les démolir ?

— Ils sont trop nombreux, nous n'y arriverions pas. Continuons comme si de rien n'était.

A notre très vive surprise, les S.S. nous laissèrent passer sans broncher. Ils nous dépassèrent un peu plus loin, nous les redépassâmes... Le jeu continua ainsi pendant plusieurs heures, sans qu'il fût possible de deviner les intentions des occupants du car. Nous arrivâmes dans la petite ville bava-roise de Eichstaedt en avance sur eux. Je poussai un soupir de soulagement.

— La Bavière ! Ici ils ne peuvent rien contre nous. Arrête-toi ; je vais prévenir ma femme de mon arrivée. Elle doit attendre près du téléphone depuis hier.

J'entrai dans le bureau de poste et rassurai mon épouse. Juste avant d'atteindre la porte, je m'aperçus qu'elle était bloquée par huit S.S. qui s'efforçaient d'entrer. Ils en étaient empêchés par un fort parti de Bavarois en effervescence, armés de fourches et de bâtons et manifestant vigoureusement leur hostilité.

— Sales Prussiens, hurlaient-ils, retournez à Berlin ou, sinon, nous vous y renverrons de force.

Je compris bientôt la raison de cette explosion de colère : le matin même, Himmler et Röhm avaient renversé le gouvernement bavarois du Dr Held au profit de Hitler. La Bavière prenait mal cette atteinte à son indépendance et les S.S., avant-garde de la prussianisation du pays, étaient les premières victimes de la colère de ses habitants.

Quant à moi, je profitai de la cohue pour sortir de la poste sans me faire remarquer, regagnai la voiture et tandis qu'ils étaient toujours aux prises, dans un pittoresque charivari, avec les paysans, dépistai définitivement les hommes lâchés à ma poursuite. Cependant je continuai à ne pas comprendre pourquoi ces gens armés et nombreux ne nous avaient pas arrêtés sur la route.

Quelque temps plus tard, l'homme que j'avais au sein de la Gestapo put se procurer le rapport confidentiel des S.S. à

Heinrich Himmler. En voici un passage savoureux :

« Connaissant Otto Strasser, sachant qu'il ne se sépare jamais de son revolver-mitrailleur (?) et qu'en raison de son caractère il eût été capable de décharger l'arme contre nous, nous voulions attendre la nuit pour l'attaquer, l'aveugler avec notre projecteur et l'arrêter avant qu'il ait pu tirer. » C'est sans doute cela que l'on appelait courage dans les S.S. !

Cependant, l'angoisse planait sur toute l'Allemagne ; la suspension de l'article de la constitution qui garantissait la liberté civique avait beaucoup plus d'importance qu'en 1923. Lorsque le président Ebert avait eu recours à cette mesure, les arrestations étaient demeurées peu nombreuses. Cette fois, ce sont les S.A. qui commandent, on chuchote que les prisonniers sont très maltraités dans les camps, les avocats refusent de se compromettre de peur de risquer eux aussi leur liberté. L'angoisse règne particulièrement dans les rédactions des journaux où l'on a beaucoup arrêté et où personne n'ose plus s'élever contre les déclarations officielles, si visiblement fausses soient-elles.

Succès réduit du N.S.D.A.P. aux nouvelles élections

Dans le peuple des « tièdes » on n'entend que louanges pour l'action du gouvernement. Les S.A. emplissent les rues de leurs colonnes et du bruit scandé de leurs bottes ; ils défilent, ils crient très fort leurs « Sieg, Heil ! », ils prouvent la solidité du gouvernement et la vigueur du peuple allemand. Le badaud les regarde et se convainc que quelque chose a changé.

La campagne électorale commence aussitôt. Le 28 il y a un discours de Hitler à Leipzig, le 1^{er} mars à Breslau, le 2 mars à Berlin, le 3 à Hambourg, le 4 de nouveau à Berlin. Une affiche fleurit sur les murs : Hindenburg le maréchal prussien et Hitler le caporal autrichien se serrant la main. C'est la nouvelle Allemagne où il n'y a plus de classes sociales, c'est un geste pour rallier les anciens combattants.

Et puis, il y a aussi le hurlement naissant de la folie hitlérienne, dont Gœring se fait le chantre le 3 mars à Francfort, l'affirmation sans pudeur de la loi du plus fort, la

brutalité étranglant au grand jour la justice : « ... Je n'ai pas à me préoccuper de justice ; ma mission n'est que de détruire et d'exterminer, rien de plus !... Bien sûr, j'utiliserai au maximum le pouvoir de l'Etat et de la police, mes chers communistes, alors n'allez pas tirer de conclusions erronées ; mais le combat à mort, au cours duquel mes poings vous serreront le cou, je le mènerai avec ceux qui sont en bas de cette tribune... les chemises brunes. »

5 mars 1933, jour des élections, les dernières des élections démocratiques du vivant de Hitler. Mais personne n'a pu empêcher Hitler d'employer tous les moyens de l'Etat au profit du parti national-socialiste ; la radio a été pendant toute la campagne une radio privée du N.S.D.A.P.

Von Papen a essayé de faire une liste commune avec Hitler : on l'a repoussé dédaigneusement. L'argent n'a pas manqué, grâce à *la collecte auprès des magnats*¹ de l'industrie lourde. Hugenberg reste un allié, sans qu'il y ait de fusion. Les Casques d'acier, officiellement fêtés comme des amis, sont étroitement surveillés et gênés dans leur propagande chaque fois que c'est possible. Quant aux partis de gauche, inutile d'en parler, on les a bridés après les avoir calomniés et décimés.

Résultat :

La participation électorale a été de 90 %.

Parti national-socialiste :

Nombre de voix : 17,3 millions.

Augmentation : 5 500 000 voix.

Pourcentage : 44 % des voix.

Nombre de sièges : 288.

Ce n'est pas le succès escompté. Les nazis espéraient 60 % des suffrages exprimés. Le front noir-blanc-rouge de droite n'a que 52 sièges.

Mais les socialistes gardent leurs 120 sièges, les communistes gardent leurs 81 sièges, le Centre garde ses 73 sièges. Malgré les moyens énormes utilisés, malgré l'annexion des moyens de l'Etat, malgré les répressions, les accusations, les

1. Parmi les généreux donateurs apparaît pour la première fois le célèbre Krupp von Bohlen, jusque-là adversaire des nazis.

arrestations, les internements et les menaces, les faits sont là : on ne « marche » pas. On se méfie, on n'est pas emporté par un délire d'enthousiasme...

Il faudra trouver d'autres moyens pour obtenir les scores électoraux que veut Hitler.

En attendant, c'est avec le front noir-blanc-rouge qu'il faudra gouverner, les 52 sièges qui, joints aux 288 des nazis, feront une majorité. Comme le dit Hitler au soir de la proclamation des résultats, il ne pourra pas se débarrasser de la « bande » des conservateurs tant que vivra le « vieux Monsieur » Hindenburg. Il est étonné, désorienté, contrarié.

Car la majorité n'est pas le seul problème. A la direction du parti, on veut modifier la constitution ! Et pour ce faire, il est nécessaire de disposer d'une majorité des deux tiers. Tant pis, ce n'est pas encore pour cette fois.

En attendant, il faut préparer la séance d'ouverture du parlement. Le Reichstag ? Un amas de ruines noircies. L'Opéra Kroll ? Oui. Mais nous sommes tout près du 21 mars et c'est le 21 mars 1871 que Bismarck a ouvert le premier Reichstag de l'Empire allemand.

Gœbbels est ministre de la Propagande depuis le 13. Le metteur en scène de l'Histoire, désormais, c'est lui. Il ne peut pas manquer d'utiliser cette circonstance.

Ouverture du parlement à Potsdam

Celui qui met des bâtons dans les roues, c'est le vieil Hindenburg. Car, non seulement Gœbbels veut mettre Bismarck dans sa manche en ouvrant le parlement le 21 mars, mais encore il veut célébrer cette mémoire à Potsdam, où sont enterrés les rois Frédéric-Guillaume I^{er} et Frédéric II. Laisser souiller ce sanctuaire national par un carnaval parlementaire, par les « Sieg, Heil ! » des chemises brunes, par un « caporal bohémien catholique » ? Jamais, dit Hindenburg. Il n'y aura qu'une cérémonie, sans discours de personne.

Qu'à cela ne tienne, pense Gœbbels.

Matin du 21 : beau temps après les grosses pluies de la nuit. Une foule se met en marche et entoure la vaste place. Une centaine de milliers de S.A. dans les rues. Fenêtres

pavoisées, Guirlandes vertes, tapis aux fenêtres, fleurs. Une fausse note : à Potsdam on voit plus de drapeaux noir-blanc-rouge que de croix gammées.

10 h 30. La majorité des députés protestants se réunissent à la Nikolaikirche, avec Hindenburg.

Même heure, la messe commence à l'église catholique de Potsdam. S'y trouvent les députés catholiques du Centre, le nouveau Reichsführer S.S. Heinrich Himmler aussi.

Les sociaux-démocrates ne participent pas aux cérémonies. Les 81 communistes sont en prison, parti interdit, mandats annulés.

Au temple protestant les chœurs et les orgues attaquent la Prière hollandaise ; au même moment, Hitler entre dans Potsdam. Les cloches sonnent ; députés nazis sortant des églises et députés nazis qui viennent d'arriver se rejoignent en cortège. La plupart sont bottés et portent les insignes S.A. ou S.S. Les autres partis emboîtent le pas derrière. On entre dans l'église de la garnison, sur la grand-place. Compagnies d'honneur de la Reichswehr, de la police prussienne, des S.A., des S.S., du Stahlhelm rivalisent de rigidité et de perfection dans le manie-ment d'arme.

Les vétérans de 1866, 1870, 1914 sont là dans la nef de l'église, appuyés sur leurs cannes, médailles pendantes ; on les a invités à assister à la « restauration du Reich ». On les a invités à voir passer dans l'allée centrale, à quelques mètres d'eux, Hindenburg en grande tenue de maréchal. On les a invités à voir passer celui qui accompagne le maréchal, l'homme en jaquette et manteau noir, le haut-de-forme à la main, la mèche sur le front, ému, gêné de cette tenue qu'il n'aime pas, farouche. Hindenburg peut arborer le cordon de l'Aigle Noir sur cette tenue qui fait de l'homme un mannequin raide, il peut bien saluer de son bâton de maréchal le prince Auguste-Wilhelm, le fils du Kaiser : celui-ci porte tout de même l'uniforme brun des S.A.

Ce jour-là, l'empereur déchu est au château de Doorn en Hollande et écoute à la radio le commentaire que fait de la cérémonie Baldur von Schirach. Il entend les noms, celui de son fils le Kronprinz Guillaume qui, en uniforme de hussard de la mort, se tient derrière le fauteuil vide réservé à lui, Guillaume II en exil et il peut croire que le but final du

Troisième Reich est le rétablissement de la monarchie !

Chœurs, hymnes d'action de grâces, discours de Hindenburg. C'est à Hitler maintenant, auquel le président a recommandé d'être bref et digne. Hitler essaie, cinq minutes...

« Après une période brillante, aux riches floraisons et aux abondantes moissons dans tous les domaines, une nouvelle fois — comme déjà si souvent dans le passé — la détresse et la pauvreté ont reparu dans notre vie.

» Cette décadence intérieure de la nation... comme si souvent encore, a été produite par une coalition du monde extérieur. La révolution de novembre 1918 a mis fin à une lutte engagée par notre peuple dans la plus saine des convictions qu'il se battait pour sauvegarder sa liberté et, par conséquent, son droit de vivre.

Car ni le Kaiser, ni le gouvernement, ni le peuple n'ont voulu cette guerre...

» Dans la pleine conscience d'agir selon la volonté du pays, le gouvernement national attend des partis de la représentation nationale qu'après quinze ans de misère ils s'élèvent au-dessus des idées doctrinaires trop étroites pour se soumettre à la loi de fer imposée à nous tous par cette misère et les menaces qu'elle a fait naître. »

Son discours terminé, Hitler s'approche de Hindenburg, s'incline ; *ils se serrent la main*¹. Cérémonie des couronnes sur le cercueil du roi prussien et sur celui de son père. Cortège, mise en place devant l'église avec le corps diplomatique, défilé des détachements : infanterie, artillerie, cavalerie, police, S.A., S.S., Casques d'acier, Jeunesse hitlérienne, associations nationales, le tout dans le fracas des salves d'honneur.

C'est la première cérémonie nazie depuis que le parti est en place. C'est le premier grand spectacle monté par Gœbbels ; il fera encore mieux par la suite mais ce n'est déjà pas mal.

1. Très ému par la cérémonie, Hindenburg a les larmes aux yeux.

IX

Otto Strasser poursuivi en Autriche, enTchécoslovaquie, en France

Le Front Noir entre dans la clandestinité / Otto Strasser se réfugie en Autriche / Accusations contre le Front Noir / Tentatives d'enlèvement contre Strasser / Heydrich entre en action / L'affaire Formis.

Le Front Noir se plonge dans la nuit

Pendant que les grandes orgues de l'église de la garnison de Potsdam saluent l'avènement du nazisme, le Front Noir se plonge dans la nuit et l'incertitude. J'avais donné ordre à tous mes hommes dont l'affiliation au Front Noir n'était pas connue de se faire incorporer dans l'armée, dans la police, les S.S., les S.A. et de continuer leur activité au sein de ces groupements qui leur assuraient une certaine sécurité — à tous points de vue — et pouvaient leur procurer des renseignements.

Hitler ne redoutait rien tant que cette pénétration souterraine d'éléments foncièrement allemands et honnêtes, qui pourraient à la longue désagréger ses meilleures troupes. Il ordonna d'agir contre moi, par tous les moyens, de découvrir à tout prix l'endroit où je me trouvais ; sans cesse des amis fidèles et inconnus, qui m'avaient servi fidèlement, étaient saisis par la Gestapo et soumis à la torture. Beaucoup se

conduisirent héroïquement mais, de temps en temps, un malheureux perdait le contrôle de lui-même et confessait ce qu'il savait.

Pour diminuer le plus possible les risques et les difficultés, je décidai de quitter la Bavière.

Accompagné de mon chauffeur, toujours déguisé en S.A., je m'installai au cœur de la forêt de Teutoburg et convoquai là une réunion de mes chefs du Nord. Elle eut lieu le jour de Pâques ; à quelques kilomètres de l'endroit où elle se tenait, étaient rassemblés trente mille S.A. en fête. Personne ne fut prévenu de notre présence et je tirai grand réconfort de la perfection et de la sûreté de notre organisation.

La réunion des chefs des districts du Sud fut décidée le 5 mai alors que je me trouvais au *Chiemsee en Bavière*¹ : je préférerais me déplacer moi-même que de faire voyager des hommes dont un certain nombre étaient déjà soupçonnés. Au cours de cette réunion, je comptais m'entretenir particulièrement avec notre représentant en Autriche, que j'avais chargé de préparer le terrain à Vienne pour le cas où nous serions obligés de quitter l'Allemagne. Une étudiante de Munich que je connaissais et qui était mariée à un homme inoffensif, éleveur de poulets après avoir été un intellectuel raté, me donna alors l'hospitalité dans sa maison du lac de Chiem et me proposa de tenir mes réunions de travail non pas dans la maison même mais dans les forêts qui la surplombaient, à une altitude de deux mille mètres. Elle possédait là un petit pavillon de chasse tout à fait isolé.

— Je vous accompagnerai, me dit-elle, et j'emmènerai avec moi ma bonne, ce qui sera moins compromettant.

Ainsi fut fait et nous grimpâmes parmi les sapins romantiques, à la rencontre des autres mystérieux comploteurs...

Les chefs du Front Noir de Bavière et du Wurtemberg, ainsi que le correspondant autrichien, furent fidèles au rendez-vous. Il était midi. Un grand soleil réchauffait l'air vif et tombait droit sur le pré devant le refuge ; nous nous installâmes à l'extérieur, avec des chaises et des tables où nous

1. Le Chiemsee est un des grands lacs bavaois, situé à l'est de Munich. C'est là que se trouve un des plus fameux châteaux de Louis II, le Herrenchiemseeschloss, copie de Versailles en réduction.

déployâmes nos dossiers. La discussion commença ; le sujet en contrastait singulièrement avec le décor joyeux dans lequel elle avait lieu. Sans cesse les chefs régionaux étaient arrêtés, sans relâche nous les remplacions. Il fallait compléter les listes, noter les adresses, changer les mots de passe. Le temps passa.

Pour profiter du chaud soleil, nous nous étions mis en petite tenue, comme de paisibles pique-niqueurs. Ce détail nous sauva. Car tout à coup débouchèrent dans la clairière deux S.S. armés.

— Vos papiers !

Nous sursautâmes ; mes trois compagnons, penchés sur la table, cachaient de leur torse nu les dossiers qui étaient étalés. Un seul geste des S.S., un hasard, et ils étaient en possession de nos secrets les plus précieux.

J'étais le seul à parler le dialecte bavarois et je répondis aux deux hommes :

— Des papiers d'identité ? Où voulez-vous que nous les mettions ? Dans nos maillots de bain ?

Un des S.S. fut sur le point de me donner un coup de crosse, mais l'autre l'arrêta.

— Qu'est-ce que vous faites ici ? reprit celui qui avait posé la première question et semblait le plus calme.

— Que fait-on par une belle journée de printemps en galante compagnie dans un rendez-vous de chasse ?

J'avais parlé assez fort pour que les deux femmes, qui prenaient un bain de soleil non loin de nous, puissent nous entendre.

— Demandez à ces dames, ajoutai-je.

Elles comprirent, accoururent aussitôt en riant, nous entourèrent, nous embrassèrent, embrassèrent aussi les deux jeunes gens. Ils ne purent que se dérider.

Le S.S. violent dit enfin :

— C'est bon, c'est bon. N'empêche que deux femmes pour quatre hommes, moi je trouve ça curieux. Enfin cela vous regarde et on verra bien ce qu'en diront nos chefs.

Ils tournèrent les talons et se dirigèrent vers la frontière autrichienne qui se trouvait à deux cents mètres de là, sur la ligne de crête.

— Fuyons en Autriche, suggéra notre hôtesse, c'est le seul

moyen de leur échapper car ils vont certainement revenir.

— Les accès de la frontière sont sûrement gardés, dit l'un d'entre nous.

Comme pour lui donner raison, à ce moment-là nous entendîmes un coup de sifflet à notre gauche, auquel répondit un autre, sur la crête en face de nous, et un autre derrière... Nous étions entourés par les hommes de Himmler.

— Ils nous auront cette nuit, observa notre correspondant d'Autriche.

Nous nous regardions ; cette sensation d'être entourés et épiés, de ne pouvoir faire un pas sans être suivis était affreuse. Jamais avant, je n'avais eu de façon aussi aiguë le sentiment du danger, jamais je ne l'éprouvai avec autant d'intensité par la suite. Il n'y avait plus d'échappatoire, le rideau allait tomber sur le dernier acte du drame.

Ce qui se produisit alors, j'aurais tendance à le considérer comme un miracle : un violent orage, brutal, qui en un instant obscurcit le ciel, gonfla les ruisseaux, projeta des blocs de glace arrachés sur la neige à demi fondue. Le vent souffla en tempête, soulevant la neige, entraînant des quartiers de roches vers la vallée. Le ciel devenu opaque était strié d'éclairs dont l'écho résonnait longuement entre les montagnes.

— C'est le moment de saisir notre dernière chance, dis-je à la jeune femme. Il faut tenter la descente.

Nous partîmes immédiatement. Les autres étaient de bons alpinistes mais moi qui n'avais aucune expérience de ce sport, je suivais difficilement. A la lueur des éclairs, nous apercevions de temps en temps un homme agrippé à un rocher, un autre à plat ventre sur une pierre saillante ; la rocaïlle se désagrégeait, les hommes roulaient sur eux-mêmes, se relevaient et continuaient à nous poursuivre. Nous n'étions pas sauvés.

Le quart d'heure de retard qu'ils avaient pris se doublait du fait que l'ensemble de notre groupe était composé de gens qui avaient une bonne expérience de la montagne. Après six heures de lutte contre les éléments, nous arrivâmes sains et saufs à la maison du bord du lac. Les autres ne purent retrouver nos traces.

Mais cette fois, la Gestapo n'était pas loin et nous pouvions

être retrouvés d'un jour à l'autre. Il fallait fuir à nouveau. Mon premier soin fut de teindre mes cheveux en noir, de mettre une moustache postiche et de m'acheter des lunettes noires. Je devais quitter mon hôtesse le lendemain, 9 mai.

Gregor Strasser sauve son frère

J'étais sur le point de partir lorsqu'une voiture s'arrêta devant la petite ferme. Le chauffeur descendit, ouvrit la porte du jardin et tendit une lettre à la jeune femme. L'enveloppe portait mon nom. La jeune femme prétendit qu'elle ne savait pas de qui il s'agissait et ajouta qu'elle allait néanmoins se renseigner auprès de son mari ; elle m'apporta la lettre. Je reconnus immédiatement l'écriture de Gregor dont j'étais sans nouvelles directes depuis maintenant deux ans. Je décachetai aussitôt la lettre. Voici ce dont il était question :

« J'ai dîné hier soir chez le ministre Frick ; il m'a informé confidentiellement que deux « détachements de la mort » sont sur le point d'être envoyés par Gœring au Chiemsee pour te tuer. Je suis venu par avion à Munich pour savoir où tu étais. Je te supplie de fuir en Autriche avec la voiture que je t'envoie. Gregor. »

Il fallait se résigner : le temps était venu de mon exil. Mais, sachant mon frère à Munich, il n'était pas question de partir sans l'avoir revu une dernière fois. Et puis, après tout, j'étais grîmé ! Je courus vers le chauffeur et lui demandai :

— Pouvez-vous me conduire à Munich chez la personne qui vous a chargé de cette lettre ?

— Bien sûr !

— Alors, en voiture.

Une heure plus tard, je voyais Gregor. Ce fut la dernière fois. Je n'en savais, bien sûr, encore rien, mais notre émotion fut profonde. Tant de menaces pesaient sur moi, tant de menaces aussi sur lui, dont la docilité à l'égard de Hitler était loin d'être totale et qui persistait dans cette entreprise que j'avais fini par trouver désespérée : faire acte de présence pour empêcher le national-socialisme d'être tout à fait déformé par Hitler, peser de toutes les forces de l'intelligence pour réformer le parti de l'intérieur.

Pour dissimuler son émotion, mon frère observa en riant :

— Tu as changé. En effet la moustache, les cheveux, les lunettes faisaient de moi un autre. Mais lui qui ne s'était pas grimé avait changé bien plus encore. Je fis une tentative, une fois de plus :

— Tu risques ta peau, Gregor, en me faisant évader.

— Gœring veut m'assassiner, comme il veut t'assassiner. Il m'aura tôt ou tard, quoi que je fasse ; je ne peux pas y échapper.

— Fuis avec moi, je t'en prie.

Gregor secoua la tête et dit avec lassitude :

— Tu comprends, ma famille, mes affaires...

— Hitler, naturellement, tu n'oublies pas Hitler, n'est-ce pas ?

— Non, l'Allemagne ! C'est ici que je suis né, que veux-tu. Ailleurs la vie me paraît inutile.

Pendant les quelques heures que dura notre conversation, j'essayai encore de le décider à m'accompagner mais rien n'y fit. Puis il fut l'heure de partir ; une dernière accolade, Gregor me souhaita bonne chance, je le laissai.

Otto Strasser passe en Autriche

La voiture me conduisit vers un col alpin qui, d'après les renseignements dont disposait mon frère, était très mal surveillé par la police frontalière. J'avais dans ma poche une lettre de « recommandation » pour un guide. Je le trouvai, me fis reconnaître et vers minuit, le soir même, nous commençâmes à gravir la montagne en direction du col qui représentait pour moi la porte de la sécurité.

Tout se passa très bien. Il n'y avait en effet aucun poste frontière fixe à ce col, et les patrouilles devaient diminuer leur activité la nuit. A l'aube, nous avons passé la frontière autrichienne. Dans la matinée j'entrai dans cette charmante ville du Tyrol qui s'appelle Kufstein.

« Plus de Gestapo, pensai-je, une petite république de langue allemande contre laquelle Hitler ne peut rien, l'Autriche libre. » Nous avons depuis longtemps une imprimerie à Vienne, un service de transport clandestin pour nos brochu-

res, une filière pour faire passer la frontière à celles-ci. D'autre part, il me semblait que je pouvais agir dans ce pays et, indirectement, agir pour lui. Il devait m'être possible de gagner la confiance du chancelier Dollfuss, de l'aider de ma longue expérience de ce qu'était le national-socialisme. En effet, j'étais certainement, de tous ceux qui avaient quitté ou combattu Hitler et qui avaient réussi à s'échapper, celui qui connaissait le mieux l'homme, le parti, les séides et les scandales. Mon nouveau journal, je l'appelai « l'Emetteur Noir ». On verra ce que ce nom avait de prémonitoire. Je rédigeai dès mon arrivée trois pamphlets dont des milliers d'exemplaires furent envoyés à Berlin. Ils étaient intitulés : « Combien de temps durera Hitler ? », « *La seconde révolution*¹ est en marche », « Le marxisme est mort, le socialisme vit ». J'avais l'intention de mener les choses tambour battant car plus le temps passerait, plus il deviendrait difficile de renverser la bande de gangsters accrochés au pouvoir comme des vautours à leur proie.

Mais j'avais compté sans le préfet de police de Vienne, l'espion de la Gestapo Steinhäusl, cet homme acheté. D'ailleurs le préfet n'était pas seul. Les nazis d'Autriche, payés par Berlin, commençaient déjà une campagne de terreur contre le pays. Des édifices sautaient, des gaz lacrymogènes troublaient les représentations théâtrales, on pillait *les boutiques juives*² on sabotait les voies ferrées. Le préfet lançait sa police sur les traces, les reporters se creusaient la cervelle à essayer de comprendre ce qui se passait, mais ni le préfet, ni sa brave police, ni les perspicaces reporters n'arrivaient à rien. Curieux ! S'agissait-il de fantômes ?

L'opinion publique ne croyait pas en cette explication. Elle pensait plutôt aux nazis et les accusait ouvertement. Mais ni le préfet ni sa brave police, ni les journalistes perspicaces n'avaient l'idée de fouiller un peu dans les activités des chemises brunes du cru.

1. La 2^e révolution, inscrite au programme de Röhm, consistait en un programme social : après avoir abattu les communistes, il fallait liquider les trusts. Hitler ne voulait évidemment pas en entendre parler.

2. C'est le 1^{er} avril 1933 que Hitler avait demandé aux Allemands de ne plus rien y acheter.

Le Front Noir accusé d'attentats à Vienne.

Cette partialité, ou cet aveuglement, si l'on veut se montrer aimable, me sembla de mauvais augure pour le Front Noir. Je ne pourrais faire de travail sérieux ici. Un voyage à Prague s'imposait, où j'avais des amis. Je partis explorer le terrain. Mon retour ne devait pas être plus tranquille que si j'avais été encore en Allemagne. Je trouvai d'abord la porte de mon appartement fermée et ne pus l'ouvrir avec ma clef. Mon concierge m'apprit que la police avait perquisitionné et qu'elle avait mis les scellés après avoir arrêté ma secrétaire.

— Je crois qu'ils vous recherchent, ajouta le concierge en confiance.

— Si ma secrétaire revient, dites-lui que je l'attends dans notre petit café habituel.

Je gagnai le VIII^e arrondissement, m'installai devant la table à plaque de marbre qui m'était familière et commandai un café à la crème fouettée et un journal du soir. Lorsque j'eus payé, je n'avais plus dans ma poche que cinquante groschen, la valeur d'un franc cinquante. Tout seul à Vienne, recherché par la police, mes compagnons arrêtés et sans argent. J'ouvris le journal et restai stupéfait par un titre énorme : « Les auteurs des attentats découverts, la centrale du Front Noir fermée, 17 hommes sous les verrous ainsi que deux femmes. Le chef Otto Strasser en fuite. »

Comment cela était-il possible ? Le gouvernement Dollfuss ne luttait-il pas comme moi contre l'hitlérisme ? Comment se pouvait-il que Vienne soit devenue pour mes amis et moi une véritable, souricière ? Je relisais le titre du « Telegraf » sans en croire mes yeux.

Soudain je compris ; en l'espace d'une seconde, la situation de l'Autriche et la mienne propre m'apparurent nettement. Un an plus tard, lorsque le préfet Steinhäusl fut jeté en prison pour avoir participé au coup de main *qui coûta la vie à Dollfuss*¹, plus tard encore, lorsque le même homme fut condamné à dix

1. Dollfuss fut blessé à mort le 23 juillet 1934, lors de l'attaque de la Chancellerie par 150 nazis autrichiens.

ans de réclusion, je repensai à ce soir du 5 juillet 1933 où, oubliant ma situation précaire, j'avais compris à quel point l'Autriche était déjà gangrenée de l'intérieur. Après l'Anschluss de l'Autriche, Steinhäusl fut naturellement libéré par les nazis ; il redevint bien évidemment préfet de police. Mais, haï par les Autrichiens, il périt en novembre 1939, au cours d'une rixe entre des S.A. de Vienne et des agents de la Sûreté...

Mais je n'en étais pas là. Pour l'instant, les poches vides, il n'était pas question d'aller à l'hôtel ; chez moi, c'était l'arrestation assurée. Il fallait partir pour Prague immédiatement.

Je connaissais à Vienne un journaliste israélite qui travaillait encore pour le bureau de l'agence allemande Ullstein et dont le plus grand souci était de faire oublier ses origines, et le plus grand désir de se faire définitivement agréer par le nouveau régime allemand. J'allai le trouver en m'annonçant sous un faux nom ; dès qu'il me vit, il bondit de sa chaise en poussant des cris : « Partez, partez, hors d'ici ! » Le visage du pauvre bougre trahissait une peur affreuse.

— J'ai besoin de 100 schillings, lui dis-je, pour aller à Prague, et je ne sortirai pas avant de les avoir reçus.

— C'est du chantage, s'exclama-t-il. Je vous en prie, la police est à vos trousses, partez...

— Je veux bien partir, mais il me faut 100 schillings. Si vous ne me les donnez pas, j'attendrai la police chez vous et elle vous arrêtera avec moi.

Cela était un bon argument. Malgré sa peur, le pauvre type fit immédiatement le compte et conclut que le trajet Vienne-Prague ne valait pas la somme que je demandais :

— Le voyage ne coûte que 69 schillings !

— Il me faut un peu d'argent en plus pour un taxi et pour manger.

— Bon, bon, prenez et partez, et que je ne vous revoie plus. Non, pas la peine de me donner de reçu, partez !

— Eh bien ! je vous enverrai l'argent de Prague.

— Faites ce que vous voulez, envoyez l'argent ou ne l'envoyez pas, mais partez d'ici aussi vite que possible et ne m'écrivez surtout pas. Au revoir, au revoir...

Mais comment m'installer à Prague, sans aucun argent et sans mes bagages ? Je ne pouvais éviter un dernier risque,

celui de revoir mon concierge et d'essayer de reprendre mes vêtements. Un taxi me déposa devant mon ancien logement : un coup d'œil avant de descendre m'apprit que les abords semblaient calmes. Je frappai à la loge du concierge qui sortit, et, tout surpris, me dit :

— Ah, monsieur Strasser !

— Comment M. Strasser, que voulez-vous dire avec ce Strasser ?

J'habitais en effet à Vienne sous un faux nom, Muller, que je devais d'ailleurs bientôt changer.

— Mais vous êtes bien le docteur Strasser, insista le concierge.

— Et après ? Qu'est-ce que cela signifie ?

Il eut un sourire et me dit :

— Ne craignez rien, Monsieur, je suis socialiste, j'ai vos vêtements dans une valise. La police est revenue tout à l'heure, j'ai dit que vous étiez parti ; les policiers ont oublié de refermer votre appartement et j'en ai profité pour prendre toutes vos affaires ; je pensais bien que vous reviendriez. Cependant il vaut mieux que vous ne remontiez pas chez vous.

Strasser échappe à deux tentatives d'enlèvement

J'avais donc mes bagages et un tout petit peu d'argent. J'étais fatigué et sale parce que j'avais passé la nuit précédente sur un banc, et qu'il n'avait cessé de pleuvoir. Il me restait maintenant à passer la frontière. Comment faire ? Prendre un train ? J'avais un nouveau passeport, que j'avais reçu de mes amis du Front Noir en Allemagne quinze jours avant, pour remplacer le nom de Muller qui commençait à être un peu trop connu. Mais un contrôle sérieux à la frontière me démasquerait facilement car j'avais renoncé à tout grimage... Cette solution n'était pas la bonne.

Je pensai alors à un autre moyen, que bien des réfugiés politiques allaient employer après moi : le tramway. En effet, il y avait une ligne qui, partant du centre de Vienne, vous amenait quelques heures plus tard dans la ville de Presbourg, dont le nom slovaque n'était autre que Bratislava. Dans ce

tramway, le contrôle des passeports était beaucoup moins sévère qu'à la frontière.

J'atteignis Prague sans encombre. Mais seul, avec un nouveau nom, dans un nouveau pays. Encore une fois recommencer, avec l'amère certitude que les dix-neuf amis que je laissais emprisonnés, je ne les reverrais plus, et que je ne pourrais pas organiser à Prague un groupe analogue à celui que nous avions monté à Vienne. Il s'en était fallu de quarante-huit heures que le coup de filet de la police ne se refermât sur du vide ; en effet, j'étais décidé à transporter tout le personnel et tout le matériel, immédiatement, à Prague. Cette pensée me plongeait dans un profond découragement.

Je m'installai chez un facteur qui me prêta une pièce et, tout seul, je me remis à lutter par les écrits. J'avais tout misé sur cette lutte, il fallait continuer.

Pendant trois mois, je fus tranquille. Mais la Gestapo veillait, aiguillonnée par Hitler, pour lequel j'étais et demeurais l'ennemi mortel et personnel. Un matin, je fus réveillé par mon hôtesse.

— Monsieur, il y a des gens qui disent être des policiers et qui vous cherchent !

L'allemand des Tchèques a quelque chose de si comique que je me mis à rire, avant de me rendre compte de la gravité de la situation. J'étais toujours couché lorsque les agents de la Sûreté pénétrèrent dans ma chambre. Un flot de tchèque se déversa sur moi :

— Pardon, messieurs, qui êtes-vous et ensuite ne pouvez-vous pas vous exprimer en allemand ?

Ils me montrèrent leur plaque de la police, qui me parut en règle et me demandèrent si j'étais bien l'ingénieur X... C'était le nom que je portais lorsque j'avais passé la frontière. Mais j'avais depuis endossé une quatrième identité. Je souris malgré moi et répondis :

— Je ne connais pas l'ingénieur X... mais il me semble avoir entendu dire qu'il est mort récemment.

— Vos papiers d'identité ?

J'allongeai le bras vers le tiroir de ma table de nuit et en sortis un passeport parfaitement en règle, muni même des derniers visas de sortie sans lesquels un voyage à l'étranger était devenu impossible aux citoyens allemands. Je le tendis

aux policiers qui, tout en continuant à me tenir sous la menace de leurs revolvers, feuilletèrent le document, l'examinèrent sous toutes les coutures, visiblement décontenancés. Puis l'un d'eux se mit à fouiller mes tiroirs, tandis que l'autre en faisait autant pour mes vêtements. Dans l'armoire, ils trouvèrent mon pistolet et le confisquèrent en hurlant en allemand qu'une telle arme était interdite sans permis. Puis, jurant et pestant, ils me rendirent mon passeport et sortirent en claquant la porte. Aussitôt entra mon hôtesse qui me souffla dans son allemand approximatif :

— Deux autres policiers dehors, tous très fâchés mais partis maintenant, en voiture.

J'étais étonné de cette intervention de la police tchèque. Il faut en effet remarquer la compréhension parfaite qu'eurent dès le début du nazisme les autorités tchèques de ce que celui-ci pouvait représenter de *danger pour l'équilibre européen*¹. Il convient de reconnaître cette vérité qui fut tout à leur honneur. Nulle part ailleurs je n'ai trouvé autant de soutien à ma lutte et lorsque le gouvernement tchèque se vit contraint d'interdire mes émissions clandestines et même les journaux, il ne le fit que sous la pression diplomatique du gouvernement hitlérien, à une époque où il était presque le seul à ne pas se cacher la tête sous l'aile et à tenir tête au nazisme en Europe.

Malgré un début pénible et la nécessité de reformer entièrement les filières, je pus rapidement, grâce à l'aide discrète de certains éléments, renouer et garder un contact étroit avec le centre de notre organisation en Allemagne. Les contrebandiers politiques n'avaient aucun mal à passer les montagnes du côté tchèque, sinon du côté allemand.

Eu égard à cette aide, je décidai d'en avoir le cœur net et me rendis vers midi chez le chef du département politique de la police, M. Benda, et me plaignis des procédés de ses agents qui manquaient vraiment d'urbanité.

— Pourquoi envoyer chez moi quatre inspecteurs de la police dans une voiture ; pourquoi les armer ? Vous me connaissez, tout de même !

Benda écarquilla les yeux.

1. C'est ce qui amena la Tchécoslovaquie à se chercher des alliés et, notamment, à signer un traité avec l'U.R.S.S. le 16 mai 1935.

— Vous devez vous tromper, cher monsieur, nous ne disposons d'aucune voiture.

Il semblait très intrigué par cet événement et me promit de faire une enquête sérieuse. Dans l'après-midi il me téléphona :

— Voulez-vous venir immédiatement chez moi et amener votre logeuse ; il nous faut votre déposition, aucun ordre de perquisition chez vous n'a été ordonné.

Nous y allâmes immédiatement : j'étais aussi pressé que Benda de connaître le fin mot de cette étrange perquisition. Mon hôtesse se révéla incomparablement plus volubile en tchèque qu'en allemand ; elle nous révéla que la voiture qui s'était arrêtée le matin devant la maison portait le numéro IIA, avec des lettres blanches sur fond noir, alors que les numéros tchèques étaient imprimés en noir sur fond blanc. Il s'agissait d'un véhicule allemand et plus précisément d'une voiture venant de Munich.

— Bien sûr, dit soudain la brave femme, bien sûr, je me souviens maintenant, les hommes qui attendaient parlaient allemand, et quand les deux autres sont revenus, ils ont jeté par terre un gros morceau d'ouate et l'ont piétiné avec colère. Cela sentait je ne sais pas trop quoi, une drôle d'odeur.

Nous nous rendîmes sur les lieux et nous retrouvâmes le coton, dont l'odeur s'était évaporée. Mais nous avions suffisamment d'indices pour pouvoir conclure : on avait essayé de m'enlever. Et le « on » s'appelait Gestapo. Le morceau de ouate vraisemblablement imbibé d'éther indiquait que l'on cherchait toujours à me ramener vivant. Ce coup aurait réussi si les gestapistes avaient été des gens de Munich qui m'eussent personnellement connu ; mon faux passeport n'aurait pu, alors, les abuser. Mais, pour donner le change, il fallait que les policiers parlent tchèque, c'est pourquoi Himmler avait dû utiliser des Allemands des Sudètes. Toutes ces ruses avaient donc été inutiles, mais je l'avais échappé belle grâce à la crédulité des faux policiers tchèques.

Ce coup qu'avait osé l'Allemagne en pleine Tchécoslovaquie eut pour moi des conséquences favorables : émus de cette atteinte à leur autorité, les dirigeants de Prague mirent à partir de ce jour à ma disposition quelques hommes chargés de ma protection ; ensuite, on réorganisa le département des recherches politiques où avait régné jusque-là le laisser-aller

d'un pays en paix et heureux. Ces mesures, hélas ! ne concernèrent que la capitale. Eussent-elles été étendues à la province que l'assassinat de mon ami Formis n'eût pas eu lieu peu de temps après.

Quoi qu'il en soit, pendant quelque temps, je retrouvai la tranquillité. Ce cher Heinrich Himmler avait compris qu'il ne pourrait renouveler sa tentative du 29 octobre 1933. Il était certain par contre qu'il essaierait quelque chose d'autre parmi les moyens multiples dont disposait la Gestapo. Je ne perdais rien pour attendre.

Au début du mois de mars 1934 je fus invité par la Faculté de droit de Prague à faire une conférence. Le thème en fut le national-socialisme et elle eut un grand retentissement politique. Le lendemain un certain monsieur Frank, anglais, me demanda un rendez-vous. Je le reçus.

Il était tiré à quatre épingles, rasé de frais, blond et d'aspect tout à fait avenant. Un négociant israélite de Prague accompagnait ce personnage distingué. J'appris que ce négociant s'appelait monsieur Pollak et que Frank était fiancé à sa sœur. Frank me dit qu'il représentait une société antinazie américaine, dont il lui était interdit de divulguer le nom, qui s'intéressait vivement à mes activités.

— Je suis chargé, baragouina-t-il en allemand, avec un impeccable accent anglais, d'acquérir cinq mille numéros de votre nouvel hebdomadaire et de m'occuper de la diffusion du journal dans le Reich. Je paierai d'avance le montant que vous demanderez pour les quelques semaines ou les quelques mois que durera notre collaboration.

— Je vous remercie beaucoup, cher monsieur, mais je suis parfaitement organisé pour faire parvenir mes journaux là où je le veux ; pour l'expédition, je n'ai vraiment pas besoin d'être secondé.

Frank garda son air aimable et bienveillant.

— Très bien, dit-il, continuez donc à vous en occuper vous-même ; cependant, afin de faciliter votre travail, laissez-moi participer aux frais d'imprimerie. Je désire vous donner le montant de trois mois de crédit d'avance.

L'argent n'avait jamais été notre point fort. Nous n'étions alimentés par aucune collecte. Nous étions les ennemis de

Hitler, mais aussi de Moscou et des sociaux-démocrates. Les restrictions des courants de devises rendaient de plus en plus précaires les secours venant de nos amis d'Allemagne. Nous ne vivions que de ce que je gagnais comme écrivain. Mais à cette époque j'eus le plus grand mal à placer mes livres sur Hitler et sur Goering dans des pays comme les Etats-Unis ou l'Angleterre : ils étaient trop vrais, trop sérieux. Cela ne touchait pas ma vanité d'écrivain, car écrire n'a jamais été pour moi qu'un moyen de combat, mais cela diminuait des ressources dont j'avais grandement besoin. Tout cela explique pourquoi j'acceptai sans hésiter cet argent venant d'outre-Atlantique. Monsieur Frank m'avait fait voir un passeport anglais correct ; lui et le « beau-frère » Pollak, avec son appartenance juive, me semblaient être les garants de l'honnêteté des intentions de mon bienfaiteur inattendu.

Trois mois plus tard, « mister » Frank revint me voir ; il déclara que notre collaboration avait pleinement tenu ses promesses et il insista pour que je l'accompagne dans un voyage à Paris.

— Mon patron d'Amérique voudrait beaucoup faire votre connaissance, dit-il. Il ne peut venir à Prague pour le moment mais il sera à Paris au début de juin. Il serait très content de vous y rencontrer.

Je m'étais renseigné auprès de la police au sujet de MM. Frank et Pollak ; rien d'infamant n'avait pu être relevé contre eux. Cependant, sous divers prétextes, je refusai un voyage en commun, mais j'acceptai le rendez-vous parisien que me proposait le gentleman blond. La date initiale de mon voyage dut être repoussée, j'en informai Frank, et arrivai à Paris après le 15 juin ; je n'avais indiqué à l'Anglais ni la date précise de mon départ, ni l'heure de mon train. A mon arrivée, je vis un Frank contrarié :

— Quel malheur, dit-il, mon patron a dû repartir pour la Sarre ; il est en pourparlers avec Conrad Heiden à qui il est impossible de venir ici. Il vous attend le 21 juin à Sarrebruck. Ce contretemps était certes un peu bizarre mais après tout il paraissait plausible que le chef américain d'une ligue antinazie désire s'entretenir avec un écrivain antinazi aussi connu que Conrad Heiden.

— Nous pourrons partir ensemble le 20 juin, ajouta

Frank, tout content de mon acceptation de principe.

— Désolé, mais j'ai à faire en province avant ; je serai à votre rendez-vous du 21.

Frank s'inclina. Il m'indiqua que le rendez-vous devait avoir lieu à l'hôtel Reichsadler et précisa l'heure à laquelle je devais m'y trouver.

Je n'avais pas dit à Frank que je connaissais Conrad Heiden de longue date et que j'avais l'intention de le revoir à Sarrebruck avant le rendez-vous. C'était cela que j'avais à faire. D'autre part, je dois avouer que je n'avais aucune envie de voyager avec cet homme dont l'inaltérable amabilité avait quelque chose de suspect.

Le 21 juin, j'arrivai à la gare de la capitale de *la Sarre, encore indépendante*¹ ; Conrad Heiden m'y attendait au train.

— Strasser, me dit-il, je ne comprends rien à la lettre que vous m'avez envoyée de Paris. Je ne connais ni Frank ni son patron. Je n'ai été contacté par aucun organisme antinazi américain. Cette histoire me paraît très louche ; méfiez-vous... Ma sourde méfiance était donc justifiée ! Je décidai cependant d'en avoir le cœur net :

— Je serai prudent mais je veux aller au fond de cette affaire. Je marcherai sur la pointe des pieds, comptez sur moi.

Et je me rendis au rendez-vous. Devant l'hôtel, je repérai immédiatement des hommes en civil, à l'allure martiale, chaussés de grosses chaussures typiquement allemandes. Je me dis : « Je vous reconnais, petits S.S., vous ne m'aurez pas. » Frank sortit de l'hôtel à ma rencontre, me tapa sur l'épaule et m'emmena :

— Montons dans mon appartement, cher ami.

Je le suivis, la main dans la poche de la veste où se trouvait mon revolver, dans un luxueux appartement. Nous nous installâmes et parlâmes de l'Allemagne.

— La situation est critique, expliquai-je à Frank, le spectre d'une seconde révolution se dessine.

Frank eut une sorte de sourire, dont la signification ne m'apparut pas tout de suite, et dit :

— Avant la fin du mois nous aurons des surprises. L'Alle-

1. Le parti nazi s'y développait cependant avec rapidité et les deux principaux journaux applaudissaient déjà Hitler.

magne connaîtra une Saint-Barthélemy comme le monde n'en a jamais eu.

— Vraiment, monsieur Frank ? Et d'où tenez-vous ces renseignements ? de votre patron ?

Frank perdit son sourire pour la première fois depuis que je le connaissais et parut mal à l'aise.

— Mon patron va arriver, vous pourrez parler de tout cela avec lui ; en attendant, que voulez-vous ? Désirez-vous prendre un bain pour vous reposer des fatigues du voyage, ou bien du champagne ?

J'éclatai de rire.

— Non, merci, mon cher Frank, je ne veux rien de tout cela. Je voudrais seulement être sûr que vous êtes un agent de la Gestapo, comme ça je pourrais vous tuer tout de suite, avec ce revolver.

Frank devint tout pâle à la vue de l'arme.

— Monsieur Strasser, je suis anglais. Je ne comprends pas vos plaisanteries.

Il y eut un silence. Son embarras faisait peine à voir. Il me demanda alors de l'excuser : il avait à téléphoner. Il s'absenta et lorsqu'il revint, il était très agité.

— Mon patron n'est pas encore là mais il ne va certainement pas tarder. Voulez-vous encore patienter ?

Il n'y avait plus de doutes dans mon esprit. S'il avait réellement été anglais et innocent, il n'aurait pas pris mon insinuation avec autant de placidité. Il m'aurait sauté à la gorge, ou bien aurait exigé des excuses mais ne serait pas parti téléphoner. C'était certain, cet homme était un agent, chargé de m'amener ici dans un guet-apens ; des complices allaient arriver, on allait boire ; ils essaieraient de me griser et ensuite nous partirions faire une promenade en voiture qui nous mènerait comme par hasard au-delà des frontières sarroises en Allemagne. La consigne de me ramener vivant existait donc toujours, ce qui compliquait bien la tâche de ce pauvre Frank.

— Je veux bien attendre mais alors, laissez-moi décommander un rendez-vous que j'avais ; attendez-moi ici, je vous confie ma valise... Je serai de retour dans une demi-heure.

Mes sentinelles en civil faisaient toujours le pied de grue devant l'hôtel. Je me payai le luxe de leur crier :

— Un taxi, et plus vite que ça.

Je constatai une fois de plus qu'un Allemand réagit toujours au ton du commandement ; en moins d'une minute j'avais mon taxi et filais chez Conrad Heiden.

— Partez par le premier train, me dit celui-ci ; moi j'irai trouver M. Frank, je vous excuserai et reprendrai votre valise. Je vais bien rire.

C'est ce que nous fîmes. Dans le train, ce n'était pas tellement mon aventure qui me préoccupait que cette allusion de Frank à une Saint-Barthélemy. Qu'avait-il voulu dire ? En tout cas, il avait dû être vraiment certain de ma capture pour avoir osé commettre une pareille indiscretion.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, Frank, après le 30 juin 1934, eut le courage de venir me relancer à Prague et de me faire des reproches au sujet du « rendez-vous manqué ».

— Cher ami, vous m'avez fait une très mauvaise farce. J'ai failli me brouiller avec mon patron. Vous me devez réparation de ce mauvais procédé ; c'est pourquoi je vous demande de venir avec moi, mon avion spécial nous attend.

— Vous me prenez pour un enfant !

— Pas du tout ; si vous n'avez pas confiance en moi, je vous propose de prendre comme pilote votre fidèle collaborateur, monsieur Mahr.

Mahr, qui s'appelait en réalité Adam, était le fils d'un grand commerçant juif de Berlin. J'avais donc quelque raison de penser que je ne risquais rien s'il pilotait l'avion. Cependant je fis quelques objections, afin de gagner du temps, et téléphonai, dès que Frank eut quitté la pièce, à Benda. Adam était à côté de moi.

— Ecoutez, monsieur Benda, l'individu dont je vous ai parlé se trouve actuellement à Prague. Il loge à l'hôtel Sroubeck.

Du coin de l'œil, je vis Adam qui quittait la pièce précipitamment... Evidemment, lorsque la police arriva à l'hôtel, Frank avait disparu. Il fut décidé alors d'arrêter Adam pour tirer au clair son rôle dans cette affaire. Le secrétaire de Frank se retrouva également sous les verrous ; au bout de quelques semaines, nous avons réussi à leur faire dire tout ce qu'ils savaient.

Les révélations étaient très intéressantes : Frank était le chef berlinois de la section Front Noir de la Gestapo. Le rendez-vous de la Sarre était bien un guet-apens et, ayant raté son coup, il avait contacté et acheté mes deux collaborateurs, Kritsche (alias Hildebrand) et Adam. Au premier il avait donné la forte somme et promis au second l'aryanisation, c'est-à-dire la possibilité de retourner vivre en Allemagne. Tous deux avaient accepté.

Adam et Hildebrand furent relâchés au bout de quelques années de prison. Ils continuèrent leur sale métier. Je repérai même Hildebrand à Copenhague en 1939. Ainsi se termina l'aventure, qui m'avait permis de faire financer 50 000 journaux antinazis par la Gestapo.

Heydrich veut détruire l'Emetteur Noir

Elle eut cependant une suite dramatique. Adam avait passé à Frank un renseignement de taille : le nom de l'homme qui avait construit l'émetteur dont nous nous servions. Cet appareil nous permettait de combattre Hitler avec *ses propres armes*¹, lui qui était le seul, avec Mussolini, à employer la T.S.F. à des fins politiques. Je pouvais ainsi, malgré la distance et l'exil, faire entendre par la voix des ondes la vérité, démoraliser l'adversaire, en un mot diffuser ma propagande, cette arme moderne sans laquelle on ne peut plus concevoir la guerre.

Le nom du technicien qui m'avait permis d'être doté de cette arme était Formis. C'était un garçon de premier ordre. Il avait été pendant la guerre un brillant officier ; la paix revenue il avait repris son métier d'électrotechnicien. Il s'y montrait très brillant et fut l'auteur de plusieurs inventions dans le domaine de la radio. Son ascension professionnelle fut rapide. Nommé directeur de la station de Stuttgart, il y réussit très bien ; mais sa compétence n'avait d'égale que sa haine de Hitler. Son

1. Dès le 3 février 1933, Gœbbels écrivait dans son journal : « Ce sera facile de mener le combat, car nous pouvons faire appel à toutes les ressources de l'Etat. La radio et la presse sont à notre disposition. Nous allons organiser un chef-d'œuvre de propagande. »

premier exploit fut de couper le câble principal du poste émetteur le jour où Hitler prononça le grand discours de Stuttgart. Il ne fut pas possible de le transmettre, on fit une enquête, mais on ne le soupçonna pas. Cependant les incidents se multipliaient chaque fois qu'un discours du chancelier devait passer sur les ondes de sa station et on finit par se douter qu'il était le coupable.

Il réussit à s'enfuir. Après bien des péripéties, il se retrouva à Prague où il vint se mettre à ma disposition. J'ai oublié de dire qu'il faisait partie depuis longtemps du Front Noir.

Je lui demandai alors de construire un poste. Il en fit un tellement perfectionné que ce bijou se trouve maintenant au musée des Postes de Prague.

La deuxième phase de notre action par les ondes était la découverte d'un lieu sûr d'où nous pourrions émettre à l'insu des autorités tchèques. Il convenait en effet de sauvegarder les apparences.

Le troisième point à régler était le choix d'un speaker. Formis décida de l'être lui-même et prit un second pour l'aider et le protéger en cas de coup de main de la Gestapo.

L'endroit choisi fut le village de Zahory, dans la plaine de la Moldau, à soixante-cinq kilomètres de Prague. Ce village comportait un hôtel, utilisé par les citadins de la capitale pour y passer les fins de semaine. Le reste du temps, il était pratiquement vide et le propriétaire n'était pas curieux. En trois semaines, l'émetteur fut en état de marche et les émissions commencèrent, à raison de trois émissions d'une heure par jour. C'était le premier exemple d'émetteur clandestin, de « radio-pirate ».

Cela fit le plus grand effet, et d'abord sur Hitler qui en perdit le sommeil. Himmler trembla pour sa vie et trouva qu'il était temps d'employer les grands moyens. Les grands moyens de l'ancien adjoint de mon frère s'appelaient Heydrich le sanguinaire, dont la mission fut de repérer puis de détruire l'émetteur clandestin qui avait le front d'attaquer le régime nazi sur son propre terrain.

Il y avait maintenant quatre mois que l'Emetteur Noir fonctionnait. En ce 16 janvier 1935, j'étais venu comme d'habitude remettre à Formis mon allocution de la semaine, enregistrée sur disque.

- Tout va bien ? Rien de suspect, Formis ?
- Non, rien ! Juste un faux ménage en voyage de pseudo-noces, venant d'Allemagne. De jeunes inoffensifs qui sont repartis ce matin pour la mère patrie.
- Des Allemands, vous ne craignez pas que... ?
- Je suis armé et de toute façon je ne crois pas que cette petite fille-là me veuille du mal, au contraire.
- Vous avez pu savoir qui étaient ces gens ?
- Oui. Lui, c'est un négociant de Kiel qui s'appelle Hans Müller, elle, c'est une professeur de gymnastique, charmante et très bien faite ! Elle s'appelle Edith Kersbach
- Si jamais ils revenaient, je crois qu'il serait tout de même plus prudent de prévenir la police des étrangers.

Assassinat de Formis

Ce que j'ignorais en regagnant Prague, c'est que l'admiration de Formis pour la jeune femme avait été plus loin que la louange et que, sous prétexte de rendre jaloux son ami, la jeune femme s'était fait photographier par un des garçons de l'hôtel au bras de mon collaborateur. Le 23 du même mois le couple revint. Il était tard, l'hôtel n'avait pas de ligne téléphonique ; Formis remit au lendemain sa visite à la police. L'homme, qui paraissait fatigué, gagna sa chambre sans même dîner et la jeune femme resta seule avec Formis. Plus tard, les hôteliers devaient me raconter :

« Jamais femme honnête ne fit pareilles avances à un inconnu ; quand, notre travail terminé, nous les laissâmes seuls dans le salon, c'était à se demander si elle n'allait pas s'asseoir d'autorité sur ses genoux. »

C'est à peu près ce qui dut se passer car, à dix heures, Formis et Edith montèrent ensemble au premier étage ; Müller avait loué la chambre n° 3 tandis que celle de Formis était la 7. Dix heures n'avaient pas sonné que le garçon qui couchait au sous-sol fut réveillé par des coups de feu. Il se précipita au premier étage, à temps pour apercevoir Müller qui traînait le corps de Formis vers la chambre 7. Derrière venait Edith qui marchait cassée en deux, gémissant telle une bête blessée. Il y avait encore un autre homme, que le garçon n'avait jamais vu,

et qui couvrait leur retraite avec deux revolvers. Les autres membres du personnel avaient rejoint le garçon et furent comme lui refoulés, toujours sous la menace des deux armes, vers la cave, et enfermés à double tour. Quant à l'hôtelier et sa femme, qui habitaient l'autre aile, ils n'avaient rien entendu. Les gens enfermés dans la cave trouvèrent un soupirail et ils commençaient à peine à l'utiliser qu'ils s'aperçurent que de gros nuages de fumée sortaient d'une fenêtre de l'hôtel. Ils se dépêchèrent d'aller prévenir leurs maîtres, tandis que l'un d'entre eux partait à pied alerter le poste de police le plus proche.

Pendant ce temps l'hôtelier se précipita dans la chambre d'où sortait la fumée ; c'était la 7. Formis était mort, son cadavre avait été arrosé d'essence et enflammé. A côté du cadavre rongé par les flammes, deux bombes incendiaires qui avaient fait long feu.

L'énorme Mercedes avec laquelle les tueurs étaient arrivés ne se trouvait plus garée devant l'hôtel...

L'enquête finit par nous apprendre ce qui s'était exactement passé. Müller, avec la photo prise par le garçon d'hôtel, s'était rendu à Berlin par avion et avait eu confirmation qu'il ne s'était pas trompé de cible. Il était reparti aussitôt, ramenant avec lui un tueur de secours, qu'il avait caché à proximité de l'hôtel. Pendant qu'Edith séduisait Formis, le second tueur avait grimpé dans la chambre de Müller au moyen d'une échelle de corde.

Avant de monter se coucher, Müller avait murmuré à son amie : « Surtout, arrange-toi pour l'amener. » Cela, c'était ce que disait une serveuse qui était passée à proximité à ce moment-là. Elle ajoutait que, malgré le souci de discrétion de Müller, elle avait été effrayée par l'expression de brutalité qu'il n'avait pu dissimuler.

Edith avait amené son nouvel ami jusque devant sa porte. Elle avait dû ouvrir celle-ci, puis entraîner Formis à l'intérieur en insistant beaucoup, car on trouva sur le poignet du malheureux de profondes traces d'ongles. Formis avait donc passé le seuil de la porte. A ce moment, il avait certainement aperçu les deux hommes, et avait dégainé son arme. En tentant de le désarmer ou de détourner l'arme, Edith avait

reçu une balle dans le ventre tandis qu'en même temps Müller avait logé deux balles dans la poitrine et une dans la tête de Formis.

Le speaker était mort. Restait à détruire l'émetteur. Ils ne le découvrirent pas ; il se trouvait au grenier et ils n'avaient pas le temps de fouiller tout l'hôtel. Ils avaient donc choisi la solution globale en arrosant le corps de Formis d'essence et en garnissant sa chambre de bombes incendiaires. Si celles-ci avaient fonctionné, l'hôtel aurait été détruit et l'émetteur avec. Ils étaient descendus par l'échelle de corde, avec la blessée ; des traces de sang en témoignaient. Sur leur parcours de repli, plusieurs barrages les avaient arrêtés, mais ils étaient en règle. La femme était dissimulée à l'arrière, sous des couvertures et des manteaux, agonisante. Un linge souillé de sang fut trouvé au bord de la route, sur les rives de la Moldau. Le trajet en voiture, sans soins, lui fut d'ailleurs fatal.

Heydrich avait *atteint son but*¹ : la voix de la vérité, celle qui s'adressait à la conscience allemande, ne s'élèverait plus.

Bien sûr, on fit des démarches diplomatiques, on procéda à des échanges de notes entre Prague et Berlin. L'enquête ne laissait aucun doute sur la complicité des autorités allemandes et néanmoins Berlin nia. Par contre l'ambassadeur d'Allemagne à Prague s'enquit des sanctions que l'on avait l'intention d'infliger à Otto Strasser, coupable d'avoir utilisé un émetteur clandestin !

Ces sanctions furent quatre mois de prison, par un jugement du 6 janvier 1936 ; je ne purgeai jamais cette peine, à cause de l'extrême désinvolture du président Benès à l'égard de mon dossier : il ne trouva jamais le temps d'apposer la signature rendant le jugement exécutoire.

Toutes les tentatives faites pour me faire prisonnier, ou pour me tuer, depuis le pressant désir qu'eut une pseudo-journaliste anglaise de passer avec moi quelques jours dans les Sudètes, les nombreux rendez-vous galants fixés par de trop anonymes admiratrices, jusqu'à la fiole de poison que tenta de me faire absorber un de mes collaborateurs appelé Constantin, ne fu-

1. La carrière de Heydrich, n° 2 de la S.S., s'est poursuivie comme on sait, notamment dans la prise du pouvoir en Tchécoslovaquie et le massacre des Juifs. Il fut le plus sanguinaire des nazis comme « protecteur de la Bohême-Moravie ».

rent rien à côté du coup que me porta la mort de Formis.

Il me semblait toujours que je devais quelque chose à sa mémoire. Le temps passa, la guerre se termina, les anciens nazis retrouvèrent une place dans l'Allemagne de Bonn, leur peur se dissipa et un jour, un journal français publia les Mémoires d'un certain Naujocks, qui se vantait tout simplement d'avoir assassiné Formis. C'était le Müller de l'attentat. Cette fois la mesure était comble, et je tenais l'occasion que j'attendais depuis si longtemps : je lui intentai un procès pour meurtre, avec le concours des autorités tchèques car c'est dans ce pays que se trouvent toutes les pièces relatives à l'attentat. Qu'il soit condamné, à la fois pour sa lâcheté, pour son impudent aveu encouragé par un gouvernement qui n'a jamais inquiété ses pareils que contraint et forcé par les Alliés, qu'il soit châtié pour qu'une fois au moins soit respectée la justice dans une histoire où sont souvent oubliés les vrais combattants de la liberté.

X

La Saint-Barthélemy allemande ou la « nuit des longs couteaux »

Les pleins pouvoirs à Hitler / Création de la Gestapo / Réformes sociales et répressions / Les S.A. contre l'armée / Hitler doit choisir / Avec l'armée contre les S.A. / La « nuit des longs couteaux » / Arrestation puis assassinat de Gregor Strasser.

Des élections manquées

Depuis mon départ d'Allemagne, Hitler avait fait ce que je craignais et attendais de lui : instaurer le régime le plus dictatorial que l'on ait vu jusqu'alors dans ce pays. A dire vrai, la seule comparaison qui vienne à l'esprit lorsqu'on pense aux méthodes utilisées par les nazis, est celle d'une organisation de gangsters telle qu'il en existe aux Etats-Unis par exemple. La brutalité à l'état de vertu et de système, la lutte impitoyable, allant jusqu'au meurtre, contre les adversaires politiques, la conquête par tous les moyens de tous les leviers de commande, de tous les « rackets », l'utilisation de l'argent et des places pour s'assurer la fidélité, tout y est semblables à ce que peut être la mise en place d'une organisation criminelle décidée à supplanter ses rivales. Mais les gangsters se battent entre eux ; ici, les gangsters étaient tous du même bord. En face se tenaient des politiques, gens de parole, gens de droit. La tâche de Hitler n'en fut que plus facile.

Les élections du 5 mars 1933 avaient été une déception pour le N.S.D.A.P. Aussitôt après, la lutte contre les partis politiques devint plus âpre encore. Les fusillades entre S.A., policiers, communistes se firent journalières à Hambourg, Breslau, Dresde, Magdebourg, Karlsruhe, Königsberg. Les S.A. accrurent leurs effectifs, des gardes du corps personnel furent mis sur pied par les divers dirigeants. Ces états-majors comportèrent désormais ce qu'on appela le bureau Ic, chargé de dépister et de régler le sort des adversaires politiques. C'était la légalisation d'une terreur révolutionnaire qui ne connaissait plus de limites.

Le 12 mars 1933 les emblèmes à croix gammée et noir-blanc-rouge devinrent les couleurs officielles du Reich.

Hitler obtient les pleins pouvoirs pour quatre ans

Le 23 mars Hitler prononça un discours au Reichstag, dans lequel il présenta un projet de loi accordant les pleins pouvoirs au gouvernement, avec droit de promulguer les lois et de conclure des traités avec des puissances étrangères sans l'approbation du parlement. Les prérogatives du président n'étaient pas touchées. La durée de ces pleins pouvoirs était de quatre ans. Le seul parti qui s'éleva contre cette demande fut le parti socialiste. Otto Wels prononça un discours critique et repoussant la prétention hitlérienne. Sa voix fut à demi couverte par la claque soigneusement répartie dans les tribunes. Les autres partis se turent, tous les bourgeois, Centre compris, votèrent la loi des pleins pouvoirs. Quant aux communistes, on sait qu'ils étaient déjà écartés de leurs fonctions. Ainsi, par une étrange aberration, c'est par un vote démocratique que fut instaurée la dictature hitlérienne.

Commença alors à se développer la lutte antisémite, au niveau d'abord des administrations et des commerçants. Puis, le 1^{er} avril, fut ordonné le boycottage de toutes les maisons juives d'Allemagne. Simultanément furent prises des mesures de centralisation administrative par la dissolution des Länder, remplacés par des fonctionnaires directement subordonnés au pouvoir central.

Gœring crée la Gestapo

Le 27 avril, une ordonnance de Gœring créa en Prusse, seule province à avoir gardé son *Länder*, une « police secrète d'Etat » dirigée par le Dr Diels. Cette police devait connaître un grand essor et acquérir un grand renom, sous le nom de Gestapo.

Von Papen et Hugenberg se voyaient écartés du pouvoir petit à petit. Lorsque Hitler prit les fonctions de Statthalter de Prusse, celle de commissaire du Reich en Prusse que détenait von Papen perdit toute importance. D'autre part, Hugenberg, ministre national du Ravitaillement et de l'Economie, avait le droit d'exercer ses pouvoirs également en Prusse. Hitler nomma Gœring ministre-président de ce pays, ce qui évinça *ipso facto* Hugenberg.

La nouvelle classe de fonctionnaires, depuis les Gauleiter des provinces jusqu'aux chefs de bureau se caractérisait par l'incapacité et la vénalité. Chaque poste faisait l'objet d'intrigues acharnées ; chacun collectionnait les « fiches » sur les vices, les histoires louches, les ascendances douteuses de ses concurrents. Cette pratique devait devenir une véritable habitude du III^e Reich. Hitler lui-même n'y échappa pas. Des hiérarchies parallèles se créaient rapidement autour des pontes du régime et se dressaient les unes contre les autres.

La lutte contre les partis, qui avait débuté contre les communistes et les socialistes, se poursuivit contre les nationaux-allemands, compères dupés au-delà de toute expression. Ils se défendirent avec acharnement, furieux de voir tant d'appuis et tant d'argent servir à asseoir au pouvoir d'autres qu'eux. Mais le Dr Ernst Oberfohren, chef des nationaux-allemands au Reichstag, fut trouvé mort à son domicile ; von Bismarck, ayant voulu prononcer un discours sur le rétablissement de la monarchie, fut contraint de donner sa démission.

D'autres mesures, en contradiction totale avec les idées socialistes que je défendais, continuèrent à édifier un régime aux structures moyenâgeuses. Certes, la consolidation du droit de propriété des paysans, la constitution de domaines héréditaires pouvaient plaire aux ruraux mais ils ne savaient pas de quelle privation de liberté ils allaient payer ces avantages : en assurant leur droit sur les terres, Hitler les y enchaînait de

père en fils, comme des serfs. La terre n'appartenait plus au paysan, le paysan appartenait à sa terre, à son village, à l'autorité locale.

Parallèlement à la constitution du Front du Travail, on interdit tous les autres syndicats. Tous leurs biens et avoirs furent confisqués, tous les chefs arrêtés et déportés. Le Dr Ley, nommé chef du Front, le syndicat d'Etat, devenait le maître de toute la classe ouvrière.

On fit un certain nombre de réformes sociales. On créa une organisation nationale de loisirs (Kraft durch Freude), on améliora les conditions de travail dans les usines (les premières applications des idées d'esthétique industrielle furent tentées dès cette époque) et les conditions sociales, on s'attacha à réduire le chômage par des primes à l'investissement, des dégrèvements d'impôt, la création de fonds d'aide aux travailleurs, prêts aux jeunes époux et surtout mise en route de grands travaux, tels que le plan pour 6 500 kilomètres d'autoroutes. On créa même une « Entreprise des autoroutes du Reich » avec à sa tête *l'ingénieur Fritz Todt*¹.

Mais toutes ces mesures, bonnes en elles-mêmes, n'étaient qu'un moyen de s'allier la masse : celle-ci devrait rembourser ce qu'on lui donnait par une totale adhésion et une totale discipline.

D'ailleurs les camps de concentration poussaient partout. Il y avait les prisons S.A., les camps de concentration privés des Gauleiter des provinces, ou des chefs S.S., tel le camp de concentration officiel des S.S. dans Columbia Haus, à Berlin. Dans un « louable » souci d'organisation, on décida de tuer toute anarchie et on forma un corps spécial de S.S., « les S.S. à tête de mort », chargé d'assurer la garde des camps. Inutile de dire que ces camps échappaient à toute juridiction normale, qu'on y pratiquait les châtiments corporels les plus barbares et que la magistrature allemande en place fut très discrète dans sa désapprobation.

1. Par la suite ministre de la Production industrielle, Todt s'opposa à Hitler après l'entrée en guerre des Etats-Unis. Comme par hasard, il mourut quelques semaines plus tard, le 8 février 1942, dans son avion personnel qui explosa en vol...

Le N.S.D.A.P. parti unique

14 juillet : le N.S.D.A.P. est officiellement proclamé parti unique, l'usage du plébiscite est décrété pour les questions importantes ; d'une part, pour préserver la pureté de la race, la stérilisation des malades mentaux, des incurables et des contagieux est décidée ; enfin, se voient déchus de leur nationalité les juifs et les adversaires politiques, dont beaucoup d'artistes, écrivains, savants, philosophes éminents.

Les 1^{er}, 2, 3 septembre, cinquième congrès national du parti à Nuremberg, baptisé « congrès de la Victoire ». Participants : 500 000 hommes. Au programme, un discours nébuleux de Hitler sur le socialisme du parti : « Si le mot socialisme doit avoir un sens, il veut dire qu'on doit demander à chacun, avec une équité de fer, c'est-à-dire avec le discernement le plus profond, de contribuer à la prospérité de la collectivité en proportion de ses capacités innées, autrement dit de sa valeur. »

Au fond, toutes ces critiques peuvent paraître celles d'un théoricien et on peut dire que la seule question à laquelle il faille répondre est celle-ci : Le peuple est-il heureux, après plusieurs mois de régime nazi ?

Certes, pour qui lisait la presse, entendait la radio, ou assistait aux démonstrations organisées par Goebbels, l'impression pouvait être que le peuple allemand était uni plus que jamais sous Adolf Hitler. Mais alors, comment Goebbels expliquait-il le grand nombre de camps de concentration, créés un peu partout en Allemagne ? Après un an de pouvoir, après que les partis communiste et socialiste eurent été « épurés », ils subsistaient encore et on en construisait d'autres. Pour qui ? Qui étaient les centaines de milliers d'Allemands qui y étaient maltraités ? Qui étaient les nouveaux venus ? Pourquoi la liberté de la presse restait-elle abolie, ainsi que la liberté de réunion ? Si les marxistes étaient les ennemis de l'Allemagne, ils n'existaient plus en nombre appréciable ; alors qui, encore une fois, mettait-on dans les *nouveaux* camps ?

On pouvait se demander ce qui resterait de cette unité, de cette fameuse unanimité hitlérienne après un seul mois de vraie liberté. Oui, trente jours de liberté auraient suffi pour montrer que quatre hommes qui réussissent par surprise à en bâillonner six ne peuvent se vanter d'avoir établi l'unité.

Et la révolution ? Il suffit de penser à la Révolution française pour mesurer toute la différence entre ses changements profonds et la comédie hitlérienne qui célèbre la violence révolutionnaire sans être capable d'une véritable action révolutionnaire.

Les aspirations révolutionnaires du peuple étaient évidentes depuis la fin de la Première Guerre mondiale. Elles n'avaient pas échappé à Hitler ; il les craignait maintenant, après s'en être servi. Deux voies s'ouvraient devant lui : trahir définitivement la révolution en la détournant de sa fin ou se résoudre à la suivre enfin, maintenant qu'il n'avait plus besoin de rassurer ses partenaires politiques de rencontre.

En réalité, la seule question que se posait Hitler fut la suivante : Quel parti, de la révolution ou de la réaction, lui permettrait de rester au pouvoir ?

Pour se défendre de l'une comme de l'autre, il renforça le régime de la terreur en décrétant la peine de mort pour haute trahison et, naturellement, en se gardant le droit de définir ce qu'était la haute trahison, selon son bon plaisir. Par exemple, on pouvait mériter la peine de mort pour avoir vendu un journal du Front Noir ou un journal socialiste.

La justice, nous l'avons dit, était aux ordres de Hitler. Un nouveau tribunal dit « populaire », composé d'une majorité de membres du parti, jugeait, condamnait sur ordre de la direction. Chose vraiment curieuse, la peine de mort fut prévue contre toute tentative visant à porter atteinte aux pouvoirs constitutionnels du président du Reich, du chancelier ou de tout autre membre du gouvernement du Reich. Il fut en outre précisé que seraient punis de la peine de mort tous ceux qui essaieraient d'entrer en relation avec des gouvernements étrangers.

Cet article semblait dirigé contre certains généraux dont on pouvait craindre qu'ils se servent un jour prochain de la *Reichswehr*¹ pour mettre fin au danger révolutionnaire de l'extrême-droite. Le 1^{er} juillet 1933, Hitler s'était en outre écrié : « Je déclare que la révolution est achevée ! » Hitler, qui s'imaginait avoir créé la révolution et le national-socialisme.

1. Il ne faut pas exagérer la puissance de la Reichswehr, qui ne comptait toujours que 100 000 hommes.

lisme, pouvait en effet prétendre y mettre fin par un ordre. Goebbels était plus fin. Il comprit que la seconde révolution était une réalité, la grande réalité de demain peut-être et il ne craignit pas d'en parler. Goering et Hess lui emboîtèrent le pas en prononçant des paroles telles que celles-ci : « Peut-être Adolf Hitler jugera-t-il un jour utile de se servir à nouveau de moyens révolutionnaires. Nous attendons confiants l'heure où, s'il est nécessaire, il en appellera une fois de plus à ses vieux camarades révolutionnaires. »

C'était la preuve que la révolution n'était pas finie, pour l'opinion populaire, puisqu'on prenait les devants et qu'on tentait d'exorciser la menace en mettant en avant le nom de Hitler.

Les clans réactionnaires et Hitler

Exorciser était le mot, puisqu'il était prononcé par un Goering. C'est-à-dire par un réactionnaire, devenu ce qu'il était en raison de ses attaches qui avaient bien servi à Hitler. Mais en réalité il y avait en Allemagne, à cette époque, deux réactions.

D'abord, le groupe Hindenburg. Représenté par des hommes comme von Papen, von Neurath, ministre des Affaires étrangères, et le maréchal von Blomberg, ministre de la Reichswehr. Du point de vue économique, ces hommes étaient presque tous de grands propriétaires terriens. L'instrument de leur volonté était la Reichswehr.

Ensuite le groupe Goering et Thyssen. La troisième tête était le banquier Schacht. Sa base économique était l'industrie lourde, aidée de la grande banque. Sa force, tout simplement la police de Goering. Ils étaient les plus agissants et avaient l'ambition de prendre le contrôle de la Reichswehr et du parti, tout à la fois.

La force révolutionnaire était également représentée dans l'Allemagne nouvelle du national-socialisme, cela n'est pas niable. La prise du pouvoir, pour beaucoup de nationaux-socialistes et de S.A., n'avait pas été simplement l'application de la loi du « ôte-toi de là que je m'y mette », mais l'occasion de construire une Allemagne vraiment nouvelle.

Cette force avait une armée et un chef : le capitaine Röhm,

*commandant 600 000 hommes.*¹ Malheureusement, il avait surtout envie de devenir un jour le nouveau commandant de la nouvelle armée allemande. Il avait inventé le soldat politique, il n'avait plus envie d'en être un. Son côté lansquenet et aventurier avait pris le dessus, peut-être depuis son exil en Bolivie.

Quant à Gœbbels, Himmler, Ley, Hitler, ils sont bien des chefs, mais des chefs sans idéaux. Ils sont pour le pouvoir et s'allieraient avec n'importe qui, et autant de fois qu'il le faudrait, sans en être le moins du monde gênés.

La seule tête possible de la faction révolutionnaire du parti était Gregor Strasser. Mais, nous l'avons vu, il avait démissionné de ses fonctions et se consacrait désormais à ses affaires et à sa famille. Ecœuré par les manœuvres et les sordides querelles, il avait abandonné, comme moi, l'espoir ; il attendait son heure.

La force la plus solide dans l'Allemagne de 1934 était donc celle de Gœring et de Thyssen. Ils étaient d'accord sur le but à atteindre et sur les moyens à employer. Pour eux, la comédie de la révolution, derrière laquelle il arrivait encore à Hitler de se dissimuler, avait assez duré. Qu'attendait-on pour baisser radicalement les salaires, ce qui permettrait par un dumping formidable d'accroître les exportations, de surmonter la crise économique encore latente ?

L'opposition entre ces clans devenait de plus en plus vive, maintenant qu'il n'y avait plus de danger extérieur à craindre. Dès avril 1934, les correspondants étrangers à Berlin, les ambassades savaient que, dans les coulisses, on commençait à se haïr entre loups. Tout semblait dépendre de l'arbitrage de Hitler, mais cela n'était qu'une apparence. Voici ce que j'écrivis, en août 1934, sur le caractère de cet homme, dans une de mes feuilles clandestines :

« Depuis de longues années, j'essaie d'expliquer, en Allemagne et à l'étranger, le phénomène hitlérien. Adolf Hitler est le sismographe de l'évolution allemande de 1918 à 1933, la bouche qui parle pour l'âme allemande. Combien de fois m'a-t-on demandé : « Quel est le secret de son action sur les

1. Estimation faible : selon Shirer, Röhm avait deux millions d'hommes sous ses ordres.

gens simples ? » Et je n'ai pu que répondre : « Il exprime les désirs des masses misérables, pauvres, opprimées qui, pleines d'anxiété, espèrent en un avenir meilleur. Entendre clamer ce qu'ils sentent obscurément procure à ces masses une espèce de détente, de libération, et c'est avec enthousiasme et gratitude qu'elles répondent à l'orateur. Hitler, avec une intuition surprenante, a senti les misères et les aspirations de la masse, il les a exprimées. On aurait tort de penser, comme l'ont fait les marxistes, que Hitler n'était dès le début qu'un simple démagogue au service du grand capital. Il était convaincu de suivre le bon chemin mais il n'était pas à même de comprendre la vraie situation. Son intelligence assez faible ne lui permit jamais de s'élever du sentiment de la révolution à la connaissance de la révolution. A cela s'ajoutait un penchant maladif pour le mensonge, une vanité dépassant la folie des grandeurs. Son besoin constant de trahir était un signe de faiblesse et en même temps la cause de son machiavélisme. Son instabilité de caractère était proprement hystérique. Il y avait dans son attitude quelque chose de crispé qui s'explique par le manque d'assurance du parvenu et par son impuissance sexuelle.

» Hitler est d'humeur changeante, ce qui permet à la camarilla qui l'entoure de l'influencer. Sa peur devant une décision est grotesque. Son manque de logique est désarmant. Il est capable de démentir ses propres paroles avec cette assurance trompeuse qui laisserait croire qu'il est sincère, de bonne foi. Il accepte facilement les conceptions fausses. Il déteste les hommes forts, équilibrés et préfère les ratés et les tarés. Sa fantaisie, ses dons de médium, toutes ces qualités sont passives et complètent ce caractère faible et féminin.

» Et un homme pareil est le Führer, le chef ? Tous ceux qui l'ont approché le connaissent, savent qu'il n'a aucune des qualités du chef. Aussi aucun des grands chefs nazis ne le considère effectivement comme tel. Ni Gœring ni Gœbbels, ni Frick ne sont dupes de la légende qu'ils ont eux-mêmes fabriquée.

» Non, on ne peut décidément appeler chef un homme qui, s'il sait entendre la voix secrète des foules et exciter leurs passions, ignore tout de la nature de ces passions, de leurs raisons, de leurs fins. Peut-on sérieusement croire en un chef qui, dans la crainte inconsciente de sa propre insuffisance, mal

couverte par une fatuité trop affectée, fuit toute décision claire pour se complaire dans des discours banals que chacun peut interpréter à sa façon ?

» Mais il a le sens de la manœuvre. Et là, il est grand. Il a le don de découvrir tout de suite le point faible d'un homme, comme d'une situation. Le comédien Hitler sait parler, il sait sourire avec charme, il sait pleurer à volonté, ou regarder quelqu'un droit dans les yeux avec une sincérité désarmante. Mais, s'il s'en promet plus de succès, il peut aussi passer subitement aux injures furieuses, aux menaces violentes.

» Un diplomate anglais m'a dit un jour après une conversation avec Hitler : « Ce n'est pas un politicien, c'est la femme d'un politicien. » Et encore : « Je m'attendais au moins à trouver une *prima donna*, je n'ai rencontré qu'une soubrette. »

C'est un phénomène curieux de l'Histoire que des hommes de cette nature subissent plus fortement que d'autres l'attrait des époques troubles qui précèdent les grands changements. Pareils aux médiums, ils sont saisis par l'esprit du temps ; ils sont capables de l'exprimer et de le communiquer à leurs contemporains.

Mon portrait devait se vérifier. Mis en face de l'opposition interne, il se laissera porter par l'événement, jusqu'au moment où une décision lui sera imposée, à *la dernière minute*¹. Le bouchon de la révolution allemande !

Il ne choisit jamais qu'en fonction de ce critère : celui-là est-il assez fort pour mériter que je m'en serve ?

L'événement, cette fois, ce fut l'atroce nuit de la Saint-Barthélemy allemande.

Les S.A. et l'armée

Beaucoup d'historiens ont parlé de la conspiration de Röhm. Le mot est inexact. Il s'agissait plutôt d'une atmosphère de fronde, latente chez les S.A. qui avaient été le fer de lance de la prise du pouvoir, qui avaient livré les batailles de rues et de

1. En fait, dès avril 1934, Hitler avait conclu un pacte avec l'armée : succession de Hitler à Hindenburg, contre une mise au pas des S.A.

salles de réunion, en subissant des pertes sanglantes et qui s'estimaient frustrés. Il y avait aussi les intrigues de salon de von Schleicher qui poursuivait son projet de fusion de la révolution nationale-socialiste dans un cabinet dont il serait le chef. Rappelons le bruit qui courait au sujet de Schleicher, suivant lequel il possédait des papiers compromettants sur le passé militaire de Hitler. Il y avait aussi Himmler, dont l'autorité venait de s'accroître : la police secrète d'Etat, la Gestapo, venait de voir son activité étendue à l'Allemagne tout entière. Il est vrai que Röhm avait fait une liste de personnes à abattre en cas de révolte. Mais c'était une mode à l'époque, comme celle des « fiches ». D'ailleurs Himmler en avait une et Schleicher aussi.

De plus, à ce moment, le président Hindenburg se trouvait sur ses terres de Neudeck, gravement malade. On pensait à la succession, et cela ne contribuait pas à calmer les esprits.

Hitler recevait les rapports de Gœring, Gœbbels, Himmler. Gœring voyait en Röhm un danger pour ses projets conservateurs. Gœbbels misait sur le plus fort. Himmler avait envie de se débarrasser de son supérieur hiérarchique qui était théoriquement Röhm.

D'autre part, les trois hommes craignaient Gregor Strasser et l'influence que pourrait prendre son intelligence si jamais Hitler venait à le réintégrer dans de hautes fonctions, comme il en avait toujours le projet.

Inutile de dire que les commentaires des trois hommes étaient plutôt défavorables à Röhm et à mon frère. Dans tout Berlin, les rumeurs de complots devenaient un sujet de conversation. Hitler finit par avoir une idée fantastique de la situation, une idée fausse centrée sur un complot groupant Röhm, Schleicher, Bredow et Strasser. Gregor, il est vrai, ne cessait de recevoir des lettres par milliers, lettres dans lesquelles des anonymes lui disaient : « Reprenez votre activité... Vous seul pouvez sauver notre national-socialisme... Ouvrez les yeux du Führer, les Gœring l'aveuglent... » Il ne se doutait pas que son courrier était lu et recacheté par une censure personnelle.

Röhm attaque, au même moment, sur une question qui lui tient à cœur, celle de l'intégration des S.A. à l'armée, avec équivalence de grade. Il ne se rend pas compte qu'il ne peut

toucher à la Reichswehr du vivant de Hindenburg.

Au cours d'une réunion du conseil des ministres, il affronte directement von Blomberg, en présence de Hitler dont il pense avoir le soutien sur ce point. La discussion se fait très vive. Hitler se tait. Blomberg dit enfin que le président Hindenburg n'acceptera certainement jamais cette intégration.

— Les débats sont clos, dit alors Hitler, levant ainsi la séance sur un refus.

Röhm le regarde, stupéfait ; Hitler détourne le regard. Röhm quitte la salle en claquant la porte. Certains disent que ce fut ce jour-là que Röhm avait signé son arrêt de mort.

Le 28 mai, Hindenburg convoque Hitler et, le 7 juin, un avis officiel, imprimé dans les journaux, apprend aux Allemands que le ministre Röhm, pour des raisons de santé, va prendre quelques semaines de congé. Telle a été la volonté du vieux président : « Röhm doit être écarté de tout jusqu'au 1^{er} juillet 1934. Si les mesures adéquates ne sont pas prises, la Reichswehr désarmera la S.A. et n'hésitera pas, le cas échéant, à démettre le Führer en personne de ses fonctions. »

Hitler n'est pas satisfait de cette décision qu'il a été obligé de prendre. Hindenburg vient de prouver que ses antipathies n'ont pas changé et qu'il est toujours du côté des hobereaux qui ne redoutent rien tant qu'une démocratisation de l'armée. Hitler sent bien, d'autre part, qu'en abandonnant tout à fait les S.A., ses compagnons de lutte et l'esprit du parti, il affaiblit son prestige.

Hitler devant deux solutions

Il est à la croisée des chemins. D'une part la révolution pacifique, en prenant parti pour Röhm, parce que Röhm tactiquement se situe tout de même de ce côté-là, d'autre part la voie impérialiste de l'ancienne Allemagne. Une de mes brochures de cette époque porte ce titre : « Révolution sociale ou guerre fasciste. »

Hitler part pour Venise rencontrer le Duce. Juste avant, le 13 juin, il convoque Gregor ; les deux hommes ne se sont pas revus depuis le jour où Gregor a démissionné.

— Je vous offre le ministère de l'Economie nationale, Stras-

ser, acceptez, à nous deux nous pouvons encore sauver la situation.

— J'accepte, monsieur Hitler, dit Gregor, à condition que Gœring et Gœbbels soient éloignés ; un homme de bien ne peut travailler avec ces individus.

La réponse de Gregor, dont l'authenticité me fut confirmée par la suite par mon frère Paul, était celle d'un gentleman mais non celle d'un politicien. Le projet d'éloigner à la fois Gœbbels et Gœring était insensé. Gœring seul, ce serait possible dans l'immédiat car il se trouve en lutte avec Himmler, auquel il ne veut pas céder tous ses pouvoirs de police, et Hitler penche pour Himmler, moins politique, moins intrigant, moins introduit auprès de la réaction.

Mais demander le renvoi de Josef Gœbbels, c'est aller au-devant d'un échec : il est en pourparlers avec Röhm, dans la coulisse, et malgré l'apparent désaveu du dernier conseil de cabinet. Ces entretiens Gœbbels-Röhm ont lieu à l'hôtel Bratwurst-Glöckle de Munich, ce qui explique pourquoi l'aubergiste, le maître d'hôtel et le sommelier seront assassinés le 30 juin. En effet, ils ne sont mêlés à la politique que parce que, disposant de salons particuliers commandés par des entrées dérobées, ils ont été les seuls à avoir connaissance des différents entretiens entre les deux hommes au cours du mois de juin. On ne connaît pas la teneur de ces entretiens mais rien de décisif n'a dû être dit, car Hitler attend d'avoir rencontré Mussolini avant de prendre la vraie décision.

La rencontre a lieu le 14 et le 15. Le Duce ne subit aucunement le charme du chancelier allemand. Tout ce qui se passe en Allemagne depuis quelques semaines lui déplaît et *l'inquiète*¹, le terrorisme des nazis à Vienne, la menace constante qui pèse sur l'Autriche et son indépendance doivent cesser. Hitler, sommé par le dictateur d'Italie, promet solennellement de respecter la souveraineté de l'Autriche et de freiner la terreur. Mais Mussolini va plus loin encore. Ne serait-il pas prudent — il s'agit naturellement d'un conseil d'ami — de refréner un peu les agissements et les discours radicaux de l'aile gauche du parti national-socialiste ? Ne

1. C'est l'époque où Mussolini qualifie le racisme hitlérien de « politique obscurantiste qui ne peut être une politique du XX^e siècle » (« Popolo d'Italia », 18 mai 1934).

faudrait-il pas dissoudre la S.A. qui forme un Etat dans l'Etat et que conduit le lansquenet Röhm avec des éléments malpropres tels que Heines, Ernst et autres invertis ?

N'y aurait-il pas lieu aussi d'écarter Gœring, que l'étranger accuse, non sans raisons peut-être, de l'incendie du Reichstag, et Gœbbels, qui ose parler d'une deuxième révolution ?

Hitler dresse l'oreille. Est-ce que Mussolini ne parle pas le langage des Papen, Meissner et consorts ? L'ambassadeur d'Allemagne à Rome, von Hassel, a dû recevoir des instructions du président Hindenburg, du ministre des Affaires étrangères von Neurath et de son ami von Papen. Le Duce se fait incontestablement l'interprète de ces gens-là. Sa colère se retourne contre von Papen ; le 16 juin, il est à Munich et il rencontre Gœbbels. Le ministre de la Propagande lui fait sur ses conversations avec Röhm un rapport satisfaisant.

— Attendez encore pour pousser plus loin, dit Hitler, d'autres problèmes doivent être éclaircis avant.

Le 17 juin, Franz von Papen, qui est toujours le vice-chancelier, prononce à Marbourg un discours qui ne peut plus laisser de doutes : c'est une déclaration de guerre des réactionnaires à la révolution :

« Il est temps de se rallier les uns aux autres, d'éprouver pour nos compatriotes un amour fraternel et de l'estime ; de ne plus troubler l'œuvre d'hommes sérieux et d'imposer silence aux doctrinaires fanatiques.

» La domination d'un seul parti, à la place du système multipartis qui fut aboli avec raison, me paraît historiquement un stade transitoire, qui n'a de raison d'être qu'aussi longtemps qu'il sert à assurer la période de défrichage.

» Car aucun peuple ne peut, à la longue, se permettre l'éternelle insurrection venant d'en bas, s'il veut subsister devant l'Histoire. Il faut un jour que le mouvement s'arrête, que surgisse une solide structure sociale, maintenue par une juridiction équitable et par une autorité publique indiscutée. Le dynamisme incessant ne forme rien de durable.

» Il ne faut pas que l'Allemagne ressemble à un train lancé à l'aventure et qu'on ne saurait plus arrêter. »

Le discours de von Papen ne manque pas de netteté. Le rôle de cet homme a d'ailleurs été trop souvent sous-estimé par les observateurs de la politique allemande. On se laisse obnubiler

par le brillant cavalier, le diplomate doué mais désinvolte, qui a amené un autre homme au pouvoir. On oublie l'ambition effrénée, l'absence totale de scrupules qui caractérisent le personnage. On oublie aussi volontiers que Papen ne pardonna jamais à Gœring de l'avoir supplanté dans ses fonctions de ministre de Prusse et de ne lui avoir laissé que la vice-chancellerie. Ceci peut expliquer qu'au cours de l'épuration du trente juin, quatre secrétaires et collaborateurs de von Papen aient été tués et que le diplomate lui-même se fût cru menacé : Gœring et lui avaient un compte à régler.

En attendant, le discours confirmait les soupçons de Hitler : von Papen est derrière les conseils que lui a donnés Mussolini. C'est alors que les conversations entre Röhm et Gœbbels se précisent. Les serveurs de l'auberge qui s'aventurent dans le salon particulier n'en entendent que des bribes :

— Mussolini a demandé que les radicaux soient sacrifiés. Les réactionnaires deviennent de plus en plus insolents... Le discours de von Papen à Marbourg était une provocation... Adolf mettra au pas ces messieurs du Herrenclub... on va faire table rase...

Ces paroles ne représentent pas grand-chose, mais lorsque Hitler, quelques jours plus tard, se sera décidé pour les réactionnaires, il ne faudra pas que quelqu'un puisse dire avoir entendu, quelques jours plus tôt, Gœbbels s'entretenir avec Röhm de la fin de la clique capitaliste et bourgeoise.

En attendant, Hitler a convoqué von Papen à Berlin. Röhm est rassuré ; Gœbbels, pour la première fois depuis longtemps, joue un rôle qui lui rappelle le temps où il était un pur et un passionné, avant sa trahison de Munich, avant sa lutte pour son propre intérêt. Il s'aperçoit combien il est doux, de temps en temps, d'avoir sa conscience avec soi. Les révolutionnaires, les « radicaux », semblent avoir gagné la partie.

Franz von Papen, traité de saboteur de l'unité nationale, injurié par Hitler déchaîné, offre sa démission. Les ministres des Finances et des Transports, le comte Schwerin-Krosigh et M. Eltz von Rübenach, démissionnent à leur tour. Blomberg ne bouge pas ; il n'empêche que la réaction recule sérieusement.

Hitler pourrait alors accomplir tout à fait cette épuration

sans morts ; mais Röhm n'assiste pas à l'entrevue, et le silence de Blomberg et de Gœring étonne. Hitler est démonté par ces démissions si vite offertes et par l'absence d'approbation : il a beau être devenu chancelier, rien n'a changé depuis le 9 novembre 1923. Il lui faut quelqu'un qui lui dise : « Vous avez raison... » Il brusque la fin de la réunion sans que rien de décisif ne se soit passé.

Il va voir, le 21 juin, à Neudeck, le président Hindenburg souffrant ; il est accompagné de Gœbbels, de Hofmann et du Führer S.S. Schreck. Ce sont les trois hommes qui représentent l'aile gauche du parti en Allemagne du Sud. Ils confirment que Hitler a choisi sa voie. On monte le perron de la demeure du président et soudain, qui voit-on ? Blomberg, ministre de la Guerre, et Gœring, tous deux en grande tenue. Stupéfaction... et avant que les nouveaux arrivants aient eu le temps de se reprendre, Blomberg prend la parole :

« Ayant été informé des événements par le vice-chancelier von Papen, le président Hindenburg a appelé à Neudeck Herr Gœring, chef de la police, et moi-même. Nous sommes chargés d'arrêter avec vous les mesures à prendre pour assurer la paix intérieure. Si une détente complète ne survient pas incessamment, l'état de siège devra être proclamé. Le président étant souffrant regrette vivement de ne pouvoir vous recevoir.

Hitler et ses compagnons sont immobiles, sans réaction. Puis le Führer crie :

— Il faut que je parle au président, il le faut, vous entendez ?

Blomberg tourne les talons sans faire de commentaires. Quelques instants plus tard il revient :

— Si vous voulez me suivre... Ces messieurs vous attendront au salon...

Hindenburg ne fait que répéter à Hitler ce qu'a dit quelques instants auparavant Blomberg qui est là, calme et impassible. L'audience dure quatre minutes, à l'issue de laquelle Hitler apparaît livide ; il l'est encore lorsqu'ils sortent, sous l'impitoyable soleil de juin. Les adieux sont glacials avec Blomberg et Gœring qui restent à Neudeck.

Hitler et la Reichswehr contre les S.A.

C'est l'accablement !¹ Comment Gœring, qui lui doit tout, qui est du parti, peut-il faire cela ? Alors c'est ainsi que se partagent les camps ? La Reichswehr et la police contre le parti et la S.A. ? Blomberg et Gœring contre Hitler et Röhm ? Qui serait le plus fort ? La Reichswehr, il y a de grandes chances. Gœbbels, de son côté, n'a pas mis longtemps pour saisir tout à fait la situation et pour se décider. Il a trahi Gregor Strasser à Bamberg, il a trahi Stennes à Berlin, il trahirait bien Hitler s'il le fallait. Après tout, qu'a-t-on promis à Röhm ? Absolument rien. Cette fois, c'est une toute petite trahison... presque rien.

Hitler n'a pas tout à fait la même rapidité d'esprit mais ses réflexes ne sont pas mauvais non plus. Risquer une attaque frontale maintenant c'est peut-être compromettre l'avenir. Il faut encore différer les décisions, en attendant la mort du président. Après, tout sera changé...

Oui, mais alors, il faut pardonner à Papen et aux autres, tolérer leur audace, leur morgue, leur insoumission ? N'est-ce pas à la fois insupportable et dangereux ? Est-ce que Gœring ne le trahit pas ? D'ailleurs est-ce que Röhm, lui aussi, ne le trahit pas ? N'est-il pas entouré de fauves, en ce moment, prêts à profiter de ses moindres erreurs ?

A Munich, Röhm attend toujours l'ordre de Hitler de fondre sur les réactionnaires, et il commence à s'inquiéter ; certes, les rapports de Gœbbels demeurent optimistes, même après la visite du chancelier au président, dont les journaux ont dit simplement qu'elle avait eu un caractère très protocolaire, mais ce qui compte c'est tout de même l'ordre du chancelier. Röhm décide alors de prendre les devants ; il fait savoir à Adolf qu'il faudrait convoquer incessamment une réunion des chefs de la S.A. et que la présence du Führer paraît indispensable. Hitler accepte. Il rédige lui-même le télégramme suivant, dont l'original me fut montré par la suite par un adjudant des S.A. :

1. Hitler se sent prisonnier de ses promesses. Il en a fait aux S.A. et à l'Armée. Maintenant, il sent qu'il doit choisir.

« Tous les chefs et sous-chefs de groupe des S.A. devront prendre part le 30 juin à dix heures à une réunion qui aura lieu au Grand Quartier Général du chef d'état-major à Wiessee.

Adolf Hitler. »

A Wiessee, Röhm a loué une chambre à l'année. Dès qu'il reçoit le télégramme, il se rend dans le village où se trouve l'auberge, retient d'autres chambres pour le 29 juin, et commande un déjeuner végétarien pour Hitler. Ce fait m'a été appris par des témoins sûrs.

Hitler vient de signer un accord avec Papen. Un accord provisoire, une paix qui n'est qu'une trêve : lâcher la S.A. et se retrouver seul devant un bloc puissant qui comprend tous les conservateurs allemands est décidément trop périlleux. Le chancelier veut gagner du temps.

Il se rend à une visite des usines Krupp. Or Krupp et Gœring ont partie liée. Et l'armistice signé avec Papen ne leur suffit pas : ils veulent un accord définitif, qui signifie aussi l'élimination des « bolcheviks-nationaux ». C'est à prendre ou à laisser. Si Hitler laisse, c'est tout l'appui de la haute industrie qui disparaît, le ralliement de celle-ci à la faction des hobereaux, la fin de Hitler.

A Berlin, Gœring ne reste pas inactif. Il sait maintenant que Hindenburg est décidé à proclamer l'état de siège si le chancelier ne cède pas. Il hait Röhm depuis que celui-ci l'a accusé, à tort d'ailleurs, de lâcheté pendant les événements du 9 novembre 1923. Il sait avoir tout l'appui possible de Himmler dans cette affaire. Il constitue un dossier compromettant contre Röhm, avec des faux, et le porte à Hitler qui apprend que Röhm, avec la S.A., menace non pas la Reichswehr, les ministres, les industriels, mais Hitler lui-même, son poste et sa vie. Ces nouvelles dépêches d'Ems font grandir le danger dont Hitler se croit menacé depuis quelque temps.

Une coïncidence, maintenant : Röhm qui attend depuis trop longtemps l'ordre de marcher contre la réaction, envoie un télégramme sec dans lequel il réclame des décisions rapides. Hitler répond par ces mots sibyllins :

« Les résolutions définitives seront prises à la réunion des

chefs. » Röhm accepte d'attendre encore, puisqu'une date ferme est fixée. Il organise sa réunion au Wiessee. Il y a beaucoup de monde à l'auberge, beaucoup de touristes allemands qui ont retenu les chambres du premier étage. Röhm loue le rez-de-chaussée.

Le 29 juin au soir, Gœbbels rencontre Hitler et lui communique les dernières volontés de Hindenburg : « Röhm devra être officiellement destitué...¹ »

Que fait Hitler ? Il attend encore. Il faudra que Gœring lui mette vraiment le marché en main. Voyons comment il se justifie, *a posteriori* :

« A deux heures du matin, je reçus de Berlin et de Munich deux messages urgents et alarmants. J'appris :

» 1^o Que l'alerte serait donnée à quatre heures à Berlin, que des camions avaient été commandés pour le transport de troupes de choc, qu'à cinq heures l'action devait commencer par l'assaut et l'occupation des bâtiments gouvernementaux.

» A cet effet, le chef de groupe S.A. Ernst ne s'était pas rendu à la réunion des chefs de Wiessee mais était resté à Berlin pour diriger lui-même le coup de main.

» 2^o J'appris aussi que les S.A. de Munich avaient été alertés à neuf heures déjà, qu'on ne les avait pas renvoyés chez eux mais logés dans des cantonnements « d'alarme ». »

Ce sont là les faux « renseignements » de Gœring. Le témoignage suivant en fait foi car il est rédigé par un journal de Brême peu important et mal informé de la vérité officielle. En conséquence il ne dit que ce qu'il voit, c'est-à-dire :

« Le chef S.A. Ernst qui fut arrêté le 30 juin à Brême avec son adjudant Kirschbaum, fut transporté à Berlin par avion. En même temps que lui fut saisie à Brême Mme Ernst qui fut relâchée le 2 juillet. »

Une chose encore rend invraisemblable la participation de Ernst à un coup de force : il est sur le point de partir en voyage de noces aux Açores, sa cabine est déjà retenue sur le bateau. Enfin, lorsque Ernst se trouvera devant le peloton d'exécution, il crierait : « Heil Hitler ! », croyant qu'il est exécuté par les réactionnaires !

1. Röhm aurait dû prêter plus d'attention à un signe : la veille, 28 juin 1934, il avait été officiellement exclu de la Ligue des officiers allemands.

Assassinat des chefs S.A. à Munich

La réalité est que Gœbbels et Gœring ont eu raison de Hitler et l'ont décidé. Les faux de Gœring, c'est la possibilité pour Hitler de jouer la comédie de l'innocence, c'est la perche tendue par Gœring à son chef qui n'ose pas s'avouer à lui-même qu'il va faire tuer ses vieux compagnons de combat simplement par tactique. Hitler, ce jour-là, n'a même pas le courage de sa lâcheté. Il téléphone au ministre bavarois Wagner, il lui donne ses instructions. Puis il prend l'avion avec Gœbbels qui préfère, en ces temps troublés, se trouver à l'ombre du maître, et se rend à Munich.

Ce qui suit est le résumé des récits que m'ont faits des témoins oculaires, qui se trouvaient à Wiessee ce jour-là et sont échappés d'Allemagne, des S.A. en fuite, un ami de l'aviateur Udet, le gardien de la cellule où se trouvait mon frère.

Le Gauleiter Wagner donne ordre à tous les chefs S.A. se trouvant à Munich de se rassembler au ministère de l'Intérieur, afin d'y recevoir solennellement Hitler. Ils prennent place autour d'une table, on leur sert du vin, de la bière, on prononce des allocutions. Les heures passent, la nuit approche. L'ambiance est chaude maintenant ; certains sont ivres, d'autres se demandent pourquoi Hitler n'arrive pas. Aucun ne s'aperçoit que derrière lui, un pour chacun d'eux, un homme attend. Ce n'est pas un serveur, il porte l'uniforme S.S.

Soudain le téléphone sonne ; Wagner décroche, écoute, on lui dit que Hitler vient d'atterrir à Munich. Il raccroche, fait un signe de la main.

C'est le signal. Un S.A. pour chaque S.S. On désarme et on assomme ; pas un n'en réchappe, sauf Udet, l'as de l'escadrille Richthoffen, qui s'enfuit dans les couloirs du ministère, se précipite vers la sortie, et tombe pile sur Hitler qui arrive. Il lui crie :

— Vous êtes fou ? Röhm n'a rien fait, c'est notre chef, qu'en nous reprochez-vous ?

— Rien, rien, balbutie Hitler, qui ne comptait pas voir ce fantôme en uniforme S.A. ; rien, on ne vous fera rien.

De fait, Udet ne fut pas inquiété. Il put rester en Allemagne et on lui offrit d'importantes fonctions, qu'il accepta.

Hitler continua son chemin et pénétra dans la salle du carnage. A terre, neuf hommes, le crâne défoncé, lardés de coups de couteau. A l'entrée, les tueurs, mi-confus, mi-triomphants : Wagner, Esser, Maurice, Weber, Buch. Hitler s'avance vers les corps, il est livide ; il reconnaît ses fidèles Schneidhuber, Schmitt, Du Moulin. Il ne dit rien.

Le 1^{er} juillet, quand tout sera fini, Gœbbels racontera devant le micro l'exploit de la façon suivante :

« Le Führer s'avança seul vers Schmitt, Schneidhuber et les autres et leur arracha leurs épaulettes . »

Hitler arrête Röhm

La besogne étant achevée à Munich même, il faut s'occuper de Wiessee. La voiture de Hitler démarre, précédée de celle des S.S. Maurice, Dietrich, Schaub et Brückner. En un clin d'œil, l'auberge est cernée. Une voiture blindée de la Reichswehr se met en position face à l'entrée. Au premier étage, les « touristes » sont tous levés et habillés. Or il est cinq heures du matin. Ces hommes sont en réalité des agents de la Gestapo : Röhm est pris comme en une nasse.

Il n'en sait rien d'ailleurs, car il dort. Gœbbels, dans son récit, affirmera qu'il n'est pas seul, que le comte von Spreti, un jeune homme d'une remarquable beauté qui est son aide de camp, partage sa couche. Mes témoins affirment que c'est faux. Spreti est arrêté dans la chambre n° 5, qui est la première en partant de l'escalier. Hitler, qui porte sa cravache des jours de Munich, le frappe au visage avec le pommeau.

Pendant ce temps, Brückner et Maurice entrent deux chambres plus loin, dans la n° 9, celle de Heines, Obergruppenführer des S.A. du Schleswig. Celui-ci est au lit. Avec son chauffeur.

Heines cherche son arme sur sa table de nuit, il est arrêté par un coup de crosse, traîné vers l'entrée par sa veste de pyjama. Puis, deux détonations : Heines et le chauffeur viennent d'être abattus. Hitler est déjà devant la chambre intermédiaire ; c'est la n° 7, celle de Röhm. Il frappe à la porte.

— Qui est là ? grommelle le gros Röhm aux trois quarts endormi.

— C'est moi, Hitler, ouvre vite.

— Déjà toi ? Je ne t'attendais qu'à midi !

Röhm se lève, ouvre la porte, recule devant l'irruption de Hitler qui lui lance un flot d'injures au visage. Le chef des S.A. riposte, furieux, sans comprendre. La porte se referme, la discussion continue, toujours violente ; mais on ne distingue plus les paroles.

Puis Adolf sort et ordonne :

— Ligotez-le.

Ce qui est *aussitôt fait*¹. On traîne Röhm, pieds et poings liés dans le couloir, pendant que se termine la rafle. Passe l'aubergiste ahuri qui crie en passant devant Röhm :

— Heil Hitler !

Röhm répond, d'un air las et distrait, par le bonjour traditionnel des Allemands du Sud :

— Que Dieu vous salue !

Reparaît Hitler. Il s'arrête devant l'aubergiste, s'excuse auprès de lui d'avoir troublé sa nuit, et donne l'ordre de départ vers Munich. Avec Röhm se trouve un deuxième prisonnier Uhl, qu'on a également tiré de son sommeil. Aucun des deux n'avait mis en place une garde ; étrange insouciance, pour deux « dangereux révoltés ».

Quelques jours plus tard, lorsque sera venu le temps de comptes rendus, Hitler dira, dans un discours au Reichstag « J'ai surpris les révolutionnaires. »

Or, n'avait-il pas autorisé Röhm et son état-major à se réunir ? Ne devait-il pas assister à leur réunion ? Qu'a-t-il surpris ? Leur sommeil ? Leurs mœurs spéciales, qui étaient un secret de polichinelle ? Leur complot ? Au lit, en pleine nuit ? Quelle prouesse !

Sur la route de Wiessee à Munich, le convoi rencontre les voitures des chefs S.A. convoqués pour la réunion antérieurement prévue. Les S.S. arrêtent les voitures et se saisissent des occupants. A Munich, on a investi la gare et on arrête les S.A. au fur et à mesure qu'ils arrivent. Nous sommes dans l'après-matinée du 30 juin ; voyageant depuis la veille, les S.A. ne sont au courant de rien. A midi, à la Maison brune, dans la salle du Sénat, en présence de Hess, Hitler parle devant le

1. Hitler l'autorisa seulement à passer une robe de chambre.

personnel de l'état-major S.A. ; il annonce que Röhm est exclu du parti et de la S.A. pour trahison. Est nommé à sa place l'Obergruppenführer Viktor Lutze, celui qui renseigne depuis longtemps les généraux de la Reichswehr sur les activités des chemises brunes. Puis il s'enferme dans un bureau et rédige fiévreusement de nouvelles directives destinées à ramener les membres de la S.A. à l'obéissance, à une plus nette conception de leurs devoirs, à une existence plus modeste et plus conforme aux bonnes mœurs.

C'est maintenant l'instant du jugement. Plus blême encore, si cela est possible, Hitler, l'œil fou, arrive dans la cour de la prison de Stadlheim. Il regarde les prisonniers alignés contre le mur d'enceinte. Il les connaît tous, ce sont de vieux compagnons de lutte. Il hurle :

— Ces chiens, ces traîtres, qu'ils crèvent, qu'ils crèvent tous !

Derrière lui un colonel, Buch, note flegmatiquement la sentence en face de chaque nom de sa liste : la mort, la mort, la mort...

Ce sont : Peter von Heydebreck, vaillant officier, héros du Annaberg ; Wilhelm Hayn, ancien officier, glorieux combattant de la Baltique ; le chevalier Fritz von Krausser, décoré de l'ordre de Max-Joseph. Ils sont tous là, avec tant d'autres, exposés aux fusils et *aux coups des S.S.*¹.

Sauf un homme, isolé dans une cellule dont la lucarne donne sur la cour : Röhm. Il assiste à la fusillade de ses amis et de ses fidèles. Cela dure longtemps. Les salves, résonnant sur les murs, font un bruit assourdissant ; une odeur de poudre flotte jusqu'à lui.

Un pistolet a été posé sur la table de sa cellule. A celui qui était quelques heures auparavant ministre du Reich et chef de l'état-major S.A., on a dit :

— Vous êtes officier, vous savez ce qui vous reste à faire.

Mais Röhm crie, hurle de façon que sa voix soit entendue de la cour où stationne encore le peloton d'exécution :

— Non, je ne rendrai pas ce service à Adolf ! S'il veut me faire tuer, qu'il en porte la responsabilité !

. C'est la garde S.S. de Hitler, commandée par Sepp Dietrich, qui se chargea des exécutions.

Au début de l'après-midi, le Dr Frank va voir Röhm, qui est très maître de lui, mais profondément affecté. Il dit que Hitler se trouve en ce moment entre les mains des pires ennemis de la S.A., que c'est celle-ci que l'on veut détruire, la révolution dévorant toujours ses propres enfants. Il affirme qu'il n'a jamais cherché à se dresser contre Hitler, et qu'il a au contraire toujours combattu pour le parti et pour son chef.

Le Dr Frank, ministre bavarois de la Justice, fera remarquer à Hitler que ces exécutions sont absolument illégales, qu'elles ne se fondent sur aucun droit. Hitler lui répondra alors :

— Ces gens sont des criminels d'Etat, je suis chancelier, j'incarne l'Etat, je puis donc décider de leur sort...

Röhm refuse toujours de se suicider. Il est tué dans sa cellule le lendemain 1^{er} juillet, et enterré dans la cour où il a vu la veille tomber ses compagnons.

Six mois auparavant, Hitler lui a écrit :

« Je tiens à te remercier, cher Ernst Röhm, pour les services impérissables que tu as rendus au mouvement national-socialiste et au peuple allemand, et à t'assurer que je sais gré au destin d'avoir, comme ami et compagnon de lutte, des hommes tels que toi. Ton Adolf Hitler. »

Göering opère à Berlin

Hermann Göering est chargé pendant ce temps de Berlin et de la région. Là, pas d'improvisation, pas de tempêtes, pas de rencontres dans les couloirs et de miséricorde arrachée par la surprise. On travaille en techniciens. On a des escouades de policiers, des voitures blindées, des troupes d'élites de la S.S. Le quartier général de Röhm est cerné, puis fouillé. On y trouve une énorme quantité d'armes provenant des dépôts communistes et autres. On y voit complaisamment la preuve des intentions criminelles de Röhm.

On arrête, mais on arrête aussi à droite : Hermann ne va pas rater l'occasion de se débarrasser de tous ses ennemis, et ses ennemis ne sont pas forcément des adversaires politiques. Il

ne s'en cachera d'ailleurs pas, dans son discours du 1^{er} juillet :
« J'ai élargi l'action d'épuration. »

Il pourrait dire décuplé, centuplé, peut-être. La brute Gœring ne connaît aucun frein cette nuit-là. Il est « grand veneur » et a un goût certain pour l'assassinat. Cet homme a su, mieux que Hitler, tromper ceux qui l'approchaient, jusqu'à la fin. Certains milieux étrangers virent longtemps en lui un chasseur sympathique et joyeux, un homme franc, un bon père qui adorait sa femme et sa fille.

Mais c'était aussi le créateur de la Gestapo. Et s'il était plus rassurant, avec ses goûts baroques, sa vanité, son amour de l'uniforme qui rappelait les Hohenzollern, que le médium Hitler, beaucoup, comme Thyssen, voyaient en lui l'homme fort sur lequel on pouvait compter.

Dans cette « nuit des longs couteaux », il porte la responsabilité de l'instigateur. C'est à lui, et à la faction réactionnaire qui le soutient, qu'elle sert le plus. C'est lui qui prendra toutes les mesures pour éviter la réédition du ridicule procès de l'incendie du Reichstag.

Papen avait été prévenu de ne pas sortir de chez lui, mais nous avons vu que ses secrétaires n'en réchappèrent point. Gœring convoqua le prince August-Wilhelm au ministère, ne voulant tout de même pas accepter les responsabilités du meurtre d'un fils du Kaiser. Partout ailleurs, les S.S. eurent les mains libres. L'Oberregierungsrat von Bose, chef de cabinet de von Papen et le Ministerialdirektor Klausener, chef de l'Action catholique, du ministère des Communications, furent tués à coups de revolver dans leur bureau. Dans plusieurs cas, les commandos de Gœring et de Himmler se heurtèrent, avec des ordres différents ; il y eut des scènes cauchemardesques. On se disputait à qui arrêterait le premier, on se battait pour savoir si on emportait ou si on abattait tout de suite !

Schleicher n'allait évidemment pas être raté. Il lisait tranquillement le journal lorsque les tueurs entrèrent dans sa villa. Ils bousculèrent la femme de chambre et firent irruption dans le salon. Le général leur tournait le dos.

— Etes-vous le général Schleicher ? dit l'un d'eux.

Lui, surpris, se retourne, les regarde :

— Oui, certainement.

Six revolvers se déchargent sur lui, il s'affaisse, tué net. Sa très jolie jeune femme, fille du général de cavalerie von Hennings, accourt vers lui en criant, elle tombe avant de l'avoir atteint : les tueurs *n'ont pas hésité*¹.

Le général von Bredow, celui que Gøring accuse de faire partie du complot, avec l'ambassadeur de France François Poncet, apprend le soir même la mort de son ami Schleicher. Il rentre chez lui, très affecté. Il ne songe pas à se cacher. Est-ce là l'attitude d'un homme compromis dans un complot lorsqu'un de ses complices est pris ? Devant chez lui, il y a deux hommes. Il n'y prête pas attention. Lorsqu'il arrive à leur hauteur, deux coups de feu retentissent dans la nuit : le général est mort.

Gøring n'eut pas le monopole de l'arbitraire. En Bavière, le flot de sang engloutit également d'anciens adversaires ou de gens qui en savaient trop long sur Hitler. L'ex-commissaire d'Etat von Kahr fut assassiné, l'avocat Edgar Jung fusillé.

Gregor Strasser arrêté et assassiné

Mon frère Gregor déjeune avec sa famille. Huit agents de la Gestapo se présentent. Ils ne donnent aucune explication et ne posent aucune question. On l'emmène à la prison de la Prinz Albrechtstrasse et on le jette dans une cellule. Pendant douze heures, il reste seul, sans savoir de quoi il s'agit, sans personne pour lui répondre dans la pénombre de sa cellule. Tout à coup le guichet de la cellule s'ouvre, le canon d'un revolver y apparaît et pivote dans sa direction. Il saute de côté, premier coup part et le rate. Gregor est dans un coin de la cellule se demandant ce qui va se passer maintenant.

Trois hommes surgissent, dont deux deviendront illustres : Heydrich, futur protecteur de Bohême-Moravie, Eicke, futur directeur général de tous les camps de concentration allemands. Les trois hommes ajustent Gregor et tirent. Gregor tombe mais il vit encore, criblé de balles. C'est Heydrich qui

1. Schleicher, prévenu dès le mois de mai que sa vie était en danger, s'était alors éloigné de Berlin pour quelques jours. Il eut le tort d'y revenir à la fin juin.

lui donne le coup de grâce, une balle dans la nuque.

J'appris tout cela par le gardien qui essuya le sang et fut chargé de faire disparaître les impacts des balles sur les murs. Il faisait partie du Front Noir et vint me rejoindre à Prague aussitôt après l'exécution de mon frère. C'est pourquoi la thèse suivant laquelle il fut fusillé est à rejeter entièrement. On préféra commettre ce meurtre que rien ne justifiait, sinon la basse envie de Gœring, au fond d'une cellule et avec des hommes comme Heydrich, l'« ange du mal », le suppôt de Himmler, parce que même les S.S. n'auraient peut-être pas accepté de décharger leur arme sur Gregor Strasser.

Toute la journée du 30, toute la nuit suivante les pelotons d'exécution fonctionnèrent. On amène les hommes à la caserne de Lichterfelde, l'ancienne école des cadets de Prusse à Berlin, on leur défait leurs liens ou leurs menottes, on les aligne contre le mur, le peloton se place à cinq mètres, on les tue. Feu, feu, feu : Ditten, Gehrt, Belowitz, Mohrenschild, Karl Koch, Heck, Krause, Schröder, Schreiber, je pourrais en nommer des centaines et des centaines, que je connaissais et qui furent tués. Partout, la mort s'abat sur l'Allemagne. En Silésie, à Hirschberg, tous les juifs, des membres des Casques d'acier et quelques communistes sont arrêtés au matin du 30 juin, amenés dans la cour de la caserne et alignés face au mur. Des heures, sans bouger. Sinon les coups de crosse pleuvent, mortels. Sans parler, non plus, sous peine de la même punition. Cela dure jusqu'à la fin de la nuit.

A deux heures du matin, il en reste encore qui sont debout. On les fait monter dans des camions en leur disant qu'on va à Görlitz pour interrogatoire. Le convoi s'engage dans la forêt. Soudain une voiture s'arrête :

— Une panne, déclare le chauffeur, descendez.

Les prisonniers obéissent ; quelques pas ne leur feront pas de mal, après tant d'immobilité. Quelques pas... et des rafales, des râles, huit personnes tombent, touchées dans le dos.

Le convoi repart. A l'arrivée, les S.S. diront :

— Ils ont tenté de fuir.

Parmi ceux qu'on vient d'abattre, il y avait un homme de soixante-dix ans et une femme à demi infirme.

Il faut revenir sur les motifs des meurtres. Si l'on fait abstraction des persécutions contre les catholiques et des er-

reurs comme celle dont fut victime le Dr Willy Schmidt, assassiné parce qu'il portait le même nom qu'un chef de S.A. — qui n'en perdit pas moins la vie —, on trouve deux catégories : les meurtres politiques contre l'opposition et tout principalement la ligne révolutionnaire, et les actes de vengeance personnelle.

Göering battit tous les records pour cette dernière catégorie. Il était plus brutal, plus direct, plus préparé. Les exécutions commandées par lui eurent l'efficacité de la préméditation. Mais Hitler ne manqua pas, plus sournoisement, de régler des comptes vieux de onze ans.

Avec raffinement, comme dans le cas de von Kahr. Nous avons dit qu'il fut tué. Il avait soixante-treize ans. On retrouva son corps affreusement torturé, trois jours après, dans les marécages qui entouraient le camp de concentration de Dachau.

Ballerstaedt, qui s'était naguère opposé à l'irruption violente des hitlériens dans une réunion publique et avait fait condamner Hitler à trois mois de prison pour ce motif, fut assassiné par un détachement spécial.

Il y a mieux encore. On se souvient qu'avant sa publication, « Mein Kampf » fut considérablement remanié par le père Staempfle, qui ne put évidemment ne pas voir les incroyables faiblesses du livre. Eh bien ! il mourut, lui aussi.

A cette époque, à Prague, je passais mes journées à composer les listes des tués, et recevais sans cesse des rapports de mes agents et correspondants, me racontant de nouvelles atrocités et me donnant de nouveaux détails. Un nom apparut dans l'un d'eux, celui d'un journaliste connu, du nom de Gehrlich ; son meurtre me parut incompréhensible. Pourquoi diable avoir tué cet homme qui se trouvait en prison depuis l'arrivée de Hitler au pouvoir ? Qu'avait-il bien pu faire ?

J'eus l'explication lorsque mon frère Paul, le bénédictin, vint me voir. Au cours de cette entrevue que j'ai narrée dans le chapitre concernant le meurtre de Geli Raubal, j'appris que, au moment de ce meurtre, une enquête parallèle à celle de la police avait été menée par un journaliste, avec d'autres conclusions que le suicide. Ce journaliste s'appelait Gehrlich. Le nombre des morts, tués aux cris de : « Le Führer le veut ! Heil Hitler ! », fut officiellement fixé à soixante-trois exécu-

tions chez les S.A. et les S.S. et à quatorze victimes chez les civils. Je tiens cette estimation pour fausse ; pour le prouver il me suffit de dire que l'urne contenant les cendres de mon frère portait le n^o 16, tandis que l'urne du chef S.A. Hofmann-Stettin, qui fut remise à sa veuve le 10 juillet, portait le n^o 262. Elle n'était pas la dernière, et il y eut *un grand nombre de morts*¹ « non officielles ».

Cependant, les félicitations plurent sur le héros Hitler, félicitations dont l'origine révèle mieux que tout commentaire la signification de l'opération. Von Blomberg, d'abord, s'adressant à l'armée :

« A la Wehrmacht !

» Le Führer a attaqué lui-même et écrasé les mutins et les traîtres, avec la décision d'un soldat et un courage exemplaire.

» La Wehrmacht, en tant que seule force armée de l'ensemble de la nation, tout en restant à l'écart des luttes intestines, lui en témoignera sa reconnaissance par son dévouement et sa fidélité.

» Le Führer nous demande d'entretenir des relations cordiales avec la nouvelle S.A. Nous le ferons avec joie, conscients de servir un idéal commun.

» L'état d'alerte est levé dans tout le Reich.

von Blomberg. »

Le président Hindenburg, dont les ordres ont été exécutés au-delà de ce qu'il espérait, renchérit :

« Il ressort des rapports que je me suis fait soumettre, que vous avez écrasé toutes les menées séditionnelles et les tentatives de trahison, grâce à votre intervention personnelle, énergique et courageuse.

» Vous avez sauvé le peuple allemand d'un grave péril. Je vous en témoigne ma profonde reconnaissance et ma sincère estime.

von Hindenburg. »

Les plus hautes autorités allemandes venaient d'admettre l'acte d'un fou et d'une brute comme une œuvre de salut public.

. Selon le « Livre blanc » publié par des émigrés à Paris, la purge aurait fait 401 victimes.

L'Allemagne venait d'entériner à l'avance tout ce qui pourrait se passer ensuite, toutes les souffrances et toutes les tyrannies. Les chancelleries étrangères, notamment française et britannique, manifestèrent leur satisfaction de voir que Hitler s'était débarrassé des « voyous ». Savaient-elles qu'ainsi il lâchait la bride au militarisme prussien ?

XI

Hitler président-chancelier

En marche vers la guerre / Mort d'Hindenburg / Hitler :
88 millions de oui / Loi sur la reconstruction de la Wehr-
macht / Réoccupation de la Rhénanie / L'axe Berlin-Rome-
Tokyo / Hitler et son entourage.

Une date décisive

En effet, le 30 juin 1934, Hitler choisit la guerre. Elle commencera effectivement plusieurs années plus tard, mais cette date est la date décisive.

La véritable révolution nationale-socialiste en Allemagne, comme nous l'avions définie, telle eût été la voie dont l'Europe aurait pu espérer la consolidation de la paix. Mais pour le chancelier, national-socialisme était un mot vide de sens, une doctrine dont il s'était servi comme drapeau, sans y croire. Il n'en connaissait ni les possibilités concrètes ni les lois véritables que nous avions formulées, Gregor et moi ; il n'aurait redouté les effets, tel un prudent apprenti sorcier qui craindrait de ne plus pouvoir arrêter les forces qu'il a déchaînées. Par peur de l'avenir inconnu, il se réfugia dans le passé ; il abandonna les conceptions révolutionnaires qu'il fallait définir et préciser, il préféra le pangermanisme, le prussianisme et leurs idées impérialistes.

Peut-être se crut-il capable de rebrousser chemin, quand les circonstances rendraient cela possible ; peut-être pensa-t-il pouvoir encore modeler complètement les événements, effacer ce qu'il avait commencé ?

Mais il y a une logique des faits contre laquelle on ne peut lutter.

Fatalement l'évolution politique et économique qui suivit le massacre des hommes de la seconde révolution devait conduire à la catastrophe.

Il le sentit bien, d'ailleurs : on aurait pu aller plus loin dans la lutte contre la révolution, mais Hitler ne le voulut pas. Il sentait que la victoire définitive de la réaction aurait été sa fin. Il fit tout pour maintenir un certain équilibre entre les forces réactionnaires et révolutionnaires, ce qu'il exprima dans une de ses phrases préférées :

« La Reichswehr seule porte les armes, le parti seul exprime la volonté de l'Allemagne. »

Toujours est-il qu'il avait choisi la réaction et qu'il avait le 30 juin décapité les forces révolutionnaires.

Les forces réactionnaires poussent à la guerre

Les forces traditionnelles et réactionnaires, l'industrie lourde, avaient tout intérêt à pousser à la guerre car pour elles la menace révolutionnaire n'avait pas disparu. Ces forces réactionnaires préféraient la guerre étrangère à la guerre civile. Victoire ou défaite, le résultat leur était indifférent : en cas de victoire, elles deviendraient toutes-puissantes en Europe et, en cas de défaite, Gœring et Thyssen pensaient que les armées étrangères d'occupation se mettraient à leur disposition pour protéger le patrimoine industriel. La fin de la guerre ne devait pas déjouer leur calcul ; les industries furent en effet préservées, même si quelques hommes comme Gœring furent condamnés.

Il faut ajouter à cela les trois millions d'hommes de 20 à 25 ans qui, au cours des années de chômage, n'ont rien appris et n'ont voulu rien apprendre et constituaient un danger terrible. N'était-il pas plus simple de les envoyer se battre ?

Ces faits étaient ou devaient être connus en 1934. Mais

L'opinion publique mondiale faisait volontiers état de la faiblesse intérieure du régime hitlérien qui réduisait de beaucoup le danger de guerre. Certes, les grandes contradictions intérieures du régime, ses difficultés économiques et financières paraissaient justifier ces conclusions. Le système hitlérien ne se faisait pas faute d'exploiter à fond cette façon de penser de l'étranger pour proclamer sous toutes les formes sa politique de paix. A la même époque, il existait en France et en Angleterre un désir sincère de tranquillité ; Hitler jouait là-dessus.

Vingt-cinq jours après la « nuit des longs couteaux », le chancelier Dollfuss fut assassiné. Ce meurtre fut lui aussi très vite oublié par les membres de la Petite-Entente qui ne demandaient qu'à croire qu'il s'agissait *d'un fait isolé*¹.

Mais la vraie question était ailleurs, personne ne le comprit à l'étranger : Hitler, Gœring et Gœbbels n'avaient que cette alternative : le pouvoir ou la mort. Ils n'auraient pas pu démissionner et se retirer comme de simples citoyens. N'oublions pas qu'ils étaient des criminels, depuis le 30 juin surtout, et que des millions d'Allemands auraient demandé compte de leurs crimes à ces hommes s'ils étaient retournés à la vie privée. Ils étaient condamnés à la fuite en avant : toujours plus de férocité, de terreur, de rapt et d'annexions...

Toutes ces raisons mêlées eurent un résultat : la course à la guerre.

Hitler convoqué par Hindenburg

Hindenburg était malade depuis plusieurs mois. Vers la fin de juillet, on apprit que ses forces déclinaient. Hitler fut convoqué à Neudeck le 31 juillet : le vieil homme voulait lui parler une dernière fois avant de mourir. Hitler fut reçu seul et déclara ensuite, visiblement ému, que le président avait pris congé de lui en soldat.

Qui succéderait à Hindenburg ?

Le maréchal, incontestablement, ne voyait personne d'autre

1. La seule puissance à prendre des mesures fut l'Italie, qui envoya deux divisions sur le Brenner.

que Hitler en qui il avait confiance. Cette confiance était avant tout le fruit du 30 juin.

En effet, en 1933, il avait envisagé, avec les milieux conservateurs, de nommer un régent, le prince Oskar de Prusse ou le duc Ernst-August de Brunswick-Lunebourg, auquel on attribuait des sympathies pour la cause nationale-socialiste. Mais la situation n'était pas favorable à la réalisation de ces projets : Hitler se montrait trop comme le personnage le plus marquant. Le 1^{er} août 1934, Hitler mit tout le monde d'accord en promulguant une loi d'après laquelle les fonctions de président et de chancelier du Reich seraient désormais confondues et assumées par lui. Cette loi entrerait en vigueur à la mort du président. C'était une modification du principe fondamental de la constitution, qui disait que l'Allemagne était une république. Mais Hitler n'en était pas à ça près : pour lui il s'agissait là de chinoiseries juridiques pour « théoricien à l'esprit déformé ».

Mort d'Hindenburg

Le 2 août, Hindenburg mourait. Le jour même, la Wehrmacht prêta *serment à Hitler*¹ : il ne fallait pas perdre de temps.

Contrairement aux vœux exprimés par le défunt et sa famille, des funérailles nationales furent prescrites et l'inhumation prévue dans le monument érigé pour commémorer la bataille de Tannenberg. Les funérailles eurent lieu le 7 août et il faut remarquer la phrase par laquelle se terminait l'éloge funèbre que prononça le nouveau « Führer et chancelier » :

« Grand chef défunt, entre maintenant dans le Walhalla... »

Restait un autre fait qui pouvait être gênant : par des renseignements confidentiels, Hitler avait appris qu'en mai, Hindenburg avait rédigé un testament politique, avec l'assistance de von Papen. Il y avait également une lettre qui lui était destinée. Mais Hitler ignorait ce que disait et où se trouvait ce testament. Que se passerait-il si le vieux maréchal

1. Il s'agissait d'un serment personnel et non d'un serment à l'Allemagne : « Je prête devant Dieu ce serment sacré d'obéir sans condition à Adolf Hitler. »

Il y prononçait en faveur du rétablissement de la monarchie ?

Il libéra un secrétaire de von Papen, von Tschirsky-Bögen-
dorff ; en échange de sa liberté, celui-ci lui procura le docu-
ment, qui aurait normalement dû lui être remis par Oskar von
Hindenburg, le fils.

Le testament se composait de deux parties. L'une officielle
où Hindenburg proclamait sa confiance en Hitler, et l'autre
non officielle, adressée uniquement à Hitler, dans laquelle le
maréchal exprimait le désir que son successeur, au moment
qui lui paraîtrait le plus propice, rétablisse la monarchie en
Allemagne. Hitler ne publia évidemment que la première
partie. Il pouvait maintenant se faire plébisciter : tous les
votants se trouvaient dans sa main.

Hitler plébiscité

La consultation eut lieu le 19 août 1934 ; tous les moyens
furent utilisés pour gagner, depuis la propagande, jusques et y
compris le « contrôle secret » des bulletins de vote, ahuris-
sante périphrase qui signifiait le truquage pur et simple des
voix.

Résultat : 38 362 720 oui et 4 294 760 non, soit 88,9 % de
oui.

Rosenberg put écrire le lendemain :

« L'Allemagne c'est Hitler ; Hitler c'est l'Allemagne. » Cette
brillante trouvaille marquait la victoire complète de l'hitlé-
risme. En septembre se tint le 6^e Congrès du parti. Pour la
première fois y participèrent des unités de la Wehrmacht. On
rassembla 500 000 hommes, 525 trains spéciaux arrivèrent à
Nuremberg, on réquisitionna des logements pour 250 000
personnes, on créa d'immenses camps de toile. Cela ressem-
blait à un exercice de mobilisation...

Mais avant de mobiliser, il fallait réorganiser.

Dès la mi-juillet, Hitler avait offert à Schacht, président de la
Reichsbank, le portefeuille de l'Economie nationale. Finances
et économie se trouvaient désormais en une seule main, la

course au réarmement pouvait commencer.

C'est d'ailleurs l'époque de l'échec de la Conférence du désarmement et le début d'un mouvement général, causé en partie par l'Allemagne, mais où l'Allemagne n'est pas la seule. Déjà, dans une autre partie du monde, un pays, le Japon, a jeté le masque : il a quitté la S.D.N. depuis le 26 mars 1933 et a procédé depuis à la conquête du Mandchoukouo, avant de passer à l'attaque de la Mongolie intérieure et de la Chine.

Aux Etats-Unis, le président Roosevelt déclare que « la flotte américaine sera poussée à l'extrême limite de sa puissance ».

En U.R.S.S., au cours de l'année 1934, le général Toukhatchewsky a porté l'armée rouge de 600 000 à 940 000 hommes.

En Pologne, un décret du 24 septembre 1934 pris par le maréchal Pilsudski institue le service militaire auxiliaire.

L'Angleterre se réveille, elle aussi : à la fin de février 1935, le cabinet britannique publie, sous le nom de « Livre blanc », un dossier contenant des révélations inquiétantes sur les faiblesses de l'Angleterre, notamment en ce qui concerne sa couverture aérienne. Elle décide de la doubler.

En France, on se préoccupe du danger venant de l'Est et on voit prévaloir les théories défensives.

En Allemagne, une des premières conséquences de l'arrivée de Schacht a été une politique de bas salaires, aggravée par la hausse des prix.

Pour lutter contre le mécontentement populaire, une seule chose : fixer un objectif à sa colère. Comment ? En promettant l'abolition du traité de Versailles, but lointain ; et dans l'immédiat, embrigader le peuple en instaurant le service militaire obligatoire. Quand on marche, *on ne pense pas*¹.

Reconstruction de la Wehrmacht

L'armée de l'Air a été créée par Gœring dès les premiers jours du régime. Le 12 mars 1935, Gœring, recevant un correspondant de presse anglais, lui apprend que la première

1. Le nombre des chômeurs passa de 6 millions (1933) à moins d'un million (1937).

phase du réarmement aérien allemand est terminé.

Le 16 mars 1935 est votée la « loi sur la reconstruction de la Wehrmacht », premier temps de l'abolition du traité de Versailles. Cette reconstruction est basée sur le service militaire obligatoire et général. Il ne s'agit donc pas d'un rétablissement de la constitution militaire impériale mais de quelque chose de nouveau.

La loi du 21 mai 1935 fixe les modalités et les principes de cette nouvelle armée nationale. Le premier paragraphe de la loi commence ainsi : « Le service des armes est un service d'honneur rendu au peuple allemand. » Ce qui est en France un tribut payé à la société et à son pays, devient ici un honneur dont il faut se rendre digne.

Parallèlement, la loi ne dit pas que chaque citoyen est « astreint » au service militaire mais que le service militaire est un « devoir ».

Le troisième paragraphe affirme : « En temps de guerre, outre le service militaire, chaque homme et chaque femme sont tenus de participer à la défense de la patrie. » C'est l'idée du peuple en armes, celle de la guerre totale, idée née de la Révolution française mais, ici, déformée et détournée de son support. Il est pratique pour un régime dictatorial de trouver de grands motifs à l'asservissement que l'on impose au peuple. Même pour cette seule raison, la guerre devrait être faite, du point de vue des gangsters qui dirigent l'Allemagne.

Les effectifs fixés par la loi sont de 12 corps et de 36 divisions, soit 500 000 hommes environ.

Aussitôt, Hitler rassure les puissances : il sait qu'elles ne demandent pas mieux que de l'être. Son discours du 21 mai 1935 est remarquablement raisonnable :

« Le sang versé sur le continent européen au cours des trois cents dernières années est hors de proportion avec les résultats qu'ont eus ces événements dans l'histoire des nations. »

Et plus loin :

« Notre théorie raciale considère toute guerre entreprise en vue d'assujettir et de dominer un peuple étranger comme un procédé qui, tôt ou tard, change et affaiblit intérieurement le vainqueur et ne tarde pas à provoquer sa défaite... »

Et enfin :

« L'Allemagne a besoin de paix, elle désire la paix ! »

L'Allemagne a peut-être besoin de paix, mais pas Hitler. La paix, nous l'avons dit, est fatalement la remise en question d'un régime indéfendable. La paix est la conscience, déjà vivante, qu'a un peuple s'il est opprimé. C'est la guerre qu'il faut au régime hitlérien, la guerre qui fait oublier les problèmes intérieurs.

Et puis, la préparation de la guerre, c'est la prospérité des grandes industries. Un tableau comparatif est significatif de ce bond en avant qu'elles font depuis que le Dr Schacht est là :

	Bénéfices en millions de marks	
	1932	1934
Krupp	108,7	177,38
Mitteldeutsche Stahlwerke	22,09	33,46
Vereinigte Aluminiumwerke ...	8,57	24,55
Deutsches Nickel	2,58	5,08
I.G. Farben	476,05	565,07
A.E.G.	79,24	106,51
Opel	25,94	82,60

La révolution, du moins ce qui en restait, protestait contre la course vers la guerre. Sous le titre « Nous sommes tout à fait seuls », Heinz Ewald Blum publia dans la revue « Reichs-wart », un article qui fit du bruit :

« Comment nos camarades pourraient-ils penser que le capitalisme, l'esclavage par l'intérêt sont abolis et l'exploitation vaincue, quand ils voient encore les colonnes de la Bourse, et, dans les journaux de la bourgeoisie, les colonnes des bilans, des dividendes. Quand ils apprennent comment sur leur dos cette conception criminelle de l'économie exploite tout pour défendre ses derniers bastions avec la folie née de son agonie. »

Blum fut mis en prison. Goering déclencha une campagne sur le thème : « Des canons plutôt que du beurre. »

Un député national-socialiste qui n'appartenait pas au Front Noir vint me voir à Prague en août 1935 pour me demander d'aider à la lutte contre Schacht. Il me fit un rapport détaillé sur une démarche des représentants de la vieille garde qui

exigeaient de Hitler le renvoi de Schacht.

Le Führer répondit qu'il avait besoin de Schacht pour obtenir la liquidation de la dette étrangère mais il promit de le renvoyer dès que le réarmement serait avancé. Le Troisième Reich, appuyé sur sa force armée, refuserait alors toutes les exigences étrangères. « Un peu de patience, assurait-il, j'ai encore besoin de Schacht comme figurant, n'oubliez pas qu'il est bien vu à Londres et à Paris. »

Pour me dire cela, le brave député avait risqué un voyage à Prague, une rencontre avec moi. Il croyait à la bonne volonté de Hitler, il suffirait, disait-il, de le pousser un peu.

Il ne pouvait être question en la matière d'une bonne volonté de Hitler qui n'avait pas la possibilité de renvoyer le financier : il espérait que Schacht faciliterait la réalisation de son projet d'alliance avec l'Angleterre ; n'était-il pas l'ami de Montagu Norman ? Aux yeux de Hitler, la City était toute l'Angleterre.

Hitler ordonne l'occupation de la Rhénanie

Le premier pas actif de la course à la guerre, Hitler le fit le 7 mars 1936, un samedi, en ordonnant l'occupation par l'armée de la zone démilitarisée de la rive gauche du Rhin.

Cette initiative fut prise en dépit de l'opposition de l'armée et des officiers de l'état-major. Dans un discours prononcé par le général Beck en présence de Hitler, il y a un passage qui prône l'insubordination : « Rien ne serait plus dangereux que de s'abandonner à des inspirations spontanées, insuffisamment mûries, si opportunes, voire si géniales qu'elles puissent paraître, ou de bâtir sur des désirs, si ardemment caressés soient-ils. »

En effet, lorsque l'occupation fut exécutée, l'armée allemande manquait de matériel. Comme chars, elle ne disposait que d'un petit nombre de Panzer I légers, dotés de deux mitrailleuses et sans canon. Cependant, le 5 mars, trente mille hommes furent mis en marche vers la Rhénanie. Le 6 la Chambre française ratifia le pacte d'assistance avec l'Union soviétique. Le 7 les troupes entrèrent dans la zone démilitarisée, sous les acclamations de la foule. Leurs chefs avaient reçu l'ordre secret de se replier immédiatement sur l'autre rive du

Rhin en cas d'action offensive de la part de la France. Les masses ne soupçonnèrent pas la tension qui régna dans les états-majors, la nervosité avec laquelle le ministre de la Guerre von Blomberg suivit les réactions de Paris et de Londres. Mais avec son don de reconnaître la faiblesse de l'adversaire, Hitler avait profité du désarroi régnant en France et en Angleterre. La France occupa la ligne Maginot. Le Conseil des ministres français, à une majorité extrêmement faible, décida de ne pas réagir de façon plus directe. L'attitude pessimiste du généralissime Gamelin fut en cela décisive. Or si les Français avaient su agir, ils auraient infligé à Hitler sa plus grave défaite politique. Le chef d'état-major Beck était prêt à le désavouer en cas d'échec. Un régime tel que celui qui régnait en Allemagne ne pouvait se permettre une faute. Les conséquences eussent été très importantes pour l'avenir.

Le 29 mars, il y eut un référendum au sujet de la Rhénanie. Le résultat ne faisait pas de doute : *une majorité écrasante* ¹ se dégagea en faveur de la victoire...

Suivant sa tactique familière, Hitler s'occupa de rassurer en faisant présenter à Londres le 1^{er} avril un plan de paix comportant un « super-Locarno ». Il se heurta à la méfiance, mais seulement à la méfiance de l'Angleterre et de la France.

Au début de l'été, la guerre civile éclatait en Espagne.

Dès lors, en connaissant les objectifs des deux camps qui subsistaient en Allemagne, la réaction et le parti, on pouvait se rendre compte de l'orientation de la politique hitlérienne.

Le camp de Gœring et de Rosenberg qu'on peut appeler le camp du parti, réactionnaire avec modération maintenant que les objectifs de l'industrie lourde étaient atteints, avait en politique extérieure le but de l'espace vital, c'est-à-dire, pratiquement, la colonisation de l'Europe orientale par une victoire sur la Russie. Le but secondaire était la réunion des Allemands d'Europe dans une Grande-Allemagne. Etant donné le pacte entre la France et l'U.R.S.S., d'une part, entre la France et la Petite-Entente, d'autre part, on pensait dans le parti qu'il fallait avant de s'attaquer à l'Est écarter la menace d'une guerre sur deux fronts ; d'une façon générale Gœring

1. Le plébiscite recueillit 44 millions de voix favorables à la réoccupation de la Rhénanie, soit 99 % des votants.

aimait à dire qu'il fallait s'attaquer à la France et en faire une Espagne n° 2. Pour y arriver on essaya de séparer l'Angleterre et la France, de s'allier avec les Anglais contre la Russie ainsi que de s'allier avec l'Italie contre la France.

Le camp de la réaction, représenté par les généraux, avait une conception toute différente de ce que devait être la politique étrangère. D'abord sur la question russe : pour des raisons économiques aussi bien que militaires, l'état-major voulait s'entendre avec la Russie. La conquête de l'Ukraine leur paraissait d'ailleurs une dangereuse utopie. L'armée était liée à l'armée russe par des contacts fréquents, certaines manœuvres allemandes s'étant même déroulées en territoire soviétique, avec l'accord des autorités, bien entendu. En ce qui concerne la France, l'unanimité régnait dans les deux camps : il fallait l'abattre car elle empêchait la réalisation du rêve d'hégémonie allemande.

L'occupation de la rive gauche du Rhin et la construction de la ligne Siegfried furent la matérialisation de cette hostilité et de cette crainte.

Au même moment, la France connaissait des troubles intérieurs tels qu'elle ne pouvait plus suivre de politique extérieure active. Ce fut pour Hitler une période de calme absolu. Il put laisser un questionnaire anglais et un plan de paix français sans réponse.

En août 1936 se déroulèrent à Berlin les Jeux Olympiques ; ce fut pour un grand nombre d'étrangers l'occasion d'admirer une Allemagne en apparence pacifique et ordonnée.

A l'automne Lloyd George vint voir Hitler et repartit enthousiasmé de cette rencontre ; lui aussi, déclara-t-il, pouvait désormais crier : « Heil Hitler ! » car c'était vraiment un grand homme que celui qu'il venait de rencontrer.

L'axe Berlin-Rome-Tokyo

Sa position vis-à-vis de Mussolini s'améliorait ; le comte Ciano, gendre de Mussolini et ministre des Affaires étrangères, vient faire la première visite officielle italienne. L'axe Berlin-Rome devenait d'autant plus solide que Mussolini commençait à craindre le dynamisme de Hitler et voyait dans le

resserrement de l'alliance l'occasion de surveiller ce cadet entreprenant.

En novembre 1936, l'expert de Hitler pour la politique étrangère, Ribbentrop, conclut *un accord avec le Japon*¹ contre les menées de l'Internationale communiste, ce qui ouvrait une direction politique toute nouvelle. Un an plus tard, l'Italie participait à ce pacte antikomintern. Ainsi naquit le front des puissances qui s'estimaient lésées par l'équilibre existant, des « non-possédants », de ceux qui essayaient d'étendre ce qu'ils appelaient leur « espace vital ».

Il est à remarquer qu'avant même d'avoir signé l'accord les trois pays s'étaient déjà engagés à leur façon : l'Allemagne avait entrepris la révision unilatérale du traité de Versailles, l'Italie avait conquis un nouveau territoire colonial en Abyssinie, le Japon avait commencé à absorber la Mandchourie.

Malgré ces alliances, Hitler ne perdit pas l'espoir d'arriver à conclure celle de son cœur : l'alliance anglaise, qui restait pour lui la principale. Qu'il y eût contradiction ne lui apparaissait pas : à ses yeux les traités pas plus que les lois ne constituaient des liens. C'étaient des moyens pour atteindre un but, on pouvait les manier à son gré. Diels, un jour, lui démontra qu'une de ses intuitions reposait sur une base fausse. Hitler riposta qu'il fallait chercher alors une autre base. Pour lui, point de raisonnement d'une logique déterminante. Le président Roosevelt, poliment, appela un jour cette façon de décider « penser avec ses bombes ».

Hitler commençait déjà à devenir une institution plutôt qu'un homme. Six fois par an, il s'offrait à l'adoration de ses partisans ou des foules : le 24 février à Munich, pour l'anniversaire de la fondation du parti, le 20 avril à Berlin, pour son propre anniversaire, le 1^{er} mai, jour de la fête du Travail, où il parlait aux ouvriers et recevait leurs délégations à la Chancellerie, en septembre, au congrès de Nuremberg, où venaient les délégations fascistes d'Angleterre, d'Italie, d'Espagne, de Hongrie, du Danemark et de Norvège, à la fête de la récolte, à Bückeberg, où il recevait la couronne de la

1. Valable pour cinq ans, le pacte ne désignait pas nommément l'Union soviétique mais l'Internationale communiste.

moisson des vieux Germains, enfin, les 8 et 9 novembre, à Munich, pour la commémoration du soulèvement de 1923, sans le vieux Ludendorff toujours ancré dans un refus qui était précisément né lors de ce soulèvement.

L'entourage personnel de Hitler

Son entourage personnel restait composé des compagnons des premiers jours, dont les qualités morales et intellectuelles ne s'étaient pas accrues avec l'âge. Ils tenaient les fonctions de valet de chambre, de chauffeur, d'intendant. Un nouvel entourage était venu s'y ajouter, l'escouade des secrétaires telles Mlles Wolff, Schröder, Junge, qui lui composaient un auditoire béat et constamment présent. Il se montrait très poli, les invitant à prendre le thé, s'inquiétant de leur santé. Par contre, elles devaient subir pendant des heures des monologues cent fois repris, sur des thèmes clefs. Elles devaient montrer bien entendu tous les signes d'un intérêt passionné.

Il y avait plusieurs médecins, le « premier médecin personnel du Führer » étant le docteur Brandt. La santé du chancelier demeurait étonnamment bonne, malgré le surmenage. Néanmoins, il commençait à avoir besoin de drogues pour lutter contre les insomnies. Il commençait à moins sortir, à éviter les promenades. Au cours de manœuvres, les aides de camp qui l'accompagnaient lors de ses inspections remarquèrent qu'il se fatiguait très vite. C'est vers cette époque qu'il rencontra le Dr Morell, un charlatan qui ne trouva rien de mieux que de commencer un traitement à base d'injections de vitamines et de glucose la première fois qu'il fut appelé à intervenir. Procédant sans aucune conscience professionnelle en administrant des médicaments trop forts pour le mal et qui à la longue devaient fatalement délabrer la santé du patient, il voulait surtout remporter un succès afin de s'attacher son illustre malade. Il y parvint et fit de Hitler l'être sénile et tremblant qu'il était à la fin de sa vie. Une méthode d'assassinat à laquelle n'avaient pas pensé les diverses conjurations qui tentèrent successivement leur chance !

Sur le plan sentimental, Hitler en restait à Eva Braun, petite employée sans aucune idée politique, qui ne s'occupait que de

questions domestiques et de ragots, jalouse un peu, attachée à celui qu'elle s'était juré de séduire et qui lui était tombé dans les bras après la mort de Geli Raubal qu'elle était loin de valoir en beauté et en charme.

On aurait bien voulu, dans certains milieux, tant à l'étranger qu'en Allemagne, pouvoir prendre Hitler sur le fait d'une vie sentimentale mouvementée. Personne n'y parvint, et pour cause... Pourtant, au cours de ces années, il eut autour de lui de nombreuses femmes, dont quelques-unes très jolies et attirantes. Il invita à la Chancellerie plusieurs actrices célèbres de l'écran. Gœbbels s'évertua à amener des femmes dans l'entourage de son maître avec l'espoir secret que Hitler en trouverait une dont il tomberait vraiment amoureux. Des racontars circulaient : on lui attribuait des relations amoureuses avec Winifred Wagner, avec les jolies femmes de Gœbbels, de Bouhler ou de Ley, avec Leni Riefenstahl, avec Sigrid von Laffert, aristocrate du Mecklembourg, avec une belle Anglaise, un peu excentrique, Unity Walkyrie Mitford, fille de lord Redsdale et apparentée à sir Oswald Mosley, chef des fascistes britanniques. On publia d'habiles truquages le montrant buvant du champagne avec Leni Riefenstahl sur les genoux. Lorsque j'avais vent de ces bruits, je répondais qu'il aurait mieux valu que ce fût vrai mais que malheureusement il n'y avait aucune chance. Je savais trop bien que Hitler n'était pas normal, mes remarques et les confidences qu'un jour m'avait faites Geli Raubal, son tendre visage baigné de larmes, ne laissaient aucun doute là-dessus. Ou bien il avait peur des femmes et craignait leur influence, auquel cas il les évitait, ou bien il les martyrisait.

C'est le moment où Hitler mène une vie que l'on pourrait qualifier de brillante. Il garde encore le masque, tous les masques dans sa vie privée, comme dans sa vie publique, dans ses rapports avec ses familiers, comme avec ses collaborateurs, comme avec les puissances étrangères. Mais déjà, à mille signes, je peux sentir que cela ne durera pas et que chaque succès, en assurant sa position, en affermissant son orgueil, le poussera à se débarrasser du personnage qu'il s'est créé pour laisser paraître son vrai visage de fou, de mégalomane, d'obsédé de la puissance. Le visage que j'ai vu lors de notre première rencontre, dans la maison de mon frère, en 1923.

XII

L'Anschluss

L'économie de guerre / Le service militaire porté à deux ans / Préparation psychologique du peuple allemand / Rencontre avec Otto de Habsbourg / Prorogation des pleins pouvoirs / Schuschnigg à Berchtesgaden / L'Autriche envahie après un ultimatum.

Göring au premier plan

Fin octobre 1936, Hitler renvoya le Dr Schacht et nomma Göring dictateur de l'économie de guerre. L'intention, la direction de la politique hitlérienne étaient donc démasquées et personne ne pouvait en douter. Laissons de côté la propagande hitlérienne qui lança le plan de quatre ans et ne retenons que les faits. Ils nous permettent de découvrir qu'ils signifient la répétition d'un programme déjà appliqué pendant la Grande Guerre par Ludendorff, sous le nom de programme Hindenburg. Des raisons purement militaires avaient dicté en 1917 l'établissement du plan Hindenburg qui, sous la direction du général Gröner, avait permis la mobilisation totale de l'économie allemande.

Dès 1936, le Front Noir attira l'attention du monde sur la ressemblance de la situation de l'Allemagne à la quatrième année de guerre avec celle de la quatrième année du régime hitlérien.

Tout d'abord, le pays est mobilisé : le service militaire est *porté de un à deux ans*¹ le 24 août 1936. Du coup, Hitler se procure une armée de un million deux cent cinquante mille hommes. J'écrivais le 26 août, sitôt apprise la nouvelle :

« Cette mesure coûteuse ne pourra être supportée que pendant un temps assez limité. Le manque de réserves matérielles, financières et morales ne peut laisser espérer un succès guerrier que si l'attaque est menée avec la rapidité de l'éclair et sanctionnée presque immédiatement par des succès politiques et militaires. Il s'ensuit que, du point de vue stratégique, Hitler et Gœring seront obligés de diriger leur attaque contre une nation politiquement et militairement faible, ce qui confirme qu'ils choisiront la direction de marche sud-est

» Hitler croit que les populations d'Autriche et des Sudètes le salueront comme un libérateur, de sorte qu'il pourrait remporter, dès le début, des succès psychologiques d'une telle portée qu'il entraînerait la majorité du peuple allemand dans cette guerre malgré lui.

» L'état-major lui-même croit que l'on va pouvoir se rendre facilement maître et de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie. Il est certain que Hitler et Gœring appliqueront en cas de guerre exactement la méthode du 30 juin : pas de déclaration de guerre, pas d'avertissement préalable. Toutes les divisions motorisées allemandes traverseraient la frontière dans la nuit d'un samedi et se trouveraient déjà en plein pays étranger avant que son gouvernement ait eu le temps de prendre une quelconque mesure de sécurité ou de défense. »

L'avenir devait me donner raison dans les moindres détails. Mais on n'aime pas croire les prophètes de mauvais augure. Mes entrevues avec toutes les personnalités politiques que je pouvais approcher, les avertissements, comme celui cité ci-dessus, dont je ne cessais d'inonder l'Europe autant que l'Allemagne, tout cela ne donna pas de grands résultats. On se plaisait à croire que j'exagérais les dangers, en raison de ma haine pour celui qui m'avait forcé à m'exiler et qui avait fait assassiner mon frère. Il fallut que les faits confirment mes

1. Cette mesure aboutissait à une violation indiscutable du traité de Versailles, mais la France et l'Angleterre se bornèrent à une protestation.

prévisions pour que l'on s'aperçût que je n'étais poussé par aucun motif personnel.

Préparation psychologique à la guerre

L'augmentation de la durée du service militaire ne fut pas populaire : en Allemagne on n'en voyait nulle part la nécessité. Cette mesure provoqua pour la première fois dans tout le peuple allemand un doute très grave ; il se demanda si la politique de Hitler signifiait vraiment la paix et surtout s'il était possible de sauvegarder la paix avec de pareilles méthodes. Hitler et Gœbbels furent surpris de l'effet qu'eut leur mesure. Ils en déduisirent que la préparation psychologique avait été insuffisamment administrée. Rien ne montre mieux le mépris de l'homme que ressentaient les dirigeants hitlériens que cette confiance absolue dans les possibilités de la propagande.

Il n'était pas possible de trouver des raisons de politique étrangère pour justifier cette mobilisation, mais ce n'était point une raison que Hitler cherchait, uniquement l'efficacité. Il eut une fois de plus recours aux moyens primitifs dont il se servait depuis trois ans, aux slogans qu'il remâchait depuis son adolescence viennoise : l'antisémitisme et l'antibolchevisme.

Au cours du Congrès du parti à Nuremberg, du 8 au 14 septembre 1936, Hitler affirma dans un grand discours que c'était le danger bolchevique qui avait imposé au peuple allemand de renforcer son armée. En même temps il essaya d'impressionner certains milieux anglais, français, belges et suédois. L'orateur Gœbbels fut chargé de peindre les horreurs de la guerre civile espagnole ; non sans habileté, il s'adressa aussi bien aux instincts bourgeois de ses auditeurs allemands et étrangers qu'à leurs sentiments chrétiens.

Alfred Rosenberg, idéologue du parti, se contenta d'apporter la « preuve » que judaïsme et bolchevisme étaient indissolublement liés. Le succès de cette propagande prouva à Hitler qu'il avait bien choisi ses slogans ; il s'efforça tout de suite d'intensifier sa publicité antibolchevique en Allemagne et à l'étranger.

Mais, chose qu'on ne remarqua peut-être pas assez à l'époque, au moment même où l'hitlérisme se faisait le champion d'une croisade antisoviétique, la Reichswehr développait encore ses relations avec l'U.R.S.S. L'attaché militaire russe fut invité quelques semaines après le Congrès de Nuremberg aux grandes manœuvres d'automne et l'industrie lourde obtint un nouveau crédit à long terme pour ses échanges avec l'Union soviétique. Dès cette époque il ne pouvait faire de doute pour aucun observateur sérieux que la collaboration de l'hitlérisme et du bolchevisme dût se transformer un jour en alliance germano-russe. La similitude des régimes créait une espèce de solidarité totalitaire. Le fameux procès de Moscou et la purge qui s'ensuivit prouvaient que le régime stalinien était entré dans un stade proprement hitlérien en assassinant systématiquement les membres de l'ancienne équipe révolutionnaire.

Du point de vue économique, les matières premières commençaient à manquer, comme en 1917. Et comme en 1917, l'Allemagne de 1936-1937 commençait à jeter dans la bataille un appareil guerrier gigantesque, dû à la mobilisation de toutes les réserves économiques. Je ne peux que citer un autre de mes articles, destiné au public allemand :

« Chaque patriote allemand sent cette similitude. Il retrouve la puissance brutale de Ludendorff en la personne de Gœring, la popularité de Hindenburg en celle de Hitler ; il compare l'économie de guerre avec l'économie autarcique et se souvient que l'une et l'autre, bien accueillies d'abord, provoquent un mécontentement social profond. Il sait que Hindenburg et Ludendorff n'avaient pas de réserves, ni militaires ni politiques, ni économiques ni surtout morales. Il sait que Hitler et Gœring n'ont pas plus de réserves que leurs devanciers. Il sait que la bataille décisive de la guerre préparée par Hitler et Gœring doit trouver la même fin catastrophique que celle de mars 1918 préparée par Hindenburg et Ludendorff. »

Hitler sentait lui aussi la ressemblance. Mais il continuait de se servir des mots d'ordre révolutionnaires pour ne pas perdre la confiance de ses adeptes. Il faisait ainsi depuis son arrivée au pouvoir, déformant le sens des mots et des idées.

Il parlait de socialisme alors qu'il avait nommé Schacht puis Gœring à la direction de l'Economie.

Il parlait de paix alors qu'il mobilisait et attaquait la Rhé-

nanie au mépris des accords.

Il parlait de la communauté du peuple au moment même où il faisait jeter des centaines de milliers d'hommes dans les camps de concentration.

Duplicité ? Le mot est à la fois trop faible et trop fort. Adolf n'a pas cessé de sentir ce que voulait le peuple allemand ; les mots qu'il employa ne cessèrent d'être ceux qu'attendaient tous les Allemands. Mais ses actes étaient en contradiction avec ses paroles parce que son désir d'hégémonie sur l'Europe était en même temps exploité et encouragé par les industriels pangermanistes et les hobereaux prussiens, qui poursuivaient à travers lui, comme à travers Guillaume II, *leurs éternels desseins*¹.

Otto Strasser rencontre Otto de Habsbourg

En cette année 1936, je rencontrai l'archiduc Otto de Habsbourg. Cela se passa dans un petit pays neutre, à l'abri d'une antique abbaye. Pour ma part, je pensais que pour l'Autriche, au point où elle en était, un Habsbourg fût encore préférable à l'assassin Hitler et comme va le dicton :

« Besser'n Kaiser Gottesgnaden
als den Schuft von Berchtesgaden. »²

L'entrevue était strictement secrète ; deux personnes en dehors de nous furent mises au courant, dont l'une était mon frère Paul : déjà je n'étais plus en sécurité dans aucun pays d'Europe et il n'était pas bon que l'on fût vu en ma compagnie.

Les présentations faites, on nous laissa seuls et je me présentai :

— Altesse Impériale, il ne faudra pas m'en vouloir si au cours de la conversation il m'arrive de dire m... Je ne suis pas un conseiller impérial et royal, mais un révolutionnaire allemand et je n'ai qu'une façon de m'exprimer.

L'archiduc éclata de rire et me répondit :

1. La marge bénéficiaire des industries lourdes passa à 6,5 % en 1938, ce qui est considérable, les industriels se remboursaient.

2. Mieux vaut un empereur par la grâce divine que la fripouille de Berchtesgaden.

— Vous êtes exactement tel que je vous imaginais !

Il me demanda mon avis sur la situation et si le Front Noir avait des renseignements sur les événements récents. Je lui dis qu'à sa place je n'attendrais pas pour rentrer en Autriche. Nous pensions que cela pourrait se passer ainsi : après s'être mis d'accord avec Schuschnigg et le général commandant les armées autrichiennes, il faudrait que l'armée prête serment. Il serait absolument nécessaire que personne en dehors de Schuschnigg et du commandant en chef ne fût au courant. Mon expérience personnelle de l'infiltration nazie dans le personnel de l'administration de Vienne me dictait ce conseil.

— Etes-vous certain que Hitler n'entrera pas en Autriche ? répliqua l'archiduc.

— Si l'action avait lieu rapidement, la chose me paraîtrait improbable. Je ne peux vous le garantir, mais j'ai tout lieu de croire que Hitler n'est pas encore prêt pour une agression de ce genre. De toute façon une situation d'ex-chef d'Etat en exil serait toute différente de celle de prétendant.

Nous parlâmes d'autre chose et notamment de la situation en Allemagne ; je lui parlai de mes efforts et de ceux du Front Noir pour préparer la seconde révolution, qui serait, j'insistai là-dessus, à la fois sociale et nationale. Pour nous qui luttons dans l'ombre, toute la question était de ramener l'Allemagne dans la voie révolutionnaire avant que Hitler et Goebbels ne l'aient jetée dans une guerre européenne. Après il serait trop tard, les puissances étrangères ne nous en laisseraient plus le loisir. Cette course contre la montre était mon souci quotidien. Toute mon action était, de ce fait, double : il me fallait, d'une part, tout faire pour empêcher la guerre et, d'autre part, rendre agissante la déception de ceux qui avaient cru à une Allemagne nouvelle. Je pus constater que l'archiduc, dont j'admirais sincèrement l'intelligence et la profonde culture, était parfaitement au courant de ce dont je lui parlais.

J'exprimai aussi ma conviction que l'Allemagne reviendrait forcément au statut fédératif, le seul qui puisse rétablir un juste équilibre entre chacun des Etats allemands et les débarrasser de la domination prussienne cause de tant de maux. L'idée chrétienne et l'idée de fief étaient pour notre conserva-

isme révolutionnaire des idées essentielles. C'est au moyen de la corporation que nous voulions assurer un ordre social plus juste et une administration politique nouvelle. Bien entendu nos plus grands ennemis étaient — elles le restent d'ailleurs aujourd'hui — les forces impérialistes opposées à l'idée européenne. Je dénombrai ces forces : le monopole capitaliste de l'industrie lourde, les grandes propriétés foncières des hobereaux prussiens, l'état-major de l'armée. Dans cette hypothèse d'une fédération, il n'était nullement exclu — à vrai dire cela n'avait pas grande importance — qu'un empereur catholique vienne prendre la tête du nouvel empire. Un empereur catholique et pacifiste, avec des fonctions représentatives.

Je ne formulais pas là une simple idée : il me semblait en effet qu'il s'agissait d'une possibilité réelle qui éclairait le vrai caractère de l'ordre auquel l'Allemagne aspirait.

Cette conversation n'eut pas de suites ; les conseillers de l'archiduc Otto jugeaient mes conseils extrêmement dangereux pour la ligne traditionnelle des Habsbourg. Ils répliquèrent à mon projet par : Lemberg est plus important pour les Habsbourg que Munich.

Dès que nous eûmes fini, je me dirigeai vers la gare. J'avais ma valise avec moi. Au moment de quitter la grande salle du couvent l'archiduc, sous prétexte qu'il était le plus jeune, tint absolument à porter ma valise. Les deux battants de la porte s'ouvrirent. Nous sortîmes et je vis en bas d'un grand escalier mes collaborateurs de l'archiduc qui l'attendaient et qui ignoraient qui j'étais. En me voyant précéder l'archiduc qui, à ma suite, portait ma valise, l'un d'eux, stupéfait, ne put s'empêcher de dire :

— Quel est donc ce personnage qui se fait porter sa valise par l'empereur ?

Deux ans à peine après cette entrevue, Hitler annexait l'Autriche par la force en y établissant des fonctionnaires prussiens et le régime prussien. Toutes mes prévisions concernant le moment et la méthode d'agression se trouvèrent vérifiées.

En cette période, l'année 1936, Hitler a le temps de se consacrer à sa marotte : la culture et l'architecture.

Son maître en musique est, comme nous l'avons vu, *Wag-*

ner¹, son maître en peinture est Hans Mackart, très versé dans l'allégorie historique, les motifs, les scènes d'un accent voluptueux, imprégnées de la corruption de Vienne.

Cette double admiration, il va essayer de la faire entrer dans un nouveau style architectural, conçu pour incarner de façon monumentale l'idéologie nordique. Dans ce domaine, il prend comme conseiller Albert Speer. Un des grands projets fut celui des bâtiments du parti à Nuremberg. Quelque chose d'énorme : un hall pour le congrès, pouvant contenir 60 000 personnes, une scène où 3 200 personnes auraient pu prendre place, un stade pour environ 500 000 personnes, un champ de Mars pour un million de soldats. Le hall à lui seul devait coûter 300 millions de marks. Le stade devait être la plus grande arène du monde. Pour creuser les fondations, on dut construire 70 kilomètres de voies ferrées et employer 600 millions de briques. En pleine crise, les commandes allemandes de granit en Suède, pour le stade, équivalaient à deux années de la production totale de ce pays. Les murailles devaient avoir 90 mètres de haut. Les spectateurs en haut des gradins seraient munis de lunettes spéciales afin de voir ce qui se passerait en bas !

Ces chiffres démontrent une volonté systématique de faire le plus grand, le plus gros, le plus lourd : tel était le témoignage que Hitler voulait laisser à la postérité. Il s'intéressait tellement à ce témoignage qu'il fit faire également un dessin des ruines futures du bâtiment qui n'était pas encore construit..

Prorogation des pleins pouvoirs

En 1937 expira le délai de quatre ans demandé en 1933. Aucune difficulté ne devait se présenter pour le prolonger de quatre années nouvelles. Hitler prononça à l'occasion du renouvellement un discours qui fut un constat d'autosatisfaction. Il remit la médaille d'or du parti aux ministres bourgeois encore présents dans le cabinet. Seul le baron Eltz von Rübenach, ministre des Communications, eut le courage de

1. Il était interdit de jouer les compositeurs juifs : Mendelssohn, Paul Hindemith, etc.

déclarer que sa conscience de catholique lui interdisait d'accepter cette distinction.

Dès le lendemain il donna sa démission.

En automne 1937 eurent lieu dans le Mecklembourg les premières manœuvres à grande échelle de l'armée allemande. Mussolini y assista et reçut un accueil triomphal. Cette fois, le Duce fut très impressionné par Hitler et par ce qu'il avait fait en quatre ans. Il déclara que les Allemands constituaient un grand peuple de soldats.

Une scène est trop significative pour ne point être rapportée ici : Mussolini est en visite aux usines Krupp d'Essen, en compagnie de Hitler. Celui-ci ordonne qu'on montre au Duce une pièce d'artillerie dont on a gardé jusqu'alors l'existence secrète. Il s'agit d'un canon, monté sur voie ferrée, d'un calibre de 580 mm ! Mussolini caresse pensivement la longue volée et dit : « Je vous admire, Führer ! »

Peut-être ce canon eut-il une influence sur la conclusion de l'alliance germano-italienne désirée par Hitler ?

Peut-être aussi la visite faite par le ministre britannique des Affaires étrangères, lord Halifax, eut-elle raison de l'espoir que gardait Hitler d'une alliance avec l'Angleterre ?

Toujours est-il que, le 5 novembre, eut lieu le Conseil de la guerre dont le sujet fut rapporté dans ce qu'on a appelé à tort le « Protocole Hossbach ».

Ce texte ne fut absolument pas connu avant le procès de Nuremberg, en 1945, mais il confirma *a posteriori* mes appréhensions et mes prévisions. Ce protocole, qui est en réalité un résumé fait le lendemain d'une réunion du Conseil de la guerre, démontre que Hitler a décidé de passer aux actes.

L'espace vital de l'Allemagne

Il estime que l'Allemagne se trouve devant la nécessité urgente de conquérir son espace vital en Europe. « Notre but, dit-il, est de chercher, plutôt en Europe qu'au-delà des mers, des territoires riches en matières premières. Cet objectif doit être atteint rapidement en une ou deux générations.

» La question qui se pose à l'Allemagne est de savoir où la plus grande conquête pourrait être acquise au prix le plus bas.

Le problème allemand ne peut être résolu que par la force et ceci n'est jamais sans risques...

« ...Alors, il ne nous reste plus qu'à répondre aux questions « quand » et « où » nous allons utiliser la force. »

Le Führer vieillit, il ne peut donc plus être question de reporter très loin le déclenchement des opérations. La solution doit venir au plus tard entre 1942 et 1945.

Et enfin :

« Notre premier objectif... doit être de conquérir la Tchécoslovaquie et l'Autriche simultanément, pour supprimer toute menace venant de flanc, si jamais nous avançons vers l'Ouest. » Ce document n'a pas l'importance qu'on a bien voulu lui accorder ; la personnalité de ceux qui assistaient à l'entretien en fait foi : Hitler n'aurait jamais dévoilé tout à fait sa pensée devant un von Neurath, un Blomberg, un Fritsch. On a dit qu'il s'agissait pour lui de brusquer les esprits de ces hommes trop craintifs et trop réticents à l'égard de sa politique brutale et rapide. Mais même dans ce cas, il est vrai que Hitler ne faisait qu'exprimer des idées qu'il voulait voir se réaliser. Cette pression exercée le 5 novembre était le signe d'une décision véritable.

Göering, qui assistait également au conseil, l'aida dans les mois qui suivirent à se débarrasser des tièdes.

Schacht donne sa démission le 8 décembre.

Blomberg est compromis dans un scandale monté par Göering et Himmler à propos du passé de la femme qu'il vient d'épouser. Il donne sa démission le 25 janvier 1938.

Fritsch est faussement accusé d'homosexualité : il est destitué également le 25 janvier.

Neurath est remplacé par Ribbentrop le 4 février.

Ce même 4 février, l'O.K.W. est créé (Oberkommando der Wehrmacht), concentrant dans les mains de Hitler la plupart des pouvoirs militaires et qui se substituera de plus en plus au grand état-major.

Ainsi, en une seule fois, Hitler se débarrassait des tièdes, des opposants, des sceptiques, en un mot de ceux qui pouvaient entraver la politique d'annexion guerrière qu'il était décidé à mener désormais.

En cela réside l'importance de cette réunion rapportée par Hossbach.

Le 23 novembre, devant une promotion de futurs cadres politiques, il reprit le thème de l'espace vital et celui de l'empire allemand de nationalité germanique », reposant non plus sur la communauté de religion, mais sur la communauté de race. Pour fonder la puissance future, il était indispensable de réunir au préalable tous les rameaux raciaux dispersés. Peu importait qu'on n'aimât pas le peuple allemand dans le monde, pourvu qu'on le craignît.

Visite secrète de Schuschnigg à Hitler

Lorsque la question autrichienne vint au centre des préoccupations avec la visite secrète de Schuschnigg au Berghof. Hitler le traita en accusé, lui refusant le droit de fumer, lui parlant de la façon la plus brutale, déclarant que l'histoire de l'Autriche n'était qu'une longue suite de trahisons. Il souligna l'isolement politique de l'Autriche, son propre accord avec l'Italie, l'indifférence de l'Angleterre, l'incapacité de la France à lui venir en aide.

Les discussions reprirent après le déjeuner. Schuschnigg se vit finalement imposer un accord prévoyant une amnistie pour tous les nationaux-socialistes, une liberté d'action politique totale pour le N.S.D.A.P., la nomination de l'avocat Seyss-Inquart, pangermaniste inféodé au parti, comme ministre de la Justice dans le cabinet autrichien, l'admission de cent officiers allemands dans l'armée autrichienne au titre d'instructeurs. Cet accord devait être signé sur-le-champ.

Schuschnigg obtint finalement un délai de trois jours pour obtenir la ratification du président fédéral. Il avait néanmoins été intimidé au plus haut point par cette atmosphère de brutalité, inouïe dans une réunion de responsables politiques. La seule explication d'une telle attitude ne peut être que la haine de l'Autriche, haine née lors du séjour de Hitler à Vienne.

Le chancelier autrichien constata qu'il ne serait pas arrêté comme il l'avait craint. Il put exposer ses idées ; mais Hitler lui coupa bientôt la parole et se mit à soliloquer comme à son habitude. Il fit l'éloge de son armement. Il annonça que tous

les généraux ayant atteint la limite d'âge seraient remplacés avant l'automne, que l'Allemagne se trouvait en tête en ce qui concernait les blindés, l'aviation et l'artillerie motorisée et que le programme naval se développait aussi favorablement que le reste.

Là-dessus, Hitler l'invita à dîner ! Schuschnigg refusa et se hâta de quitter les lieux. Il se demanda s'il n'avait pas eu affaire à un fou plutôt qu'à un chef d'Etat responsable. Pour un homme tel que lui, raffiné, cultivé, fils d'un général anobli, l'aventure était de taille.

L'accord fut accepté et appliqué à partir du 15 février 1938. Cette docilité n'empêcha pas Hitler de continuer les manœuvres d'intimidation en faisant masser des troupes le long de la frontière austro-allemande et en faisant courir des bruits alarmants. Cependant, les nouveaux hommes du gouvernement autrichien, des pangermanistes, cléricaux et conservateurs, préparaient déjà l'arrivée de Hitler, comme les industriels allemands l'avaient préparée en Allemagne.

Hitler lance un ultimatum à l'Autriche

Le 11 mars, Hitler, agissant pour la première fois en temps que chef suprême des Armées, et après avoir lancé aux Autrichiens le 10 juin un ultimatum aux termes soigneusement dosés pour être inacceptables, donna ordre aux troupes allemandes d'attaquer l'Autriche. Schuschnigg démissionna.

Les troupes allemandes firent une promenade militaire jusqu'à Vienne. Le 12, à 15 h 30, Hitler franchit la frontière à Braunau, suivi d'un cortège important, où se trouvait notamment le sinistre Gauleiter Bürckel, spécialiste de la mise au pas, qui avait déjà effectué « l'incorporation » de la Sarre au Reich.

Hitler s'arrêta devant sa maison natale puis se dirigea vers Linz. Il réalisait son rêve, il entrait en triomphateur dans la ville où il avait passé son enfance. En prononçant son allocution du balcon de la mairie, il pleurait. Peut-être, cette fois, ses larmes étaient-elles sincères.

Atterrir entre à Vienne

Lendemain ce fut Vienne, *une marée d'enthousiasme*¹, un cri aux cris de « Un seul peuple, un seul pays, un seul Führer ».

Aussitôt après commença le temps de la vengeance. On reprit d'aryaniser les nombreuses maisons de commerce juives. Il y eut des suicides parmi les membres de la classe dirigeante. Des fuites aussi. On enferma : les camps de concentration poussèrent comme des champignons sur le sol autrichien.

Mais la réunion de l'Autriche au Reich répondait incontestablement au désir de beaucoup d'Allemands et d'Autrichiens. Le plébiscite du 10 avril ne donna que 10 000 opposants. Une mutation, inévitable un jour ou l'autre, avait été préparée par des dispositions tactiquement habiles, mais dénuées de tout scrupule, puis appliquée au moment favorable d'une façon unilatérale, dans un mépris absolu des règles établies. L'ambassadeur français François-Poncet ne se trompait pas en qualifiant Hitler de « pirate dédaignant toutes les conventions de la guerre navale ».

¹ Le plébiscite qui suivra donnera 97 % de voix en faveur de l'Anschluss.

XIII

L'annexion de la Tchécoslovaquie

Préparation de l'action contre la Tchécoslovaquie / La question
des Sudètes / Les accords de Munich / Hitler et ses généraux /
l'arrestation d'Otto Strasser / Signature du pacte germano-russe.

Prévisions de Strasser

Je me trouvais au début de septembre 1938 à Zurich où je
rencontrai un général allemand. Nous parlions de la situation
et je lui dis :

— Si vous attaquez la Tchécoslovaquie ce sera la guerre
mondiale inévitable, et, inévitablement, vous la perdrez.

Mon interlocuteur me répondit :

— Je le sais, mais Hitler nous a convoqués la semaine
dernière pour nous faire un exposé et nous a donné sa parole
d'honneur qu'il n'y aurait pas de guerre parce que l'Angleterre
et la France n'interviendraient pas et que la Pologne participe-
rait à l'action contre la Tchécoslovaquie.

J'éclatai de rire en disant :

— Mais vous savez aussi bien que moi ce que vaut une
parole d'honneur de Hitler.

— Oui, je sais, mais je sais aussi que dans le cas de la
Tchécoslovaquie et dans le cas de l'Autriche nous nous sommes

trompés. Mais si jamais la guerre mondiale éclate, je puis vous assurer que vingt-quatre heures après j'arrête moi-même Hitler : je vous donne là-dessus ma parole d'honneur.

Le lendemain je partis pour Prague et je vis immédiatement un membre du gouvernement auquel je fis part de ce que je venais d'apprendre, mais le gouvernement tchécoslovaque malgré les informations précises que je lui donnais, croyait que Hitler avait menti et qu'on pouvait avoir pleine confiance en l'alliance avec la France et en l'aide de l'Angleterre. Pour moi comme d'ailleurs pour les militaires tchèques, la guerre générale ne faisait pas de doute et son issue défavorable pour Hitler non plus. Je conclus au nom de l'organisation du Front Noir un accord avec les autorités tchèques concernant notre collaboration politique en cas de guerre contre le régime hitlérien. Dix millions de tracts furent imprimés au début de septembre, j'en avais rédigé le texte et je les avais signés au nom du Front Noir. Ces tracts devaient être jetés sur toute l'Allemagne dans la nuit suivant le début des hostilités lorsqu'elles auraient lieu. Je suis sûr que notre appel à la révolution aurait eu une profonde répercussion en Allemagne. Le choc psychologique provoqué par la guerre, à laquelle le peuple allemand refusait de croire en admettant assez généralement l'invincibilité de Hitler, aurait créé cette atmosphère de catastrophe. Après un régime de mensonge et de terreur, la possibilité de retrouver la liberté vraie aurait frappé les esprits de façon foudroyante. La guerre étrangère se serait vite transformée en guerre civile, d'autant que je ne mets pas un instant en doute la parole d'honneur de l'officier allemand qui était venu me voir à Zurich. *La question des Sudètes*¹ était en suspens depuis 1919. Le temps perdu et la négligence politique des puissances victorieuses de la guerre de 1914-1918 allaient créer une catastrophe.

Préparation de l'intervention en Tchécoslovaquie

Konrad Henlein, chef du Front de l'Unité ou « Parti allemand

1. Les Sudètes, de langue allemande, étaient environ 3 millions en Tchécoslovaquie.

es Sudètes », était également depuis 1936 président de l'association des minorités allemandes de l'Europe centrale. D'abord plus modéré que Hitler, il subit la force de persuasion du dictateur et en 1938 il présenta au gouvernement tchèque des revendications tout à fait nazies.

Je n'aurais pas eu cette conversation en Suisse que je n'aurais quand même pas été étonné de ces rumeurs à la frontière germano-tchèque. Elles faisaient partie de la logique du régime hitlérien, elles étaient fatales. De même la technique utilisée : l'offensive totalitaire essaie d'atteindre ses objectifs en faisant l'économie de guerres dures. C'est pourquoi elle commence par une offensive psychologique, politique et économique afin de paralyser l'adversaire. Elle exploite notamment à fond les possibilités qui existent de diviser intérieurement l'ennemi. Ainsi ce n'est ni la déclaration de guerre, ni même le commencement des opérations militaires qui marquent le vrai début de la guerre, mais précisément cette action de la presse, du commerce, des minorités qui en sont les véritables signes avant-coureurs. C'est Duff Cooper qui analysa le premier, en homme d'Etat le plus clairvoyant en Angleterre et en Europe, cette nouvelle forme de conflit. Ainsi, et non sans raison, il pense que la guerre mondiale commença véritablement en septembre 1938.

En attendant, Hitler se demandait quel prétexte trouver pour démarrer les opérations proprement militaires en Tchécoslovaquie. Il pensa faire assassiner le représentant diplomatique de l'Allemagne à Prague, mais dut abandonner cette idée devant l'incompréhension horrifiée de Keitel.

Le 21 mai, le gouvernement de Prague décréta une mobilisation partielle. La presse soutint le gouvernement, dénonçant ses volontés d'annexion du président du Reich. Henlein cessa ses négociations au sujet de la mise sur pied d'un statut spécial pour les Allemands des Sudètes.

Sur ce, Hitler démentit toutes les nouvelles annonçant qu'il envisageait un coup de force.

La presse tchèque et la presse britannique se plurent à voir dans ces démentis une reculade nazie et à l'écrire sur cinq colonnes. Dès lors, il n'y avait plus aucun doute, s'il y en avait eu auparavant : Hitler attaquerait la Tchécoslovaquie. Rien ne pouvait le toucher plus qu'une accusation qui pouvait

nuire à son prestige.

On fit donner la presse allemande. L'objectif était de traîner le gouvernement tchèque dans la boue, sans toucher encore au peuple. La propagande commença son tir de préparation.

Pendant ce temps on modifiait en le perfectionnant le « Plan vert » d'invasion de la Tchécoslovaquie. La nouvelle mouture était accompagnée d'un préambule du Führer dans lequel il avait avoué ingénument sa « décision irrévocable d'anéantir par les armes » la Tchécoslovaquie.

Pour se protéger à l'Ouest, Hitler faisait en même temps renforcer la ligne Siegfried face à la France qui prenait des mesures de mobilisation.

Mais la France n'était pas à craindre. Le Front populaire vilipendé; Blum fatigué de deux ans d'attaques souvent ignorées, Daladier revient, avec Georges Bonnet comme ministre des Affaires étrangères. Bonnet est l'homme de la paix « à tout prix ». La France n'a plus une stabilité politique suffisante pour mener une action quelconque, surtout si elle doit être ferme. On sait ce qu'il faut faire mais, comme le dit Daladier à Paul-Boncour, on ne pense pas être « en mesure de le faire ». Bonnet, le nouveau ministre, a pour confident de Brinon ; il est généralement admis que celui-ci ne manqua pas de donner à ses amis nazis de précieux renseignements sur la situation politique de la République française. Si cela est vrai, l'Allemagne ne pouvait avoir de meilleur espion en place que cet ami du président du Conseil, du ministre de la Guerre et surtout du ministre des Affaires étrangères.

D'autre part, lorsqu'en septembre la presse européenne titrait : « Hitler masse ses troupes à la frontière tchèque », une partie de la presse et de la population n'avait en tête que la défense de la loi des 40 heures : « Toucher au 40 heures Jamais ! » Cela seul paraissait important.

Pourtant François-Poncet avait eu connaissance du « Plan vert » et du préambule et avait transmis ces renseignements aux personnes intéressées.

Benès accorde l'autonomie aux Sudètes

Le 6 septembre 1938, malgré tous les remous, le président

tchèque Benès accorde l'autonomie aux Sudètes. Cela n'arrange pas Hitler : comment pourrait-il attaquer la Tchécoslovaquie si le prétexte de la minorité allemande opprimée lui est enlevé ?

Mais, par un coup de chance, le lendemain, deux militants de Henlein sont tués par des sentinelles tchèques. C'est le bon moment pour faire une déclaration : « Le Reich n'admettra pas que l'on puisse continuer à opprimer trois millions et demi d'Allemands. Je prie les hommes d'Etat étrangers d'être convaincus qu'il ne s'agit pas là d'une simple phrase. »

D'autres bagarres éclatent dans les Sudètes, des magasins tchèques sont pillés, sept personnes sont tuées. L'état de siège est proclamé à Prague.

Le IX^e Congrès du parti s'ouvre en septembre, dans une atmosphère de nervosité. Hitler a fait apporter en guise de symboles les emblèmes du Saint-Empire romain germanique : la couronne, le sceptre, le glaive, le globe terrestre et les chaussures écarlates. C'est en même temps la grande messe nazie : 600 000 hommes et femmes, soigneusement choisis, viennent voir le Führer. Un Français, Bertrand de Jouvenel, décrit la scène avec un certain lyrisme. Qu'on en juge : « L'entrée du Führer défie toute description. Il arrive au bout de la salle et s'avance lentement dans l'allée centrale. Une clameur d'enthousiasme s'élève à son passage. Elle se rapproche avec lui, roule vers la tribune, gagnant toujours en force, atteint un volume assourdissant lorsqu'il en gravit les degrés, et puis soudain tombe d'un coup lorsque la petite forme brune élève une main pâle au-dessus de la manche fauve. »

« Nous sommes la dernière Allemagne, proclama Hitler. Quand notre mouvement prendra fin, dans de nombreux siècles, il n'y aura plus d'Allemagne. C'est seulement avec nous qu'elle peut vivre malgré la haine du monde. »

Tous les discours furent de la même eau : Ley affirma que le Führer avait toujours raison, qu'il était le seul homme à ne s'être jamais trompé. Hess le célébra comme l'incarnation de la raison pure. Le Gruppenführer S.S. Schulz annonça que Hitler était plus grand que Jésus, car ce dernier n'avait eu que douze apôtres qui l'avaient abandonné, tandis que Hitler avait 70 millions d'apôtres qui lui resteraient inébranlablement fidèles !

Les discours concernant la Tchécoslovaquie se firent de plus en plus violents. Maintenant qu'il était affirmé partout que Hitler était l'équivalent vivant de Dieu, Dieu pourrait peut-être faire accepter aux Allemands cette nouvelle crise très impopulaire ?

Le 15 septembre, Neville Chamberlain rencontra Hitler et lui proposa un plébiscite sur la question des Sudètes. Hitler accepta parce que le plébiscite se déroulerait dans les régions où la population était composée pour *plus de la moitié d'Allemands*¹.

Le 22 septembre, Neville Chamberlain revint le voir, avec l'accord de la Tchécoslovaquie, de la France et de l'Angleterre pour la cession des Sudètes à l'Allemagne, moyennant le vote dont personne n'ignorait qu'il n'était qu'une simple formalité.

Curieusement, ces démarches, loin d'apporter la honte dans les démocraties, créèrent une joie énorme. Sauf en Tchécoslovaquie. Plus compréhensible fut la réaction des Allemands qui acclamèrent plus Chamberlain qu'ils n'avaient acclamé l'année précédente Mussolini.

La Pologne et la Hongrie, voyant ce qui se préparait, en profitèrent pour faire elles aussi des revendications territoriales au sujet de la Tchécoslovaquie, qui alors mobilisa.

En réponse, Hitler exigea l'entrée immédiate des troupes allemandes dans les Sudètes. Chamberlain se trouvait devant de nouvelles exigences.

Le lendemain, revenant un peu en arrière, Hitler se « contenta » d'exiger que les troupes tchèques se retirent des Sudètes en ne se livrant à aucune destruction. Chamberlain ne sut que promettre de faire part de ces nouvelles prétentions aux gouvernements intéressés.

Cependant Daladier mobilisa un million et demi d'hommes. On commençait généralement à estimer qu'il n'était plus possible de céder encore.

Hitler parut se calmer. Parut, mais je ne pouvais pas ne pas penser qu'il s'agissait encore d'une manœuvre destinée à empêcher les puissances d'aller trop loin dans les préparatifs guerriers. Il déclara :

1. Le même jour, Henlein demandait pour la première fois publiquement l'annexion des Sudètes au Reich.

« Si on m'offrait les Tchèques, je dirais non, merci. Je ne veux pas des Tchèques et, après les Sudètes, je déclare au monde que je n'aurai plus aucune demande territoriale à formuler. »

Le 28 dans la matinée, les représentants diplomatiques de la France et de l'Angleterre apportèrent de nouvelles propositions comportant un programme chronologique pour l'évacuation des Sudètes à compter du 1^{er} octobre.

Les accords de Munich

Soulagement général. Tout le monde accepte de se réunir, et de s'entendre. Mais la Tchécoslovaquie, dont il est question, personne ne songe à en inviter les représentants. La séance à la Maison brune de Munich commence à 13 h 30 et se termine à 2 h 30 du matin. Les Tchèques évacueraient les Sudètes entre le 1^{er} et le 10 octobre. On se disputa pour savoir s'ils pourraient ou non emmener leurs vaches. Finalement les Français et les Anglais remportèrent une grande victoire : les Tchèques furent autorisés à évacuer les Sudètes avec quelques biens !

Quatre jours après ce scandaleux accord de Munich — je me trouvais de nouveau à Zurich —, on m'annonça la visite d'un monsieur qui se présentait comme l'aide de camp du général qui m'avait juré de tuer Hitler si la guerre mondiale éclatait à cause de la Tchécoslovaquie. L'aide de camp me transmit ce message : « Vous voyez que Dieu est avec Hitler. ». Il aurait dû dire : « Hitler est le fléau de Dieu. » Combien plus profonde et plus réelle était en effet cette façon de dire de nos ancêtres qui voyaient dans les grands malheurs la volonté divine rappelant à l'homme ses faiblesses et ses péchés. J'aime à penser que Hitler était ce fléau. Dieu en frappait les êtres et les choses ; au son qu'ils rendaient, on reconnaissait s'ils avaient encore de la vie en eux, s'ils avaient cette foi, ce courage par lesquels on mérite la vie.

Otto Strasser rejoint la Suisse, puis Paris

J'avais été obligé de m'enfuir en toute hâte de Prague, sachant

suspendue au-dessus de ma tête ma condamnation aux travaux forcés ; si le président Benès n'avait jamais trouvé le temps de signer la condamnation, je savais que le nouveau président Hacha, trouverait bien le temps de le faire. Je n'emportais avec moi qu'un magnifique poste émetteur à ondes courtes, de fabrication américaine.

Après un court séjour en Suisse, je partis pour Paris avec l'intention d'y rester. J'eus la malchance d'être reconnu dans une rue par un agent de la Gestapo qui me dénonça immédiatement à son ambassadeur espion Abetz. Celui-ci intervint auprès du ministre des Affaires étrangères, Georges Bonnet, qui attendait la visite de von Ribbentrop.

Abetz prétendit que j'étais venu à Paris pour assassiner le jeune et fringant ministre du Reich. Cette dénonciation toute gratuite me valut de faire connaissance avec les locaux de la Sûreté nationale. J'y reçus le meilleur accueil, mais une chose me fit beaucoup de peine : malgré toutes mes demandes aucune preuve n'avait pu être fournie établissant mes intentions criminelles à l'égard de Ribbentrop. Une simple dénonciation d'Abetz et de la Gestapo avait suffi pour m'interdire le séjour à Paris. Je quittai cette ville la mort dans l'âme. Pour moi, le pouvoir qu'avaient sur moi la Gestapo et Abetz jusqu'à dans la capitale de la France était l'illustration la plus cruelle de ce qu'était vraiment Munich. Je compris le ton désespéré des rapports que m'envoyaient mes collaborateurs d'Allemagne sur ce thème : « Il est peut-être vrai que Hitler est vraiment invincible, nous nous sommes peut-être trompés. Tout ce que nous disons, tout ce que nous espérons et tout ce que nous voulons n'est-il pas contraire au destin de l'Europe ? Notre continent sera-t-il hitlérien ? »

Pour nous tous du Front Noir, ce furent des jours tragiques. Nous nous voyions plus seuls que jamais, abandonnés par l'Europe et le monde entier, et si notre mouvement n'avait pas porté en lui-même le sens profond de sa propre nécessité, il n'en serait rien resté après Munich.

Dans tous les messages que j'adressai à nos amis, je leur disais de tenir bon, de ne pas demander aux événements et aux hommes, de ne pas demander à l'Europe un soutien que seule leur conscience et leur sentiment pouvaient leur donner. La révolution allemande se ferait inéluctablement, même si Hitler

éussissait peu à peu, à coups d'accords de Munich, à s'ériger en maître de l'Europe. La libération de l'Allemagne nazie ne pouvait être qu'une question de temps. De toute façon, ce n'était pas la guerre européenne qui pouvait nous la donner, car la guerre servirait d'abord la dictature en précipitant et en disciplinant une évolution qui aurait dépendu en temps normal uniquement de la valeur et de la volonté de ceux qui gouvernaient. Je reprenais cette idée que j'avais déjà souvent exposée : pour survivre, le régime hitlérien était littéralement obligé de rechercher des situations de guerre.

C'est pourquoi, pas une fois, il ne me vint à l'esprit que Munich pût marquer le début de la « paix pour vingt-cinq ans ». Hitler n'allait pas s'arrêter en si bon chemin. J'en eus la confirmation peu de temps après ; l'impérialisme pangermaniste, hésitant au début en la personne d'une clique militaire au bord de la crise de nerfs, encouragé par les succès faciles, allait dicter le rythme de la guerre blanche et de la guerre tout court. Des gens tels que mon général rencontré en Suisse n'avaient plus du tout envie de tuer Hitler, mais au contraire de le pousser aux plus brutales des prétentions.

Hitler et ses généraux au moment de Munich

Chez un ami suisse, je rencontrai un homme qui avait assisté à plusieurs réunions de Hitler avec ses généraux au moment de Munich. Il nous raconta que, dès qu'ils virent que la France et l'Angleterre cédaient, ils exigèrent l'occupation de la Pologne. Pour occuper la Pologne, ils présentèrent l'annexion de la Bohême et de la Moravie comme une nécessité stratégique des plans polonais préparés depuis longtemps contre la Pologne.

Le point de vue raciste prévalut chez Hitler au cours de ces discussions. Il dit : « Je ne veux pas de Tchèques en Allemagne. » Pendant quinze jours il tint tête à ses généraux, puis céda. On voit à quel point il est nécessaire d'éclairer le sens des roueries de Hitler. Quand il s'agissait de grands projets impérialistes, il n'était que le porte-parole des forces réactionnaires et prussiennes, après avoir été, au début des cinq premières années de son action politique, le porte-parole des

aspirations révolutionnaires du peuple allemand. Dans les deux cas, un bouchon, un haut-parleur.

Tout cela se mélangeait avec des idées racistes. Il me dit un jour : « Il ne peut y avoir en Europe qu'une seule puissance forte et l'Allemagne où s'incarne le plus pur aryanisme est appelée à devenir cette puissance. Les autres nations sont toutes métissées : à ce titre elles ne peuvent prétendre à la domination des peuplades diverses de notre continent.

» Ce n'est pas un empire colonial qu'il nous faut parce que sans compter qu'il ne nous servirait à rien, nous chercherions une inutile querelle à l'Angleterre. Or la Grande-Bretagne doit, par la nature même des choses, être notre alliée. Tout nous l'indique. Les deux facteurs essentiels sont la similitude de race, et l'accord des intérêts de chacune des parties contractantes. Si nous laissons les mers à l'Angleterre, le continent européen sera à nous.

» Ne me parlez pas de la politique d'avant-guerre. Grâce à une alliance anglo-germanique le monde pourrait être renouvelé et la France réduite à néant. Notre ennemi mortel se trouverait isolé. La France, *ce pays de « négroïdes »*¹, tomberait dans la décadence qu'elle a méritée mille fois, ne fût-ce que par sa politique coloniale ridiculement libérale.

» Quand sera venue l'heure du règlement de comptes avec la France, le traité de Versailles pourra paraître « un jeu d'enfant » à côté des conditions que nous imposerons à ce pays. Mais il faut pour cela que l'Angleterre soit avec nous. »

En 1936, il prononça ce mot qui me fut rapporté par un homme de son entourage qui m'était resté dévoué : « Si j'avais trouvé jusqu'ici un seul homme qui me valût en Angleterre, l'alliance anglo-germanique serait déjà conclue, et l'Allemagne serait maîtresse de l'Europe. »

Hitler pouvait d'autant mieux accéder aux désirs de ses généraux impérialistes que leur insistance, maintenant qu'ils étaient rassurés sur les réactions franco-anglaises, flattait en lui une notion elle-même très impérialiste et très romantique d'un grand homme d'Etat. J'avais noté en 1928 une conversa-

1. Dans « Mein Kampf », Hitler soutenait déjà que les mariages interraciaux étaient si fréquents en France que, « d'ici trois ou quatre générations, on pourrait parler d'un véritable état nègre en Europe ».

ion entre lui et moi, conversation où éclatait notre désaccord :

— Non, Richelieu n'était pas un grand homme, cria Adolf dans un accès d'exaltation, la France n'a eu qu'un grand homme, Napoléon, et celui-là était Italien (*sic*).

— Pourtant, monsieur Hitler, que faites-vous de Rabelais ?

Hitler me regarda stupéfait et se passa la main sur le front. J'étais d'avance convaincu que ce nom ne lui dirait rien, ma question n'était du reste qu'une boutade. Lorsque je lui eus dit quel était cet homme, Hitler fit un geste dégoûté et reprit :

— Parlons sérieusement, citez-moi de vrais grands hommes français.

— Voyons, il y a par exemple Richelieu, Henri IV, Danton, Clemenceau.

— Mais ce sont des médiocres, sans concepts grandioses, sans ambitions ; ce ne sont pas des Titans. Leurs rêves n'allaient pas plus loin que leur horizon restreint.

— Savoir se restreindre au possible est justement le fait d'un grand homme, cela seul le différencie de l'utopiste et du fou. L'homme qui ne connaît pas ses limites court à la catastrophe et y précipite tous ceux qu'il entraîne. Voyez Charles Quint, voyez Napoléon, voyez même ce mégalomane de Guillaume II.

— Pourtant cette idée d'une seule nation, appelée à gouverner toutes les autres, est ancrée dans l'esprit de tout grand homme. L'Allemagne est appelée à réussir là où d'autres ont échoué.

Le lecteur se dira peut-être qu'il est aisé de prévoir maintenant ce qui se passa il y a plus de vingt-cinq ans et se demandera sans doute pourquoi, alors que j'étais si bien renseigné, je ne faisais pas profiter l'Europe libre de ces enseignements.

En réalité, je ne cessai de faire parvenir les rapports du Front Noir aux personnes qu'ils pouvaient intéresser. Toutes les fois qu'on m'en donna l'occasion, je les publiai en articles dans la presse anglaise et française ; mais à vrai dire, l'occasion ne me fut pas souvent offerte.

Ainsi, au mois de juillet 1939, j'étais absolument prévenu des véritables plans de Hitler et le seul journal qui publia un extrait de mon article fut la revue « New Statesman and

Nation » du 15 juillet. M. Robert d'Harcourt le reprit le 23 septembre 1939 avec l'introduction suivante :

Prévisions d'Otto Strasser

« On abuse dans le langage courant de l'épithète « prophétique ». Il semble pourtant qu'elle s'applique avec une frappante rigueur à une page que nous relisons ce matin même. Elle fut écrite il y a sept semaines par un des Allemands les mieux informés de la psychologie hitlérienne. »

L'article commençait ainsi :

« Dans le cas probable d'un refus polonais d'accepter le règlement proposé de la question de Dantzig et du Corridor, Hitler fera tout pour anéantir militairement la Pologne en trois semaines. »

Rappelons quelle était cette proposition de règlement : d'abord, la Tchécoslovaquie était alors annexée, *depuis le 15 mars 1939*¹. Un raid avait suffi à faire tomber ce pays désorganisé et mutilé depuis l'amputation des Sudètes. D'énormes quantités de matériel et d'armement étaient tombées entre les mains nazies sans coup férir. Comme d'habitude les puissances occidentales s'indignèrent !

A partir de ce moment le flanc gauche de la Pologne était dangereusement exposé. La Pologne rompit ses discussions confidentielles avec Berlin.

A ce moment, le ministre des Affaires étrangères soviétique Litvinov, antinazi, était remplacé par Molotov, non sans raisons sans doute.

Il était devenu difficile à la Pologne de croire en un accord avec un ennemi qui le cernait de toutes parts et lui proposait un remodelage territorial sans autre garantie qu'une parole mille fois trahie.

Reprenons l'article :

« L'état-major allemand est plein de confiance et calcule qu'une attaque concentrique menée par trois armées, l'une opérant contre Cracovie, l'autre contre Posen, la troisième

1. Le président Hacha, convoqué à Berlin par Hitler, dut, sous la menace de voir Prague détruite par la Luftwaffe, placer son pays « sous la protection de l'Allemagne ».

contre Varsovie en partant de Prusse-Orientale, aurait pour aboutissement certain une bataille près de Varsovie, qui serait pour la Pologne ce que fut la défaite de Cannes pour les Romains. Le résultat serait ou la destruction totale de l'armée polonaise, ou une solution partielle comportant la conquête de la partie industrielle du pays, la ligne Narew-Vistule-San étant solidement assurée. La supériorité écrasante des effectifs allemands, surtout aériens, l'impossibilité d'un secours rapide de la part de la France et de l'Angleterre poussent l'état-major allemand à escompter qu'à tout le moins son espoir minimum se réaliserait. Ces conquêtes territoriales représenteraient une bonne base de départ pour le succès de la grande pensée de Hitler : l'ouverture d'une vaste offre de paix d'une durée de cinquante ans faite aux puissances occidentales ; l'Allemagne conservant Dantzig, le Corridor, la Posnanie et la Silésie ; le Reich et l'Italie obtenant en même temps par des voies pacifiques la satisfaction de leurs prétentions en Afrique. Pour l'obtention de ces demandes, Hitler compte sur l'amour de la paix enraciné au cœur des démocraties, sur la peur que leurs gouvernants ont de la révolution, enfin et surtout, sur l'immense différence qu'il y a, aux yeux des peuples, entre une Pologne encore intacte à défendre et une Pologne déjà vaincue à reconquérir.

» Si les prévisions hitlériennes devaient se réaliser — et nous sommes bien obligés de reconnaître que l'attitude des puissances occidentales au moment de la réoccupation rhénane, de la conquête de Vienne, du dépècement de la Tchécoslovaquie, de l'entrée à Prague, leur donne un solide aliment — l'hégémonie de Hitler sur l'Europe serait chose réglée, hégémonie que suivrait comme obligatoire corollaire l'arrondissement (Abrundung) des conquêtes continentales par des avantages africains.

» Comme il y a peu d'apparence que des conséquences aussi évidentes puissent échapper aux gens de Paris et de Londres, l'état-major allemand table fermement sur un refus de négocier de la part des puissances occidentales. Sur ce point, il se sépare de Hitler qui, au contraire, escompte l'effondrement démocratique devant le fait accompli.

» La conquête polonaise assurée, le refus des puissances occidentales de capituler une fois enregistré, nous arrivons à la

ligne décisive du destin hitlérien. La guerre que l'on espérait ardemment localisée à la Pologne se prolonge en guerre mondiale. Hitler est contraint de livrer sa bataille de la Marne. Par le nord ou par le sud, il va essayer de tourner la ligne Maginot. Il va se saisir de la Hollande pour pouvoir directement menacer l'Angleterre. Bref, il va tenter d'obtenir la solution de force, après l'échec de la solution de paix, essayée aussitôt après la chute de Varsovie.

» Telles sont les grandes lignes de notre vision de l'avenir, appuyée sur les renseignements qui nous parviennent de Berlin. Dans ces prévisions, il faudrait encore faire entrer l'occupation du Danemark et de la Roumanie dictée par des raisons économiques, ainsi que l'effort intense que ne manquera pas de déployer le III^e Reich pour soulever le monde musulman et indien. Toute anticipation sur le cours postérieur des événements présente un caractère de vanité. N'oublions pas toutefois le mot de Clausewitz : on sait comment une guerre commence, on ne sait pas comment elle finit. Oublions d'autant moins cet axiome que la situation interne du Reich est grosse de surprises. »

Signature du pacte germano-russe

On sait qu'il n'y eut pas de surprises dans le Reich, malgré les sacrifices des Stauffenberg et autres. Mais les prévisions sur la Pologne se réalisèrent. L'alliance germano-italienne fut signée le 22 mai 1939 à Berlin. Le 23 août, le ministre des Affaires étrangères du Reich signa à Moscou le pacte de non-agression et un *protocole secret*¹ concernant les modifications territoriales qui devaient intervenir en Pologne : Molotov justifiait sa place ; l'U.R.S.S., qui, depuis Munich où elle n'était pas présente et dont elle n'avait pas été prévenue, ne croyait plus ni à la France ni à l'Angleterre, jouait son propre jeu.

La Pologne mobilisa le 30 août, sous la pression de son opinion publique. Henderson, l'ambassadeur anglais à Berlin, voulut encore discuter et eut connaissance des demandes alle-

1. Ce protocole plaçait aussi la Finlande et les pays Baltes dans la zone d'influence russe et confirmait « l'intérêt que l'U.R.S.S. portait à la Bessarabie ».

mandes concernant l'attribution à l'Allemagne d'une route extra-territoriale pour communiquer avec Dantzig. Ou bien l'échange entre Dantzig et Gdynia, auquel cas la Pologne aurait également une route extra-territoriale pour communiquer avec Gdynia.

Depuis le 20, les postes allemands donnent des informations sur les atrocités polonaises contre la minorité allemande de Pologne. Toute la gamme des supplices est décrite, depuis les exécutions en masse de 8 à 35 personnes jusqu'à l'homme coupé en quatre et « l'abattage » de femmes enceintes et de nourrissons. Ces nouvelles sont encadrées de musique de Wagner et de musique militaire : Marche de feu des Allemands de Pologne, Marche du chef régional de Dantzig, Forster, Marche des S.A. de Dantzig. C'est comme si toutes les musiques militaires d'Allemagne étaient mobilisées devant les miroirs. On annonce également que toutes les mesures prises par la Pologne indiquent clairement qu'il faut s'attendre à un coup d'Etat polonais contre Dantzig. Le lapin s'approche en menaçant le serpent.

Le 25 au soir, la société allemande de transports aériens Lufthansa a suspendu son activité sur toutes les lignes étrangères. Les missions militaires de France et d'Angleterre ont quitté Moscou.

Le samedi 26, il y a eu une accalmie. On a de nouveau cru à la paix, celle de Munich. Mais le 30, la radio allemande n'a pas dit un mot de la réception de Neville Henderson par Ribbentrop. On a beaucoup parlé de sport, il y a eu beaucoup de musique : Lehar a remplacé Wagner, et les valse de Johann Strauss la marche des S.A. de Dantzig.

Accalmie. N'y a-t-il donc personne pour comprendre la situation véritable, n'y a-t-il personne à Londres et à Paris qui se sente solidaire de l'Europe de demain, des valeurs qui ont fait l'Europe d'hier ? Quand je feuillette mes dossiers, je tombe sur un article de Marcel Déat : « Mourir pour Dantzig ? » et, attaché à l'article, l'exploitation qu'en fait la presse de Gœbbels. Quand je reclasse les articles, je m'aperçois que les partis communistes ont trahi et ont suivi en bloc Moscou, au mépris des intérêts de leur propre patrie.

Que dire de la masse, celle qui marche et qui meurt dans les guerres ? Elle a fait faillite, on en a disposé comme d'une

matière amorphe, qui vers Moscou, qui vers Berlin ; elle n'a plus eu de cerveau, ni de cœur ni de nerf, elle a démissionné en Allemagne, en France, en Angleterre, en Pologne, partout, épuisée par trop de retournements d'alliances et par trop de renversements de situation.

XIV

Le faux attentat de Munich

La Pologne écrasée / Faux attentat contre Hitler / Accusation du Front Noir / Une opposition dispersée et inefficace / Message d'Otto Strasser au parti / Strasser poursuivi / Retour en Allemagne.

La guerre éclate

Lorsque, le 30, à 14 h 30, le poste de Varsovie a annoncé la mobilisation générale en Pologne, la fièvre est montée à 40° dans toute l'Europe. J'apprends à Strasbourg où je me trouve que le gouvernement soviétique, étant donné la tension grandissante, a décidé le renforcement des garnisons à la frontière russo-polonaise. Cette nouvelle est communiquée par Radio-Berlin.

La Suisse vient d'élire un général, comme la constitution le prévoit pour le temps de guerre.

A 23 h 45, Radio-Strasbourg, qui se trouve depuis aujourd'hui sous le contrôle des autorités militaires françaises, rappelle les paroles et les actes de Hitler de l'automne 1938 au printemps 1939. C'est la première fois que j'entends de la bonne propagande radio en France, c'est-à-dire celle qui donne la vérité brutale : laisser les faits parler d'eux-mêmes.

Jeudi 31 août, Goering préside le cabinet de guerre du III^e

Reich en vue de coordonner pour « le cas » de guerre toutes les forces politiques, militaires et économiques.

A 21 heures, on annonce la décision sur tous les postes allemands. Pourtant l'ambassadeur polonais Lipski a apporté dans le courant de l'après-midi une communication de son gouvernement annonçant qu'il acceptait de négocier.

La station radiotélégraphique allemande de Gleiwitz fut « *attaquée* » comme prévu¹ par des condamnés de droit commun allemands revêtus d'uniformes polonais et entraînés par Himmler et Heydrich. Devant cette « provocation », Hitler ne put faire taire son indignation, et décida de « rendre les coups ». L'attaque des blindés allemands qui passèrent la frontière à 4 h 45 du matin n'était qu'une « contre-attaque ». On sait la suite : la Pologne vaincue en dix-huit jours, le nouvel accord sur son partage signé avec l'U.R.S.S., la nomination du faible Frank comme gouverneur général, les exactions policières sur la population polonaise.

Le Front Noir veut réagir

Pour le Front Noir, le temps était venu de passer à l'action, de s'attaquer tout d'abord à notre ennemi le plus fort, le mythe de l'invincibilité de Hitler. J'avais toujours confiance en ces hommes de l'opposition et pensais que lorsque Hitler aurait disparu, des milliers de combattants se lèveraient sans avoir désormais besoin de se cacher. A l'Allemagne qui n'aurait plus aucun crédit dans le monde, ils rendraient la dignité. J'avais confiance en leur idéal et en cette communauté de civilisation européenne qui finirait bien, un jour, par créer une communauté de politique.

Mais pendant ce mois de septembre, deux choses rendirent notre entreprise de « démolition » de Hitler plus difficile encore :

D'abord le succès foudroyant de l'armée hitlérienne en Pologne. Ensuite l'inaction des grandes puissances occidentales.

1. Alfred Naujoks avait préparé ce simulacre de coup de main pour prouver que la Pologne était l'agresseur.

L'Allemagne s'attendait à des bombardements, elle ne reçut que nos tracts qui perdirent, à tomber seuls, une grande partie de leur effet. Les trois millions d'agents de la Gestapo, du parti et des S.S., préposés à la garde du front intérieur répandirent le mot d'ordre : « Vous verrez qu'ils n'oseront pas faire vraiment la guerre. Une fois la Pologne vaincue tout rentrera dans l'ordre à nouveau. »

Ils eurent raison mais la méfiance populaire ne cessait pas. Je ne peux m'empêcher de continuer à penser que la moindre réaction armée, le moindre geste de la glorieuse et puissante armée française en direction des quelques groupes d'armées sans grande force, composés de troupes de complément, sans formations blindées et sans aviation qui étaient en couverture face au Rhin, et le régime hitlérien volait en éclats.

Hitler le savait bien et disait à Himmler, au début de septembre 1937, que le quatrième front d'opérations, le plus important, serait en cas de guerre l'Allemagne intérieure.

Le faux attentat contre Hitler

Mais Hitler disposait d'un moyen de créer des coups de théâtre en sa faveur : le faux attentat. Il l'utilisa le 9 novembre, jour anniversaire du putsch manqué de Munich.

Les auditeurs qui avaient suivi le 9 novembre au soir le discours de Hitler à la Bürgerbräu ne purent s'empêcher de constater que le Führer avait prononcé le discours le plus bref de sa vie. Quelques heures plus tard ils apprirent qu'une bombe avait éclaté dans la salle de la Bürgerbräu peu de temps après le départ de Hitler et des grands chefs qui avaient accompagné à la gare. Que s'était-il passé ? Laissons parler Himmler, qui apprit la nouvelle à Schellenberg, futur chef du S.D.

« Ce soir même, juste après le discours du Führer à la brasserie, on a cherché à le tuer. Une bombe a éclaté. Il était heureusement de partir. Plusieurs de ses anciens camarades du parti ont été tués et les dégâts sont considérables. Il n'y a pas de doute que les services secrets britanniques sont les instigateurs de cet attentat. »

Le Front Noir accusé

Cette première conclusion ne reposait sur rien, aucune enquête n'ayant encore été faite. Mais on alla plus loin. Avec une violence surprenante, même chez les hitlériens, toute la propagande nazie essaya d'accréditer la légende que c'était moi l'organisateur de l'attentat pour le compte des Britanniques. Tout cela quelques heures après l'attentat, alors qu'on n'avait pas encore retrouvé l'exécuteur, un charpentier nommé Elser.

Voici la version des faits de Schellenberg en 1948 :

« Un charpentier du nom d'Elser avait été arrêté au moment où il cherchait à s'évader par la frontière suisse. Il finit par avouer. Il avait placé une machine infernale dans l'un des piliers de bois de la Brasserie. Elle consistait en un réveille-matin ingénieusement modifié qui pouvait marcher trois jours et allumer une charge d'explosifs à un moment choisi. Elser déclara qu'il avait d'abord conçu ce projet de sa propre initiative mais que, plus tard, deux autres personnes l'avaient aidé et lui avaient promis de lui procurer ensuite un refuge à l'étranger. Il affirmait toutefois ignorer totalement l'identité de ces deux personnes.

» J'estimais possible que l'organisation du Front Noir d'Otto Strasser ait été mêlée à cette affaire et que l'Intelligence Service également y ait trempé. »

Au nom de quoi ? N'y avait-il que le Front Noir et que les services britanniques à pouvoir agir ainsi ? Non, Hitler avait décidé de monter l'affaire de façon à en retirer le maximum de publicité. Schellenberg l'avoue lui-même : « Dans les hautes sphères on parlait d'un procès public à grand orchestre, dont s'emparerait, pour le *grand bien du peuple allemand*, la propagande officielle. »

Himmler ne se creusa pas la tête et n'essaya pas d'apporter la moindre preuve qu'il existât une liaison entre l'Intelligence Service et moi.

L'interrogatoire d'Elser fut confié à Müller, le « spécialiste ». Qu'arriva-t-il à tirer du charpentier ? Reprenons le récit de Schellenberg : « Müller était très pâle et paraissait épuisé de travail. Je tentai de le convaincre qu'éta-

lier un lien entre Best et Stevens (agents anglais arrêtés) et Elser était une grande erreur ; il se déclara d'accord là-dessus, mais il ajouta avec un haussement d'épaules impuissant : « Après tout, si Himmler et Heydrich ne parviennent pas à faire changer d'opinion Hitler sur ce point, vous ne pouvez pas espérer obtenir plus de succès. » Je lui demandai qui était derrière Elser : « Je n'ai rien pu tirer de lui à ce sujet, dit-il. Tantôt il refuse de parler, tantôt il raconte des fariboles. Et finalement il en revient toujours à ce qu'il a dit dès l'origine : « Il haïssait Hitler parce qu'un de ses frères, sympathisant communiste, avait été envoyé dans un camp de concentration. Il s'était amusé, en bricolant, à fabriquer le mécanisme compliqué de la bombe. Les explosifs et le cordeau détonant lui avaient été fournis par un ami anonyme, dans un café de Munich. Müller resta pensif un moment puis il ajouta : Il est tout possible que Strasser et son Front Noir aient trempé là-dedans. »

Ainsi un inconnu pouvait donner du matériel de terroriste à Elser dans un café. Elser pouvait le prendre sans s'étonner ! C'était vraiment de la témérité ! C'est ce que fit « remarquer » Heydrich en l'interrogeant : « Heydrich lui fit observer que ces conversations à propos de mise à feu et d'explosifs avec des étrangers paraissaient vraiment imprudentes ; ne s'en était-il jamais rendu compte ? Sans manifester le moindre trouble, Elser répondit qu'il y avait certes eu là un danger et qu'il ne le n'était pas dissimulé. Du jour où il avait pris la décision de tuer Hitler, il savait que c'en serait fini de sa vie. Il avait eu la certitude de réussir l'attentat en raison de la perfection technique de sa mise au point. Ses préparatifs lui avaient pris un an et demi.

« Nous échangeâmes un regard. Müller était très excité, mais un petit sourire ironique se jouait sur les lèvres de Heydrich. Nous quittâmes la pièce. »

Ainsi pendant un an et demi, il avait préparé l'attentat ? Admirez l'incapacité inouïe de la police et de la Gestapo qui pendant des mois et des mois le laissèrent tranquille.

Supposons maintenant que la Gestapo ait été au courant de l'existence de cet homme, qu'elle se soit convaincue de son caractère rêveur et qu'elle ait jugé qu'il ne parviendrait jamais à se procurer ce qui est indispensable et qu'on trouve difficile-

ment : explosifs et cordeau.

Supposons qu'un jour on se souviennne de lui — on, c'est-à-dire Heydrich — et que ces amis anonymes soient appointés par le même Heydrich ? On comprendrait le « petit sourire ironique » du futur protecteur de Bohême-Moravie ; et Müller pouvait toujours s'efforcer d'identifier les complices d'Elser, il n'y parviendrait jamais, à moins de chercher parmi ses propres collègues.

Selon Himmler, le plan de l'attentat remontait à septembre et octobre 1938. Le corps de la machine infernale avait été construit en août 1939 et avait été chargé en explosifs sept jours avant la date du discours. Le lendemain Elser essaya pour la première fois de remonter le mécanisme de retard. Il n'y réussit pas. La cinquième nuit avant la manifestation, il n'eut pas plus de succès et il remit à nouveau son entreprise, mais dans la nuit du 4^e au 3^e jour avant le 8 novembre, Elser eut l'occasion d'introduire la mécanique dans l'emplacement préparé dans un des montants de l'estrade...

Rappelons seulement que, selon Schellenberg, le mécanisme d'horlogerie ne pouvait être remonté que pour trois jours. Elser avait donc multiplié les répétitions, s'acharnant à rôder dans le lieu le plus gardé de toute l'Allemagne à cette date, puisque le Führer allait y venir.

Admironons maintenant cette série de miracles dont bénéficia l'infatigable Elser, toujours d'après le rapport de police. Après avoir posé le dispositif sur le montant de l'estrade sur laquelle devait parler Hitler, Elser quitta Munich immédiatement pour Stuttgart, ville d'où il comptait partir pour se rendre en Suisse. Il devait y retrouver, pour des raisons qui ne sont pas indiquées, ceux qui lui avaient donné des ordres et qui l'attendaient. Il devait, mais il ne le fit pas. Pourquoi ? Cela n'est pas dit.

Dans l'après-midi du 7 novembre il revint à Munich. Dans la nuit du 7 au 8, il réussit à pénétrer de nouveau sans se faire surprendre, dans la salle de la Bürgerbräu pour écouter, en appliquant son oreille contre l'estrade, le tic-tac du mécanisme d'horlogerie. Il fit cela plusieurs fois dans la nuit, sans rencontrer de difficultés.

Une petite remarque, en passant : que faisaient les équipes de fouille de la police de Munich ? Comment pouvaient-elles

ne pas entendre ce qu'entendait Elser ?

Le 8 au matin, toujours d'après le rapport de Himmler, le *criminel*¹ prit son déjeuner dans une auberge près de la porte de Sarre et se rendit en chemin de fer, par Ulm, à la frontière. Dans la nuit du 8 au 9 novembre, il essaya de traverser la frontière près de Constance pour gagner la Suisse. L'alarme qui avait été donnée entre-temps rendit sa fuite impossible et conduisit à son arrestation. C'en était trop ! Je n'avais jamais vu un individu aussi téméraire, aussi tenace, d'une curiosité aussi dangereuse et bête. Pourquoi n'avait-il pas traversé la frontière avant que l'alerte ne fût donnée ? Je ne parvins pas à percer ce secret et ne trouvais personne qui pût me l'expliquer !

Dans le « *Völkischer Beobachter* » du jeudi 23 novembre 1939 un titre sur cinq colonnes, souligné de rouge, sautait aux yeux du lecteur : « Otto Strasser, l'homme du service secret britannique. Un nouvel attentat contre le Führer. »

La première phrase ne comportait aucune ambiguïté : « Otto Strasser est l'organisateur du crime odieux de Munich... » Suivait un *curriculum vitae* de ma modeste personne, dans lequel on ne manquait pas de rappeler mon appartenance, en 1919, à la sociale-démocratie et ma lutte contre le putsch de Kapp à la tête d'une compagnie de rouges. Considérer ces faits comme des crimes révélait très bien quelle tendance réactionnaire avait la direction nazie. On me reprochait ensuite d'avoir voulu diviser la N.S.D.A.P. par mes théories et ensuite en fondant le Front Noir et en créant l'Emetteur Noir. On dénonçait » ma collusion avec le gouvernement tchécoslovaque et l'Intelligence Service de Londres. Mais ce n'était pas tout puisque j'étais également l'homme des services secrets français, chargé par eux de faire un putsch en Sarre au moment du plébiscite. Il est plaisant de citer les accusations portées dans cet article après avoir lu l'aveu fait par Schellenger de l'impossibilité absolue de prouver que j'avais été mêlé à l'attentat, de près ou de loin.

Ce que je ne songerais pas à nier, par contre, c'est l'accusa-

¹ Le mot n'est pas trop fort car l'attentat, organisé ou non par les nazis, fit morts et 63 blessés.

tion d'avoir terminé toutes mes émissions de radio faites à partir de la Tchécoslovaquie par ces mots : « Adolf Hitler doit mourir. »

Dans le paragraphe suivant, les nazis reconnaissaient formellement avoir tué Formis : « Ayant échoué dans ses démarches diplomatiques auprès du gouvernement tchèque pour que celui-ci sévisse contre Strasser, le Reich dut envoyer deux agents du S.D. qui réussirent à détruire l'émetteur le 26 janvier 1935 sur le territoire tchécoslovaque. Mais ceci n'a pas découragé Strasser. En 1936, pendant les Jeux Olympiques, pendant le Congrès de Nuremberg, et au cours de la visite du Duce en 1937, Otto Strasser a essayé par trois fois de commettre un attentat contre le Führer. Ses hommes de main pour ces entreprises criminelles étaient un certain Fritz Beer, alias Heinrich Grunow, ainsi qu'un certain Helmut Hirsch. Ce dernier fut arrêté par la Gestapo juste après avoir franchi la frontière allemande ; il avait en sa possession deux bombes à retardement et dix kilos d'explosifs. Il a été condamné à mort et exécuté le 8 mars 1937.

» Ayant raté cette occasion, Strasser a recommencé. Cette fois, il s'est servi de deux collaborateurs intimes appartenant au Front Noir, Karl Dœpking et Helmut Kremin. Une fois encore l'attentat a échoué, à cause de la vigilance de la Gestapo. Les bombes à retardement furent retrouvées dans les consignes des gares de Leipzig et de Dresde. Dœpking et Kremin ont été arrêtés le 25 mai 1938, condamnés à mort le 22 septembre 1939 et exécutés depuis.

» Ses patrons de Londres le pressent de recommencer ses tentatives. Cette fois il envoie en territoire allemand le « criminel Elser ». Dans la nuit du 8 au 9 novembre 1939, celui-ci est arrêté au cours d'une tentative de passage de la frontière à Constance.

» Otto Strasser attend de l'autre côté. Il attend en vain jusqu'au lendemain l'arrivée de son complice. Celui-ci fait des aveux complets. Strasser retourne à Londres les mains vides. »

Dans ce beau roman, tout n'était pas complètement faux : il est vrai que nous avons tenté de faire disparaître le tyran, mais pas dans les circonstances décrites. On sait, d'après les révélations de Schellenberg, qu'Elser n'avait jamais fait d'aveux. Enfin, le Front Noir, mouvement dont les ramifica-

ns plongeaient dans toute l'Allemagne, ne pouvait pas être à solde d'une autre puissance, même lorsqu'elle nous offrait s concours. Nos buts étaient allemands, nos membres étaient emands, et notre haine du régime actuel, allemande avant ut.

Certes, le gouvernement français m'avait octroyé à diverses prises un temps d'antenne à Radio-Strasbourg mais je n'y ais pas dit autre chose que ce que j'avais dit lorsque mon Emetteur Noir » fonctionnait, avant que le S.D. ne m'ait sassiné Formis.

On m'accusait, en fin d'article, de connaître l'ancien minis- e de l'Intérieur allemand, Grzesinski, qui habitait à Paris, 7, e de l'Abbé-Rousselot, M. Cornemère du Quai d'Orsay, M. ecouly des Editions de France, 20, avenue Rapp, M. Robert Harcourt qui habitait 113, rue de Grenelle, le comte Michel arolyi de Hongrie, le député français Grumbach, Willy ünzenberg, ancien député communiste du Reichstag ; on outait que ces « nationaux-bolcheviks » étaient mes propa- ndistes. Ils étaient mes amis, c'est tout, et la sympathie 'ils avaient pour mes idées ne pouvait être qu'accrue par le goût que leur inspirait spontanément Hitler !

Quant à l'épithète de « national-bolchevik » elle manquait ngulièrement de signification lorsqu'on l'appliquait à des rsonnes de milieux sociaux, de préoccupations et de fonc- ons aussi différentes que celles que le « Völkischer ebachter » énumérait.

L'attentat ne peut être que l'œuvre de la Gestapo

utile de dire que personne, en 1939, n'ajouta foi à ce conte Himmler, mais que tout le monde fut persuadé que l'atten- t était l'œuvre de la Gestapo. En voici la preuve, d'ordre gique. Si l'attentat avait été réel, la presse et la radio tlériennes auraient dû le taire afin de ne pas donner un auvais exemple au peuple et, à l'étranger, une preuve de la auvaise situation intérieure. Si l'attentat avait été réel, le ef responsable de la police de Munich, le chef de la Gestapo üller et le chef suprême de la police allemande Heydrich raient été limogés. Si l'attentat avait été réel, tous les chefs

éminents du parti n'auraient pas été absents de la salle au moment où l'explosion eut lieu.

A ces raisons logiques, que tout le monde pouvait découvrir en lisant les journaux, je pus ajouter d'autres indices, par des renseignements qui me parvinrent peu de temps après l'attentat :

1) Les chefs du parti avaient reçu l'ordre de Himmler d'accompagner Hitler à la gare tout de suite après la manifestation, sans même s'asseoir un instant dans la salle « historique », ce qui était contraire à toutes les habitudes.

2) Dans l'après-midi du 8 novembre, tous les hôpitaux de Munich avaient été alertés pour la nuit, et tous les médecins avaient reçu l'ordre d'être prêts à soigner des blessés.

3) Plusieurs semaines avant « l'attentat » la salle de la Bürgerbräu avait été assurée pour la première fois en Suisse.

4) D'après une information provenant du parti nazi, une discussion animée avait eu lieu entre Himmler et Hess avant l'attentat. Hess avait exigé qu'il n'y eût point de victimes mais Himmler avait répliqué que personne en Allemagne et hors d'Allemagne ne croirait, dans ce cas, à la réalité de l'attentat et que le but poursuivi serait alors manqué !

D'autres journaux allemands donnèrent une histoire comparable à celle du quotidien officiel des nazis, comme le « Bodenseerundschau » du 22 novembre. Celui-là en profitait pour bavarder sur mon frère Paul, le bénédictin, en prétendant qu'il s'était enfui d'Allemagne de peur d'être arrêté pour ses mœurs particulières ! Cette attaque entraînait dans le cadre plus général d'une campagne d'hostilité contre les prêtres catholiques. Il parlait également de mon « ambition effrénée » et de mon incompréhension de « l'intérêt commun », ce qui ne manquait pas de saveur quand un Hitler dirigeait l'Allemagne.

En ce qui concerne la Sarre, la version différait : cette fois le gouvernement français avait refusé de m'aider à tenter un coup de force, alors que dans le « Völkischer Beobachter » c'est lui qui me l'avait proposé. On publiait une lettre que j'avais écrite à Frank, le faux Anglais et vrai gestapiste que j'avais berné quelques années auparavant. Un autre journal, le « Hamburger Fremdenblatt », publia la même lettre en prétendant qu'il s'agissait d'un échange de correspondance entre

Elser et moi. Les deux rédactions avaient oublié de se mettre d'accord.

Cet attentat, et ma responsabilité, firent couler beaucoup d'encre. Il y a quelques années, un 8 novembre, un journal allemand déterra l'affaire et donna sa version de la façon dont il avait préparé l'attentat, version qui est peut-être la bonne, nous ne savons pourquoi :

« Il est clair que ce fut la Gestapo qui organisa l'attentat contre le Führer pour pouvoir ensuite impliquer l'ennemi n° 1 du régime, Otto Strasser, d'une part, et l'Intelligence Service, d'autre part, et pour pouvoir répandre l'idée que la Providence continuait à protéger celui qu'elle avait choisi : Adolf Hitler.

Georg Elser, le présumé coupable, n'a jamais pu rencontrer ni un représentant de la presse ni même un magistrat. Toute l'enquête fut menée dans le secret par la Gestapo. Il disparut sans bruit dans un camp de concentration où *il fut assassiné quelque temps plus tard*¹.

« Certains témoignages prouvent qu'Elser avait déjà été dans un camp de concentration avant cela, et que la Gestapo le fit sortir et lui promit de le libérer s'il acceptait de s'accuser d'une tentative de meurtre sur Hitler, faite sur l'ordre de Strasser et des Anglais.

» Il est pratiquement impossible de s'imaginer que la bombe retardement placée sous l'estrade, avec son bruyant mouvement d'horlogerie, n'ait pas été retrouvée par la minutieuse police secrète munichoise qui devait protéger la personne de Hitler. Il est à noter qu'aucun photographe ne fut autorisé à prendre des clichés des décombres ; ce qui est encore un indice que l'attentat avait été truqué par la Gestapo. »

Cette hypothèse qu'Elser était un détenu n'est pas recoupée par la version de Schellenberg pour lequel Elser avait agi contre Hitler parce que celui-ci avait fait mettre son frère, sympathisant communiste, et non pas lui-même, en prison. Mais elle est peut-être confirmée par un bruit que firent courir, un peu après l'attentat, certains journaux, suivant lequel Elser se serait en réalité appelé Constantin, et qu'il

Il avait d'abord joui d'un traitement de faveur dans les camps de Dachau et de Dachau. Mais il n'était pas possible à la Gestapo de le laisser survivre à la défaite.

aurait été membre de mon Front Noir.

Un homme de ce nom avait en effet fait partie de notre organisation et il avait été emprisonné dans un camp de concentration au moment de la prise de pouvoir des nazis. Un jour je le vis arriver à Prague et il me déclara : « Chef, la Gestapo m'a envoyé pour vous empoisonner ; elle m'a dit que si je ne réussissais pas, elle me ferait tuer à l'étranger ; en cas de succès, elle me donnerait mille marks. Je me suis dit : allons toujours à Prague et racontons l'histoire au chef, il saura bien se débrouiller. »

Constantin n'était pas méchant et je dois dire que je fus même très touché de sa naïveté. Nous allâmes ensemble à la police de Prague où ses déclarations furent consignées dans un procès-verbal. En même temps, pour lui sauver la vie, la police lui délivra un mandat d'expulsion antidaté, ce qui lui permettait de retourner en Allemagne et de dire qu'il n'avait même pas pu aller jusqu'à Prague. Lors de l'occupation de Prague, la Gestapo trouva probablement ce procès-verbal et Himmler dut faire à nouveau pression sur Constantin.

Cependant, je dois reconnaître que, sur les photos qui me furent montrées d'Elser, je ne reconnus jamais Constantin.

Pourquoi ce faux attentat ?

Quel était donc le but que le système hitlérien voulait atteindre par cet attentat ? Il s'agissait de préparer psychologiquement la prochaine offensive militaire. Le plan hitlérien prévoyait le déclenchement de la guerre totale sur mer et dans l'air contre l'Angleterre pendant la première moitié de novembre ; la France devait être épargnée, mais Hitler avait besoin de la Hollande comme base de départ, ce qui, selon les prévisions de l'état-major (O.K.W.), aurait été l'affaire de quelques semaines au cas où la Belgique serait restée neutre et aurait défendu aux armées franco-anglaises de traverser son territoire. L'état d'esprit allemand, nous l'avons dit, n'était pas à la guerre contre les puissances occidentales. D'où cet attentat, d'où l'implication des Anglais, en espérant exciter la haine de la populace.

L'attentat fut organisé par ceux-là même qui avaient eu

l'idée d'incendier le Reichstag, avec le même manque de scrupules et la bêtise qui leur étaient propres.

L'attitude de la Belgique *sortant de sa neutralité*¹ ayant fait échouer le plan hollandais, c'est-à-dire l'idée d'une attaque partielle à l'Ouest, l'attentat de Munich perdit son sens, comme un coup de pistolet pour un faux départ.

D'ailleurs, Goebbels s'arrangea pour que le procès Elser, qui aurait été aussi ridicule que celui de l'incendie du Reichstag, n'eût pas lieu.

Mais ce qui m'étonna le plus dans cette histoire, ce fut l'immense publicité gratuite faite pendant plus d'une semaine au Front Noir, dans toute la presse allemande. Tous les détails sur ma vie et sur notre œuvre nous firent en quelques jours plus connaître que tout notre travail souterrain des années précédentes.

L'opposition en Allemagne

Ce peuple qu'il fallait remuer et diriger, au besoin par des attentats montés de toutes pièces, de quoi se composa-t-il avant et pendant la guerre mondiale ?

A la suite de l'attentat de Munich et de la publicité qu'il fit au Front Noir, je reçus un grand nombre de lettres, par le canal de nos filières d'Allemagne. Un chef des S.A. ayant 50 000 hommes sous ses ordres m'écrivit : « Mille fois d'accord avec vous, il faut « y aller », c'est le moment. Mais ne croyez pas que vous puissiez tout faire du dehors. Nous attendons des ordres, d'urgence. Dans cette guerre de Trente Ans, la Gestapo viendra fatalement nous cueillir un jour. Pourquoi attendre ? » Rien n'illustre mieux le danger que trois millions et demi de soldats de l'hitlérisme faisaient courir au régime ; ils n'en étaient pas les instruments aveugles. Seuls les S.S., spécialement éduqués et choisis, étaient absolument sûrs.

L'opposition S.A. n'était pas la seule : il y avait tout un conglomerat curieux, complexe, sans grande efficacité parce que sans unité.

1. Des négociations avaient eu lieu entre Bruxelles, Paris et Londres dès 1939. Un accord militaire officieux avait même été conclu le 17 novembre.

Une partie de cette opposition n'était pas politique mais religieuse. Les persécutions antisémites avaient transformé des centaines de milliers de bourgeois et de commerçants en adversaires malgré eux du régime hitlérien. Du point de vue politique, cette persécution était absurde car, si on les avait laissés tranquilles, une grande partie des juifs allemands se seraient devenus sans aucun doute des partisans loyaux de Hitler. Cette opposition ne pouvait avoir grande importance étant donné les conditions dans lesquelles elle s'était créée.

L'influence de l'opposition communiste avait subi un recul très net à cause de la dictature hitlérienne. L'argument populaire était : « Nous ne voulons pas de dictature rouge maintenant que nous connaissons la brune. » Les communistes durent se camoufler en démocrates, mais, ce faisant, ils renoncèrent à certains éléments marxistes fanatiques sans pour cela gagner les éléments bourgeois. Ce qui leur restait d'influence, les communistes le perdirent par le pacte germano-soviétique. Il était trop tard pour eux lorsque Hitler attaqua la Russie, car, pour s'être un peu démasqués au moment de « *l'amitié* » entre Hitler et Staline¹, ils disparurent dans les camps de concentration, une fois de plus. Le danger que représentait l'opposition communiste en Allemagne fut, au fond, surtout un thème de propagande pour Gœbbels.

Le parti socialiste eut un autre destin. Le peuple allemand, y compris les ouvriers, tenait les socialistes pour responsables de l'échec de la république de Weimar et de l'ascension de Hitler. Avec le temps un double changement se produisit, les socialistes devinrent nationaux et le peuple allemand, ayant subi les conséquences de la dictature, devint de plus en plus démocrate. Le pacte germano-russe accrut leur prestige en confirmant la justesse de leur opposition constante au bolchevisme. Le Front Noir recruta dans cette faction socialiste que la tyrannie ressoudait. Couverts par l'uniforme de l'armée, des S.A., des Jeunesses hitlériennes et même des S.S., les membres du Front Noir parvinrent très bien à échapper aux rafles et à sauver leurs cadres.

1. Après la signature du pacte, Staline avait même porté un toast à Hitler : « Je sais combien la nation allemande aime son Führer, j'aime donc boire à sa santé. »

Hitler veut acheter Strasser

Nous étions si invulnérables aux méthodes classiques que Hitler pensa à un autre moyen : attaquer le mouvement par sa tête en achetant Otto Strasser...

Cela se passa après l'occupation des Sudètes, en 1938. L'acharnement de la Gestapo contre ceux qui avaient hébergé Formis fut tel que, ne pouvant mettre la main sur le patron de l'auberge de Zahory qui était décédé entre-temps, ils emprisonnèrent ses deux filles, les sœurs Graf, au camp de concentration de Ravensbruck. Ceci pour se venger de n'avoir pu mettre la main sur moi.

J'étais déjà en Suisse, grâce à une chaîne d'amis. La Bupo, la police politique suisse, était très bien organisée et je me sentais en sécurité. Je recommençai mon action.

Hitler changea alors de méthode. Il eut avec Himmler plusieurs conversations me concernant, je l'appris par la suite. Finalement, un jour, il crut avoir trouvé le moyen de me faire taire. Il déclara à Heinrich :

— Je suis prêt à payer Strasser deux cent cinquante mille francs suisses, payables en Suisse, à condition qu'il cesse immédiatement la rédaction et la publication de tout ouvrage dirigé contre moi. Je ne lui demande pas de changer d'opinions politiques, mais de s'engager à ne plus rien écrire contre le III^e Reich. Il devrait également s'engager à dissoudre le Front Noir.

Heinrich Himmler me connaissait mieux que Hitler. Il lui répondit :

— Moi, je connais Otto, vous ne pourrez pas l'acheter.

Hitler rétorqua :

— Je connais peut-être mal Strasser, mais je connais mieux que vous les faiblesses de l'être humain. Si Strasser refuse, sa femme, elle, ne refusera pas une telle somme. Elle sera ravie de s'acheter une belle villa dans un beau paysage suisse et d'y vivre discrètement, sans embêter personne.

Hitler ordonna de me retrouver et de me faire une proposition. Par un homme politique suisse bien introduit dans les cercles gouvernementaux allemands, Hitler prit contact avec l'éditeur helvétique de mon livre, « La nuit de la Saint-Barthélemy allemande ».

Lorsque cet « intermédiaire » connut la somme qui était proposée pour prix de mon silence, il eut une réaction d'homme d'affaires et démontra à Hitler que ce ne serait certainement pas suffisant, étant donné le succès de mon dernier ouvrage. Hitler lui fit alors répondre :

— Eh bien ! dans ce cas offrez à Strasser quatre cent mille francs suisses.

La proposition me fut alors transmise. Il est inutile de dire que je refusai net. Ma réponse fut la suivante :

« Quinze jours après l'entrée de Hitler à Prague, j'ai envoyé une directive à toutes les organisations et à tous les membres du Front Noir, dans laquelle je disais : les événements du 15 mars (occupation de toute la Tchécoslovaquie) sont clairs ; nous l'avions prédit, Hitler c'est la guerre ! »

J'écrivis par la suite un message qui aurait constitué une meilleure réponse à l'infâme proposition de cet homme incapable de croire au désintéressement. Malheureusement, je ne pus jamais le diffuser sur les ondes ; les événements allaient trop vite, les déterminations n'étaient pas assez grandes. Le texte en était le suivant :

« Camarades du Parti, Camarades des S.A. et des S.S.,

» C'est à vous que nous nous adressons aujourd'hui, à vous d'abord !

» Nous vous posons une seule question, question décisive pour chacun de vous : ce que vous voyez autour de vous, est-ce le national-socialisme dont vous avez rêvé, pour lequel vous avez lutté, que beaucoup d'entre vous ont cru faire triompher, en lui sacrifiant votre vie et votre bonheur ?

» Si vous répondez à cette question par l'affirmative, si vraiment vous êtes convaincus que la réalité allemande, l'Allemagne d'aujourd'hui représente l'ordre nouveau du socialisme national, alors nous n'avons plus rien à vous dire...

» ... Te reconnais-tu solidaire de ceux qui oppriment, martyrisent et emprisonnent des milliers de citoyens allemands dont le seul crime est de se montrer incapables de changer d'idées, d'opinions et de croyances comme on change de chemise ?

» ... Te reconnais-tu solidaire de ceux qui organisent les

camps de concentration, qui encouragent la Gestapo dans ses bassesses et applaudissent à ce système de délations qui détruit tout sentiment d'honneur et de confiance dans le peuple, et transforme une nation libre en une tourbe de mouchards et de victimes de la police ?

» ... Te reconnais-tu solidaire des assassins de milliers d'hommes, des égorgeurs de juifs et de communistes, de catholiques et de sociaux-démocrates, *de chrétiens pratiquants*¹ et de partisans de Strasser, ces crimes qui depuis sept ans caractérisent le système hitlérien ?

» ... Te reconnais-tu solidaire des mesures tendant au dépouillement du peuple allemand, à la destruction complète de la classe moyenne, à la suppression des droits du paysan, à l'esclavage de l'ouvrier, toutes ces mesures s'exerçant au profit d'une dictature de fonctionnaires de l'Etat ou du parti, qui transforme chaque Allemand en esclave impotent ?

» ... Te reconnais-tu solidaire de ceux qui s'acharnaient et s'acharnent encore avec une atrocité de déments contre le peuple polonais — de ceux qui assassinent des milliers d'innocents, en emprisonnent des dizaines de milliers, et en arrachent des centaines de milliers à leurs foyers et à leurs terres — tout cela parce que ce peuple ne fit que ce que tout bon Allemand aurait fait à sa place, c'est-à-dire accomplir son devoir ?

» ... Te reconnais-tu solidaire de ce principe de bandit : « Le besoin crée le droit », ou acceptes-tu ce principe de justice : « Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit ? »

» Camarades du parti, des S.A. et des S.S. nous vous posons aujourd'hui ces questions en faisant appel à votre conscience. *Nous le ferons demain sous la forme d'une instruction judiciaire, avec toutes les conséquences qui en découleront pour chacun de vous et pour votre avenir.*

» Car ne vous abusez pas : on interrogera chacun d'entre vous pour savoir de quel côté il était, si c'était du côté de la justice ou du côté de l'oppression, côté de la dictature ou du côté du peuple allemand, du côté de Hitler ou du côté

1. Bormann déclara très clairement en 1941 : « Le national-socialisme et le christianisme sont inconciliables. »

de l'Allemagne.

» ...Celui qui participe aux crimes encourt le châtement, ainsi le veut le droit, ainsi le veut la révolution, ainsi le veut l'Allemagne de demain.

» Camarades, c'est à vous de décider ! Chacun tient son destin et sa vie entre ses mains.

» Si tu te reconnais solidaire de Hitler et de ses crimes, tu seras jugé et condamné avec lui !

» Si tu te reconnais solidaire de l'Allemagne, de l'Allemagne nouvelle, nationale et libre, décidée à défendre la justice sociale et prête à collaborer avec l'Europe, tu sauvegarderas ta vie et ta liberté, comme tu sauvegarderas la vie et la liberté de l'Allemagne ! »

Ce n'est qu'à titre de document que je donne ce discours écrit en novembre 1939 et dans lequel on trouve pour la première fois cette notion de responsabilité collective dont les procès de Nuremberg firent la première application juridique. Les magistrats furent conduits à mettre en accusation le peuple allemand en raison même des horreurs qu'avait accomplies son tyran. Mais si cet appel avait pu être lancé, aucune réponse ne lui aurait de toute façon été donnée. Avec la guerre mondiale, la nuit s'étendit non seulement sur les pays occupés par les nazis, mais sur l'Allemagne elle-même, où l'on ne s'occupa que de survivre, et où l'on mourut cependant. Comme je l'avais prévu, le conflit armé engagea l'Allemagne de façon irréversible.

Sa tentative de corruption ayant échoué, Hitler abandonna un temps son action contre moi. Mais l'attentat de la Bürgerbräu, et mon nom proclamé aussitôt comme celui du coupable, montrèrent qu'il ne m'oubliait pas.

Hitler demande l'extradition de Strasser

Peu de temps après l'attentat, le gouvernement allemand demanda à la Suisse de m'extrader immédiatement en tant qu'auteur de ce « méfait ». Je savais à quel point la Suisse

dépendait de l'Allemagne pour « le pain, le fer et le charbon ». Cette dépendance économique n'allait pas sans certaines complaisances obligatoires.

Je ne fus donc pas pris au dépourvu lorsque le 24 novembre 1939, un ami suisse, bien informé auprès du gouvernement de Berne, m'avertit de quitter immédiatement mon domicile et de me cacher quelque part en attendant la première occasion de quitter le sol helvétique. Ce que je fis, réussissant de peu à échapper à l'arrestation et à l'extradition. Quarante-huit heures plus tard, dans la voiture d'un ami, membre du Conseil fédéral, affilié au parti social-démocrate helvétique, je franchis en pleine nuit la frontière française.

Strasser en France

A Paris, je pus continuer tant bien que mal à écrire et à vivre, grâce à *Georges Mandel*¹, alors ministre de l'Intérieur.

J'eus un jour une conversation avec lui au sujet de la situation. Je ne pus malheureusement que répéter ce que je disais depuis des années d'exil.

Mandel me dit :

— Hitler va-t-il attaquer la France, oui ou non ?

Je n'hésitai pas :

— Vous avez eu tort de ne pas attaquer l'Allemagne au moment où celle-ci était engagée en Pologne. Maintenant, qui sait ce qui va se passer ?

Mandel se versa un verre de champagne, le but à petites gorgées et me demanda :

— Quel pourcentage de chances y a-t-il selon vous à une attaque allemande ?

— Le pourcentage, vous pouvez le calculer mieux que moi. Mais ma conviction est que Hitler attaquera certainement.

Je lui racontai alors mes innombrables conversations avec

1. Il devait être abattu par des miliciens français sous l'occupation, le 8 juillet 1944.

Hitler, dans lesquelles il avait toujours manifesté sa haine contre la France et les Français qu'il traitait de « bâtards incapables d'avoir une force militaire de quelque valeur ». Mandel m'écouta avec une grande attention, sans m'interrompre.

J'ajoutai que Hitler comptait, après avoir vaincu la France, faire un dernier effort pour s'entendre avec l'Angleterre. Mandel secoua la tête d'un air irrité :

— Ceci prouve une fois de plus que les Allemands n'ont rien compris à la politique anglo-saxonne. Vous m'entendez, jamais il n'y aura d'entente entre l'Allemagne et l'Angleterre. Les Anglais n'ont qu'une parole et quand ils la donnent, ils la tiennent. Hitler est un fou s'il croit le contraire. Vous avez bien vu que l'Angleterre a tenu parole dans la crise polonaise ; si la France devait tomber, le bouledogue anglais ne lâcherait pas. Alors l'Amérique entrerait en jeu et l'Allemagne finirait par se trouver devant un nouveau Versailles.

Strasser interné à Colombes

Ma situation à Paris demeura stable jusqu'au 9 avril 1940, date à laquelle les Allemands occupèrent le Danemark et la Norvège. L'hystérie se déchaîne alors dans la capitale française, tous les Allemands, même émigrés, même antinazis notoires, deviennent des « boches ». Cette xénophobie se terminera le 10 mai en panique générale.

Je fus interné au stade de Colombes avec des communistes allemands, des apatrides, des résistants polonais, des anti-fascistes italiens et tchèques, des juifs hongrois. Il y eut jusqu'à quatre mille personnes dans ce camp, des intellectuels pour la plupart. Je ne puis dire que je m'y ennuyai : si l'on manquait de lits et de nourriture, les sujets de conversation ne firent jamais défaut. J'y rencontrai au détour des tentes, dans les « tribunes » ou dans les places populaires des « virages », l'ex-ministre des Finances de Prusse, Klepper, l'ancien député du Reichstag Willy Münzenberg, un des dirigeants du parti communiste allemand ; Erich Wollenberg, homme politique et journaliste bien connu en Allemagne y était aussi, avec bien d'autres...

Grâce à des amis politiques, je finis par être libéré. Le 10 juin commença l'exode des Parisiens et des Français. Inutile de dire que je n'attendis pas l'entrée des troupes allemandes dans Paris et que je me mêlai à la foule. Je parvins, au terme d'une longue promenade, jusqu'à... Saint-Jean-de-Luz pour essayer de voir le consul anglais que je connaissais. Il n'était pas là.

Strasser obtient un visa pour Curaçao

Je gagnai alors Toulouse. Le *consul hollandais*¹ accepta de me donner un visa pour Curaçao, colonie néerlandaise. Comme les transports maritimes étaient complètement désorganisés en France, je devais partir par le Portugal ; je pus ainsi obtenir un visa de transit pour le Portugal et l'Espagne.

Le 1^{er} août, après avoir erré quatre-vingts jours durant sur les routes de France et de Navarre, démuné de tout, je passai la frontière espagnole à Port-Bou et me rendis au Portugal.

Je ne pouvais rester ni à Lisbonne ni à Porto à cause d'une police des étrangers très vigilante en ces temps troublés. Mon visa était expiré, j'étais absolument sans un sou, mais j'avais un espoir : mon frère Paul, qui se trouvait au monastère bénédictin de Villa Real.

Lorsque je frappai à sa porte, j'éprouvai une immense déconvenue : le père Maurus, que j'avais rencontré à Paris et qui se trouvait là, m'apprit que Paul était parti trois jours auparavant pour les Etats-Unis ; on lui offrait une chaire dans une université. Je me demandai ce que j'allais faire. Mais le père Maurus me présenta au père supérieur du couvent, un excellent homme qui insista pour me garder au couvent à titre d'invité et s'occupa de faire prolonger la validité de mon visa.

J'acceptai avec reconnaissance : cette longue escapade à travers la France de cet été tragique m'avait laissé épuisé. Il

1. H. van Dobben — il faisait fonction de consul car, avant 40, il n'y avait pas de consulat des Pays-Bas à Toulouse. Il se dépensait sans compter pour les réfugiés.

me fallait un peu de temps pour remettre mes idées en place et faire de nouveaux plans de fuite.

Strasser rejoint au Portugal par la Gestapo

J'ai à peine le temps de souffler ; dans l'après-midi du 25 août une grosse Mercedes noire s'arrête devant la porte du couvent. A la seconde, j'ai compris de quoi il s'agissait. Deux hommes jeunes, élégants et blonds descendent de la voiture et sonnent à l'entrée. Je me cache et attends les nouvelles que le père Maurus m'apporte une demi-heure plus tard : les deux hommes ont demandé à voir le Supérieur, à qui ils n'ont pas caché l'objet de leur démarche. Ils ont affirmé savoir que je suis au couvent. En échange de la permission de m'emmener avec eux à Lisbonne, ils ont proposé de faire une grosse donation au couvent et une autre au père Supérieur, à titre personnel !

La réponse de celui-ci est nette : sans même leur répondre, il décroche le téléphone et demande le poste de police de Villa Real. Les deux hommes élégants le regardent faire tranquillement, cyniques et arrogants, lui faisant remarquer qu'ils ne craignent pas la police car ils jouissent de l'immunité diplomatique. Ils lui montrent leurs passeports : c'est exact, ce sont deux attachés de l'ambassade du Reich à Lisbonne. Le Supérieur les expulse alors. Ils remontent dans leur grosse Mercedes noire et s'éloignent en direction de Lisbonne, laissant derrière eux un panache de poussière.

Ainsi, la Gestapo avait retrouvé ma trace, en un mois à peine. Je me creusai la tête pour savoir comment et nous en vîmes, le père Maurus et moi, à soupçonner un des membres de la confrérie. Mais il n'y avait aucun moyen de s'en assurer.

Ce n'est que plus tard que j'eus l'explication de cette diligence exceptionnelle : j'avais écrit à mon éditeur anglais pour qu'il m'envoie de l'argent, dont j'étais complètement dépourvu, et je lui avais donné mon adresse. Malheureusement un journaliste vit la lettre, un jour où il se trouvait dans son bureau.

Vingt-quatre heures plus tard, la radio allemande annonça

triomphalement qu'Otto Strasser avait été arrêté dans le sud de la France. Le journaliste fut tout heureux de dénoncer à la B.B.C. le mensonge allemand : « Le Dr Otto Strasser ne peut avoir été arrêté dans le sud de la France puisqu'il se trouve présentement dans un monastère portugais. »

Il ne restait plus à la Gestapo qu'à savoir de quel monastère il s'agissait. Deux agents nazis furent déguisés, l'un en prêtre et l'autre en moine bénédictin, et reçurent l'ordre de sillonner le Portugal, de presbytères en couvents, de monastères en églises. Ils réussirent dans leur mission, puisque je sus par la suite que l'un des deux avait été, pendant deux jours, mon voisin de dortoir à Villa Real. Heureusement pour moi, la consigne était de me prendre vivant !

Je ne pouvais demeurer au couvent car je savais que la Gestapo n'abandonnerait pas si facilement ; cette fois encore, le père Supérieur trouva la solution : au nord du Portugal, la congrégation possédait une maison de repos dans un petit village sur la côte de l'Atlantique, appelé Villa de Comte. Je me rendis aussitôt dans cette nouvelle cachette.

La vie y était monotone. De temps à autre, je me rendais en autobus à Porto afin d'avoir, par les journaux et les conversations, des nouvelles du monde.

Le 30 septembre, le père Maurus frappa à la porte. Il était accompagné d'un inconnu, un Anglais. Maurus me dit :

— Il faut que vous partiez immédiatement, vos amis de Londres ont préparé votre fuite.

Strasser traqué quitte le Portugal

Il était temps, car mon signalement avait été donné un peu partout au Portugal et j'avais une nuée d'agents à mes trousses. Nous partîmes dans une voiture portant la plaque du corps diplomatique britannique et, après une courte halte à Lisbonne, j'arrivai au port, au pied de la passerelle du paquebot « Excambion » qui était prêt à partir pour les Bermudes. Je fus le dernier passager à embarquer, un passager sans bagages et sans projets de vacances sur les grandes plages de sable blanc.

Le 10 octobre j'étais aux Bermudes pour un court séjour, le

temps de prendre mes dispositions pour rejoindre ma destination véritable : le Canada.

Mon départ d'Europe s'accomplit avec tellement de discrétion qu'à peu près un an plus tard, les services secrets allemands me croyaient toujours dans une cachette portugaise ; la mission qui fut donnée à Schellenberg en avril 1941 en fait foi :

« Un certain jour d'avril 1941, Himmler me téléphona. Son visage (celui de Heydrich) était grave tandis qu'il m'expliquait la situation : « Depuis quelques semaines, nous savons de source sûre qu'Otto Strasser se trouve au Portugal. Hitler déteste Otto tout autant qu'il détestait son frère Gregor. Il les considère tous deux non seulement comme traîtres à notre cause, mais traîtres aussi envers lui personnellement... J'ai lancé sur la piste de Strasser au Portugal le Standartenführer B... qui a fait partie du « Front Noir »... il est persuadé qu'il est quelque part dans ce pays. »

Heydrich et Himmler confièrent à Schellenberg un poison extrêmement violent : désespérant de m'avoir vivant, il « suffisait » désormais à Adolf de me rayer du nombre des vivants. Schellenberg partit, nanti de son poison, et s'installa à Lisbonne. Il prit de très importantes mesures : « Le signalement de Strasser fut répandu clandestinement parmi plus d'un millier de gens et certaines adresses du Front Noir, que m'avaient procurées Heydrich et B..., furent l'objet d'une active surveillance. J'étais parvenu à monter un réseau d'une telle ampleur que Strasser, s'il débarquait ou se cachait dans la ville, ne pouvait m'échapper longtemps. Les six premiers jours, cependant, n'amenèrent aucun résultat et j'en informai Berlin. Au bout de douze jours, toujours aucune trace de lui — sauf une fausse alerte. Un membre de la police portugaise avait cru reconnaître Strasser, mais il s'agissait en réalité d'un importateur américain parfaitement inoffensif. »

Schellenberg finit par perdre l'espoir de me trouver, et pour cause. Il rentra à Berlin. Cette mission prouve à mon avis deux choses : d'une part, que Hitler tenait absolument, à l'heure où pourtant il possédait pratiquement toute l'Europe occidentale, à m'empêcher de parler et d'écrire, d'autre part, que ses services dans la péninsule ibérique manquaient singulièrement de valeur...

Strasser au Canada

Car à cette date, j'étais paisiblement installé au Canada, écrivant, faisant des tournées de conférences, à peine surveillé. Malheureusement cette relative tranquillité ne dura pas très longtemps car je commençai bientôt à avoir des ennuis avec la censure. Mes rapports avec cet organisme ne cessèrent de s'envenimer jusqu'au moment où il me fut interdit de paraître en public pour exprimer mes idées politiques, ni d'écrire sur ce sujet. L'occasion ce fut mon livre : « Armistice ou Paix », dans lequel j'expliquais le danger de la politique des Alliés, basée sur la vengeance, à l'égard de l'Allemagne. Cette politique, je le disais clairement, ne pouvait que profiter au communisme. Or il était de bon ton, à ce moment-là, de traiter les Russes en alliés fidèles ; il était de toute façon interdit d'afficher à leur égard de la méfiance. D'autre part, dans ce livre, je dénonçais l'absurdité du plan Morgenthau qui proposait de faire après la guerre de l'Allemagne un pays démembré et strictement agricole, c'est-à-dire à peu près ce que Hitler se proposait de réaliser en France...

Difficultés pour Strasser

Aucune maison d'édition n'accepta de publier ce manuscrit, mais on s'empressa de le montrer à la censure. Je fus invité à paraître devant le chef de la police de Montréal qui voulut me faire signer un papier dans lequel je m'interdisais d'exprimer mes idées ni par écrit ni en public. Je refusai évidemment. On me condamna le 23 février 1943.

Je quittai alors Montréal et allai m'installer à Clarence. Je m'appelai moi-même le « déporté politique de Clarence ». J'y restai jusqu'à la fin de la guerre, coupé de tout. Je pensais souvent à mes amis du Front Noir, à notre action, à cette course contre la guerre que nous avions engagée et perdue. La satisfaction que je pouvais éprouver à voir se réaliser toutes mes prédictions politiques et stratégiques était bien amère. Mon pays brûlait, se transformait en un chaos peuplé de blessés, semé de morts, à cause d'un fou, que j'avais reconnu fou dès notre première rencontre et que,

malgré tous mes efforts, j'avais été incapable d'arrêter. Dans le monde entier, le mot « allemand » était devenu synonyme de « barbare » et moi, qui savais à quel point c'était faux, je ne pouvais même plus le dire.

Hélas ! la paix n'apporta aucun changement dans ma situation. Moi qui n'avais cessé de lutter contre Adolf Hitler, moi qui avais tout perdu, mes biens, mes amis et même mon frère dans cette lutte, je me trouvais sur la liste noire des Alliés, comme un Bormann, comme un Eichmann. Malgré le fait que Robert Schuman, président du Conseil français, m'ait obtenu une résidence en France, les Canadiens refusèrent obstinément de me donner un visa de sortie pour l'Europe. Le tribunal de l'Allemagne fédérale reprit cette attitude à son compte, malgré mes réclamations incessantes.

Pourquoi ? Je suppose que je gênais certains, je n'avais rien à cacher et j'avais très bien connu les dirigeants nazis...

Enfin, après plusieurs appels, j'obtins, en 1954 seulement, le droit de retourner dans mon pays. Cela faisait vingt ans que j'avais dû le quitter !-

Le 16 mars 1955, je foulai à nouveau le sol de mes pères ; je retrouvai ceux qui restaient de mes amis du Front Noir. Je venais juste de recouvrer ma nationalité allemande dont on m'avait déchu, comme l'était Hitler à titre posthume. Le paradoxe est que le ministre de l'Intérieur qui avait pris cette décision à mon égard était un ex-juriste de la S.A., resté en poste jusqu'à la fin de la guerre !

La situation de l'Allemagne me poussa à reprendre du service dans l'action politique. Je fondai « L'Union socialiste allemande » et créai le journal « la Liberté allemande ». Notre mouvement réclame ce que réclamait, vingt ans auparavant, le national-socialisme des Strasser : une Allemagne neutre, dans une Europe fédérative neutre, indépendante et pacifique.

Cela n'est pas possible tant que l'Allemagne ne sera pas réunifiée et tant que les partis politiques allemands seront à ce point inféodés à une des deux plus grandes puissances mondiales. Le destin de notre Allemagne, de notre Europe (de concert avec les méditerranéens et nord-africains, qui ont si longtemps partagé notre destin, dans la joie et dans la douleur) c'est en nous-mêmes qu'il nous faut le chercher.

Personne ne peut penser que les Allemands accepteront à

la longue comme une solution l'organisation politico-économique Bonn-Washington, ni l'ordre économique-politique Pan-kow-Moscou ; il faudra quelque chose de nouveau, et à la fois de très ancien.

L'Europe selon Strasser

Nous, Européens, avons des devoirs vis-à-vis de très anciens maîtres : l'esprit, la sagesse, la connaissance, et le comportement qui en résultent naturellement. L'Europe peut et doit être le sanctuaire de l'esprit, qui enseigne et fait rayonner la sagesse et l'harmonie sur les conquêtes de la technique et de la civilisation. C'est cette Europe-là qui sera la forme économico-politique convenant à l'Allemagne. Comme je l'affirme de toutes les façons depuis des années, comme je continuerai à l'affirmer tant que je le pourrai, la France mène avec persévérance une politique qui offre justement la possibilité pratique de la réaliser. Elle ne mène ni à une domination telle que la voulait Hitler, ni à une dépendance telle qu'elle est pratiquée par nombre de pays européens actuellement. Elle est en accord avec l'Histoire qui nous montre que rien ne se construit de durable en dehors de la liberté. Comment ne pas vouloir échapper aux vieux démons de l'âme allemande que sont les souvenirs nazis, comment ne pas vouloir échapper aux vestiges de la guerre que sont les dominations des deux blocs, en se précipitant vers cette Europe qui n'est pas seulement notre chance de survivre mais aussi notre chance de renaître ?

Les textes à consulter

Ouvrages consacrés à Hitler et au national-socialisme

Amsler (J.) : Hitler, le Seuil, 1960.

Bullock (Alan) : Hitler, a study in tyranny, Londres, 1952, trad. française : Gérard Colson, C.A.L. 1967.

Dietrich (Otto) : Hitler démasqué, Grasset, 1955.

Gisevius : Adolf Hitler, Munich, 1963.

Grosser (A.) : la Presse et la naissance d'un dictateur, Armand Colin 1959.

Gosset (P. et R.) : Adolf Hitler, Julliard, 1961-1962.

Helden (K.) : Der Führer, Boston, 1944.

Hitler (A.) : Libres propos sur la guerre et la paix, Flammarion, 1952.

Hitler (A.) : Mein Kampf, Paris, 1933.

Mau (H.) et Krausnick (H.) : le National-socialisme, Casterman, 1962.

Martin (R.) : le National-socialisme hitlérien, thèse de droit, Montpellier, 1962.

Papen (F.) : Mémoires, Flammarion, 1953.

Petersen (E.-M.) : Hjalmar Schacht, for and against Hitler, Boston, 1954.

Rauschning (H) : Hitler m'a dit, Paris, 1939.
 Ritter (G.) : Echec au dictateur, Plon, 1956.
 Schmidt (P.) : Hitler's interpreter, New York, 1951.
 Vox (M.) : Hitler, le Seuil, 1962.

Ouvrages concernant la période

Abetz (O.) : D'une prison, Amiot-Dumont, 1949.
 Alexandrov (V.) : K.O., Calmann-Lévy, Paris.
 Alfieri (D.) : Deux dictateurs face à face, le Cheval à clef, Paris, 1948.
 Benoist-Méchin (J.) : Histoire de l'armée allemande depuis l'armistice, Albin Michel, Paris, 1936-38.
 Bonnet (G.) : Fin d'une Europe, Paris, 1948.
 Castellan (G.) : le Réarmement clandestin du Reich, Plon, 1954.
 Ciano (Comte G.) : Journal politique (1939-1945), la Baconnière, 1946.
 Duroselle (J.-B.) : Histoire diplomatique de 1919 à nos jours, Dalloz, 1953.
 François-Poncet (A.) : Souvenirs d'une ambassade à Berlin, Paris, 1946.
 Gun (N.E.) : l'Amour maudit d'Hitler et d'Eva Braun, Laffont, 1968.
 Jaspers (K.) : la Culpabilité allemande, Ed. de Minuit, 1948.
 Leeb (J.) et Heydecker (J.-J.) : le Procès de Nuremberg, Bûchet-Chastel, 1959.
 Liddell-Hart (B.A.) : les Généraux allemands parlent, Paris, 1951.
 Maxence (J.-P.) : Histoire de dix ans, 1927-1937, Gallimard, 1937.
 Mourin (M.) : Histoire des grandes puissances, 1919-1947, Payot, 1947.
 Poliakov (L.) et Wulf (J.) : le Troisième Reich et les Juifs, Gallimard, 1959.
 Procès de Nuremberg, l'Accusation française I — Exposé introductif par François de Menthon, Office français d'édition, 1946.
 Reed (D.) : le prisonnier d'Ottawa : Otto Strasser. Jonathan Cape, Londres.
 Renouvin (P.) : les Relations internationales, 1914-1945, C.D.U., 1949.
 Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale.
 Ribbentrop (J.) : De Londres à Moscou, Grasset, 1954.
 Rosenberg (A.) : Testament nazi, Genève, 1948.

Scholl (I.) : la Rose blanche, Ed. de Minuit, 1955.

Schuschnigg (K. von) : Requiem, Self, 1947.

Shirer (W.L.) : le Troisième Reich, des origines à la chute, Stock, 1961.

Strasser (O.) : l'Histoire et le danger du fascisme, Gunter Olzog, Munich. Où va Hitler ? Grunov, Prague. Le Socialisme allemand, Grunov, Prague. L'Europe de demain, Weltwoche, Zurich. Hitler et moi, Grasset, Paris.

Tchakhotine (S.) : le Viol des foules par la propagande politique, Gallimard, 1939.

Vermeil (E.) : l'Allemagne contemporaine, sociale, politique et culturelle, Aubier, 1953.

Table des matières

I Première rencontre de Hitler et d'Otto Strasser 5

Les frères Strasser / Le putsch de Kapp / Otto Strasser fait la connaissance de Hitler / Première escarmouche / Opinions de Ludendorff / Nationalisme légitime et socialisme nécessaire.

II Détresse de l'Allemagne à la fin de la guerre 1914-1918... 17

Difficultés du régime / La misère s'installe / La catastrophe de la dévaluation / Eclat de la vie intellectuelle et artistique / Drexler fonde le D.A.P. / Hitler s'inscrit au parti et devient chef de la propagande / Fondation du N.S.D.A.P.

III Le N.S.D.A.P. tente son premier coup d'Etat 29

La réunion du cirque Krone / Hitler président du N.S.D.A.P. / On l'appelle le Führer / Création des S.A. / Goering en devient le chef / Une tentative de coup d'Etat / Brillante situation financière du parti.

IV Echec à Munich d'une tentative de coup d'Etat 41

L'équipe de Hitler / Les monarchistes abandonnent Hitler / Le putsch de Munich / Echec de la tentative / Goering blessé / Hitler arrêté / Manifestation en faveur du chef du N.S.D.A.P.

V Le procès de Munich — « Mein Kampf » 57

Le procès de Munich / Une proclamation de Ludendorff / Hitler condamné à 5 ans de forteresse / Hitler en prison dicte « Mein Kampf » / Libéré, Hitler reprend son activité / Le N.S.D.A.P. n'est plus interdit / Départ de Röhm / Ludendorff rompt avec Hitler.

VI A la conquête de l'Allemagne 71

Hitler véritable « médium » / Son talent d'orateur / Son esprit d'indécision / Hitler et les femmes / Son amour pour sa nièce / Mort de Geli / Programme politique établi par les frères Strasser / Goebbels secrétaire de Gregor / retour de Goering, arrivée de Himmler.

VII Otto Strasser rompt avec le parti 97

Goebbels prend parti pour Hitler et attaque les Strasser / Hitler défend Goebbels / Grève en Saxe / Otto quitte le parti / Le parti dévie du véritable national-socialisme / Création du Front Noir / Otto Strasser traqué / Hitler rencontre Hindenburg / Hitler chancelier du Reich.

VIII L'incendie du Reichstag 151

L'incendie du Reichstag / Goebbels instigateur probable / Représailles, arrestations, chasse aux communistes / Le procès de van der Lubbe / Hindenburg signe les décrets qui légalisent la dictature / Otto Strasser pourchassé / Ouverture du Parlement à Potsdam.

IX Otto Strasser poursuivi en Autriche, en Tchécoslovaquie, en France 175

Le Front Noir entre dans la clandestinité / Otto Strasser se réfugie en Autriche / Accusations contre le Front Noir / Tentatives d'enlèvement / Heydrich entre en action / L'affaire Formis.

X La Saint-Barthélemy allemande ou la « nuit des longs couteaux » 199

Les pleins pouvoirs à Hitler / Création de la Gestapo / Réformes sociales et répressions / Les S.A. contre l'armée / Hitler doit choisir / Avec l'armée contre les S.A. / La « nuit des longs couteaux » / Assassinat de Gregor Strasser.

XI Hitler président-chancelier 229

En marche vers la guerre / Mort d'Hindenburg / Hitler : 38 millions de oui / Loi sur la reconstruction de la Wehrmacht / Réoccupation de la Rhénanie / L'axe Berlin-Rome-Tokyo / Hitler et son entourage.

XII L'Anschluss 243

L'économie de guerre / Le service militaire porté à deux ans / Préparation psychologique du peuple allemand / Rencontre avec Otto de Habsbourg / Prorogation des pleins pouvoirs / Schuschnigg à Berchtesgaden / L'Autriche envahie.

XIII L'annexion de la Tchécoslovaquie 257

Préparation de l'action contre la Tchécoslovaquie / La question des Sudètes / Les accords de Munich / Hitler et ses généraux / Clairvoyance d'Otto Strasser / Le pacte germano-russe.

XIV Le faux attentat de Munich 273

La Pologne écrasée / Faux attentat contre Hitler / Accusation du Front Noir / Une opposition dispersée et inefficace / Message d'Otto Strasser au parti / Strasser poursuivi par la Gestapo / Exil et retour en Allemagne.

Les textes à consulter 300

La table des matières 303



omnibus pour l'espionnage, *Kurt Singer* (175**).
lata Hari, *Kurt Singer* (221*).
es mémoires de **Vidocq**, T. 2, (258**).
ccusé levez-vous ! (Grande-Bretagne), *M. Jacta* (272***).
ccusé levez-vous ! (France), *M. Jacta* (273***).
ien que la vérité, *Philippe Toussaint* (316**).
es grands procès d'assises, *M. Montarron* (326**).
e front noir contre **Hitler**, *O. Strasser- V. Alexandrov* (327**).
a justice est une maîtresse jalouse, *Robert Traver* (336*).
e temps des mercenaires, *J. Lantier* (338**).
a perpétuité, *Zéno* (339*).
rofession assassin, *Edgard Lustgarten* (342*).
es S.S., *André Brissaud* (344**).
O.S.1, *Victor Alexandrov* (348**).
es pyramides et leurs mystères, *M. C. Touchard* (355**).
es coulisses de **Scotland Yard**, *Robert Barr* (372**).



Trahison à Athènes, Léon Uris (160*).

Que personne ne sorte, St.-A. Steeman (188 B).

La mort avait le mauvais rôle, J. York (196 B).

La Chinoise blonde, Alexander Cordell (343*).

Le sourire du tigre, Douglas Hurd et Andrew Osmond (357).**

La terreur noire, Geoff Taylor (360*).

La grande peur de 1989, Max Gallo (366*).

Le perroquet chinois (Charlie Chan 1), E. D. Biggers (375).**

Le gardien des clefs (Charlie Chan 2), E. D. Biggers (378).**

Derrière ce rideau (Charlie Chan 3), E. D. Biggers (382).**

Charlie Chan à la rescousse (Charlie Chan 4), E. D. Biggers (386).**

La maison sans clef (Charlie Chan 5), E. D. Biggers (390).**



Les envahisseurs, *Jan Dobraczynski* (103**).
Les morts ne chantent pas, *R. Jašik* (323***).
Rendez-vous avec la chance, *Raymond Lallemand* (328*).
Les loups verts, *Claude Seignolle* (353*).
Juillet 41, *G. Baklanov* (380**).



Bibliothèque
marabout
université

Alan Bullock

Hitler

ou les mécanismes de la tyrannie

1

l'ascension



Bibliothèque
marabout
université

Alan Bullock

Hitler

ou les mécanismes de la tyrannie

2

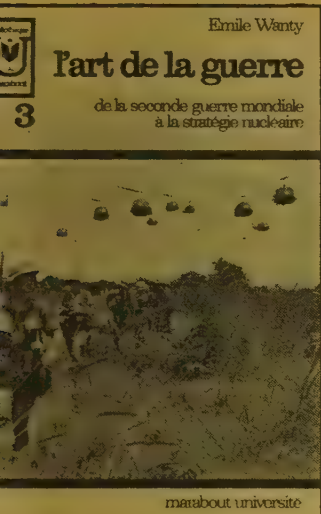
l'apogée
et la chute



Une analyse saisissante de l'histoire
du Troisième Reich et du principe
même de la tyrannie, à travers
la plus révélatrice
des biographies d'Hitler.

Deux volumes de 416
pages, abondamment
illustrés.

Marabout Université
n° 27 et 28.



Depuis que l'homme a placé l'art de tuer au premier rang de ses activités, son intelligence s'est ingéniée à en perfectionner les méthodes, en même temps que se multipliaient les causes de conflits. Des premiers affrontements de la préhistoire à la stratégie atomique aux guerres de guérilla, Général E. Wanty s'est appliqué à retracer l'évolution des armements, de la tactique, des systèmes de défense et des techniques de subversion, cherchant parallèlement à définir la nature même de la guerre, ses causes, ses objectifs, sa philosophie, la complexité des facteurs qui la régissent.

Un mérite, selon Le Figaro littéraire, est d'avoir fait de l'art des batailles à travers des âges une synthèse savante et humaine, à la fois politique, sociale, économique, dont il a su dégager les lignes de force de cette pensée militaire qui a poussé les hommes contre les autres, depuis que le monde est monde, des millions d'hommes".

L'art de la guerre, de l'antiquité chinoise à la stratégie nucléaire, 3 vol., abondamment illustrés en couleur et en noir.
Marabout Université
 n° 142, 143 et 151.



H. Bernard G. A. Chevallaz
R. Gheysens J. de Launay

Les dossiers de la seconde guerre mondiale



Les dossiers de la seconde guerre mondiale commencent seulement à s'ouvrir, aussi est-il difficile d'écrire « l'histoire en profondeur » de la guerre 1939-45.

Cependant, quatre historiens, s'écartant délibérément du conformisme officiel, des chroniques frelatées ou partiales, explorent systématiquement les sources d'information et dressé un bilan des connaissances actuelles.

H. Bernard s'intéresse aux opérations décisives pour le déroulement et l'issue de la guerre. G.-A. Chevallaz dégage le sens des événements diplomatiques qui modifièrent le destin du monde.

R. Gheysens met en évidence l'importance des services de renseignements.

J. de Launay montre, enfin, comment le développement des moyens de propagande a permis d'impliquer les populations civiles elles-mêmes dans la « guerre totale ».

Le Dossier, certes, reste ouvert, mais déjà ses auteurs y dégagent les lignes de faite qui préfigurent l'histoire de demain.

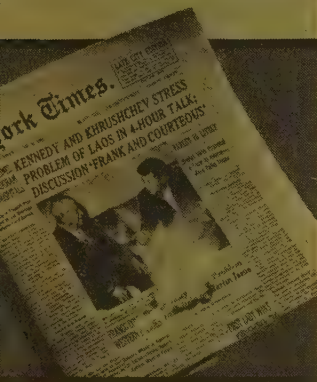
Un volume de 256 pages, illustré en noir et en couleur.

Marabout Université
n° 56.



J. Mordal / G.A. Chevallaz
R. Gheysens / J. de Launay

dossiers de la guerre froide



marabout université

est impossible de comprendre notre époque
sans tenir compte de la "guerre froide".
En 1947, de la peur américaine d'une
pression soviétique en Grèce et en Iran,
elle atteignit son paroxysme lors du "coup
de Prague", en 1948, et ses phases "chaudes"
eurent pour nom : Indochine, Corée, Quemoy.
Le déclin date de la rencontre des deux
super-puissances, à Vienne, et de la signature du traité
de Moscou sur l'arrêt des essais nucléaires.
1963 : la crise fut longue, coûteuse,
destructrice...

Aujourd'hui que les blocs se désagrègent,
on ne sait si nous allons vers de nouveaux
confrontements ou vers un rapprochement.

Malgré le manque de recul, quatre historiens
ont entrepris l'analyse de ce passé récent,
concentrant leurs efforts sur quatre
aspects de la guerre froide : J. Mordal
sur l'histoire de l'aventure militaire ;

G.A. Chevallaz, de l'imbroglio diplomatique ;
R. Gheysens, de la mécanique rocambolesque
de l'espionnage international et J. de Launay,
de la guerre psychologique, marquée au
seul du maccarthysme et du stalinisme.

Un volume de 400
pages, 32 pages d'illus-
tration hors texte
Marabout Université
n° 177.

50 % du corps électoral, il l'avait éliminé du scrutin. Mais il refusait obstinément d'accepter la domination germanique.

Dans l'après-midi du 25 juillet 1934, les nazis autrichiens, financés et dirigés par l'Allemande, envahirent la Chancellerie de Vienne et les locaux de la Radio. Tandis qu'un commando abattait Dollfuss, le laissait mourir sur place, un autre annonçait à la Radio que les nazis avaient pris le pouvoir. Aussitôt, Mussolini lança des divisions italiennes aux frontières de l'Autriche et proclama qu'il défendrait jusqu'au bout l'indépendance autri-

ciennement et bien décidé à brouiller la France avec l'Angleterre, Hitler signa, le 18 juin 1935, avec cette dernière, un accord d'armement naval. Séduits par son « offensive de paix » et croyant naïvement pouvoir l'apaiser par ce moyen, les Britanniques concédèrent à Hitler un tonnage égal à 35 % du leur. Dès lors, Hitler allait posséder une armée, une flotte et une aviation qui, bientôt, deviendraient les plus fortes d'Europe.

(extrait de « L'histoire vécue de la seconde guerre mondiale » T. 1 « L'agression » p. 49 à 61 — Abraham Rothberg — MU N° 32) ■



même pas.

N'étant pas encore prêt pour la guerre, Hitler leurra ses adversaires en lançant une « offensive de paix », leur faisant accroire, par des déclarations répétées, qu'il avait des intentions pacifiques et ne convoitait nullement les territoires de ses voisins. Très astucieusement, il fit usage de sa tactique favorite (diviser pour régner) : il exploita les dissensions entre les Alliés, de façon à les empêcher de mener contre lui une action concertée tant que son Troisième Reich ne serait pas suffisamment réarmé pour aller au combat.

Son premier geste d'apaisement fut de signer le 26 janvier 1934, un pacte de non-agression de dix ans avec la Pologne. Ce qu'il voulait, c'était jeter de la poudre aux yeux, tant des Polonais que des Alliés, et les convaincre qu'il acceptait les frontières orientales de l'Allemagne. Six mois plus tard, alors que la violence, l'intimidation et la propagande n'avaient pas réussi à entraîner l'Autriche dans une union avec l'Allemagne (L'Anschluss), Hitler tenta une manœuvre plus brutale en profitant de l'isolement du chancelier Dollfuss qui avait écrasé le parti social-démocrate.

chienne. Provisoirement, l'Autriche était sauvée.

Le plébiscite de la Sarre, prévu par Versailles, apporta à Hitler une victoire de plus. Le 13 janvier 1935, à la suite d'élections libres et contrôlées par une Commission internationale, les habitants de la Sarre se prononcèrent à 90 %, par scrutin secret, en faveur du retour à l'Allemagne. Ce plébiscite fut un double succès : d'une part, il augmentait encore le prestige de Hitler dans son pays et, d'autre part, il donnait à l'étranger l'impression que l'apaisement était réel, vu que, spontanément, des Allemands demandaient à appartenir au Troisième Reich. Le Führer fit alors cette déclaration : « Avec le retour de la Sarre, c'en est fini des revendications territoriales de l'Allemagne à l'égard de la France. »

Moins de trois mois plus tard, le 16 mars 1935 exactement, les actes de Hitler venaient déjà démentir ses paroles. Jetant au panier les clauses du Traité de Versailles sur le réarmement allemand, il rétablit le service militaire obligatoire et annonça la naissance de la Luftwaffe, ainsi que la formation sur pied de paix d'une armée de 36 divisions, forte de 550.000 hommes. Pour assurer ses plans de

les libérés que garantissait la constitution de Weimar ; libertés de presse et de réunion, respect de la personne humaine et de la propriété privée, tout cela fut jeté au ruisseau. Fort de ce décret, et en se servant à la fois de la Gestapo, de la police secrète politique et des camps de concentration qu'on venait d'ouvrir, Hitler inaugura son règne de terreur. Le Reichstag lui reconnut le droit de faire des lois sans l'approbation parlementaire, ce qui lui permit de légiférer par décrets. Très vite, il eut recours à ce puissant moyen pour consolider sa propre autorité et pour écraser ses adversaires. Ses premiers actes furent de supprimer tout à tour les gouvernements d'Etat et les gouvernements locaux, de liquider les partis politiques d'opposition, de purger le pouvoir judiciaire, d'intimider l'administration civile et de supprimer les syndicats.

Ceci fait, Hitler se tourna contre l'aile réfractaire de son propre parti, en écrasant les éléments radicaux nationaux-socialistes qui compromettaient son alliance avec la grosse industrie et avec l'Armée. Ces « révolutionnaires anticapitalistes » se rencontraient principalement parmi les Chemises brunes, placées sous le commandement d'un ami intime de

gence au nouveau chef d'Etat. C'était un pacte de sang que les généraux faisaient avec le diable, et ils allaient le regretter toute leur vie.

La politique étrangère de Hitler se modifia avec une égale rapidité et une même duplicité. Connaissant l'ardeur nationaliste allemande et les aspirations nazies à une « seconde révolution », il orienta ces sentiments vers une révolte contre le Traité de Versailles et le statu quo d'après guerre. Tout comme le Japon voulait l'hégémonie en Chine et dans le sud-est de l'Asie, Hitler visait l'hégémonie de l'Allemagne en Europe. Tout comme le Japon n'hésitait pas à recourir à la force pour disposer de sa « Plus Grande Sphère de Coprospérité », Hitler était prêt à tuer pour imposer son « Ordre nouveau ». Pour arriver à ses fins, il risquerait le tout pour le tout. Son slogan était : « Weltmacht oder Niedergang », domination du monde ou effondrement. D'abord, l'Allemagne devait être réarmée. Hitler fit le premier pas dans ce sens, le 14 octobre 1933, lorsqu'il se retira de la Conférence du Désarmement de Genève et de la Société des Nations. Les grandes puissances ne réagirent

aux Juifs et aux communistes — Hitler arriva au pouvoir grâce à un accord politique qui ajoutait à ses propres moyens, ceux que lui apportaient les hommes d'affaires, les grands propriétaires terriens, les politiciens nationalistes et conservateurs, et surtout le Grand Etat-Major. Comme au Japon les partis politiques et les Zaibatsu avaient espéré contrôler l'Armée en entrant un peu dans son jeu, de même en Allemagne, les nouveaux alliés politiques de Hitler pensèrent pouvoir le neutraliser en le hissant au pouvoir. Ce sont eux-mêmes qui persuadèrent le président Hindenburg de le désigner comme chancelier, le 30 janvier 1933.

A partir de ce moment, Hitler allait agir à une vitesse éclair et d'une façon implacable qui n'ont eu d'égaux, plus tard, que celles de ses divisions blindées. Quatre semaines après sa désignation comme chancelier, dans la nuit du 28 février 1933, quelques Chemises brunes rasèrent complètement le Reichstag en y mettant le feu. Hitler mit cet incendie sur le dos des communistes et s'en servit comme prétexte pour réclamer des pouvoirs extraordinaires en vue de réprimer leurs excès. Il put ainsi par un décret étrangler littéralement

Hitler, Ernst Röhm. Maintenant que Hitler détenait le pouvoir, Röhm et ses S.A. auraient voulu qu'une seconde révolution vînt réformer la société allemande. Cette grande et remuante armée de plus de 2 500 000 hommes menaçait aussi de « rénover » la Reichswehr.

Le Grand Etat-Major, qui disposait seulement d'une armée de 250 000 hommes, ne se sentait plus en sécurité et réclamait la dissolution des S.A. Quand Hitler apprit que Hindenburg n'en avait plus pour longtemps à vivre, il conclut un marché. En échange de l'appui total de l'Armée pour accéder à la présidence, il accepta de dissoudre les S.A. et de les intégrer progressivement dans la Reichswehr sous le contrôle du Grand Etat-Major.

Ce fut une « purge » sanglante. Dans la nuit du 29 au 30 juin, Hitler se servit de l'élite des troupes S.S. de Himmler pour assassiner ses anciens amis. Röhm et les principaux chefs des S.A. étant morts, le Grand Etat-Major se sentit de nouveau assuré de son monopole sur toutes les forces armées allemandes. Un mois plus tard, quand mourut Hindenburg, le « Géant de Bois », Hitler put réunir dans ses mains les pouvoirs de chancelier et de prési-

Le livre que je présente ici a été entièrement rédigé à partir des souvenirs, des archives et des documents du Dr Otto Strasser. Le Dr Otto Strasser est un de mes amis. Il a fait appel à moi parce que j'ai bien connu, en Allemagne, l'époque du nazisme dont j'ai vécu la plus grande partie à Berlin même. J'ai été souvent le témoin des faits qu'il relate. J'avais une connaissance suffisamment étendue de l'histoire de l'Allemagne contemporaine pour suivre, dans leur détail, tous les événements qui se sont déroulés de 1932 à 1945.

Mais je ne suis intervenu ici qu'au titre d'historiographe. Le Dr Otto Strasser a mêlé

à ses récits et à ses souvenirs un certain nombre d'opinions qui lui sont propres. Il est bien évident qu'elles n'engagent en rien mes propres opinions, dont je n'ai jamais fait état, car il peut arriver que sur certains faits ou certaines interprétations je puisse avoir un jugement différent du sien.

Je me suis borné à faire un livre qui a suivi aussi fidèlement que possible la pensée de l'auteur. Il m'a semblé important pour les historiens futurs, qu'un tel document soit connu du public avant qu'un homme, qui a été à la fois acteur principal et témoin essentiel du nazisme ait disparu.

V. A. ■



L'irrésistible ascension d'Adolf Hitler

En 1930, les Nazis avaient seulement douze représentants au Reichstag. Mais plus le marxisme économique grandissait, et plus le nombre de chômeurs augmentait — il dépassa

rapidement les 6 000 000 — plus la popularité des nazis montait. En semant la discorde parmi ses adversaires, et en promettant n'importe quoi à n'importe qui — sauf peut-être



nomme désormais la Saint-Barthélemy allemande, Grégor Strasser fut lâchement assassiné et avec lui de nombreux opposants au régime.

Dans son exil, Otto Strasser publia plusieurs livres : « Edification du Socialisme allemand », « Où va Hitler ? » et « Hitler et moi ». Voyageant d'une capitale à l'autre, il rassembla ses fidèles et organisa une action inlassable visant la chute du dictateur. En 1939, quelques jours après l'attentat du « Bürgerbräukeller », il quitta Berne et rejoignit le Canada d'où il dirigea, pendant la guerre, le « Mouvement de l'Allemagne libre ».

Dans le présent ouvrage composé de souvenirs, d'archives et de documents, Otto Strasser s'en prend avec une virulente passion à celui qu'il appelle le « Schuft von Berchtesgaden » (la canaille de Berchtesgaden) et fournit au lecteur une foule de renseignements impor-

tants qui éclaireront d'un jour nouveau la lutte incessante de milliers d'Allemands contre Adolf Hitler.

Victor Alexandrov

Victor Alexandrov, né à Pétrograd, a fait toutes ses études en France et en Allemagne. Il accomplit deux fois le tour du monde, puis il devient journaliste : les Balkans, Barcelone en 1937, Prague, Vienne, New York, Mexico. En 1945, il est correspondant de guerre auprès des armées alliées. Après la capitulation de l'Allemagne, il redevient grand reporter : on le trouve dans tous les pays du monde où il se passe quelque événement d'importance. Entre ses longs voyages et ses enquêtes, il a trouvé le temps d'écrire dix-huit ouvrages, dont la plupart sont des romans ou des essais historiques. ■

« Un document
qu'il faut connaître »
par Victor Alexandrov

2
UN AUTEUR
PARLE

Une lutte implacable contre le nazisme

Otto Strasser

Parmi tous les hommes que Hitler dut abattre pour parvenir à la toute-puissance, Otto Strasser reste l'un des plus marquants. Le « Schwarze Front » que dirigea cet homme dynamique, champion de la rénovation allemande, était issu du parti nazi dont Hitler avait fait son cheval de Troie pour s'emparer du pouvoir. Dès le début de la « résistible » ascension de celui qui allait devenir le Führer, Otto Strasser et son frère Grégor s'étaient opposés au mouvement nazi. Convoqué par le dictateur qui voyait en lui un dangereux opposant, Otto Strasser refusa le poste de chef des services de presse. Bien plus, il fonda la phalange des « Nationaux socialistes révolutionnaires » à laquelle allaient bientôt se joindre des fractions de la Jeunesse Unioniste du FAT, des S.A. révoltés,

ainsi que le mouvement paysan du « Front Noir » groupé sous le fameux drapeau noir, orné de la charvue et du glaive.

Invisible, tissant ses réseaux dans tous les pays d'Europe, le Front Noir apparut bien vite à Hitler et à ses complices comme une puissance qu'il fallait abattre à tout prix.

L'exil

Alors que Grégor, trop confiant, restait en Allemagne au moment même de l'accession au pouvoir d'Adolf Hitler, Otto s'enfuyait en Autriche où il allait diriger pendant quelque temps un journal intitulé « L'émetteur noir », avant de rejoindre Prague où les agents de la Gestapo le harcelèrent sans trêve. C'est d'ailleurs de Tchécoslovaquie qu'il lança sur les ondes ses premières émissions politiques. Le 30 juin 1934, au cours de ce que l'Histoire



OUR LADY OF THE LAKE UNIV. LIBRARY



5 0698 01087242 2

DATE DUE



◀ Une lutte implacable
contre le nazisme

◀ Un document qu'il faut
connaître, par Victor Ale

◀ L'irrésistible ascension
d'Adolf Hitler

◀ Lisez en fin de volume le dossier Ma

